

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE

DANS LES

Colonies africaines

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le mardi 3 janvier 1933, à 14 heures

PAR

René MERCIER

Membres du Jury :

<i>Président.</i> . .	MM. BROCARD, professeur.
<i>Assesseurs</i> . .	{ LALOUEL, professeur.
	{ MARCHAL, chargé de cours.

VESOUL
IMPRIMERIE NOUVELLE
6, RUE CARNOT
1933

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE

DANS LES

Colonies africaines

« Le travail régulier, organisé, constitue,
pour les populations noires d'Afrique, la con-
dition même et le moyen de tout progrès ».

René PINON.

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE

DANS LES

Colonies africaines

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le mardi 3 janvier 1933, à 14 heures

PAR

René MERCIER

Membres du Jury :

<i>Président.</i> . .	MM. BROCARD, professeur.
<i>Assesseurs</i> . .	{ LALOUEL, professeur.
	{ MARCHAL, chargé de cours.

VESOUL
IMPRIMERIE NOUVELLE
6, RUE CARNOT
1933

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ̄, ̄ I).

Doyens honoraires : MM. GÉNY (O *, ̄ I), MICHON (*, ̄ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ̄ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ̄ I).

ROLLAND (̄ I).

MOREL (̄ I).

Maître de conférence honoraire : M. MÉLIN (̄ I), docteur en Droit.

MM. GÉNY (O *, ̄ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ̄ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ̄ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̄, ̄ I), professeur de Droit romain.

RENARD (̄ I), professeur de Droit public.

HENRY (̄ I), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (̄ I), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KROELL (̄ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (̄ I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (̄ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (̄ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, ̄ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

GÉGOUT, docteur en Droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en Droit, chargé de cours.

BERTRAND (̄ I), secrétaire.

La faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A la mémoire
de mon Père et de ma Mère



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le terme de « travail forcé » est employé souvent pour désigner l'ensemble des pratiques qui ont pour but, par le moyen de la contrainte, d'apporter une solution au problème de la main-d'œuvre tel qu'il se pose dans certaines colonies. Mais nous lui préférons, quant à nous, l'expression de « travail obligatoire » : « *travail forcé* » s'apparente en effet trop étroitement dans notre langue à « *travaux forcés* » ; il évoque presque fatalement chez le lecteur non prévenu des visions de bagne et peut-être est-ce pour cela qu'il a été adopté par certains milieux. Que si nombre d'abus dans le recrutement de la main-d'œuvre indigène et dans l'emploi de la contrainte justifiaient parfois un tel rapprochement, on ne saurait souffrir pareille équivoque au sujet du travail obligatoire en général, ni assimiler à des « négriers » les Etats qui y recourent. Nous éviterons donc l'emploi d'un terme qui, dépassant la réalité qu'il exprime, risque de fausser les idées et d'effaroucher certains esprits. « Ce qu'il y a de pire au fond dans le travail forcé, disait très justement à la Tribune de la Chambre des Députés M. Piétri, alors ministre des colonies, c'est le mot lui-même et on a déjà fait un pas dans la vérité en l'appelant, comme il convient, le travail public obligatoire qui correspond à une réalité beaucoup plus précise (1) ».

Garder un contact étroit avec la réalité, voilà le secret pour raisonner sainement dans le sujet qui nous occupe. Il est essentiel, pour étudier les diverses pratiques groupées sous le nom de travail obligatoire, de les replacer dans l'ambiance qui les a fait naître et de les apprécier

(1) *Chambre des Députés*, séance du 30-1-1930. — J. Off. — *Débats*, 1930, p. 292.

à la lumière de l'expérience coloniale. Alors seulement, et une fois examinées leurs répercussions possibles d'ordre économique, social et humain, on peut se risquer à suggérer, en harmonie avec les objectifs ultimes de la colonisation et dans le cadre de la politique indigène générale, les bases d'une politique du travail obligatoire qui soit réaliste sans cesser un instant d'être humaine.

Partie intégrante du problème de la main-d'œuvre aux colonies, la question du travail obligatoire nous transporte au cœur même du problème colonial. Sujet, on le pressent, hérissé de difficultés et dont on dissimulerait à tort la gravité et la complexité; on ne peut en l'abordant se défendre d'une certaine crainte devant l'importance des intérêts engagés et les répercussions profondes des solutions apportées. Aussi nous apparaît-il prudent, sinon nécessaire, pour poser le problème du travail obligatoire dans toute son objectivité et tenter de le résoudre, de nous appuyer avant tout sur un guide sûr : la conception de la colonisation telle qu'elle se dégage de l'œuvre de nos grands coloniaux qui, non contents d'avoir occupé et pacifié d'immenses territoires, s'en révélèrent les organisateurs et les administrateurs incomparables et contribuèrent peu à peu avec leurs successeurs à l'élaboration de cette doctrine à base de sympathie, de compréhension, de collaboration et soucieuse avant tout de l'indigène, qu'est la doctrine coloniale française. Condamnation définitive des conceptions mercantilistes, de l'esprit du « pacte colonial », de la politique dite d'assimilation. Désormais, une politique coloniale bien comprise, consciente de ses droits comme de ses responsabilités ne poursuit pas seulement la mise en valeur *matérielle*, mais encore si nous osons dire, la mise en valeur *humaine* du territoire considéré; l'exploitation des ressources terrestres, trésor commun de l'humanité, comprise d'ailleurs dans l'intérêt réciproque de la métropole

et de la colonie (2), doit se doubler d'une action civilisatrice vis-à-vis de ces races prises en tutelle qu'il s'agit de comprendre, puis de faire évoluer sans briser leur originalité (3). Voilà bien le « fardeau des blancs », dont parlait Kipling, qui pèse sur les grandes nations occidentales.

Or, cette mise en valeur des colonies, au sens large où nous venons de l'entendre, exige la collaboration de l'indigène et notamment sous cette forme première qu'est l'apport de ses bras. « Pour l'indigène, avec l'indigène sans doute, mais aussi par l'indigène (4) ». Mais, en face de l'œuvre aux mille visages qu'il faut accomplir (assainissement, lutte contre les famines, établissement d'un outillage économique...) et qui exige des bras, on ne trouve souvent qu'une population indolente, apathique,

(2) « La colonisation bien comprise est une association d'intérêts, une extension du champ de la collaboration nationale, qui, comme toute collaboration, doit, pour être féconde, profiter à tous les collaborateurs. La monopolisation des avantages de la collaboration par l'une des parties est également nuisible et malsaine ».

(L. BROCARD. *Principes d'économie nationale et internationale*. Paris, 1929. — II. page 339).

(3) « Notre arrivée au milieu de populations demeurées les unes à l'état sauvage ou anarchique, les autres à l'écart de l'évolution générale, ne se justifie que si nous leur apportons la paix intérieure, le progrès social et moral, l'évolution économique. Et encore notre action ne vaudra-t-elle comme efficace que sous la condition formelle de ne pas trop croire à l'infailibilité et à la perfection de nos procédés et de nos institutions, d'avoir l'œil constamment ouvert sur ce qu'il peut y avoir chez ces frères différents de meilleur que chez nous, de garder le souci incessant de nous adapter à leur statut, à leurs traditions, à leurs coutumes : en un mot, de les comprendre ».

(Discours prononcé par le Maréchal Lyautey le 5 novembre 1928, à l'occasion de la pose de la première pierre du Musée Permanent des Colonies).

Sur la colonisation ainsi comprise, voir notamment :

E. DUTHOIT. *Le problème social dans les pays de colonisation*, cours à la Semaine Sociale de Marseille, 1930.

J. FOLLIER. *Le droit de colonisation*. — 1932.

(4) R. P. ARNOU, *L'industrialisme dans les colonies*, Cours à la Semaine sociale de Marseille 1930. — Compte rendu, page 343.

réfractaire à tout effort physique. Un seul moyen apparaît capable, dans certains cas, de résoudre cette antinomie et de vaincre l'inertie des indigènes : l'emploi de la contrainte, le travail obligatoire. Son but *immédiat* est d'amener les indigènes, contre leur gré sans doute, mais aussi dans leur intérêt bien compris en même temps que dans celui de la colonie et de la puissance colonisatrice, à fournir l'effort nécessaire pour l'exécution des travaux d'intérêt général. Son but plus ou moins *lointain*, mais à ne point perdre de vue, est de hâter le jour où l'indigène ayant compris son véritable intérêt se pliera spontanément à la loi du travail, en un mot, le jour où il aura atteint « l'âge de raison ». C'est dire que prudemment appliqué, le travail obligatoire porte en lui ses raisons de disparaître.

*
**

Notre sujet va se limiter de lui-même dans l'espace; aucune frontière arbitraire ne lui sera imposée. Demandons-nous en quelles régions du monde se pratique encore de nos jours la contrainte au travail. Le problème du travail obligatoire se cantonne à peu près uniquement aujourd'hui dans l'Afrique Noire et à Madagascar, tous territoires qui souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre. Dans les colonies d'Asie, en effet, il est important de remarquer qu'une situation très différente se présente : la population y est en général bien plus nombreuse et surtout plus évoluée ; le problème de la main-d'œuvre pose là-bas des difficultés d'un autre ordre en relation avec l'inégale répartition de la population et sa concentration en certaines régions comme au Tonkin (5); son étude est liée à celle du régime des contrats de travail à long terme, grâce auquel les régions moins favorisées se procurent la main-d'œuvre nécessaire dans les zones sur-

(5) Dans l'ensemble de l'Indochine française, la densité moyenne de la population est de 28 habitants au kilomètre carré ; au Tonkin, cette densité varie de 2 à 596 habitants au kilomètre carré, suivant les régions.

peuplées, à des distances parfois considérables du lieu d'emploi.

Cela nous amène à une remarque dont l'importance est capitale : les territoires coloniaux nous mettent en présence de situations extrêmement diverses qui ne sauraient s'accommoder de solutions uniques et rigides. Tout au long de notre étude, cette remarque reviendra fréquemment, comme un « leit-motif ». Il y a là une sorte de coefficient dont il faut affecter chaque terme de toute étude coloniale; coefficient destiné à faire la part des choses et à permettre d'ajuster, à une réalité extrêmement mouvante, la rigueur des principes. La politique indigène exige donc un effort continu d'adaptation aux conditions locales qui varient, non seulement d'un continent à l'autre, d'une colonie à l'autre, mais encore à l'intérieur d'un même territoire (6).

**

Le travail obligatoire est aussi vieux que les colonies (6') ; voilà située dans le temps l'origine de notre sujet. Cependant, le problème de la main-d'œuvre se présente aujourd'hui avec une particulière acuité : il domine plus que jamais toutes les questions coloniales. Sous l'influence de cette tendance qui oriente, inévitablement semble-t-il, tous les groupements humains vers l'économie complexe, et à laquelle les colonies n'échappent pas (7),

(6) Voir R. PINON. — *L'extrême variété des conditions naturelles et historiques ainsi que de la structure sociale dans les pays de colonisation*. Cours à la Semaine sociale de Marseille, 1930. Compte-rendu, pp. 91 et s.

(6') On peut même dire qu'il est plus vieux que les colonies, en ce sens qu'il existait souvent avant les colonisateurs. Ainsi, à Madagascar, un siècle avant notre arrivée, le roi Andrianampoin-Imberina, rendait un édit : « Que celui qui ne sera pas dans sa rizière dès l'aube, soit bâtonné ».

(Voir P. MILLE, *Le travail forcé dans les colonies*. — Dépêche Coloniale du 20-11-29.)

(7) Dans tous les groupements, en effet, dans tous les cercles de la collaboration humaine, depuis le plus humble, la famille,

le développement des pays neufs se poursuit, en effet, dans le sens d'une demande de main-d'œuvre de plus en plus considérable qui finit par dépasser de beaucoup les possibilités locales et se heurte de plus, en Afrique et à Madagascar, à des populations particulièrement indolentes et réfractaires pour de multiples raisons.

Dans les débuts de la colonisation, on se contente d'une main-d'œuvre très réduite : les premiers occupants s'adonnent surtout au commerce; navigateurs pour la plupart, ils ne s'enfoncent pas très loin dans les terres; ils se contentent d'exploiter, et souvent avec quelle âpreté, les abords immédiats de la côte ou encore se livrent à la traite des esclaves dont les populations côtières se font du reste les pourvoyeuses en razziant pour eux les villages de l'intérieur. Bientôt, aux marchands viennent s'adjoindre les premiers colons. Mais les richesses naturelles les plus à portée de la main s'épuisent vite, il faut songer à pénétrer plus avant dans les terres : explorateurs, missionnaires, soldats ouvrent la voie; c'est l'ère des grandes épopées coloniales; les puissances européennes se partagent le bloc africain. Conquête, occupation, pacification se poursuivent tandis que, derrière les chefs militaires qui commencent l'organisation de la paix, les exploitations agricoles se créent, les chantiers de travaux publics s'ouvrent, les premières industries apparaissent. De plus en plus, le besoin se fait sentir d'une main-d'œuvre abondante. Si les colonies veulent se développer économiquement et socialement, il leur faut un outillage économique minimum pour l'évacuation facile des produits vers les ports d'embarquement, la suppression de la plaie du portage, pour la pénétration aussi,

jusqu'à la nation, en passant par l'entreprise privée, on constate une sorte de déterminisme qui les pousse à tirer d'eux-mêmes tout ce qu'il leur est possible et à viser par là à l'indépendance économique.

Voir L. BROCARD. — *Principes d'économie nationale et internationale*, 1929, I., pp. 109 et s.

jusqu'aux tribus les plus reculées, du médecin et de l'hygiéniste, du missionnaire et du maître d'école.

Or, s'il est aisé de rassembler les *capitaux* nécessaires, quelque importants qu'ils soient, si les *difficultés techniques* peuvent être vaincues grâce aux ingénieurs envoyés par la métropole, le troisième facteur sans lequel les deux premiers resteront vains, le facteur *travail*, pose au colonisateur de très graves problèmes. Capitaux et techniques sont articles d'importation; mais seule la population locale peut fournir les bras nécessaires (8).

Suffira-t-il pour se les procurer d'ouvrir un bureau d'embauche et d'offrir des conditions de travail suffisamment avantageuses, comme dans la métropole ? La simple transposition des méthodes métropolitaines se révèle inopérante. Et, en effet, le fait capital de la colonisation est de mettre en présence des hommes de civilisations et d'hérités très différentes, et séparés par des siècles de progrès matériel.

D'un côté, *le Blanc* : soucieux avant de tout de mise en valeur et de rendement, il ne comprend pas qu'on puisse avoir d'autres préoccupations que les siennes ; plein d'un zèle ardent, il quitte la métropole. Dans la tête, une belle intelligence technique, en mains, des possibilités financières énormes : rien, semble-t-il, ne doit lui résister. Il débarque à la colonie et son étonnement est grand de voir le peu d'enthousiasme avec lequel on accueille ses dons ; bientôt, il lui faut ramener ses grandioses projets du début à la mesure de la réalité et se rendre à l'évidence devant cette constatation décevante : pénurie de bras, pénurie non seulement quantitative, mais qualitative.

— En face de lui, qui trouve-t-il ? *L'Indigène*, très différent d'un territoire à l'autre et à l'intérieur d'un même

(8) On ne peut songer sérieusement à l'implantation de travailleurs blancs, qui, sous les climats tropicaux, seraient incapables de fournir un effort physique soutenu. Le Blanc ne peut avoir sous ces latitudes qu'un rôle de direction, de contrôle ou de surveillance.

territoire de tribu à tribu, mais qui dans l'ensemble, tout au moins pour ce qui est de l'Afrique Noire et de Madagascar, se montre indolent, de goûts extrêmement simples, insensible à l'appât du gain et peu désireux de changer son existence tranquille et insouciance, dans laquelle les travaux les plus rudes sont la part des femmes, contre le labeur régulier de la vie sur les chantiers. Ajoutons à cela que la population est au demeurant assez peu nombreuse, très clairsemée et inégalement répartie, sous-alimentée, souffrant d'une mortalité élevée due à des conditions d'hygiène et d'existence misérables, au tribut prélevé par des maladies endémiques, comme la maladie du sommeil, ou par des épidémies, très meurtrières sur des individus en état de moindre résistance. Voilà un tableau à peu près complet de la situation en face de laquelle se trouve le Blanc colonisateur.

Divers remèdes sont mis en œuvre : on va d'abord lutter contre la faiblesse numérique de la population. Par une politique sanitaire méthodique, complétée par une politique alimentaire, on s'efforce d'obtenir une population plus nombreuse, plus saine, plus apte au travail. Puis, dit-on, il suffira d'augmenter les besoins de l'indigène, de lui en créer de nouveaux ; de soi-même, il viendra alors s'engager sur les chantiers pour gagner de quoi les satisfaire. Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine qui ne peut être le fruit que d'une évolution lente, d'une éducation qui, ne se bornant pas au matériel, devra avoir le souci des besoins moraux de l'indigène. On ne peut attendre de toutes ces mesures qu'un effet éloigné : il y a tout un état social à transformer.

A côté de ces remèdes nécessaires, mais à échéance lointaine et dont une politique coloniale réaliste ne saurait se contenter, des solutions immédiates s'imposent. On a songé alors à l'importation de main-d'œuvre, en provenance des territoires coloniaux dotés d'une population dense ; mais ces territoires tiennent à conserver jalousement leur main-d'œuvre et s'opposent généralement avec une grande rigueur, à toute émigration régu-

lière de leurs habitants. D'autre part, les essais en ce sens d'immigration de coolies chinois ou indous ont rarement donné satisfaction et ne furent jamais poursuivis avec continuité : l'implantation de populations asiatiques étant souvent le point de départ d'un véritable envahissement capable de causer de graves mécomptes et de compromettre l'équilibre social de la colonie intéressée. Enfin, une telle solution a le défaut de renoncer à obtenir quelque chose du Noir et de considérer qu'au total ce dernier est foncièrement incapable, ce que dément une connaissance plus approfondie de l'indigène.

Pour l'exécution des travaux urgents et indispensables, on est donc conduit à faire appel à la population locale. Sous peine de renoncer à toute mise en valeur et du même coup à la colonisation, seule une intervention autoritaire permettra de vaincre l'indifférence de l'indigène et de sortir de l'impasse où nous sommes engagés. Pour outiller nos colonies, pour arracher l'indigène à son existence misérable, à son ignorance, à l'inertie, au fléau du portage, le principe du recours à la contrainte apparaît parfaitement légitime parce qu'il est indispensable et bienfaisant, parce qu'il répond à un bien supérieur qui échappe momentanément à l'indigène, parce que ce qui fonde les institutions, ce ne sont pas les aspirations des individus et des peuples, mais leur bien objectif. Le principe de la liberté individuelle qui est à la base de nos institutions européennes tend lui-même à devenir de plus en plus relatif : il suffit de considérer les entorses nombreuses qu'il reçoit de jour en jour du fait de la civilisation moderne qui multiplie dans tous les domaines les impératifs et enserme notre vie dans un tissu de plus en plus serré de réglementations, rendues nécessaires par la complication de la vie sociale.

Cependant, de toutes parts, l'emploi de la contrainte en matière de travail indigène a soulevé de vives critiques, des protestations indignées : retour à l'esclavage, atteinte à la liberté individuelle, a-t-on dit ; et bientôt, l'apitoiement de ces défenseurs des races opprimées,

reprenant la thèse du bon sauvage et de la méchante civilisation, ne connaît plus de bornes. Ces critiques poursuivent une œuvre négative, car le meilleur moyen d'abolir, c'est de remplacer ; or, elles ne proposent aucune solution raisonnable et efficace. Le régime du travail obligatoire est un fait ; le seul moyen selon nous de l'abolir, c'est de le maintenir temporairement et de l'organiser minutieusement de façon à en réduire les inconvénients le plus possible et à lui donner un rôle éducatif.

Que nous proposent les adversaires de la contrainte ? Avant tout, l'utilisation exclusive de la douceur : selon eux, on donnera à l'indigène l'habitude du travail en le lui rendant plus agréable, plus rémunérateur. Utopie, dans une certaine mesure. A l'indigène comme à nous, le travail demeurera généralement pénible ; en attendant le jour où l'indigène se l'imposera à soi-même, il sera nécessaire pendant un certain temps de le lui imposer par la contrainte. Tout éducateur agit ainsi vis-à-vis de l'enfant. « Pourrait-on, déclarait un député à la tribune de la Chambre, accuser un père de famille de tenir son fils en esclavage, parce qu'il lui impose un travail qui doit à un moment donné faire de lui un homme indépendant et libre... Faut-il abandonner les indigènes à leur ignorance et à leur misère ou bien avons-nous le droit de les diriger intelligemment, sans brutalité, mais fermement comme de grands enfants... ? (9) ».

Le grave problème qui demeure est uniquement de savoir comment sera aménagé pratiquement le travail obligatoire afin qu'il ne se détourne pas de son but primordial : le bien de l'indigène et de la colonie. C'est toute une politique, toute une organisation dont il nous faudra rechercher les principes directeurs.

— En premier lieu, la contrainte devient indéfendable dès qu'on prétend la mettre au service des intérêts parti-

(9) *Séance de la Chambre des Députés du 31-1-30. — Intervention de M. Ch. Péchin. J. off. Débats. 1930, p. 316.*

culiers sous le prétexte que les entreprises coloniales doivent verser des dividendes à leurs actionnaires. Au lendemain de la suppression de l'esclavage, obligées de renoncer à cette source de main-d'œuvre commode et peu coûteuse, et sachant bien que les indigènes ne s'offriraient pas d'eux-mêmes pour le portage et le travail sur les plantations, elles recrutèrent leur personnel par la même méthode que l'administration avec le concours de celle-ci, ou, sans aucun contrôle, avec la connivence des chefs indigènes (10). De telles pratiques se sont révélées redoutables dans leurs effets; elles entraînent presque fatalement des abus; le bien de l'indigène, son intérêt n'entre bientôt plus en ligne de compte; une seule préoccupation intervient : le rendement, dont l'indigène n'est plus que l'instrument. Pour peu que les circonstances favorisent l'afflux des capitaux métropolitains, on voit les entreprises se multiplier dans la colonie; chacune se croyant en droit d'exiger de la main-d'œuvre, les abus de recrutement deviennent facilement intolérables et, si l'administration n'intervient pas énergiquement, on devine de quelles souffrances ils sont payés par les indigènes (11).

Aussi, tout le monde se trouve d'accord pour condamner le travail obligatoire d'intérêt privé; en 1929, à Genève, lors de la 12^e session de la Conférence Internationale du Travail, tous les gouvernements furent unanimes à le rejeter.

— Quant au travail obligatoire poursuivant des fins d'intérêt général, ou « travail public obligatoire », pour suivre la terminologie adoptée par le gouvernement

(10) Nous n'entendons pas cependant repousser toute intervention administrative en matière de recrutement privé, car il est du devoir de l'administration d'encourager les indigènes au travail et de surveiller les opérations de recrutement des entreprises privées.

(11) L'histoire du développement économique du Congo Belge dans l'après-guerre en est l'illustration pleine d'enseignements.

Voir notamment « *Livre Gris* », pp. 259 et s.

français (12), si sa légitimité est incontestable, son emploi soulève cependant toute une série de questions qui ne sauraient s'accommoder de solutions improvisées. Pour quels genres de travaux le recours à la contrainte sera-t-il admissible ? A qui appartiendra le droit de réquisition ? Comment seront conduites et surveillées les opérations de recrutement des travailleurs non volontaires ? Comment organisera-t-on le travail et la vie sur les chantiers ? Dans l'intervalle, les indigènes auront dû subir des déplacements parfois considérables depuis leur village, quelles mesures seront prises pour assurer leur acclimatement et leur adaptation progressive au travail régulier ? Autant de questions qui se posent et qu'il faut résoudre, si l'on veut jeter les bases d'une politique du travail obligatoire.

Deux considérations nous guideront : 1° l'expérience a montré que le régime du travail obligatoire peut engendrer facilement des abus, entraîner, si l'on n'y prend garde, des conséquences sociales et économiques allant à l'encontre du but poursuivi. En effet, non seulement il comporte à son point de départ une contrainte qui peut aisément verser dans l'arbitraire, mais cette contrainte s'exerce dans le cadre hostile d'une nature surnoise et brutale, sur des individus souvent fragiles, sensibles au dépaysement, au changement de nourriture, inaccoutumés au travail régulier. 2° le travail obligatoire n'est qu'une étape dans l'organisation du travail libre. On ne saurait oublier que si l'on se résigne à recourir à la contrainte ce n'est pas de gaieté de cœur, mais faute d'autre moyen pour accoutumer les populations qui y sont réfractaires, au travail régulier sans lequel aucun développement économique, aucun progrès social ou moral n'est possible.

Par conséquent, la politique à suivre devra — d'une

(12) Voir décret du 21 août 1930, portant réglementation du travail public obligatoire aux colonies, ainsi que le rapport du ministre des colonies qui le précède ci-dessus, Annexe II, pp. XVII et s.

part, grâce à un ensemble de prescriptions basées sur une connaissance approfondie de l'indigène et de son milieu, faire tous ses efforts pour rendre moins pénible la vie des travailleurs (13) ; il ne s'agit pas, en effet, que le recours au travail obligatoire entraîne des conséquences si graves qu'elles ne soient plus en rapport avec les avantages qu'il est destiné à apporter et qui le justifient — Il faudra, d'autre part, lutter contre un certain état d'esprit qui aboutirait à faire durer un tel régime à cause des facilités, de la sécurité et de l'absence de soucis qu'il procure à l'employeur ; il faudra s'attacher à rendre éducatif le séjour sur les chantiers et hâter l'apparition du travail libre, en appliquant au problème de la main-d'œuvre ces remèdes éloignés et à échéance lointaine dont nous parlions plus haut et en préparant, par l'éducation, de nouvelles générations moins rebelles à l'effort physique régulier.

Une telle politique du travail obligatoire, pour rester en harmonie avec les conditions locales, ethnographiques, géographiques, économiques et avec les besoins de chaque territoire ou région, devra varier dans ses détails d'application. Elle nécessitera des règlements jamais figés, mais perpétuellement révisables, à mesure qu'évolue et se perfectionne le statut économique et social de la colonie. Grâce à une telle politique qui n'est, somme toute, qu'un chapitre de la politique indigène générale, la métropole poursuivra sûrement sa mission colonisatrice.

*
**

La formule du travail obligatoire, avons-nous dit, est aussi vieille que les colonies. Comment expliquer sa remise en question au cours de ces dernières années et la place qu'elle a prise parmi l'actualité ? Simplement

(13) Notamment, par une surveillance médicale attentive — par une bonne alimentation — par l'entretien d'un bon moral — par l'obligation d'utiliser sur les chantiers un outillage perfectionné.

par le fait que, depuis quelques années, l'effort colonial est orienté vers l'intensification et l'accélération de la mise en valeur de certains territoires restés jusqu'ici en arrière du mouvement général, parce que l'exploitation en était plus difficile, plus ingrate.

A l'origine de ce mouvement, se trouve une double tendance, croyons-nous :

— Depuis la guerre (sans doute sous l'influence de la théorie des mandats), un état d'esprit nouveau s'est fait jour : les puissances coloniales ont le sentiment d'être comptables vis-à-vis du monde des richesses qu'elles détiennent et aucune ne veut être exposée à se voir décerner un jour, par ses voisins, des brevets d'incapacité. D'autre part, poussées par la loi inéluctable du développement complexe, elles voient, dans une mise en valeur et une exploitation intensive de leurs ressources coloniales, la possibilité d'en tirer un rendement plus élevé et d'approvisionner suffisamment, en matières premières, leur marché intérieur. Elles aperçoivent aussi dans leurs colonies, surtout dans les moments où beaucoup parlent de surproduction, un débouché naturel, et dont nul ne peut les priver, à une production sans cesse croissante que la consommation intérieure ne suffit plus à absorber.

— Or, à côté de ces colonies dont pour des causes diverses le développement s'est trouvé retardé, d'autres, équipées de meilleure heure, s'étaient acquises une certaine priorité et, de ce fait, avaient pu peut-être monopoliser certains marchés; elles devaient donc voir d'un œil peu favorable se poursuivre l'équipement économique de leurs voisines, probablement leurs concurrentes de demain. L'existence de telles préoccupations aide à comprendre une chose en soi assez inexplicable : le manque d'esprit de solidarité dont firent preuve les diverses puissances coloniales quand, notamment à Genève, sur l'invitation du Bureau International du Travail, elles eurent à prendre partie dans la question du travail obligatoire. L'on eut, en effet, la surprise de voir ceux-là mêmes qui autrefois avaient eu recours eux aussi au

travail obligatoire et qui continuaient même de l'employer sous une forme plus ou moins déguisée, le condamner avec véhémence chez leurs voisins. Sous le couvert de préoccupations humanitaires, dont le désintéressement est parfois discutable, on ne cherchait rien moins, semble-t-il, qu'à gêner ou tout au moins à retarder l'équipement de concurrents éventuels dont l'apparition sur le marché mondial pouvait être gênante.

En relation directe avec l'intensification du développement économique des colonies, des événements comme ceux dont furent le théâtre les chantiers du chemin de fer Congo-Océan, objet d'interpellations au Parlement et de reportages retentissants, contribuèrent pour leur part à porter devant l'opinion le problème du travail obligatoire. De même, la création à Madagascar du Service de la Main-d'Oeuvre pour les Travaux d'Intérêt Général (SMOTIG) qui donna lieu dans la presse aux commentaires les plus variés, puis, les débats parlementaires suscités par les emprunts coloniaux. Enfin, on ne saurait manquer de citer le retentissement des discussions genevoises sur le « Travail forcé ou obligatoire », au cours des 12^e et 14^e sessions de la Conférence Internationale du Travail, dans les années 1929 et 1930.

*
**

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de travail obligatoire aux colonies, mais ce n'est pas un article exclusivement exotique.

Essayons d'en trouver des exemples dans l'histoire. Si nous remontons assez loin dans le passé, l'une des institutions, dont l'esprit paraît le plus en rapport avec la conception du travail obligatoire, nous semble être le colonat romain. Sous le Bas-Empire, en effet, le colonat est utilisé comme un moyen de parer à ce mal qui menace de devenir très grave pour l'Empire romain, la désertion des campagnes, le détachement de l'agriculture. Le colonat avait pour résultat de créer un lien hérédi-

taire entre la terre et celui qui la cultive. « Son existence s'explique parfaitement à cette époque où l'Etat, pour assurer les divers services publics, tend à rendre héréditaires et forcées un certain nombre de fonctions à l'exercice desquelles il a un intérêt direct ou indirect : ainsi... celles des boulangers pour assurer les subsistances, de même, celles des colons dans l'intérêt commun de l'impôt et des subsistances (14) ».

Aux époques où les individus ne comprennent plus d'eux-mêmes la nécessité de certains travaux et vont à leur propre perte, dans les périodes de décadence, on voit ainsi l'Etat intervenir par des mesures autoritaires, parfois draconiennes, pour suppléer à la moralité défaillante. C'est ainsi que se pose, en dehors des colonies, la question de la contrainte au travail ou à certaines catégories de travaux.

On peut être tenté aussi de faire un rapprochement entre le travail obligatoire et la corvée de l'ancien droit, mais la comparaison ne peut être poussée très loin. La corvée de l'ancien régime est, en effet, essentiellement un service gratuit du serf — soit au seigneur, et c'est une conséquence du régime féodal — soit à l'Etat pour l'entretien des routes et des ponts, et il s'agit d'un véritable impôt que du reste notre législation fiscale a maintenu sous le nom de prestation parmi les taxes communales, mais en la donnant comme rachetable. Or, le travail obligatoire aux colonies, sauf lorsqu'il résulte d'obligations purement locales ou d'origine fiscale, est toujours rémunéré. Il ne rappelle la corvée que lorsqu'il consiste en travaux dits « de village » que la coutume consacre comme des obligations normales de la vie en communauté ou en travaux qui s'exécutent sur place ou dans un faible rayon autour du village. Dans tous ces cas, la réquisition des indigènes, qui du reste existait souvent avant notre arrivée au profit des chefs locaux, revêt un

(14) F. GIRARD. — *Manuel élémentaire de droit romain*. — Paris, 1929, — p. 146.

caractère fiscal; elle apparaît comme la transposition dans les colonies du régime des prestations; son rachat s'introduit peu à peu dans les territoires plus évolués.

Quelques années après la grande guerre, la Bulgarie imposa à ses citoyens une certaine forme de travail obligatoire dans le but de remédier à une situation économique difficile. Ainsi fut votée la loi du 14 juin 1920 sur le « Service Obligatoire de Travail » : c'était la pièce principale d'un programme de reconstruction nationale mise en avant par le parti de l'Union Agrarienne qu'une forte majorité dans le pays avait conduit au pouvoir. La loi ne fonctionnait pas encore que la Conférence des Ambassadeurs siégeant à Paris décidait de ne pas permettre l'application de la loi empreinte, semblait-il, d'un esprit militariste et jugée incompatible avec les clauses militaires du traité de Neuilly qui imposaient à la Bulgarie l'abolition du service militaire obligatoire. Cette loi sur le « Service Obligatoire de Travail » pouvait, en effet, permettre au gouvernement Bulgare de soumettre les jeunes gens à une véritable conscription. Pour donner satisfaction à l'Entente, des modifications furent apportées au texte primitif qui devint la loi du 9 novembre 1921 : réduction du temps de service — admission de la possibilité de rachat pour les assujettis — échelonnement des appels.

Cette loi visait au relèvement national en y associant chaque Bulgare par un effort personnel et d'une manière directe. Plus précisément, elle se proposait : 1° le relèvement économique du pays, en utilisant les forces productives de la nation, d'une part, pour développer l'outillage national que tous s'accordaient à reconnaître insuffisant et arriéré, d'autre part pour intensifier la production des domaines de l'Etat; 2° le développement chez les citoyens, indépendamment du rang social et de la fortune, de l'amour du travail physique « plus méritoire que le travail intellectuel, parce que plus pénible et seul capable de féconder la terre nourricière » et dont la jeunesse

moderne a trop tendance à se détourner; 3° le développement de l'éducation technique du paysan par l'enseignement de méthodes rationnelles de travail que, perdu dans son village, il n'aura jamais l'occasion d'apprendre. Tel est l'exposé des motifs de la loi.

En vertu de cette loi, tout Bulgare (entre 20 et 40 ans pour les hommes, entre 16 et 30 ans pour les femmes) est tenu d'accomplir dans certaines conditions un « travail social obligatoire »; cette prestation de 8 mois pour les hommes et 4 mois pour les femmes, exigée ou non de façon consécutive, sera utilisable notamment pour la construction de tous ouvrages d'intérêt public. En outre, il appartient au gouvernement, quand il le juge opportun, de mettre tout ou partie de la population à la disposition des communes, pendant un maximum de 21 jours par an pour les travaux d'intérêt commun. Telle est brièvement résumée l'économie de la loi.

Pour bien juger ce système, il ne faut pas le séparer de l'ambiance locale, mais le considérer comme la résultante de circonstances économiques et politiques propres à la Bulgarie (15) : économie monétaire peu développée, outillage national insuffisant, faible proportion de travailleurs salariés. Quoi qu'on puisse penser de cette loi, dont l'esprit semble tout de même assez « socialisant » et sans essayer de mesurer ses résultats économiques, notons que le gouvernement agrarien a compris que pour faire entrer dans les mœurs le « service obligatoire de travail », l'école pouvait lui être d'un grand secours; il a institué « la semaine scolaire de travail obligatoire » : pendant une semaine chaque année, tous les établissements scolaires doivent interrompre le cours habituel des études et les élèves, encadrés et dirigés par leurs maîtres, doivent accomplir un « travail obligatoire

(15) En Bulgarie, l'impôt qui a nom corvée s'acquitte encore en nature. Tout habitant masculin est tenu d'accomplir chaque année, cinq journées de travail pour l'entretien des chemins vicinaux. La faculté de rachat admise autrefois fut supprimée sous l'influence du parti Agrarien.

public » (plantations d'arbres en vue du reboisement — embellissement des locaux scolaires — nivellement des cours de récréation...). Dans l'étude de la politique indigène aux colonies, nous aurons à noter aussi le rôle important que doit jouer l'école dans la formation du futur travailleur.

Cette réforme Bulgarre suscita, dans le pays comme à l'extérieur, des mouvements divers. Le gouvernement bulgare décidé à éclairer l'opinion, provoqua lui-même l'ouverture d'une enquête par le Bureau International du Travail; à la suite de cette enquête, un rapport très détaillé fut publié sur cette nouvelle institution (16).

Cette courte étude nous montre encore que le problème du travail obligatoire pour des fins d'intérêt général peut se poser, même en dehors des pays neufs, lorsque les gouvernants d'une nation se trouvent en face d'une situation économique et sociale particulièrement grave qui risque de compromettre la vie nationale, en un mot lorsque le salut public l'exige.

Lorsqu'on recherche des cas de travail contraint en dehors des territoires coloniaux, dans des nations civilisées ou qui sont considérées comme telles dans les rapports internationaux, les regards ne peuvent manquer de se porter sur la Russie des Soviets d'où nous parviennent, surtout depuis la mise en vigueur du plan quinquennal, les échos d'une législation du travail à base de contrainte. Avec une audace extraordinaire, l'industrialisation rapide et massive de cet immense pays, surtout agricole jusqu'ici, a été décidée; des mesures exceptionnelles ont été prises, à la campagne comme à la ville, dans les exploitations agricoles comme dans les usines pour intensifier coûte que coûte la production. Au terme de l'évolution projetée, on fait miroiter aux yeux de la population une sorte de paradis terrestre. Dès lors, qu'importent les diffi-

(16) MAX LAZARD. — *Le Service obligatoire du travail en Bulgarie*. — B. I. T. — Etudes et Documents. — Série B. N° 12. — Octobre 1922.

cultés, les souffrances; la mystique les rend plus supportables, une discipline de fer fait le reste. Les récalcitrants sont entraînés de force ou broyés par la formidable machine.

Pour réaliser son but, le gouvernement n'hésite donc pas à recourir aux mesures les plus durement coercitives et sans autre nécessité que de faire vite et de produire économiquement grâce à une compression sévère des frais généraux. Il fut amené par ces conceptions à recourir au travail pénal afin de pourvoir à ses besoins de main-d'œuvre en vue des besognes pénibles. Sans doute, personne ne peut reprocher à un Etat d'utiliser le travail de ses condamnés politiques ou de droit commun, et aucune observation ne serait de mise si, sous le couvert de la répression des délits politiques, ne fonctionnait un régime de travail obligatoire particulièrement odieux; les condamnations sont considérées, semble-t-il, comme une source de recrutement particulièrement commode; rien n'est plus aisé pour le gouvernement que de se découvrir des adversaires politiques réels ou imaginaires et d'alimenter ainsi ses entreprises en personnel. Des entreprises d'Etat, comme celles de Solovki, entretenues de cette façon ont donné des résultats « si brillants », grâce à la gratuité de la main-d'œuvre utilisée, que le système est en voie d'extension à d'autres entreprises. Nombreux sont les témoins qui, sous la foi du serment, ont dénoncé dans leurs écrits les conditions de ce travail forcé auquel sont astreints les détenus; l'absence de toute hygiène, de toute assistance médicale, l'insuffisance de la nourriture, les mauvais traitements sont la cause d'une mortalité élevée (17).

En dehors de ce travail forcé qui a sa source dans des condamnations arbitraires « en série », il existe un service obligatoire de travail qui peut être décrété dans certaines circonstances; nous en trouvons trace dans un

(17) Nouvelle Revue des Jeunes du 15-9-31, page 305 : *La main-d'œuvre soviétique.*

arrêté du Commissariat du Peuple au Travail du 16 octobre 1923 relatif à l'inspection du travail (18) : il y a là un véritable travail obligatoire pour travaux publics d'intérêt général.

La Russie actuelle est dans une situation ressemblant étonnamment à celle d'une colonie dont la mise en valeur et l'équipement industriel seraient poussés à un rythme accéléré, et dont les indigènes seraient soumis *sans nécessité* au travail obligatoire le plus inhumain.

L'opinion des nations occidentales ne commença à s'émouvoir fortement que du jour où elles s'aperçurent que les Soviets, grâce à leurs procédés, parvenaient à s'imposer dans le commerce international et à submerger de nombreux marchés sous l'avalanche de leurs produits. De ce jour, de puissants intérêts *économiques* étant menacés par une concurrence insoutenable, une campagne se déclancha contre le « dumping soviétique ». L'Organisation Internationale du Travail fut mise en cause et se vit reprocher son inertie et son mutisme. Le Bureau s'est, en effet, contenté jusqu'ici de réunir une documentation sur la législation du travail en Russie révolutionnaire (19), grâce à sa section d'Etudes Russes. Mais le rôle du Bureau n'est pas de se borner à un effort d'information scientifique; d'après l'article 396 du Traité de Paix, il entre encore dans ses attributions d'orienter les informations recueillies vers l'établissement de conditions de travail meilleures, par l'adoption de conventions internationales, sous peine de voir les nations à légis-

(18) Le paragraphe 70 de ce décret est ainsi conçu :

« Lorsque, (pour faire face à des événements dus à des causes naturelles, pour faire face au manque de main-d'œuvre dans l'exécution de travaux présentant un intérêt particulier pour l'Etat), le service obligatoire du travail est décrété... l'inspecteur du travail veille à ce que... »

(B. I. T. — *Série Législative* — 1923 — Russ. 11, page 21).

(19) En 1921, un rapport a été publié, qui dresse un tableau complet de l'organisation industrielle de la Russie, depuis la Nouvelle Economie Politique.

lation sociale très développée injustement concurrencées par les pays à législation plus arriérée.

Aussi, a-t-on dit : « le Bureau International du Travail a prétendu interdire le travail forcé des indigènes des colonies, que n'intervient-il contre le travail forcé imposé aux travailleurs russes ? » Dans son rapport à la quinzième session de la Conférence Internationale du Travail en 1931, le directeur du Bureau, M. Albert Thomas, consacre un passage à cette campagne et conclut : « Quels que soient nos sentiments intimes, on se trompe d'adresse quand on reproche au Bureau International du Travail indifférence ou inertie : la question n'est pas de son ressort (20) ». La difficulté, et M. A. Thomas y fait allusion, c'est qu'au fond de telles méthodes de travail sont inséparables de la forme même du gouvernement russe et que les condamner revient à condamner les principes mêmes des Soviets, à faire le procès d'un « credo » politique (21).

*
**

Ce regard jeté sur le passé et sur l'Europe du 20^e siècle nous montre que le problème du travail obligatoire n'est pas un produit exclusivement colonial et qu'il peut éclore aussi en dehors des pays neufs, avec cette différence toutefois qu'il ne se présente plus avec la même acuité qu'aux colonies, car il n'est pas aggravé par des questions de race.

(20) B. I. T. — 15^e C. I. T. — Volume II, page 27.

(21) Il semble que la seule lutte efficace contre le travail forcé imposé sans nécessité doive être entreprise sur le terrain économique par des tarifs douaniers, qui se donneraient pour tâche d'entraver les importations des marchandises produites avec le concours de travailleurs forcés. « Le nouveau tarif douanier des Etats-Unis cherche à supprimer les importations des pays à régime de travail forcé : ce qui oblige telles et telles plantations de tabac de Sumatra à transformer leur système de travail. (Frankfurter Zeitung du 3-8-1930, n^o 586). Cité par R. P. ARNOU, *Compte rendu de la Semaine sociale de Marseille*, 1930, page 350.

Seul, cependant, le travail obligatoire aux colonies a été porté sur le plan international par son inscription à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail en 1929 et 1930. Ici, le Bureau International du Travail ne s'est pas contenté de rassembler une documentation; il a estimé devoir aller jusqu'au bout de son action et ses travaux aboutirent à présenter à la ratification des Etats Membres une convention internationale dont les termes du reste ont été jugés inacceptables par les puissances coloniales intéressées. Au cours des débats, le bon sens, les saines conceptions coloniales, le désintéressement ne prévalurent pas toujours; l'intérêt bien compris des indigènes fut à certains égards perdu de vue. A quoi attribuer ces errements? A deux faits surtout qui sont patents, dès qu'on examine d'un peu près la physionomie des débats. D'abord, l'Assemblée Gènevoise comprenait en majorité des représentants d'Etats complètement étrangers aux choses coloniales et d'autant plus disposés à adopter et à ratifier la convention qu'on leur présentait qu'ils étaient assurés de n'avoir jamais à l'appliquer. Et puis et surtout des oppositions regrettables se firent jour entre les peuples qu'un passé colonial déjà long aurait dû rapprocher dans une même solidarité; on vit chaque puissance coloniale n'avoir d'yeux que pour les points particuliers, souvent de détail, qu'elle estimait liés à ses intérêts immédiats et qu'elle était prête à discuter avec la dernière énergie, quitte par ailleurs à laisser le champ libre à toutes les prétentions de la Conférence. Une fois de plus, il était permis de constater que le milieu, où se débattent les conventions internationales du travail, est particulièrement émotif, parce qu'on s'y trouve « comme au point de rencontre du double conflit qui divise les hommes le plus profondément, le conflit des classes et celui des nationalités (22) ».

Si le but que l'Organisation Internationale du Travail

(22) J. DANIEL — *L'Organisation du travail aux colonies* — Cours à la Semaine Sociale de Marseille - 1930 — Compte rendu p. 377.

devait logiquement poursuivre, à savoir la ratification par les puissances intéressées de la Convention sur le travail forcé ou obligatoire, est pratiquement manqué, et s'il laisse sceptique sur l'opportunité et l'efficacité, dans les circonstances actuelles, d'une politique internationale du travail obligatoire, il serait injuste cependant de dénier tout intérêt aux discussions de Genève. A notre avis, elles eurent cet avantage de poser devant l'opinion publique le problème trop souvent ignoré de la main-d'œuvre aux colonies, grâce aux commentaires très nombreux dont elles furent l'objet jusque dans les grands quotidiens; elles provoquèrent la parution de travaux sur ce sujet et créèrent ainsi tout un mouvement d'idées; enfin, l'attention des pouvoirs publics fut attirée sur les abus existants et sur les erreurs commises, en sorte que des mesures qui s'imposaient, furent prises. Pour la France, la conséquence pratique du vote de la convention fut la promulgation du décret du 21 août 1930 sur le travail public obligatoire : il n'apporte aucun changement appréciable dans la politique largement humaine suivie par la France, dont on trouve le reflet dans de nombreux arrêtés ou circulaires locales. Il ne fait guère que confirmer et codifier ce qui existait; c'est en tout cas la première fois en France qu'un texte général prend position au regard du travail obligatoire aux colonies et le rapport du ministre des colonies qui le précède nous indique que l'inspiration s'en trouve directement dans les travaux de l'Organisation Internationale du Travail.

..

Ainsi se pose de nos jours le problème du travail obligatoire dont nous allons rechercher la solution. La façon dont on l'a résolu pratiquement varie suivant les cas, et c'est ce que nous étudierons dans une première partie, relativement brève, où nous passerons en revue les principales modalités de contrainte au travail, telles que législation et pratique administrative nous les révèlent

dans les principales colonies intertropicales d'Afrique et à Madagascar. Puis, en possession de ces données, nous essayerons d'établir dans une deuxième partie les principes directeurs d'une saine et féconde politique du travail obligatoire. Enfin, et ce sera l'objet d'une troisième et dernière partie, nous nous demanderons si et dans quelle mesure une collaboration internationale est capable d'apporter une aide efficace au succès des principes que nous avons défendus et nous étudierons, à cette occasion, la Convention de 1930 sur le travail forcé ou obligatoire.

PREMIÈRE PARTIE

**Le régime actuel du travail obligatoire
aux Colonies
et ses principales modalités**

Comment se présentent, dans la législation et la pratique coloniale actuelles, les divers moyens de recrutement et d'utilisation de la main-d'œuvre non volontaire ; comment les puissances coloniales ont-elles organisé en Afrique le travail obligatoire ? Voilà ce que nous voulons rechercher ici.

Notre examen portera sur les colonies françaises anglaises, belges et portugaises. On y observe une grande diversité de méthodes, contre partie de la diversité des situations, de la variété des doctrines et des conceptions coloniales et de la psychologie particulière du peuple colonisateur.

Nous distinguerons suivant que la contrainte dont on use à l'égard de l'indigène est *directe*, c'est-à-dire résulte de mesures autoritaires dont le type est la réquisition, ou *indirecte*, c'est-à-dire n'est que la conséquence du jeu de forces économiques ou morales artificiellement provoqué. Or, il se trouve que cette distinction correspond approximativement à deux utilisations bien caractérisées du travail obligatoire :

— S'agit-il de recruter la main-d'œuvre nécessaire aux travaux publics d'intérêt général ou local, ou les porteurs et payeurs nécessaires aux transports administratifs, ou de contraindre les indigènes à certaines cultures, nous constatons l'emploi de la *contrainte directe*. Elle se traduit par des réquisitions périodiques de plus ou moins longue durée, ordonnées le plus souvent par les autorités supérieures des territoires, avec l'aide des chefs de village et frappant les adultes du sexe masculin reconnus physiquement aptes. Une formule originale de réquisition consiste à organiser, en vertu des lois sur le service militaire obligatoire, une véritable conscription

de travailleurs et à mettre à la disposition du Service des Travaux Publics de la colonie une certaine portion du contingent, dont le temps de service actif s'écoulera à manier la pelle et la pioche sur des chantiers : tel est à Madagascar le système du SMOTIG.

— S'agit-il au contraire des besoins en main-d'œuvre des particuliers et des entreprises privées, la formule de la réquisition pure et simple des indigènes est aujourd'hui condamnée par la plupart des législations coloniales. L'Administration recourt à des procédés qu'on peut ranger sous l'étiquette de *contrainte indirecte* : ou bien ses fonctionnaires interviendront activement dans les opérations du recrutement privé d'une façon « persuasive », ou bien elle provoquera des mesures réglementaires ou législatives telles que — l'élévation du taux de l'impôt qui contraindra l'indigène à chercher du travail et à louer ses bras pour se mettre en règle avec le fisc — la répression du vagabondage qui dépistera les oisifs — l'institution d'un certain régime de concession qui comportera l'obligation pour l'indigène de récolter certains produits au profit du concessionnaire — la privation ou la limitation des terres, des cultures, de la possession du bétail, en vue de diminuer les possibilités qu'ont les indigènes de pourvoir à leurs besoins de la manière qui leur est habituelle.

SECTION I

Le régime de la contrainte directe

Les procédés qu'a imaginés la pratique coloniale pour amener l'indigène à collaborer effectivement aux travaux considérés comme essentiels à la vie de la communauté et à l'avenir du territoire envisagé sont nombreux, si nous les examinons dans leurs détails d'application; mais on s'aperçoit qu'ils présentent une certaine unité, si l'on en recherche l'inspiration et si l'on considère les grandes lignes directrices et l'ossature de chaque système. Nous nous attacherons principalement à saisir d'un territoire à l'autre les points communs sur lesquels se rencontrent les diverses législations, en notant cependant les caractéristiques essentielles de chacune d'elles, les traits originaux que leur impriment le tempérament particulier de chaque peuple, sa conception de la colonisation, ses méthodes d'administration, l'état de développement économique, social, politique de la colonie en question.

Groupons d'abord trois cas d'emploi de la réquisition qui ne méritent pas qu'on s'y attarde longuement. A leur sujet, en effet, la nécessité d'un recours à la contrainte est à peu près unanimement admise et aucune contestation ne s'élève. D'autre part, la mise en œuvre de la contrainte ne risque pas en l'espèce d'entraîner de conséquences graves tant à l'égard des individus que de la communauté indigène, et ceci pour plusieurs raisons : d'abord, les indigènes plus aisément dans ces cas que dans d'autres aperçoivent l'avantage immédiat qui va résulter des travaux exigés d'eux et acceptent assez facilement l'effort demandé ; ensuite, ces travaux, ressortissant de la vie

locale, ne nécessitent aucun de ces déplacements lointains si funestes aux indigènes transplantés. Enfin, les trois hypothèses dont il s'agit, présentent encore ce caractère commun de ne pas donner lieu à rémunération; en somme, elles constituent plutôt des impôts dont on ne pourrait s'acquitter (sauf certaines exemptions prévues) qu'en nature, vu le degré de développement économique et social. Mais, au fur et à mesure que le recours à la contrainte deviendra moins nécessaire et que la vie communale et régionale s'organisera avec l'apparition de budgets locaux, ces prestations de travail seront, comme nos prestations en nature, remplacées par des versements en espèces.

C'est ainsi que nous comptons éliminer de l'exposé qui suit : 1° les cas de force majeure; 2° les travaux de village; 3° les travaux publics d'intérêt local.

1° Par cas de force majeure, nous entendons des événements graves et imprévisibles, tels que incendie, inondation, épidémie, invasion de sauterelles ou autres bêtes nuisibles aux récoltes, ou tout autre sinistre qui menacent l'existence ou les intérêts de tout ou partie de la population. Des interventions rapides et souvent massives sont nécessaires; la réquisition des indigènes valides va de soi pour parer au danger, et l'on comprend qu'elle ne puisse se plier à une réglementation minutieuse : le péril est imminent, il faut aller au plus pressé.

2° Quant aux travaux de village, il s'agit là d'obligations permanentes étroitement liées à la vie de la communauté et concernant l'exécution des travaux de voirie, d'hygiène, de propreté qu'impose toute vie en société.

3° Les travaux publics d'intérêt local. Sans doute ces travaux intéressent à des degrés divers la colonie entière, mais ils relèvent plus directement de la vie locale. Dans chaque colonie, des règlements énumèrent les travaux de cette espèce qui peuvent être imposés aux indigènes : entretien de routes dont le Service des Travaux Publics ne se charge pas, entretien des pistes, sentiers, chemins ou voies d'eau de la circonscription, établissement de

gîtes d'étapes, protection des points d'eau contre la contamination et l'obstruction. Les législations des divers territoires ne varient que sur des points de détail. En général, toutes les réquisitions pour travaux d'intérêt local sont ordonnées par les autorités indigènes sous le contrôle et la surveillance de l'administration. La durée maxima annuelle de ces réquisitions est assez variable : de 60 jours au Congo belge, elle n'est que de 24 jours dans l'Afrique Orientale Anglaise ; ailleurs, aucune limite n'est fixée par les textes. En somme, il ne s'agit rien moins que de la transposition aux colonies de la « corvée » de l'ancien droit que notre droit actuel a conservé sous le nom de « prestation » ; du reste, en ce qui concerne les colonies françaises, l'organisation en est toute entière comprise dans le régime des prestations.

En *Afrique Equatoriale Française*, le régime a été réorganisé par un arrêté du 7 Janvier 1925. La procédure à suivre est fixée en détail : le programme des travaux à effectuer doit être établi, au mois de juillet de chaque année pour l'année suivante, par les commandants de circonscription d'accord avec les chefs et les notables des régions intéressées ; il doit fixer la répartition des travaux entre les villages. Le lieutenant-gouverneur de chaque colonie arrête définitivement les programmes, puis approuve les rôles établis numériquement par village sur la base du programme proposé par les autorités subalternes. Les prestations sont accomplies sous l'autorité et la surveillance des commandants de cercle et des chefs de subdivision.

En *Afrique Occidentale Française*, les prestations réglementées par l'arrêté du 25 novembre 1912 ont été supprimées, puis rétablies par l'arrêté du 23 septembre 1918. Ici, comme en Afrique Equatoriale Française, il est spécifié que la période des réquisitions doit être choisie en dehors des époques de culture et de cueillette, de façon à ne pas nuire aux travaux agricoles.

A *Madagascar*, l'arrêté du 3 Novembre 1920, plusieurs fois modifié depuis (1), réglemente les prestations. Les rôles des prestataires sont établis chaque année par les chefs de cantons et rendus exécutoires par le chef de province.

Quant à la durée des réquisitions, elle ne peut dépasser annuellement et par prestataire quinze jours en A.E.F., douze jours en A.O.F. et dix jours à Madagascar. Les prestations sont exigibles en journées de travail; cependant, dans ces trois territoires, la faculté de rachat est prévue au profit de certaines catégories d'indigènes, le taux de rachat étant fixé chaque année en A.E.F. et en A.O.F. par le lieutenant-gouverneur de chaque colonie, à Madagascar par le gouverneur général.

*
**

Mais il y a d'autres travaux obligatoires qui ne rentrent pas dans les catégories que nous venons d'indiquer et qui nécessitent une étude particulière. Nous les classerons sous trois chefs : 1° les travaux publics d'intérêt général; 2° le portage obligatoire; 3° les cultures obligatoires.

(1) Arrêtés des 7 février et 10 avril 1924, 16 novembre 1926 et 13 avril 1927.

CHAPITRE I

Les travaux publics d'intérêt général

La main-d'œuvre nécessaire à l'exécution de ces travaux peut être procurée par deux moyens : la réquisition de la main-d'œuvre civile et l'utilisation de la main-d'œuvre militaire.

§ 1. — La réquisition de la main-d'œuvre civile

L'une des premières tâches du colonisateur, c'est d'outiller économiquement les territoires pacifiés; il lui faut construire des voies ferrées, tracer de grandes artères destinées à faciliter la pénétration et à relier les centres de production aux points d'échange ou d'embarquement, creuser des canaux, aménager les fleuves, créer des ports. Ces grands travaux présentent des difficultés exceptionnelles, car non seulement leur exécution se heurte à des obstacles matériels, tels que la forêt tropicale, qui nécessitent pour être vaincus toutes les ressources de la technique moderne, mais elle rencontre des difficultés plus sournoises et moins saisissables : le climat pénible, l'insalubrité, au milieu desquelles elle va immobiliser pendant de longs mois et contre leur gré des milliers de travailleurs.

Au Congo-Belge, l'administration ne semble plus utiliser aujourd'hui le travail obligatoire pour les travaux d'intérêt général. En ce qui concerne les autres territoires africains, la physionomie actuelle des législations qui utilisent la réquisition de main-d'œuvre est assez diverse. Cependant, leur développement historique a été partout le même : à l'origine, ce fut l'absence complète de toute

législation et l'on chercherait en vain un texte faisant allusion au travail obligatoire ; puis, on trouve trace de décisions autorisant formellement, soit les fonctionnaires, soit certains particuliers ou certaines compagnies privées à recourir à la contrainte ; enfin, des règlements interviennent de plus en plus nombreux et l'on remarque que la législation se développe dans le sens d'une complexité croissante et d'une protection de plus en plus attentive accordée à l'indigène. Indiquons en outre que pour avoir une idée exacte des modalités du travail obligatoire, il faut tenir compte non seulement des textes officiels, mais encore des pratiques administratives qui généralement les ont précédés, qui souvent les dépassent et parfois aussi les contredisent : certains règlements, en effet, ne sont inspirés que par le désir de satisfaire aux courants de l'opinion.

La tendance générale est de considérer le travail obligatoire comme une mesure exceptionnelle et de ne l'autoriser que pour les travaux et services publics essentiels à la vie de la communauté, comme l'établissement de routes ou de voies ferrées, le creusement de canaux, l'aménagement de fleuves, l'équipement de ports, et uniquement dans les cas où la main-d'œuvre volontaire se révèle insuffisante. Sont soumis à la réquisition, les indigènes adultes et valides ; l'exemption des femmes et des enfants est partout pratiquée, les travailleurs étant recrutés parmi les individus reconnus physiquement aptes, entre 25 et 60 ans. Les recrues sont d'abord rassemblées dans des camps, avant d'être acheminées sur des chantiers plus ou moins lointains. Dans la mesure où c'est possible, on fait appel de préférence aux indigènes voisins du lieu d'ouverture des chantiers. Partout, ce travail consacré aux travaux publics d'intérêt général est rémunéré ; pour ce qui est des autres conditions du travail, les indigènes réquisitionnés sont assimilés aux travailleurs volontaires engagés sous contrat.

Tels sont les caractères communs des diverses réglementations du travail obligatoire en Afrique ; examinons

maintenant les caractères distinctifs de chacune d'elles. Pour cela, nous diviserons notre étude en deux parties : nous envisagerons successivement, d'une part, les principes généraux qui dominent la question dans les législations françaises, anglaises et portugaises, et, d'autre part, la condition qui est faite aux travailleurs réquisitionnés.

I. PRINCIPES GÉNÉRAUX

1. — *Colonies Françaises.*

a) Avant 1930. — Jusqu'en 1930, il n'existait aucun texte précis prévoyant ou autorisant le recours par l'administration au travail obligatoire, ni législation d'ensemble posant des principes généraux applicables dans les divers territoires à la réquisition de la main d'œuvre, ni même bien souvent de législation locale. Le recours à la contrainte devait sans doute être considéré comme rentrant dans les pouvoirs du gouverneur.

Ainsi au *Cameroun*, territoire sous mandat Français, l'existence légale du travail obligatoire était induite d'une disposition contenue dans un arrêté du 4 octobre 1924, relatif à la répression de diverses infractions dont celle-ci, « l'insoumission aux réquisitions de l'administration pour travaux publics essentiels ». C'est grâce à cette main-d'œuvre contrainte que furent poursuivis les travaux de construction du chemin de fer du Centre, la réfection de la ligne du Nord-Cameroun, l'aménagement du port de Douala, la construction de routes qui exigèrent au total, pour l'année 1927, 5000 travailleurs réquisitionnés.

En A. E. F., l'administration a dû faire appel à la contrainte pour résoudre ce problème vital que représente, pour l'avenir de la colonisation dans cette partie de l'Afrique, l'établissement du chemin de fer Congo-Océan ou Brazzaville-Pointe-Noire, qui viendra doubler la ligne belge de Léopoldville-Matadi, et qui, joint au développement du réseau routier, nous acheminera graduellement vers la suppression du portage. Dans les débuts,

aucun texte législatif ne réglemente le travail obligatoire ; on relève simplement des arrêtés fixant les fractions de la population mâle ou adulte susceptible d'être recrutée, soit dans chaque subdivision administrative, soit dans l'ensemble du territoire, pour le portage ou pour le travail sur les chantiers. Le recrutement de la main-d'œuvre pour le chemin de fer fut d'abord opéré dans le Moyen-Congo, c'est-à-dire à proximité des chantiers ; à partir de 1925, le rythme des travaux s'étant accéléré et nécessitant par là même un plus grand nombre de travailleurs, le recrutement fut étendu aux régions du Tchad et de l'Oubangui-Chari. A partir de ce moment, se précise dans de nombreux arrêtés le régime des travailleurs du chemin de fer ; ainsi, l'arrêté du 20 janvier 1925 fixe les obligations, droits et allocations de la main-d'œuvre indigène du chemin de fer : toutes les phases du recrutement jusqu'à l'arrivée sur le chantier sont minutieusement prévues, la durée du service de la main-d'œuvre est fixée à un an ou 18 mois.

La législation de l'A. O. F. n'est guère plus prodigue de renseignements en ce qui concerne le fonctionnement du travail obligatoire. Le texte fondamental, en matière de travail indigène, est le décret du 22 octobre 1925 ; mais il est relatif uniquement aux entreprises privées. Toutefois, l'article 36 de ce décret porte que « dans les cas exceptionnels où, à la suite d'événements de force majeure, l'administration est obligée d'effectuer des travaux d'utilité publique particulièrement urgents, le lieutenant-gouverneur peut suspendre provisoirement les engagements des travailleurs par les particuliers ». On peut, semble-t-il, inférer de ce texte la faculté pour l'administration de recourir à la réquisition pour le recrutement des travailleurs destinés à l'exécution de travaux particulièrement urgents. En tout cas, qu'il s'agisse de la voie ferrée Thiès-Kayes-Niger, du prolongement de la ligne de la Côte d'Ivoire ou du prolongement du Central Dahoméen vers le Niger, de la construction du Cotonou-Porto-Novo, ou des travaux d'irrigation, ou de l'aménage-

ment des ports, le nombre des chantiers de grands travaux s'accroît en A.O.F. et souvent l'administration est obligée de faire venir ses travailleurs de très loin : c'est ainsi que la Haute Volta fournit de forts contingents aux chantiers du Thiès-Kayes-Niger et du chemin de fer de la Côte d'Ivoire (2).

b) Le décret du 21 août 1930 (3). — Là se bornait jusqu'en 1930 la législation concernant le travail obligatoire dans nos possessions africaines où son emploi est encore nécessaire. Mais, aujourd'hui, elle a pris corps dans le décret du 21 août 1930, présenté à l'approbation du Président de la République au lendemain de la 14^e session de la Conférence Internationale du Travail dont les travaux s'étaient clôturés par l'adoption d'une Convention internationale sur le travail forcé ou obligatoire à laquelle le gouvernement français n'avait pu se rallier. Ce décret porte réglementation du « travail public obligatoire » dans nos possessions d'outre-mer relevant du ministère des colonies. Il souligne l'attitude de la France en face de ce grave problème, en précisant et en confirmant « les principes généraux contenus dans les réglementations et les instructions en application dans nos grandes colonies ». Remarquons qu'il laisse en dehors de son domaine l'utilisation du 2^e contingent militaire indigène, cette formule particulière de travail obligatoire en vigueur à Madagascar sous le nom de S.M.O.T.I.G. (4) et introduite aussi en A.O.F. (5).

Le décret du 21 août 1930 donne compétence, pour autoriser le recrutement des indigènes (article 3), aux

(2) Indiquons en passant l'aide efficace apportée à la construction du chemin de fer du Sénégal par la secte musulmane des mourides dont les chefs, ayant reconnu l'utilité économique du chemin de fer, ont résolu de collaborer avec nous ; ils mettent à profit leur autorité religieuse pour recruter, parmi leurs coreligionnaires et grâce à une juste rétribution pécuniaire, la plupart des manœuvres nécessaires aux travaux.

(3) Voir ci-dessus, p. 221 et *Annexe II*, pp. XVII et s.

(4) Voir ci-dessus, pp. 58 et s.

(5) Voir ci-dessus, p. 66.

autorités supérieures des territoires intéressés (gouverneurs généraux ou gouverneurs, sur avis conforme du conseil de gouvernement ou du conseil d'administration), sauf à ces autorités de déléguer leurs pouvoirs à certains agents subalternes « dans les limites des cas prévus par les règlements en la matière ». En tout cas, les réquisitions de travailleurs ne sont autorisées que pour les seuls travaux publics et leur recours demeure subordonné « à l'impossibilité d'un recours suffisant à la main-d'œuvre libre ». Pour le surplus, c'est-à-dire pour tout ce qui concerne le recrutement des travailleurs, la durée des appels, l'adaptation des indigènes, les conditions de travail, l'hygiène des chantiers, le décret a la sagesse de s'en remettre à l'initiative des autorités locales, seules à même d'entrer dans le détail d'une réglementation qui doit essentiellement tenir compte des conditions démographiques et sociales du territoire envisagé. En conséquence, les gouverneurs et gouverneurs généraux devront « dans un délai de six mois après la promulgation du présent décret, soumettre à l'approbation préalable du ministre des projets d'arrêtés réglementant le recours au travail obligatoire... » (article 5).

2. — *Colonies anglaises.*

Contrairement à la situation que nous avons soulignée dans les colonies françaises et qui se caractérisait surtout par des pratiques administratives que la législation ne venait confirmer ou réglementer qu'assez tardivement, nous nous trouvons en présence dans les colonies anglaises et surtout en Afrique Orientale Anglaise de dispositions législatives et réglementaires très détaillées et assez analogues d'une colonie à l'autre, ce qui en facilite une étude d'ensemble. Ces stipulations précises relatives au travail obligatoire sont généralement contenues dans les Ordonnances réglementant l'administration indigène (6).

(6) Pour le Kénia : Ordonnance sur les autorités indigènes de 1912, modifiée par l'ordonnance n° 26 de 1922.

Pour l'Ouganda : Ordonnance sur les autorités indigènes de

Les principaux travaux pour lesquels le recours au travail obligatoire est autorisé sont indiqués souvent avec précision ; tantôt il s'agit de « travaux publics et services essentiels », mais, plus souvent, nous trouvons des énumérations détaillées : construction des routes, ponts, ouvrages hydrauliques, chemins de fer, bâtiments administratifs, ports et tous autres travaux publics « que le gouverneur déclare être d'ordre public après l'autorisation préalable du Secrétaire d'Etat ». La réquisition de la main-d'œuvre dans ces divers cas rentre dans les pouvoirs des chefs indigènes qui agissent sur l'ordre des fonctionnaires locaux, après l'autorisation du gouvernement central de la colonie, elle-même subordonnée à l'approbation préalable du Secrétaire d'Etat. Certains indigènes bénéficient d'exemptions. La législation stipule aussi que nul ne peut être contraint à ce genre de travail pour une durée supérieure à 60 jours par période de 12 mois et que ce travail doit être rémunéré ; mais ni le montant, ni le mode de paiement de cette rémunération n'est généralement fixé.

Nous apercevons la place donnée dans ce domaine aux autorités indigènes ; sans doute aussi dans nos colonies, la réquisition est opérée en dernière analyse par les chefs indigènes, mais la législation n'attribue pas officiellement à ces derniers un rôle aussi important que dans les colonies anglaises ; nous touchons là, à l'esprit même de la politique coloniale anglaise qui est très favorable à l'administration indirecte. Le développement des pouvoirs et de la compétence des autorités indigènes apparaît particulièrement dans l'Afrique Occidentale Anglaise à propos des Ordonnances relatives aux routes. D'après ces Ordonnances, la responsabilité des travaux concernant la construction et l'entretien des routes incombe aux auto-

1929, modifiée par les ordonnances n° 14 de 1923 et n° 7 de 1925.

Pour le Nyassaland : Ordonnance sur l'administration des districts de 1924.

Pour le Tanganyika : Ordonnance sur les autorités indigènes de 1906.

rités indigènes : « les commissaires de province peuvent requérir les autorités indigènes d'assurer le bon entretien et la réparation des routes passant par leurs districts, villes et villages » (7). Les indigènes valides de la circonscription ne peuvent être réquisitionnés à ce titre pour plus de 24 jours par an ; leur travail est rémunéré en ce sens qu'une certaine somme d'argent, proportionnelle à la longueur des routes dont ils ont à s'occuper, est remise entre les mains des chefs indigènes par le commissaire de district.

Ailleurs, il n'existe aucun système législatif organisant le travail obligatoire pour l'exécution des travaux publics, mais en revanche les textes prévoient que tous les indigènes ont le devoir d'exécuter les ordres qui leur sont donnés par les chefs, pourvu que ces ordres « soient conformes à la loi et à la coutume indigènes et compatibles avec la justice et la moralité naturelles » : telle en Rhodésie du Sud, la loi de 1927 sur les affaires indigènes. Tous les recours au travail obligatoire peuvent trouver leur fondement légal dans un texte aussi large et aussi pratique pour l'administration.

3. — *Colonies portugaises.*

Si nous désirons nous attarder maintenant sur la législation portugaise, ce n'est point qu'elle présente sous sa forme actuelle, depuis le décret du 6 décembre 1928, quelque particularité digne d'intérêt que nous n'ayons rencontrée au cours de l'étude qui précède, mais c'est pour une raison d'intérêt rétrospectif. La législation antérieure, en effet, émanant d'un règlement en date du 14 octobre 1914 aujourd'hui abrogé, reposait sur un principe particulièrement original : la sanction juridique de l'obligation morale qui impose à tout homme de travailler.

(7) Ordonnance relative aux routes : chap. 107 des lois révisées de la Côte de l'Or 1920, modifiées par l'ordonnance n° 9 de 1924.

L'introduction du règlement en question portait « que l'indigène qui ne possède pas de moyen d'existence doit travailler pour gagner sa vie, exactement comme le Portugais né dans la métropole ». En conséquence, d'après l'article I, « tout indigène valide des colonies portugaises était soumis à l'obligation morale et légale de pourvoir à son entretien et d'améliorer progressivement sa condition sociale au moyen du travail ». A l'exclusion des indigènes exemptés de l'obligation au travail (femmes, hommes de moins de 14 ans et de plus de 60 ans, chefs et notables...), était considéré comme n'ayant pas accompli volontairement son obligation au travail et comme récalcitrant, tout indigène qui n'exerçait pas une profession libérale ou un métier, ou qui ne pouvait justifier avoir travaillé pendant au moins 3 mois au service d'un employeur au cours de l'année écoulée, ou qui ne pouvait faire valoir un empêchement pour cause de maladie ou de force majeure. Le récalcitrant comparaissait alors devant des magistrats spéciaux; du travail lui était offert par l'administration et ce n'était qu'en face de son refus d'accepter ce travail que l'indigène était soumis au « travail obligatoire », c'est-à-dire qu'on le remettait pour une durée de 3 mois à un an, soit à des fonctionnaires, soit à des employeurs privés susceptibles de lui fournir du travail. L'intervention coercitive des autorités compétentes devait se borner à réprimander l'indigène et à le faire conduire si besoin était au lieu de son travail. Enfin, si malgré ces réprimandes l'indigène demeurait dans l'oisiveté ou s'enfuyait du chantier, il était considéré comme vagabond; traduit devant le magistrat compétent, il pouvait être condamné au « travail correctionnel » pour une durée de 8 à 300 jours; ce travail s'effectuait alors sous la surveillance de l'administration et ne comportait aucune rémunération, les indigènes ne recevant que la nourriture et les vêtements.

Ce régime, original dans son essence, a fait place à un état de choses nouveau organisé par le décret du 6 décembre 1928. « Le travail obligatoire institué par le

nouveau Code du Travail indigène (8), n'a plus pour objet de réprimer l'oisiveté parmi les indigènes, il constitue une forme de travail sous contrainte exceptionnellement autorisée pour des fins publiques et sous certaines conditions strictes ». Nous voici donc revenus dans la ligne des conceptions précédemment exposées. Désormais, le gouvernement portugais ne recourt au travail obligatoire qu'avec beaucoup de prudence. Après l'avoir admis très largement, il en est revenu à le considérer comme exceptionnel et à le subordonner même à des conditions plus strictes que celles en vigueur dans les colonies voisines. Le recours au travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt général n'est admis à l'avenir que si les travaux présentent une urgence telle qu'il est impossible de les ajourner et de se procurer la main-d'œuvre volontaire suffisante. Le pouvoir de légiférer sur ces questions appartient au gouvernement de la métropole ; un Conseil Central de travail et d'émigration, composé notamment de délégués des colonies portugaises d'Afrique, est adjoint au ministère des Colonies. Il a pour rôle de donner son avis sur les questions de travail indigène et de proposer au ministre l'adoption des mesures y relatives. En dehors des cas spéciaux prévus par le Code, l'administration ne peut prendre aucune initiative qui aboutirait à imposer le recours au travail obligatoire ; il lui appartiendra seulement de réquisitionner les indigènes par l'intermédiaire des chefs, dans les cas où la persuasion se révèle inefficace pour rassembler les travailleurs nécessaires à l'exécution des travaux d'intérêt général. L'article 298 du Code du Travail indigène résume l'esprit de cette législation en spécifiant que le travail obligatoire ne devra jamais être imposé dans des conditions de nature à sacrifier les intérêts de la population indigène.

(8) Code du travail indigène des colonies portugaises d'Afrique approuvé par décret du 6-12-1928 et publié par le B. I. T. — Série législative 1928, page 1144.

Tels sont les principes généraux sur lesquels repose le travail obligatoire dans les principales colonies d'Afrique où il existe encore. Il nous reste à examiner quelle est, dans ces mêmes territoires, la situation faite aux travailleurs à partir de la réquisition jusqu'à leur arrivée et durant leur séjour sur les chantiers.

II. — LA CONDITION DES TRAVAILLEURS RÉQUISITIONNÉS

A partir des opérations de recrutement, deux questions surtout se posent : — celle du transport des indigènes jusqu'au lieu du travail — celle de la vie et des conditions de travail sur le chantier.

D'une façon générale, on peut dire que toutes les législations s'accordent ici pour assimiler les travailleurs « obligatoires » aux travailleurs volontaires ; à peu près partout, il est admis que les indigènes réquisitionnés ont droit, pour la rémunération, l'alimentation, le logement, l'habillement, l'assistance médicale, ou le transport, à tous les avantages dont jouit la main-d'œuvre volontaire. Cela résulte nettement de la récente législation portugaise ratifiée par le décret du 6 décembre 1928. Dans la plupart des colonies anglaises, il ressort, tantôt de dispositions législatives, tantôt de la pratique couramment admise que les travailleurs « obligatoires », pendant toute la durée de leur emploi, doivent être considérés comme travaillant en vertu de contrats de travail et par conséquent couverts par les dispositions des Ordonnances sur les rapports entre maîtres et serviteurs.

En A. E. F. et en A. O. F., on préfère édicter des règlements spéciaux, largement inspirés du reste par les textes relatifs à la main-d'œuvre privée.

Cette assimilation réalisée par toutes les législations coloniales, entre le travailleur réquisitionné et le travailleur engagé librement, s'explique parfaitement : les difficultés soulevées aux colonies par l'emploi de la main-d'œuvre indigène se retrouvent les mêmes, que cette main-d'œuvre soit libre ou contrainte. Dans l'un comme

dans l'autre cas, le succès de l'entreprise dépend essentiellement des précautions qu'on prendra pour l'acheminement des travailleurs vers le lieu de leur travail, pour l'aménagement des camps et l'organisation de la vie sur les chantiers.

Pour ce qui est des colonies françaises d'Afrique, auxquelles nous bornerons notre examen, la pratique administrative, dans l'attente des règlements spéciaux à paraître en application de l'article 5 du récent décret du 24 août 1930, se guide sur les règlements existants relatifs à la main-d'œuvre privée et s'inspire, pour le surplus, des directives de la politique indigène générale et de l'expérience.

1°. — En *A. E. F.*, toute la question du recours à la main-d'œuvre obligatoire est contenue dans l'histoire parfois tragique du chemin de fer Congo-Océan. Le déroulement des travaux est intéressant à retracer parce que plein d'enseignements; il a du reste suscité, ces dernières années, de violentes polémiques qui ont eu leur écho à la tribune du Parlement. Sur l'importance primordiale et vitale que présente pour notre *A. E. F.* la construction de ce chemin de fer, long d'environ 500 kilomètres, nous n'avons pas à insister ici. Les travaux furent entrepris en 1921 aux deux extrémités du rail futur : Pointe-Noire à l'ouest sur la côte, Brazzaville à l'est. Entre ces deux têtes de ligne, la forêt vierge et surtout le massif montagneux de Mayumbe, région chaotique, marécageuse par endroit et particulièrement insalubre, étaient les obstacles à vaincre. Pendant quatre ans, les travaux furent menés sans que la mortalité parmi les travailleurs (recrutés pour la plupart presque sur place, dans la région du Moyen-Congo) fût inquiétante: le chiffre des décès n'était pas supérieur, semble-t-il, à ce qu'il est normalement dans les agglomérations indigènes de ces contrées. Dans la section de Brazzaville, les travaux étaient exécutés en régie sous la direction et le contrôle du Service des Travaux Publics. Dans la section Pointe-

Noire, ils étaient conduits par une société adjudicataire à laquelle l'administration s'était engagée à fournir la main-d'œuvre suffisante ; il appartenait au personnel technique de la société d'encadrer les travailleurs ainsi procurés par les soins de l'administration.

La période critique pour le Congo-Océan s'ouvre en 1925. A cette époque, sous l'impulsion d'un nouveau gouverneur, on décide de presser les travaux et de les pousser à un rythme devant permettre leur achèvement en 5 ans. Une nouvelle méthode est inaugurée : des chantiers vont être ouverts simultanément en plusieurs points du tracé et, en conséquence, la construction d'une route carrossable est entreprise à partir de Brazzaville en direction du Mayumbe, afin de desservir les nombreux chantiers. Il devient donc nécessaire d'intensifier immédiatement le recrutement des travailleurs ; le Moyen-Congo n'offre pas les ressources suffisantes ; on fait appel aux régions les plus peuplées de l'A. E. F., aux colonies de l'Oubangui-Chari et du Tchad. « Il était impossible de ne pas s'adresser à l'ensemble de la colonie pour recruter les 10 à 15.000 hommes indispensables et il était juste de répartir l'effort demandé sur le pays entier... (9) ». Un arrêté du 20 janvier 1925 fixe les obligations, droits et allocations de la main-d'œuvre indigène du chemin de fer et le fonctionnement du « Service de la Main-d'œuvre du Chemin de fer Congo-Océan » à qui il appartiendra de recruter, d'encadrer, de nourrir, de loger, de soigner et de payer les travailleurs.

Quelques semaines seulement étant accordées au Service de la main-d'œuvre pour organiser dans le Mayumbe les camps destinés à recevoir les recrues, ce furent des installations précaires et insuffisantes qui accueillirent les premiers contingents de travailleurs. Ces derniers, recrutés dans l'Oubangui et le Tchad, arrivaient épu-

(9) Exposé du gouverneur général de l'A. E. F. à l'Union Coloniale Française le 28-4-1927. — J. Off. de la Rép. Franç. du 24-11-1927, page 3177 (cité par le « *Livre Gris* » du Travail Forcé, page 102).

sés par un long et pénible voyage aux fatigues duquel tous ne résistaient pas : le parcours qui comportait notamment dix à quinze jours de bateau de Bangui à Brazzaville, puis d'interminables étapes à pied pour gagner les chantiers, fut accompli pendant longtemps dans des conditions défectueuses. Si l'on ajoute à cela que le cours des travaux atteignait les parties les plus difficiles, les plus ingrates et les plus malsaines du tracé, où chaque parcelle de terre remuée semblait libérer des miasmes mortels, on comprend dès lors les progrès rapides et effrayants de la mortalité et la décimation des effectifs qui suivit. L'opinion publique s'émut, indignée par des reportages n'ayant pas toujours de reste l'objectivité désirable, et finalement une mission d'enquête fut envoyée sur les lieux.

D'énergiques mesures s'imposaient. Divers arrêtés furent pris par le gouvernement général dans le sens d'une refonte et d'une amélioration de la protection sanitaire des travailleurs. Un arrêté du 23 décembre 1927 modifiant celui du 20 janvier 1925 fixa la durée du service de la main-d'œuvre indigène à un an ou 18 mois, suivant l'éloignement de la circonscription d'origine. Les indigènes seront nourris, logés et toucheront un salaire sensiblement équivalent à celui payé aux travailleurs volontaires. Un service d'hygiène et de prophylaxie, responsable de l'exécution des diverses mesures sanitaires prescrites, a été créé par arrêté du 20 février 1928. Enfin, en date du 31 mars 1928, paraissent les Instructions du Gouverneur Général sur la protection sanitaire des travailleurs du chemin de fer. Ce texte régit en détail le recrutement, la vaccination, l'habillement des travailleurs, leur mise en route et leur acheminement, les mesures à prendre pour faciliter leur adaptation et leur nouveau régime, les mesures à l'arrivée : répartition et encadrement des indigènes, hygiène des camps, alimentation, protection contre le froid ; la réparation des accidents du travail est également prévue. Dans chaque camp, un service médical est organisé. Enfin, certaines dispositions

traduisent le souci qu'on a désormais de veiller au moral des travailleurs; elles s'efforcent de lutter contre la nostalgie, qui atteint facilement les indigènes transplantés loin de chez eux, et de prévenir les funestes effets du dépaysement.

Les conditions de travail des indigènes ont encore été améliorées par divers arrêtés des 22 novembre 1928, 5 décembre 1928 et 2 mars 1929. Depuis 1929, les travailleurs sont encadrés par des gradés de l'armée coloniale et cette initiative a été suivie des résultats les plus heureux. Pour donner une idée des efforts faits et des sacrifices consentis pour la protection sanitaire des indigènes et de l'amélioration de leurs conditions de travail, disons seulement que les dépenses d'entretien de la main-d'œuvre, qui se chiffraient en 1925 à 2.300.00 francs, s'élevaient à environ 35.000.000 de francs en 1929 et que 49.000.000 étaient prévus au titre de l'exercice 1930 (10).

Grâce à ces efforts, la situation matérielle et morale des travailleurs s'est considérablement améliorée et l'on n'a plus à déplorer la mortalité enregistrée, faute de précautions, quelques années auparavant. Il était temps de réagir, car nous étions sur le point de tarir les sources vives de la population et risquions de nous trouver un jour en face de régions admirablement desservies, mais dépeuplées et par conséquent amputées de leurs facultés productrices.

Dès 1927, on examina la possibilité de réduire l'effort demandé aux populations indigènes. Un accord fut signé avec la société adjudicataire : il imposait à cette dernière de moderniser ses procédés d'exploitation et son outillage et ramenait de 8.000 à 4.000 le chiffre des effectifs à lui fournir par le Service de la main-d'œuvre. En même temps, on décidait à titre d'essai de faire appel à un premier contingent de 800 travailleurs asiatiques recrutés en majeure partie à Hong-Kong. A l'expérience,

(10) Renseignements tirés du Bulletin de l'Agence Extérieure et Coloniale et publiés par la *Quinzaine Coloniale* du 10 décembre 1929.

cette tentative ne donna pas les résultats attendus. Quoi qu'il en soit, le 11 avril 1930, un nouvel avenant permettait de réduire encore le nombre des travailleurs de 4.000 à 2.000, grâce à l'utilisation d'un matériel plus perfectionné (pelles à vapeur, marteaux pneumatiques, bétonnières...) et à l'octroi à la société de primes d'économie pour l'emploi de l'outillage mécanique. De plus, la redevance que paie la compagnie pour la main-d'œuvre mise à sa disposition par l'administration, était portée de 2 fr. 50 à 12 fr. 50 par jour et par travailleur; ce qui ne peut que l'encourager à des économies de personnel et à l'extension d'un outillage rationnel.

La traversée du Mayumbe a soulevé des problèmes techniques d'une difficulté inouïe dont la solution exigea parfois de véritables tours de forces de la part des ingénieurs; tous les obstacles sont aujourd'hui virtuellement vaincus. Quant au problème de la main-d'œuvre, il semble lui aussi bien près d'être résolu, puisqu'au début de 1930, le Gouverneur Général Antonetti pouvait dire, au cours d'un exposé devant l'Union Coloniale Française, que la moitié à peu près des travailleurs, à l'expiration de leur engagement et après quelques mois passés chez eux, demandaient actuellement de plein gré à contracter de nouveaux engagements (11).

(11) Actuellement la question de la main-d'œuvre ne soulève plus de difficultés; il y a actuellement 6.500 hommes environ sur les chantiers; les rengagements vont en progression croissante.

Quant aux travaux, voici leur état d'avancement — Sur la section Pointe-Noire, la voie normale est exploitée jusqu'au kilomètre 128, c'est-à-dire jusqu'à M'Vouti, où elle fait sa jonction avec la route allant à Brazzaville, de telle sorte que tout le matériel et le ravitaillement à destination de Brazzaville sont acheminés par Pointe-Noire. Au-delà de M'Vouti, une voie de 0,60 dessert les chantiers du tunnel de Ban.ba (1.700 m.) dont le percement, entamé aussi du côté de Brazzaville, comporte peut-être encore 2 ou 3 années de travail — Sur la section de Brazzaville, la voie est actuellement exploitée jusqu'au kilomètre 141, pour atteindre Madingou, au kilomètre 235 dans les premiers jours d'octobre 1932; les travaux sont attaqués jusqu'au kilomètre 280 — On prévoit l'achèvement du chemin de fer pour la fin de 1934; mais, dès maintenant, voyageurs et courrier effectuent le trajet Pointe Noire-Brazzaville

Les résultats véritablement remarquables atteints aujourd'hui (12) ont été chèrement payés et malheureusement l'œuvre actuelle n'a été mise au point qu'après des tâtonnements et des épreuves douloureuses. Sans aucun parti pris de dénigrement systématique, sans vouloir noircir le tableau par des appels toujours faciles à la sentimentalité, tout en reconnaissant aussi les difficultés gigantesques des travaux qui, a-t-on écrit, « dépassaient de loin toutes celles qu'ont eu à vaincre les constructeurs du rail en n'importe quelle partie du monde » (13), il faut reconnaître les erreurs commises pour les regretter et aussi pour en tirer dans l'avenir les enseignements qu'elles comportent (14). La dissimulation des défauts ou des abus constatés dans la pratique coloniale ne sert de rien; au contraire, « l'aveu de ses fautes honore un peuple et justifie sa mission dans le monde, car celui-là seul a le courage d'avouer ses fautes, qui a la volonté ferme d'y remédier » (15). Les faits que nous avons relevés contre certaines erreurs et certaines précipitations doivent être considérés comme des épisodes éphémères qui ne sauraient amoindrir la grandeur de l'effort français aux colonies.

2°. — En *A.O.F.*, vu le nombre des chantiers de grands travaux et la répartition inégale de la population, l'admi-

dans la même journée, grâce à la route carrossable qui relie les 2 tronçons du rail en exploitation.

(12) « L'Office International d'Hygiène publique » a adressé à l'administration et aux services sanitaires de l'A. E. F. toutes ses félicitations pour l'Œuvre hygiénique accomplie dans ce territoire. (M. Fayet — *Travail et colonisation*, page 29).

(13) M. Fayet, op. cit., page 27.

(14) Il y a eu des fautes commises et notamment des lacunes regrettables ont été relevées dans l'organisation du transport des travailleurs. Nous n'avons pas su profiter de l'expérience acquise par les Belges et les Allemands sur les précautions dont il faut entourer la transplantation des travailleurs indigènes, et aussi d'une autre expérience, celle de Panama.

(15) M. Schumann — Institut Colonial International. Compte rendu de la 20^e session. Bruxelles 1929, page 127.

nistration a dû souvent aller réquisitionner des travailleurs à de grandes distances du lieu de leur emploi. Une législation spéciale fait défaut, touchant le régime de la main-d'œuvre recrutée par l'administration, et il semble que, dans la pratique, l'administration s'inspire des principes contenus dans les textes relatifs aux entreprises privées et notamment dans le décret du 22 septembre 1925. Cela est si vrai que dans une circulaire du 1^{er} janvier 1928, le Gouverneur Général Carde manifestait son désir de voir bientôt s'élaborer, dans les différentes colonies relevant de l'A. O. F., une législation spéciale aux travailleurs de l'administration « portant sur les principaux points suivants : conditions de recrutement, acheminement des travailleurs sur les chantiers, réception au point d'arrivée, conditions de travail, nourriture, représentation des manquements des travailleurs sur les chantiers, contrôle de la réglementation ». Le Gouverneur Général ajoutait : « plusieurs visites médicales seront prévues de manière à éliminer les sujets inaptes; un soin particulier devra être apporté à la construction des campements... La seule sanction susceptible d'être appliquée aux travailleurs sera la retenue de solde qui viendra en déduction du pécule remis à chaque indigène en fin d'engagement » (16).

§ 2. — L'utilisation de la main-d'œuvre militaire

Une forme particulière de la réquisition de main-d'œuvre pour l'exécution des travaux publics existe à Madagascar; elle consiste à utiliser la loi sur le service militaire obligatoire et à décider qu'une certaine portion du contingent sera occupée, pendant le temps de son service actif, sur des chantiers de travaux publics au lieu de recevoir un enseignement purement militaire à la caserne; l'outil remplace le fusil entre les mains des recrues. Un tel système fonctionna dans l'Etat indépen-

(16) *Livre Gris* du Travail Forcé, p. 106.

dant du Congo, au temps de Léopold (17). Depuis que cet Etat est devenu le Congo Belge, le gouvernement, semble-t-il, n'a jamais utilisé ce procédé implicitement abrogé par le décret du 10 mai 1919 qui, dans la réorganisation qu'il opère, ignore l'utilisation d'une partie du contingent pour les travaux d'intérêt général.

Sous le nom de S.M.O.T.I.G., c'est-à-dire Service de la Main-d'Oeuvre pour les Travaux d'Intérêt Général, cette forme particulière de réquisition fut introduite à Madagascar, sous l'initiative de Gouverneur Général Olivier par le décret du 3 juin 1926.

Jusqu'à cette époque, la main-d'œuvre indigène nécessaire aux travaux publics se composait, d'une part, d'engagés d'une année, d'une part, de travailleurs désignés par les chefs des « fokonolona » suivant un roulement entre régions. Ces travailleurs, fournis par la province même du lieu d'exécution des travaux, effectuaient 30 jours de travail, puis, leur période terminée, étaient remplacés généralement par d'autres indigènes du même village. « Procédé équitable et logique en apparence puisque les communautés indigènes sont directement intéressées à la mise en valeur de leurs régions respectives et que — théoriquement — tous les hommes adultes et valides du « fokonolona » participent à tour de rôle à l'exécution des travaux. En réalité, continue M. Olivier, il n'est pas une de mes tournées dans l'île qui ne m'ait apporté les échos des abus qu'entraîne le recrutement des travailleurs par l'intermédiaire des « fokonolona » (18). En effet, les chefs indigènes, et ce n'est pas une remarque spéciale à Madagascar, abusent très souvent de leur autorité, ils tirent honneurs et profits du concours apporté par eux à l'administration ; pour s'attirer les faveurs des fonction-

(17) Le décret du 3 Juin 1906 fixait les conditions de cette réquisition : la deuxième section du contingent annuel de la milice, devait ainsi participer à l'exécution des travaux publics ; la durée du service de 5 années au maximum pouvait être effectuée en 1 ou plusieurs périodes.

(18) M. OLIVIER. *Six ans de politique sociale à Madagascar*, 1931 : p. 106.

naires, ils sont prêts à recourir aux procédés les plus arbitraires ; ils répartissent la corvée suivant leur bon plaisir entre leurs assujettis et les injustices sont fréquentes : tel est exempté, tel est appelé plus souvent qu'à son tour. « L'administration a toujours utilisé et utilise encore aujourd'hui ce système dans les régions où le « fokonolona » existait avant notre occupation parce qu'elle ne peut faire autrement ». Dans les régions où le « fokonolona » n'existe pas, l'administration s'en remet encore au chef, car les indigènes refusent de travailler et aucun texte législatif ne permet de les y contraindre. L'indigène en fin de compte se trouve soumis au même arbitraire que plus haut, faute d'un contrôle efficace possible de l'administration. En somme, dans l'un comme dans l'autre cas, on a recours à des sortes de conventions collectives de travail avec les chefs de villages qui s'engagent à pourvoir les chantiers d'un nombre d'hommes déterminé.

Telle était la situation quand en 1925 le gouvernement général fut amené à décider la réalisation prochaine d'une nouvelle tranche d'outillage, indispensable à l'avenir de la colonie, et qui comportait notamment la construction d'un important chemin de fer de Manakara à Fianarantsoa. Ces travaux allaient exiger sur les chantiers pendant plusieurs années des dizaines de milliers de travailleurs. M. le Gouverneur Général Olivier abandonna l'idée de s'en remettre encore aux chefs indigènes pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire. « ... Puisque, de toute façon, il faut recourir à la contrainte, la question n'est plus que de décider à qui doit revenir le droit de contrainte : à des chefs indigènes trop souvent dénués des plus élémentaires scrupules de justice et d'humanité, ou bien à un organisme administratif soumis, comme tous les organismes administratifs, à des règles de droit précises, à un contrôle incessant d'autres organismes et même de l'opinion publique (19) ? » C'est ainsi que le Gouverneur

(19) M. OLIVIER : Op. cit., page 107.

Général demanda à utiliser les éléments non incorporés du contingent militaire indigène.

Un mot d'explication est nécessaire relativement à l'organisation de la conscription à Madagascar. En vertu de la loi du 4 décembre 1919, les jeunes Malgaches sont astreints au service militaire de 3 ans ; quarante mille environ sont ainsi recensés chaque année. Cependant, comme les besoins du recrutement sont assez restreints, quelques milliers seulement, désignés par tirage au sort, sont incorporés sur les 10.000 environ reconnus aptes au service armé ; les autres constituent ce qu'on appelle la deuxième portion du contingent. Le décret du 3 juin 1926 autorisa le Gouverneur Général à faire participer aux travaux d'intérêt général tous ces indigènes dont les uns, bien que reconnus aptes au service armé sont, pour raison budgétaire, laissés dans leurs foyers à la disposition de l'autorité militaire pendant la durée du service actif, et dont les autres, reconnus inaptes pour des motifs souvent assez bénins (20), peuvent fournir d'excellents travailleurs.

Le Service de la Main-d'Oeuvre pour les Travaux d'Intérêt Général était né. Quelques mois plus tard, le 29 novembre 1926, un arrêté du Gouverneur Général, complété par une série de circulaires, en réglait les divers détails d'application. Par assimilation avec les recrues incorporées dans l'armée, les « pionniers » accomplissaient primitivement sur les chantiers trois ans de service coupés par une permission d'un mois ; mais ces permissions apportaient des perturbations dans l'organisation du travail ; elles furent supprimées en 1929 et par suite la durée du service fut abaissée à 2 ans.

..

Pour analyser en détail le S. M. O. T. I. G., nous allons suivre les « pionniers », depuis leur départ du village

(20) Le Service de Santé opère, en effet, une sélection très sérieuse, se montrant très exigeant pour déclarer un sujet apte au service armé.

natal jusqu'aux chantiers et nous arrêter successivement à chacune des étapes qu'ils franchissent.

1^o Etape. — *Les camps de rassemblement.* — C'est là qu'ont lieu les opérations d'incorporation : contre-visite médicale, vaccination, habillement, équipement, répartition dans les unités administratives. Ces camps, répartis dans l'île, sont de véritables dépôts, au sens où l'on entend ce mot dans l'organisation militaire; ils sont établis à poste fixe, construits en matériaux durables et comportent des installations hygiéniques et sanitaires. Les « pionniers » y reçoivent un uniforme et sont encadrés par des officiers de l'armée active ou de la réserve; une certaine instruction militaire leur est donnée, qui les familiarise avec la discipline.

2^o Etape. — *Les camps de travail.* — Les indigènes y arrivent après un séjour de 2 mois au maximum dans les camps de rassemblement. Les camps de travail sont des organismes temporaires, mobiles, établis à proximité des chantiers et qui se déplacent avec eux au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le choix de leur emplacement est confié à une commission dans laquelle figure toujours un médecin. Ce n'est qu'après quelques semaines, une fois reposées des fatigues du voyage, parfois très long, et complètement acclimatées, que les recrues sont dirigées sur les chantiers. Leur solde est identique à celle des tirailleurs indigènes sous les drapeaux.

Les camps présentent un aspect assez inattendu, car les indigènes recrutés sont autorisés à se faire accompagner de leur femme et de leurs enfants, ce qui contribue, du reste, au maintien d'un excellent moral parmi eux et remédie au dépaysement. Des circulaires réglementent minutieusement les conditions de logement, de nourriture et d'habillement, ainsi que les prescriptions d'hygiène. Chaque camp est doté d'une formation sanitaire proportionnée à l'effectif qu'il comporte, d'une école, d'un jardin, d'un « Foyer du pionnier » qui sert de salle

de réunion et de correspondance, où sont données des représentations de théâtre populaire malgache, où se déroulent aussi les manifestations sportives des « pionniers ».

Il convient d'ajouter, et ceci est d'une grande importance, que le corps d'encadrement du S. M. O. T. I. G. est constitué en service autonome; il relève uniquement de l'autorité du Gouverneur Général ou de son délégué; l'installation des camps, le ravitaillement et le transport des travailleurs lui incombent; il en est responsable. « Ses agents ont seuls qualité pour régler les modalités du travail sur les chantiers ainsi que pour en assurer la discipline..., les Travaux Publics de la colonies ou l'entreprise adjudicataire des travaux n'intervenant que pour diriger l'exécution technique du travail ». Cette indépendance des agents du S. M. O. T. I. G. vis-à-vis des autres services « leur permet de s'interposer avec l'autorité nécessaire entre les travailleurs et les employeurs pour exiger l'observation des règlements qui protègent les pionniers contre les abus éventuels » (21).

**

Des attaques, des critiques se sont élevées de tous côtés contre cette formule de travail; certaines sont assez inattendues. Telle cette coupure d'un journal de Madagascar que nous fait lire M. Olivier (22) : « actuellement les camps du SMOTIG sont de véritables organisations de culture physique où les soi-disants « travailleurs » sont en quelque sorte à l'engrais... N'a-t-on pas remarqué dans un de ces camps, après quelques mois de fonctionnement, que les hommes avaient tous augmentés de poids dans une proportion de 4 à 5 kilogs ? Résultat admirable pour un sanatorium ; mais, comme il s'agit là d'hommes sélectionnés parmi les plus robustes, résultat qui donne à penser qu'ils n'avaient pas fourni un tra-

(21) M. OLIVIER : Op. cit., page 124.

(22) Idem, page 119.

vail bien sérieux ». Par ailleurs, on reproche à cette initiative de légaliser le principe de la réquisition et des sanctions disciplinaires en cas de manquements, et d'être en contradiction avec la liberté des contrats et le principe de l'arbitrage. Quoi qu'il en soit, pour juger de cette formule de travail obligatoire, rien ne vaut que d'en considérer les résultats.

Les premiers mois de 1927 furent consacrés à la mise en train et à l'organisation du système. En août 1927, les premiers contingents parvinrent sur les chantiers; de 7.000 en 1927, l'effectif des « pionniers » s'est élevé en 1929 à environ 10.000, dont la moitié occupait les chantiers du chemin de fer du Betsiléo qui doit relier Manakara à Fianarantsoa, les autres participant notamment à la construction de routes automobilisables. Pour 1930, on prévoyait un effectif de 13.000 travailleurs.

Des observations basées sur les années 1928 et 1929 ont montré, quant à la situation sanitaire, que le pourcentage des décès variait entre 0,8 et 0,75 pour cent; pendant la même période, le pourcentage des décès des tirailleurs en service à Madagascar s'élevait à 2,76. S'agit-il du rendement au travail des « pionniers » (23) ? Il s'est révélé à l'expérience, supérieur à celui des travailleurs ordinaires engagés sous contrat. Une clause du cahier des charges relatif à l'adjudication des travaux du chemin de fer du Betsiléo garantissait à l'entreprise adjudicataire le rendement de la main-d'œuvre suivant un certain taux, sauf pour l'administration à indemniser l'entrepreneur si le rendement des « pionniers » n'atteignait pas le chiffre prévu. Dès le début des travaux, on a constaté que le rendement des travailleurs du SMOTIG dépassait une fois et demie le rendement de la main-d'œuvre type, prise pour base des évaluations.

Enfin, le rôle éducatif du travail obligatoire a été parfaitement compris; le séjour prolongé des pionniers sur

(23) Voir Rapport au Sénat de M. Léon PERRIER sur le Projet d'emprunt colonial relatif à Madagascar. - J. Off. *Annexes*, Sénat 1930, page 1.305.

les chantiers permet du reste d'y songer avec quelques chances de succès. Sans parler des habitudes de travail, de discipline, d'hygiène, de l'accoutumance à une nourriture abondante et saine dont les indigènes auront pu mesurer les heureux effets, il faut remarquer que les pionniers bénéficient, durant leur temps de service, d'une véritable éducation professionnelle grâce à l'utilisation sur les chantiers d'un outillage mécanique perfectionné qui nécessite la formation de « spécialistes ». A chaque libération de pionniers, la colonie s'enrichit donc d'un certain nombre d'ouvriers qualifiés que l'administration s'efforce d'accroître sans cesse : la classe 1927 a fourni une centaine de pionniers ainsi formés, celle de la classe 1930, 350 (24).

Deux faits significatifs soulignent encore les heureux résultats du SMOTIG. Dès 1929, au moment des opérations de recrutement, on a vu des jeunes gens demander spontanément leur incorporation dans les rangs des pionniers. D'autre part, le système, qui semble à tous points de vue avoir fait ses preuves, est en passe d'aboutir à la constitution d'équipes de travailleurs volontaires; le Gouverneur Général Cayla, successeur de M. Olivier à Madagascar, a envisagé le recrutement *libre* de nouvelles sections de travailleurs, destinées à concourir avec les pionniers à l'exécution des travaux d'intérêt public dans le cadre du SMOTIG et assimilées aux équipes de pionniers, quant aux conditions de vie et de travail. Le projet d'arrêté en ce sens prévoit des engagements avec prime par contrats d'un an au moins, renouvelables par période de six mois : l'engagé en dehors d'un salaire convenable aurait droit à la nourriture, au logement et à l'assistance médicale dans les mêmes conditions que les recrues du 2^e contingent. Nous avons vu qu'on avait reproché au SMOTIG de donner une consécration légale au travail obligatoire et par là de risquer de le perpétuer;

(24) M. OLIVIER : Op. cit., page 129.

les résultats que nous venons de noter montrent combien cette critique est vaine.

■
**

Quelques mois après son institution à Madagascar, cette formule de travail obligatoire basée sur l'utilisation de la main-d'œuvre militaire fut introduite en A. O. F. par un décret du 31 octobre 1926; les détails d'application sont précisés dans l'arrêté du 28 mai 1927 et diffèrent légèrement de ceux du SMOTIG. La durée du service de travail obligatoire est fixée ici à trois ans; sur la solde, identique à celle des tirailleurs et payée mensuellement, un prélèvement du tiers est effectué d'office; il sert à la constitution d'un pécule remis à l'indigène en fin de service. Toutefois, il ne semble pas que le système ait été appliqué sur une aussi large échelle qu'à Madagascar : en 1928, 500 hommes furent appelés en Côte d'Ivoire; 1.000 au Soudan.

CHAPITRE II

Le portage obligatoire

Cette source de travail obligatoire a précédé toutes les autres dans l'histoire de la colonisation. Le portage est, en effet, le premier fardeau qui a pesé sur les indigènes, dès l'arrivée du colonisateur, dans les territoires africains où les animaux de bât font défaut et où, pour se rendre d'un point à un autre, il faut le plus souvent se frayer son chemin pas à pas à travers des forêts impénétrables. Les explorateurs les premiers durent rassembler des troupes de porteurs, de payeurs pour s'en faire accompagner dans leurs expéditions vers l'intérieur des terres; il est permis de penser qu'ils ne trouvèrent pas toujours des volontaires (24').

Si, grâce au développement des voies de communication, à l'extension du réseau routier, à la pénétration ferroviaire, le portage marque aujourd'hui une heureuse régression et si nous sommes loin de l'époque où il creusa des vides si grands dans les populations indigènes, néanmoins, dans un certain nombre de territoires, le portage est encore une triste nécessité et l'administration

(24') A ce propos, on se souvient peut-être de l'émotion soulevée au sein de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, lors d'une séance au cours de laquelle le Capitaine Lenfant, invité à exposer les résultats de sa mission en Afrique, en vint à raconter tout naturellement comment pour sortir d'une passe difficile, il avait dû recourir à la contrainte pour obtenir du chef d'une population particulièrement apathique, l'équipe de porteurs dont il avait besoin. Le Capitaine, du reste, n'eut pas de peine à justifier le geste sans lequel il n'aurait pu mener à bien sa mission; mission dont le but était précisément de mettre un terme au portage dans cette partie de l'Afrique, grâce à la découverte de communications fluviales entre le rivage et l'intérieur du pays.

(*Séance de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres du 15 avril 1904*).

doit parfois user de la réquisition pour recruter les porteurs dont elle a besoin.

Qu'il s'agisse des colonies françaises, anglaises, belges ou portugaises, la réquisition des porteurs n'est généralement autorisée qu'en cas de besoins stricts et immédiats, pour le transport des fonctionnaires en déplacement de service et pour le transport des stocks administratifs. Un esprit commun anime la pratique couramment suivie en matière de portage : partout, les administrations semblent s'efforcer de réduire ce travail obligatoire au minimum et, en tous cas, d'en atténuer les rigueurs. Ceci résulte souvent d'instructions précises des autorités supérieures qui, par exemple, interdisent l'emploi de porteurs, soit pour le transport de certaines catégories de marchandises, soit sur des parcours où il est possible d'utiliser d'autres moyens de transport, et tendent à substituer le plus possible aux porteurs des engins mécaniques ou des animaux de bât. Dans l'ensemble, les dispositions touchant la réquisition des porteurs, sa durée, la rémunération et les conditions du portage, sont les mêmes que celles qui réglementent le travail obligatoire pour les travaux publics, sauf que les autorités locales ont plus de liberté et ne sont point tenues dans chaque cas d'en référer aux autorités de qui elles relèvent et d'obtenir leur autorisation ; le plus souvent, du reste, l'accomplissement de telles formalités serait impossible.

Au Cameroun français, la plus grande partie du territoire reste desservie par des convois d'hommes qui relient la région Nord au chef-lieu administratif et au terminus du chemin de fer (25). Un programme de routes nouvelles en voie d'exécution prépare l'introduction de véhicules automobiles.

La construction du chemin de fer Brazzaville-Océan a nécessité en A. E. F., surtout dans les débuts, de pénibles travaux de portage ; ils étaient inévitables dans une certaine mesure, en particulier lorsqu'il s'est agi de poser

(25) Voir *Livre Gris* du Travail Forcé, page 101.

les premiers jalons et d'explorer le pays pour relever le tracé du futur chemin de fer, puis, plus tard, d'amener les matériaux nécessaires à l'établissement des camps et au fonctionnement des chantiers, et d'assurer le ravitaillement des travailleurs. Cependant, le fait d'avoir voulu ouvrir de nouveaux chantiers en plusieurs endroits du tracé à la fois, dans le but de hâter les travaux, semble bien à lui seul avoir entraîné un accroissement considérable des travaux de portage. Ces chantiers nouvellement créés ne purent pendant longtemps être desservis que par des caravanes de porteurs; marchandises, matériaux, outils, rails, ravitaillement durent être apportés à tête d'homme. Mais, aujourd'hui, le recours au portage se trouve réduit du fait de la construction des voies de service et aussi de l'achèvement de cette route qui double le tracé de la voie, de Brazzaville à Pointe-Noire, et dont l'établissement fut si vivement discuté; cette route aujourd'hui terminée permet d'effectuer de gros charrois par camions, tout au moins pendant la saison sèche. La politique pratiquée actuellement vise à réduire le plus possible le portage sur les chantiers du chemin de fer.

Quant à l'A. O. F., elle ne connaît plus qu'à titre exceptionnel le portage à dos d'homme; les transports sont assurés pour la plupart par des animaux de bât et par des moyens mécaniques dont la diffusion est rendue possible grâce à l'existence d'un réseau routier déjà très développé.

CHAPITRE III

Les cultures obligatoires

A la séance d'ouverture de la 20^e session de l'Institut Colonial International réunie à Bruxelles en 1929, M. Jaspar alors premier ministre et ministre des colonies de Belgique présentant les questions à l'ordre du jour, déclarait à propos de l'extension des cultures indigènes : « Cette question passionne à juste titre le monde colonial. Tous sont d'accord pour reconnaître la nécessité d'étendre les cultures indigènes surtout dans les régions tropicales où les natifs à peine sortis de la barbarie, indolents et imprévoyants, ne défrichent et ne cultivent que ce qu'il leur faut pour se nourrir au jour le jour et où la moindre irrégularité des pluies, une invasion de parasites, le passage d'un troupeau de fauves, suffit à provoquer la disette, voire des famines meurtrières (26) ».

De tout temps, en effet, cette question a préoccupé les colonisateurs au même titre que celle de l'hygiène et de l'assistance médicale. « Avant tout, écrit M. G. Hardy, la plupart des populations coloniales sont sous-alimentées. Leur nourriture presque exclusivement végétarienne est insuffisante en quantité et fort irrégulière : à de brèves et rares périodes de bombance succèdent de longues périodes de disette, voire de vraies famines dont nous avons peine à imaginer l'horreur (27) ». L'intérêt immédiat et vital de l'indigène est en jeu ; on ne peut attendre les effets à long terme de l'éducation agricole commencée à l'école sous forme d'enseignement pratique, poursuivie

(26) Institut Colonial International - *Compte rendu de la 20^e session*, Bruxelles 1929, page 32.

(27) G. HARDY - *Nos grands problèmes coloniaux*, page 14.

par la création de fermes-écoles, de stations d'essais, par la propagande de moniteurs agricoles indigènes, facilitée aussi par l'exemple des colons européens. Aussi, les colonisateurs recoururent-ils au système des cultures obligatoires. Sans doute, pratiqué avec brutalité, sans aucun ménagement, dans un esprit de lucre, le système aboutit à de redoutables abus; et l'on évoque au siècle dernier les mauvais souvenirs laissés par le système tristement célèbre de Van den Boesch aux Indes Néerlandaises. Mais, employé avec prudence et mesure, il se révèle comme ayant d'heureux résultats, tant en ce qui concerne la lutte contre la sous-alimentation que le développement du goût du travail régulier chez l'indigène.

Tels sont, en effet, les buts que nous voyons poursuivre, tour à tour ou cumulativement, lorsque nous parcourons les législations coloniales qui admettent les cultures obligatoires. Ces diverses législations peuvent se rattacher d'une façon générale à deux conceptions : dans l'une, l'obligation faite aux indigènes de se livrer à certaines cultures n'est qu'une mesure exceptionnelle justifiée par la disette ou l'imminence d'une famine ; par suite, il ne peut s'agir que de cultures obligatoires vivrières. Dans l'autre, les cultures obligatoires prennent figure d'institution permanente : elles n'ont plus seulement pour but de prévenir la famine ou d'y remédier, mais elles sont considérées comme devant enraciner peu à peu chez les indigènes le goût du travail régulier, comme devant aussi servir la diffusion de l'enseignement agricole et contribuer au relèvement du niveau de vie de la population, souvent si misérable, par l'accroissement du pouvoir d'achat de l'indigène.

Parmi les adeptes de cette deuxième conception, se rangent la France et le Portugal, quoique leurs législations respectives ne soient pas très explicites, et surtout la Belgique dont le décret du 2 mai 1910 (modifié en 1916 et 1917) sur les chefferies et sous-chefferies indigènes, ne permet aucun doute à cet égard : il mentionne, en effet, que les autorités indigènes sont tenues de faire annuelle-

ment dans leur ressort « des travaux de rapport, des cultures vivrières ou des plantations de produits d'exportation ». L'administrateur territorial, à qui incombe de déterminer l'étendue et l'importance des travaux à entreprendre, tient compte, pour établir son programme, des ressources du territoire, du nombre des indigènes mâles, adultes et valides, du développement des voies de communication. Après approbation du commissaire de district, il effectue la répartition des travaux entre les chefferies, sous-chefferies et villages. La même politique se retrouve dans le territoire sous mandat belge du Ruanda-Urundi : tout indigène adulte et marié est obligé de planter dix arbres d'essence du pays et cinq arbres d'essence étrangère, et de cultiver un champ de 10 ares de manioc (28) ; tout chef de province ou notable important est tenu d'entretenir un hectare d'arbres de son choix et un demi hectare de plantations de rapport (caféiers, arachides, etc...). De plus, un autre règlement du 24 mars 1926 décide que tout indigène établi et marié, habitant dans une certaine zone comprise le long des voies de communications, doit cultiver de 3 à 5 ares de plantes vivrières. Dans tous les cas, les produits récoltés restent la propriété des indigènes. Une telle abondance de mesures relatives aux cultures obligatoires dans le territoire du Ruanda-Urundi trouve sans doute son explication dans cette phrase de M. Ryckmans, ancien résident de l'Urundi : « Tant que le Ruanda-Urundi ne sera pas exportateur et gros exportateur de vivres dans les bonnes années, on y mourra de faim après une mauvaise récolte » (29).

Se rattachant à cette même politique, signalons l'audacieuse tentative couronnée du reste de succès faite par

(28) Règlements n° 41 du 12 janvier 1925 et n° 49 du 31 décembre 1925.

(29) E. DE WILDEMAN - *Enquête sur l'extension intensive et rationnelle des cultures indigènes dans les colonies tropicales*. (Institut Colonial international - Compte rendu de la 20^e session. Bruxelles 1929 : *Annexe 2*, p. CXLVII).

l'administration du Togo, territoire sous mandat français : elle a consisté à créer de toutes pièces des villages indigènes dans certaines régions inhabitées, mais reconnues convenir parfaitement aux cultures vivrières et d'exportation qu'on voulait entreprendre (30). Deux villages furent ainsi créés en 1925 dans les cercles de Sokodé et Atakpamé, formés chacun de 50 indigènes et de leurs familles, installés à proximité des voies carrossables, à des endroits favorables. Outils agricoles et semences sont fournis gratuitement ; de plus, durant un an, les nouveaux venus sont exonérés de l'impôt et des prestations. En 1926 et 1927, six nouveaux villages furent créés ; en 1928, on commençait l'installation de 14 autres. Les cultures entreprises par certains villages rapportèrent des profits tels à leurs habitants que des milliers d'indigènes demandèrent à faire partie des nouveaux transplantés.

Par contre, si nous parcourons les législations des principales possessions anglaises d'Afrique, qu'il s'agisse de l'Afrique Occidentale ou de l'Afrique Orientale Anglaise, partout, nous trouvons une autre conception des cultures obligatoires : toutes les dispositions relatives à l'imposition de certaines cultures se rattachent à des mesures exceptionnelles, prises en cas de nécessité urgente d'ordre public pour enrayer une famine déclarée ou imminente. Les indigènes physiquement aptes sont tenus dans ces circonstances d'entreprendre la culture, en plantes

(30) Consulter les Rapports annuels du gouvernement français au Conseil de la Société des Nations sur l'administration sous mandat du territoire du Togo ; en particulier année 1927, chapitre VI, page 38.

C'est la même méthode que mit en œuvre autrefois à Madagascar, le Commandant Lyautey, dans les territoires qu'il commandait. Pour faire surgir la vie, au long des routes qu'il construisait, il avait eu l'idée de constituer un peuplement artificiel, en fixant de loin en loin des unités de tirailleurs malgaches, qu'on faisait rejoindre de leurs familles ; et il ne restait plus qu'à leur construire un village et à leur fournir outils et semences (Voir LYAUTEY - *Lettre du Tonkin et de Madagascar* - 1921, p. 545).

vivrières, d'une certaine superficie de terrain fixée par le chef. Toutefois, au Tanganyika et en Rhodésie du Nord, nous trouvons trace d'une obligation d'ordre général : en dehors de la contrainte exceptionnelle en cas de famine, l'indigène peut être obligé de cultiver « telle étendue de terre et telle plantation qui lui permettront d'assurer des ressources alimentaires suffisantes pour lui-même et pour les personnes à sa charge ».

Dans toutes ces hypothèses évidemment, les indigènes ne sont pas rémunérés directement, mais les récoltes, produit des cultures qui leur sont imposées, demeurent leur propriété.

SECTION II

Le régime de la contrainte indirecte

Si les gouvernements coloniaux rencontrent de grandes difficultés, quand il s'agit de recruter le minimum de main-d'œuvre nécessaire aux travaux que comporte toute amorce de colonisation et si en face, dans certains territoires, d'une résistance et d'une indifférence impossible à vaincre par la seule persuasion, ils ont usé de contrainte et institué le travail public obligatoire, on peut bien penser que les particuliers, les colons, les planteurs, les industriels, ne sont pas plus favorisés et que leurs offres d'embauche se heurtent pareillement, dans les mêmes territoires, à la même insuffisance numérique et qualitative de la main-d'œuvre indigène, à la même aversion pour le travail régulier.

A cette situation, l'esclavage, pendant un certain temps, apporta une solution facile et, même après sa suppression officielle, on le vit subsister sous des formes déguisées. Mais, aujourd'hui, la liberté du travail est unanimement admise et, tout au moins sur le plan législatif, les gouvernements coloniaux répudient explicitement l'idée d'une contrainte directe au profit des entreprises privées (31). Ceci étant, il n'en reste pas moins que les gouvernements coloniaux ne peuvent demeurer indifférents à la crise de main-d'œuvre au milieu de laquelle se débattent plantations et entreprises, car qui dit ruine ou détresse de l'économie privée dit en même temps, moins value des rentrées fiscales, gêne du budget dont les recèt-

(31) Nous verrons plus loin les réserves que doit subir cette affirmation en examinant notamment le régime du travail en vigueur dans certaine République *indépendante*.

tes se trouvent taries; du même coup, la prospérité générale risque d'être compromise. Aussi, voyons-nous les gouvernements coloniaux s'efforcer par divers moyens d'encourager les indigènes au travail chez les employeurs privés.

Examinons plus attentivement comment l'administration a compris son rôle en matière de recrutement privé. Il ne va plus s'agir ici de contrainte directe, en quelque sorte physique, comme celle qui résulte de la réquisition pure et simple des indigènes dont on a besoin, mais d'une contrainte indirecte, tantôt *morale* du fait de l'intervention plus ou moins déguisée des fonctionnaires dans les opérations de recrutement ou du fait de la répression du vagabondage, tantôt *économique* par l'assujettissement des hommes adultes et valides à un impôt dont l'acquittement leur imposera l'accomplissement d'un travail rémunéré. Dans un cas, l'administration use de son prestige auprès des indigènes, dans l'autre, elle tente d'aggraver artificiellement le jeu des forces économiques qui dans notre pays obligent tout homme à travailler pour vivre.

— 1° Colonies françaises.

Au *Cameroun*, le droit d'intervention de l'administration, pour le recrutement des travailleurs ou des porteurs destinés à des particuliers ou à des entreprises privées, se réduit, depuis le décret du 9 juillet 1925, à contrôler l'exécution des conditions souscrites par les engagistes. Notons qu'en 1928, à la section du Togo-Cameroun de l'Union Coloniale Française, un membre exprima le souhait que, pour parer à la crise actuelle de main-d'œuvre, l'obligation au travail fût reconnue au Cameroun; une telle prétention est absolument contraire aux termes des Mandats, d'après lesquels la contrainte au travail n'est admise que pour l'exécution des travaux publics essentiels.

En *A. E. F.*, le régime de la main-d'œuvre repose actuel-

lement sur le principe de la liberté du travail (article 1 du décret du 4 mai 1922). Seulement, il faut mentionner que, jusqu'à une date toute récente, fonctionnait au Congo un système qui soumettait parfois les indigènes à un régime très voisin du travail obligatoire. En effet, certaines sociétés commerciales ou agricoles s'étaient vu accorder en 1899 des concessions trentenaires sur des portions importantes atteignant dans l'ensemble près de la moitié du territoire; il leur était attribué, sous réserve de certaines prérogatives indigènes, le droit exclusif d'exploiter tous les produits du sol, à charge pour les compagnies de verser au Trésor de la colonie une redevance annuelle et un pourcentage sur les bénéfices réalisés grâce à l'exportation des produits dont elles avaient le monopole d'achat aux Noirs. Officiellement, elles n'avaient aucun droit sur les indigènes, elles ne pouvaient les contraindre au travail; mais, pratiquement, les Noirs étaient tenus, par exemple, de récolter pour les Compagnies une certaine quantité de caoutchouc payée par elles à un taux arbitraire.

L'octroi des « grandes concessions » avec l'accord de droits presque régaliens nous déconcerte et nous surprend aujourd'hui. Mais cela s'explique : il suffit de rappeler que le gouvernement métropolitain d'alors se trouvait aux prises avec une situation extrêmement difficile. D'un côté, une colonie à peine pacifiée, démunie de toute voie de communication, offrant à la pénétration des obstacles inouïs, de l'autre, une opinion publique métropolitaine hostile aux choses coloniales et des préoccupations budgétaires rendant impossibles un effort financier. On s'en remit donc à un certain nombre de sociétés pour faire les frais d'une expérience qu'on jugeait aventureuse. Il est possible, du reste, de juger des aléas de l'entreprise et des efforts qu'elle exigeait, quand on apprend que, sur les quelques 38 concessions accordées en 1899, six seulement subsistaient en 1929; on a pu dire par ailleurs de certaine concession située dans une région marécageuse « qu'elle avait été concédée à l'hec-

tolitre plutôt qu'à l'hectare ». Les prérogatives accordées aux grandes Compagnies n'étaient donc que la rançon des risques courus. Evidemment, elles ouvraient la porte, comme on pouvait s'y attendre, à toutes sortes d'abus de la part des concessionnaires : si certains de ces pionniers, dont l'exploitation n'a donné lieu à aucun reproche, nous ont laissé de magnifiques exemples d'héroïsme et de ténacité, d'autres au contraire abusèrent de leurs droits et exploitèrent parfois inhumainement les indigènes. A plusieurs reprises, de violentes campagnes réclamèrent la suppression des privilèges des « grandes concessions » et le retour au commerce et à la culture libres en A. E. F. Toujours est-il qu'à leur expiration en 1929, aucune ne fut renouvelée ou prolongée, du moins dans sa teneur première.

A propos de l'A. E. F., ajoutons encore que le ministre des colonies a depuis peu donné satisfaction au Gouverneur Général, en l'autorisant à réprimer le vagabondage. Il avait d'abord opposé la plus vive résistance au projet d'arrêté qui tendait à donner à l'administration le droit d'exercer un strict contrôle sur les indigènes ayant terminé leur contrat de travail et de les rapatrier dans leur village d'origine, s'ils ne voulaient pas accepter du travail sur un chantier ou une plantation. Le ministre voyait là l'instauration d'un régime qui revêtait les apparences du travail obligatoire, étant donnée l'extrême difficulté rencontrée pour définir le délit de vagabondage à l'égard d'une population clairsemée et souvent nomade. Enfin, après bien des discussions, le projet du Gouverneur fut accepté et devint en A. E. F. l'arrêté du 18 mai 1930.

Les conditions d'emploi de la main-d'œuvre indigène en A. O. F. sont fixées par le décret du 22 octobre 1925 qui prévoit un système de recrutement absolument libre; les Offices du travail qu'il organise se bornent à renseigner employeurs et travailleurs sur les offres et demandes d'emploi. Mais, ici encore, il semble bien que la pratique s'éloigne sensiblement des principes et que l'admi-

nistration se charge de fournir aux entreprises privées et sur leur demande les travailleurs indigènes dont elles ont besoin. Pratique habituelle disent les uns, pratique motivée par des circonstances exceptionnelles disent les autres : nous trouvons des documents dans les deux sens.

La charte du travail à *Madagascar* est contenue dans le décret du 22 septembre 1925. Jusque là, depuis la première réglementation édictée par le Général Galliéni de 1896 à 1898, la législation est allée périodiquement d'un régime de contrainte à un régime de liberté totale (32). M. Olivier, dans son livre, nous met du reste en garde contre l'importance trop grande que nous serions tentés d'attacher à ces modifications législatives; pratiquement, « si les apparences changeaient, le fond restait invariable » et « les administrateurs se sont gardés d'appliquer à la lettre des règlements édictés fort souvent, non pas parce qu'ils correspondaient à une conviction intime de leur auteur, mais uniquement pour ménager l'opinion publique métropolitaine » (33).

Le décret de 1925 impose l'obligation du contrat de travail avec visa de l'administration pour tout engagement de travailleurs d'une durée supérieure à trois mois. Mais ce qu'il y a de plus intéressant pour nous dans ce décret, c'est qu'il précise la physionomie de l'intervention administrative en matière de recrutement privé. Il ressuscite les Offices régionaux créés par le Général Galliéni et supprimés en 1906, « véritables bureaux de placement officiels ». Dans son article 13, il stipule que l'Office régional « *facilite* et surveille le recrutement de la main-d'œuvre pour les entreprises publiques et privées ». Ainsi, est ouvertement proclamé le principe de l'intervention effective de l'administration en matière de recrutement privé; ce n'est, du reste, que la légalisation d'un état de fait, car la neutralité absolue

(32) Voir M. OLIVIER : Op. cit., pp. 73 et s.

(33) M. OLIVIER : Op. cit., page 78.

de l'administration, jusqu'ici de rigueur, était « plus théorique que réelle » (34).

Nous serions incomplets, si nous ne mentionnions encore le décret du 28 août 1921 sur lequel repose la répression du vagabondage : les indigènes qui ne peuvent justifier de moyens réguliers d'existence ou qui n'ont pas de résidence habituelle, sont passibles d'un emprisonnement de trois mois à un an. Le Gouverneur Général, par une circulaire en date du 5 septembre 1928, réclamait aux agents compétents une application plus stricte du décret en ces termes : « la répression aura pour effet de diminuer l'effectif des non valeurs sociales, d'entraîner par voie de conséquence une atténuation de la crise actuelle de la main-d'œuvre et de prouver aux masses laborieuses que l'impunité n'est point assurée aux réfractaires » (35).

— 2^o Congo Belge.

Les pratiques administratives de contrainte indirecte au travail eurent, durant un certain temps, au Congo Belge, un développement important.

« Nul ne peut être contraint de travailler pour le compte ou au profit de particuliers ou de sociétés », ainsi s'exprime l'article 2 de la loi du 18 octobre 1908; ce qui pourrait se traduire, la condamnation de toute intervention administrative en matière de recrutement privé.

Cependant, le cri d'alarme jeté ces dernières années par les administrateurs, les médecins, les missionnaires, à propos d'abus dans le recrutement de la main-d'œuvre, les polémiques à ce sujet, les enquêtes qui suivirent et le revirement qui en résulta dans l'orientation de la politique coloniale belge, tout cela nous indique qu'en fait

(34) Idem, page 91.

(35) *Livre Gris* du Travail Forcé - Rapport supplémentaire, page 11.

l'administration usait de contrainte pour satisfaire les demandes des employeurs privés. Voici comment elle y fut amenée et comment son intervention excessive engendra une crise douloureuse. Dans la période d'après-guerre, les capitaux affluèrent soudain au Congo Belge; les entreprises se multiplièrent de façon inconsidérée et une impulsion extraordinaire fut brusquement donnée à l'essor économique de la colonie. « Il s'est établi assez tôt une rupture d'équilibre entre les besoins de main-d'œuvre et le nombre de travailleurs offrant spontanément leurs services. Les entreprises européennes ont crié misère et, comme au Kénya, ont réclamé le secours de l'administration pour avoir de gré ou de force les travailleurs nécessaires » (36). A l'insuffisance des travailleurs volontaires, on remédia grâce au concours complaisant et facilement acquis des chefs indigènes, grâce surtout à l'intervention des agents de la colonie qui déterminaient les indigènes à se laisser emmener malgré eux. Une crise sociale aigüe fut le résultat de cette poussée de croissance trop brutale; elle désorganisa la famille, la vie locale et traditionnelle et menaça l'existence même de la race. L'opinion publique s'en émut. D'énergiques mesures s'imposaient; le gouvernement décida d'enquêter.

A la suite des travaux de la Commission pour l'étude de la main-d'œuvre, instituée en 1924-1925, on réglemente le portage (décret du 19 mars 1925), des ordres sont donnés pour développer l'emploi des engins mécaniques. En mars 1926, pour réagir contre les abus, défense formelle est faite aux fonctionnaires d'intervenir directement dans le recrutement de la main-d'œuvre, sauf pour les travaux publics; l'administrateur général des colonies est amené à préciser que le rôle des fonctionnaires doit se borner à conseiller et à surveiller. Une nouvelle Commission est créée en 1928 sous le nom de Comité Consultatif de la main-d'œuvre, comprenant en particulier les représentants des grandes sociétés : elle est chargée d'étu-

(36) M. LOUWERS - Institut Colonial International - *Compte rendu de la 20^e session*, Bruxelles 1929, page 246.

dier les conséquences sociales du développement économique et de l'industrialisation rapides du Congo Belge. Sa conclusion principale tendit, suivant une expression heureuse, à mettre au point de vue économique le Congo « en veilleuse ». A l'origine de la crise, se trouvait, en effet, la prodigalité du gouvernement à accorder des concessions, ce qui entraînait fatalement un déséquilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.

Le gouvernement est donc entré désormais, malgré les protestations d'une partie du monde commercial et industriel, dans la voie d'une politique de contingentement quant à l'octroi des concessions. Il applique le système des « zones économiques » : le territoire est partagé en zones ; dans chacune d'elles, l'octroi de concessions est subordonné à la densité de la population et à l'étendue des besoins des entreprises existantes ; il est interdit de recruter dans les communautés indigènes des travailleurs au-delà d'un certain pourcentage, calculé de façon à ne pas désorganiser la vie familiale et sociale de la communauté.

Quant au rôle à jouer par les fonctionnaires coloniaux dans les opérations de recrutement privé, le Comité Consultatif de la main-d'œuvre eut l'occasion de le préciser ; à son avis, seuls devraient intervenir directement les agents subalternes « pour favoriser par tous moyens honnêtes et légaux le recrutement des travailleurs » (37), mais il ne s'est pas dissimulé les difficultés qu'il y a, à doser cette propagande générale qui rentre dans les attributions normales de l'administration, mais qui peut aisément dégénérer en une pression morale au profit de telle entreprise déterminée.

— 3° Colonies Anglaises.

Il semble qu'au Kénia, l'intervention directe de l'administration joue également un rôle important en matière

(37) *Livre Gris* du Travail Forcé, page 216.

de recrutement au profit des particuliers (38). Vers 1908, le nombre croissant des colons rendit de plus en plus aigu le problème de la main-d'œuvre et, sur leurs instances, l'administration leur procura régulièrement des travailleurs. A partir de 1912, à la suite d'une enquête, on décida d'employer la contrainte indirecte en imposant lourdement les indigènes. Après quelques années d'une politique de « neutralité » qui lui attira les invectives des colons, l'administration du Kénya à partir de 1925 revint progressivement à un système de « persuasion » et d'« encouragement » grâce auquel les demandes des colons furent satisfaites. « Le Kénya a beaucoup plus d'indigènes travaillant pour les Européens que n'importe quelle colonie en Afrique » (39). Et, cependant, d'après les déclarations britanniques publiées dans le « Livre Gris » du Travail forcé, les colons n'ont aucun droit à recevoir de la main-d'œuvre et il leur appartient de se la procurer et de la retenir en lui offrant des conditions de travail suffisamment avantageuses, cette difficulté constituant « un des aléas de l'entreprise ».

Nous trouvons de plus au Kénya une loi sur la répression du vagabondage se rapprochant sensiblement de celle en vigueur depuis peu en A. E. F. (40) : tout individu ne possédant pas de moyens d'existence connus et suffisants pourra, s'il est convaincu de vagabondage par les autorités judiciaires, être tenu de se procurer du travail dans tel délai, sous peine d'être reconduit dans le territoire réservé à sa tribu. En Rhodésie du Nord et dans le Sud-Ouest Africain, existent des régimes analogues avec parfois certaines variantes du genre de celle-ci : le magistrat condamnant un individu pour un premier délit d'oisiveté doit, au lieu de lui infliger un emprisonnement ou d'autres pénalités, l'affecter à l'exécution de travaux

(38) Voir FAYET, (Op. cit., pp. 44 et s.) à qui nous empruntons ces renseignements concernant le Kénya.

(39) BUELL, *The Native Problem in Africa* (2 vol.), New-York, Mac Millan, 1928 - Cité par FAYET, Op. cit., page 48.

(40) Voir ci-dessus, page 80.

publics ou à un travail au service d'une municipalité ou d'un particulier.

— 4° *Colonies portugaises.*

Comme nous l'avons fait en étudiant la législation et la pratique portugaises concernant le travail public obligatoire, nous croyons utile de retracer brièvement le régime de travail auquel étaient soumis les indigènes des colonies portugaises d'Afrique antérieurement à 1928.

Le principe de la liberté du travail est proclamé au Mozambique depuis 1906, dans toutes les possessions portugaises depuis 1926; par ailleurs, de nombreux documents officiels rappellent que toute forme de travail obligatoire au profit d'entreprises privées est complètement supprimée : l'indigène a le droit de louer librement ses services. Législation extrêmement libérale, pense-t-on. Mais comprenons bien le principe de liberté du travail dans cette législation : l'indigène est absolument libre dans le choix de son travail et de son employeur, il n'est pas libre de se croiser les bras. Ainsi s'expliquent les restrictions qui suivent :

a) — Les indigènes réfractaires à « l'obligation morale et légale de travail » posée par le règlement général du travail indigène de 1914 peuvent être, après jugement, soumis pour une certaine durée au « travail obligatoire » ou au « travail correctionnel » et, en conséquence, présentés à des employeurs privés en mesure de leur fournir du travail. Le texte énumère les personnes ayant qualité pour recevoir de la main-d'œuvre contrainte et réglemente par le détail les formalités qu'elles doivent accomplir pour présenter leurs demandes à l'administration.

b) — Il est du devoir des autorités administratives de favoriser et d'encourager, par les moyens à leur disposition, le recrutement au profit des entreprises qui constituent un facteur de prospérité pour la colonie. Le gouvernement, d'ailleurs, ne dissimule pas les abus de diverses

sortes auxquels peut donner lieu une telle politique d'intervention officielle.

c) — Enfin, mais ceci n'est pas spécial aux colonies portugaises, l'impôt est considéré comme un moyen de forcer les indigènes qui y sont assujettis, à chercher du travail et à louer leurs bras pour gagner de quoi l'acquitter.

Le nouveau Code du Travail indigène de 1928 a remplacé le régime ci-dessus par un régime de liberté moins relative.

a) — Il abolit tout moyen d'obliger les indigènes à remplir « l'obligation morale et légale du travail » par l'affectation à un employeur privé.

b) — Il est interdit aux autorités administratives d'exercer une contrainte indirecte sur les indigènes, par exemple en accompagnant dans leurs tournées les recruteurs privés, à qui, par ailleurs, il est défendu de porter des vêtements semblables aux uniformes militaires ou à ceux des autorités civiles. Mais, n'est pas considérée comme imposition de travail au service de particuliers, et se trouve par conséquent autorisée, toute mesure de persuasion en vue d'engager les indigènes à travailler pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui. Toute infraction aux dispositions qui précèdent est sévèrement punie.

c) — Quant à la contrainte indirecte résultant du jeu de l'impôt, elle semble maintenue par le nouveau Code qui établit un rapport entre le montant des salaires et l'impôt indigène : la proportion est telle qu'un indigène engagé par jour effectif de travail et qui n'est payé qu'au taux minimum, doit travailler pendant 100 jours pour s'acquitter de son impôt (41).

Cette réforme de 1928 se vit opposer une résistance vigoureuse par les milieux agricoles et industriels. En mars 1929, les débats à ce sujet au Conseil de Gouver-

(41) Voir *Livre Gris* du Travail Forcé, Rapport supplémentaire, page 27.

nement aboutirent à l'adoption d'une représentation, à l'adresse du ministre des colonies, en trois points : 1°/ Maintien de l'obligation morale et légale du travail ; 2°/ Refus d'autorisation d'émigrer à tout indigène n'y ayant pas satisfait ; 3°/ Nécessité d'une période de transition pendant laquelle le gouvernement conserverait le pouvoir d'obliger les indigènes à travailler au service des particuliers, et ceci tout au moins tant que les organisations de recrutement ne seraient pas en mesure de fournir la main-d'œuvre nécessaire. En réponse, le Gouverneur Général insista sur le bien fondé des nouvelles dispositions, en prouvant notamment que l'ancien système avait sérieusement dépeuplé le territoire, car il avait provoqué l'émigration clandestine des indigènes vers les territoires voisins où le travail libre prédominait.

**

Le champ d'application des procédés de contrainte indirecte tels que nous venons de les étudier dépasse la sphère des territoires proprement coloniaux : il s'étend à des pays se gouvernant pleinement eux-mêmes.

Tout récemment, une crise de main-d'œuvre sévissant dans l'Union Sud-Africaine, le ministre de la justice, en vue d'y remédier, a déposé un projet de loi établissant une forme détournée de travail obligatoire : tout indigène entre 18 et 60 ans qui habiterait hors de ses réserves, dans les terres appartenant aux Européens, serait tenu de fournir ses services aux Blancs au moins trois mois par an. Si l'on tient compte de ce fait que les réserves ou terres exclusivement concédées aux indigènes représentent une superficie extrêmement réduite, (environ un dixième du territoire) et que les indigènes sont par là-même obligés d'en sortir, on comprend que cette mesure aura pour effet de contraindre beaucoup d'entre eux au travail (42).

(42) Voir *Temps Colonial* du 31-4-1931.

Au Guatemala, lorsque des difficultés quelconques se rencontrent quant au recrutement de la main-d'œuvre nécessaire à l'enlèvement des récoltes, les fonctionnaires obligent les travailleurs à s'engager en les menaçant de les recruter pour l'armée ou de les faire emprisonner. Tout souci de main-d'œuvre est ainsi retiré au planteur.

Aux Etats-Unis, dans certains Etats du Sud, se pratique encore le péonage : système qui consiste à mettre les détenus nègres à la disposition d'employeurs privés. En apparence inoffensif, il peut se prêter à des abus : ainsi en témoigne le passage d'un ouvrage américain cité dans le « Livre Gris » du Travail forcé (43). Pour les délits de peu d'importances, les Noirs sont condamnés à « l'amende-travail » ; souvent, lorsque le délinquant est incapable de payer, l'amende est acquittée par l'employeur ou par le planteur qui en revanche retiendra le nègre pour le faire travailler à son service jusqu'à l'extinction de la dette. Il arrive, dit-on, que des propriétaires de plantations s'entendent avec les autorités pour recruter de cette façon une main-d'œuvre peu coûteuse (44).

Enfin, la République du Libéria nous fournit un exemple à peine croyable de résurrection de l'esclavage (45). Ces faits sont à peine à leur place ici, car on ne peut même plus parler à leur endroit de contrainte indirecte au travail. Le rapport de la Commission d'enquête, envoyée au Libéria par la Société des Nations, nous apprend que, par les moyens les plus brutaux, avec l'aide de gens armés et la complicité de hauts fonctionnaires libériens, des indigènes sont capturés, puis embarqués sous bonne escorte à destination des plantations de Fer-

(43) Voir *Livre Gris* du Travail forcé, p. 255.

(44) Pratique que l'on peut rapprocher de celle des Soviets qui subviennent à leurs difficultés de main-d'œuvre pour tels ou tels travaux en provoquant un nombre correspondant d'accusations et de condamnations politiques.

(45) Consulter le Rapport, publié en 1930, de la Commission internationale d'enquête envoyée au Libéria par la Société des Nations.

nando-Po, pour le plus grand profit d'un syndicat d'agents recruteurs rétribué par les planteurs espagnols. En outre, par une convention signée en 1925, le gouvernement libérien accordait à une puissante société américaine, la « Firestone Plantation Company », la concession d'immenses territoires à concurrence d'un million d'acres, pour y effectuer des plantations de caoutchouc; le gouvernement s'engageait de plus à fournir à la compagnie toute la main-d'œuvre qui serait nécessaire à son activité. Un bureau de travail fut constitué et commença à fonctionner en 1926 : il demande à chaque administrateur régional de lui procurer un effectif déterminé de travailleurs et, à son tour, l'administrateur exige de chaque chef un certain nombre d'indigènes; les choses se passent comme s'il s'agissait de recrutements pour le compte de l'administration.

..

Si nous avons tenu à signaler l'existence de ces diverses pratiques de contrainte au travail dans des pays de « self government » ou dans des Etats indépendants, c'est pour montrer que lorsqu'on prétend faire disparaître du monde toutes les conditions de travail analogues à l'esclavage, comme c'est le désir du B. I. T., par l'adoption de conventions internationales, il convient de ne pas fixer obstinément et exclusivement les yeux sur les territoires proprement coloniaux. Il est bon de savoir que les « négriers » ne sont pas toujours là où l'on se plaît à les situer. Imputer tous les abus aux seules puissances coloniales, cela rappelle un peu la politique des « Animaux malades de la peste ». Dès lors qu'on proclame vouloir supprimer au plus tôt le travail obligatoire, « on ne voit pas vraiment pourquoi, si les mêmes formes de travail existent en Algérie et en Afrique du Sud, elles ne sont pas soumises aux mêmes règles et aux mêmes contrôles, sous le prétexte qu'un pays est membre de la Société des Nations

tandis que l'autre en reste exclus » (46). C'est pour nous l'occasion de nous élever par anticipation contre l'esprit de la Convention sur le travail forcé ou obligatoire adoptée à Genève en 1930 et qui exclut de son champ d'application les pays se gouvernant pleinement eux-mêmes (47). Il est vraisemblable que, si un certain nombre de nations ou de dominions n'avaient pu ainsi se libérer par avance des responsabilités à naître de la future convention, l'adoption de cette dernière aurait rallié plus difficilement leurs suffrages.

(46) C. A. LE NEVEU, *Le Travail Forcé*, pp. 5 et s.

(47) Convention Internationale sur le Travail forcé ou obligatoire : article 2-b. Voir ci-dessus, Annexe I, p. II.

DEUXIÈME PARTIE

Les principes directeurs d'une politique du travail obligatoire

Au seuil de la partie la plus importante de notre étude, il est utile, croyons-nous, de jeter un regard sur le chemin parcouru. Si nous faisons le point, nous sommes amenés à constater ceci : le recours à la contrainte en matière de travail indigène apparaît, d'une part, comme une étape, sans doute dangereuse, mais nécessaire dans le développement économique, social, moral de certaines populations et, d'autre part, comme un fait qui a pénétré profondément la législation et la pratique administrative des colonies tropicales. Après cette double constatation, le problème du travail obligatoire n'est plus que de déterminer les conditions et les limites de la contrainte admissible, sans perdre de vue la nécessité de s'acheminer vers un régime de travail librement consenti. Les inconvénients et les dangers d'un régime de travail contraint sont indéniables; il serait vain et très dangereux de les ignorer, l'expérience l'a montré, et leur examen nous aidera plus sûrement à fixer les principes directeurs de la politique que nous allons chercher à élaborer. L'application brutale et imprudente de la contrainte est capable d'entraîner une crise sociale profonde. Sur le terrain colonial, à propos du chapitre de la main-d'œuvre, une foule de questions s'enchevêtrent et se compénètrent : « questions de couleur, de race, de climat, d'hygiène, de mœurs et d'usage, de liberté humaine et de développement social, questions des grands travaux indispensables (1) ». Nous sommes transportés au cœur même du problème colonial qui tient presque tout entier dans ce fait essentiel : la rencontre de civilisations très différentes,

(1) M. le Sénateur BÉRENGER, *Rapport au Sénat*, cité par FAYET, Op. cit., p. 9.

séparées par des siècles de progrès matériel et surtout de deux races marquées l'une et l'autre d'une hérédité qu'elles ne peuvent renier, ni supprimer et qui assure à l'une, il faut le reconnaître qu'on le veuille ou non, une prédominance de fait. Faute d'une connaissance approfondie des problèmes soulevés ou pour en avoir méconnu certains aspects, des erreurs ont été commises, de fausses manœuvres exécutées. Des initiatives malencontreuses, trop intéressées ou trop hâtives et insuffisamment préparées ont entraîné parfois en matière de recrutement des conséquences funestes pour les populations qui en firent les frais. On est allé ainsi à l'encontre du but même de la colonisation auquel il faut toujours revenir, le bien de l'indigène et de la colonie.

Il y eut là matière à critiques violentes pour les esprits peu enclins, par nature ou parti pris, à magnifier l'œuvre coloniale des grandes puissances. Des journalistes qui semblent être sans cesse à l'affût des scandales et affaires tapageuses, des voyageurs, des enquêteurs de toute provenance, après quelques semaines, au plus quelques mois passés à la colonie, croyant avoir tout vu, nourris d'informations souvent superficielles, nous rapportèrent de la vie des indigènes des peintures dont l'horreur n'avait rien à envier aux descriptions de l'Enfer de Dante. Cette littérature, qui repose généralement sur un fond de vérité, semble s'attacher à relever les tares inévitables, les détails malsains, ou à exploiter la curiosité et la sensiblerie de lecteurs non avertis et toujours prêts à s'apitoyer. Tel abus réel, tel fait regrettable est alors grossi, accapare l'attention et, par une généralisation hâtive presque inconsciente, tend à présenter la colonisation sous un jour défavorable. On peut nous objecter évidemment que cette littérature n'est que la contre partie de celle des rapports officiels qui tendent naturellement à ne présenter les événements que sous leur beau côté. Toujours est-il que nous ne saurions trop nous élever contre ceux qui, par de tels procédés, s'efforcent de monter en épingle des

faits isolés ou accidentels et par là discréditent notre pays et notre effort colonial, non seulement auprès de nos nationaux, mais encore auprès de l'opinion publique étrangère. Non pas qu'il soit dans nos intentions « de jeter sur certains événements, sur certains faits, une sorte de drapeau tricolore destiné à les recouvrir » (2) : le passé colonial de la France est assez riche pour n'être pas atteint par la reconnaissance loyale des erreurs commises. Donc, loin de nous la pensée de vouloir tout approuver, tout justifier, d'ignorer les réels abus constatés ; nous ne prétendons pas que tout a été bien et l'est encore ; seulement, nous ne saurions davantage affirmer que tout est mal. Il y a là-bas dans nos colonies des ouvriers admirables et modestes qui, à tous les degrés et dans tous les domaines, poursuivent parfois héroïquement une besogne toujours obscure à laquelle cependant il faut rendre hommage. Au surplus, à l'égard des fautes commises, ne peut-on, sans faire preuve d'indulgence excessive et de partialité, invoquer le bénéfice des circonstances atténuantes justifiées par la complexité de l'œuvre colonial dont la matière est humaine, par les obstacles de toutes sortes, les incompréhensions et l'indifférence que rencontrent parfois dans la métropole ceux qui agissent aux colonies ? Mais c'est une raison de plus pour n'agir qu'à bon escient et très prudemment, suivant une politique toute nourrie de sympathie pour l'indigène, sans cesse inspirée par les buts fondamentaux de la colonisation, assise sur l'étude approfondie du pays, de ses habitants, de leurs traditions, basée sur la connaissance exacte des inconvénients et dangers qu'entraîne la contrainte au travail et qu'il faudra s'attacher à enrayer, enrichie enfin des expériences passées, heureuses ou malheureuses.

C'est cette politique dont il nous reste à dégager les traits essentiels. Elle doit comporter deux aspects, d'une

(2) M. TAITTINGER — *Interpellation à la Chambre des Députés* — J. Off. *Débats*, Chambre. 1929, page 2.320.

part, l'organisation du régime du travail obligatoire, d'autre part, l'acheminement vers un régime de travail qui ne soit plus à base de contrainte. Remarquons qu'il ne peut s'agir que d'indiquer les principes, les grandes lignes qui doivent inspirer les réglementations à édicter par les autorités compétentes, dans chaque cas particulier; on ne peut songer à élaborer un système d'application universelle; ici, moins qu'ailleurs, il n'en existe pas. En effet, (il est à peine besoin d'y revenir) il faut faire face, d'une colonie à l'autre ou même à l'intérieur d'une colonie déterminée, à des situations extrêmement diverses: tel système a donné d'excellents résultats à Madagascar qu'il n'est peut-être pas souhaitable de voir étendre à l'A. O. F., et inversement: C'est pourquoi notre tâche consiste à rechercher les principes d'une politique et non les bases d'une réglementation, cette politique se synthétisant au fond dans une conception à la fois réaliste et idéaliste mise au service d'une main souple, habile à se conformer aux lieux, aux temps, aux circonstances. Les détails dans lesquels il nous arrivera de descendre, par exemple en ce qui concerne l'organisation des chantiers de travaux publics, ne seront là qu'à titre d'exemple de ce qui a été réalisé ou pourrait l'être dans tel ou tel territoire.

Cette politique du travail obligatoire doit reposer sur une double donnée. D'abord, comme en toute branche de politique indigène, posons la nécessité d'acquérir une connaissance aussi exacte que possible de l'indigène que nous allons réquisitionner, pour le transporter à des distances parfois considérables de son village et le plier à la discipline du labeur régulier sur un chantier: connaissance de sa psychologie, de ses besoins, de ses faiblesses, des maladies auxquelles il est sujet; connaissance aussi de cette vie indigène locale que nous risquons de désorganiser par des manœuvres maladroites. Ensuite, avant d'en arriver aux principes directeurs de la politique que nous voulons définir, il nous faudra pénétrer plus avant la formule du travail obligatoire aux colonies,

la saisir dans son fonctionnement et en analyser les répercussions possibles au point de vue économique, social et moral, sur l'indigène et la collectivité à laquelle il appartient.

SECTION I

Les fondements essentiels d'une politique du travail obligatoire

CHAPITRE PREMIER

La personnalité de l'indigène et ses caractères distinctifs

Il semble presque banal aujourd'hui de proclamer la nécessité d'avoir sur l'indigène des notions précises et, cependant, cette vérité fut longtemps méconnue. A l'époque où les théoriciens de la colonisation prônaient la politique d'assimilation, on parlait couramment d'adapter les indigènes à notre niveau de civilisation, à notre mentalité, à nos conceptions, à nos habitudes de travail. C'était renverser l'ordre des facteurs : on l'a compris aujourd'hui. A nous, qui avons assumé la charge redoutable de guider les populations attardées des territoires coloniaux, il appartient de nous pencher vers elles avec sympathie, comme l'homme mûr se penche vers l'enfant pour le prendre par la main. Mais il fut un temps, dont le souvenir est encore présent, où l'Européen aux colonies eût cru déchoir en s'intéres-

sant à l'indigène autrement que pour en tirer profit. Montesquieu nous traduit ironiquement l'état d'esprit de ses contemporains : « Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête, et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre. On ne peut se mettre dans l'esprit que Dieu, qui est un être sage, ait mis une âme, surtout un âme bonne, dans un corps tout noir... Il est impossible que nous supposions que ces gens là soient des hommes, parce que si nous les supposions des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes des chrétiens » (3). A l'abri d'une telle conception, on pratiquait la traite des Noirs sans aucun scrupule et sans encourir le moindre blâme. Le mot colonisation ne recouvrait alors qu'une exploitation purement matérielle des ressources locales, au profit de la métropole, par une politique économique, commerciale et douanière appropriée. Les buts poursuivis, exclusivement utilitaires faisaient perdre de vue « l'homme ». De plus, un préjugé eut cours assez longtemps suivant lequel les peuples indigènes étaient semblables à ceux de la métropole; ils devaient donc en particulier s'accommoder des mêmes méthodes d'administration (4). Une erreur analogue confondait tous les habitants des tropiques et tendait à les soumettre au même traitement, malgré la multiplicité et la diversité des races auxquelles ils appartiennent. Mais heureusement, les idées ont progressé et de nouvelles conceptions se font fait jour grâce au progrès des études sociologiques et ethnologiques. On peut dire que les missionnaires les premiers donnèrent l'impulsion, du jour où ils différencièrent leurs méthodes d'apostolat suivant les pays de mission, les harmonisant avec la diversité nuancée des milieux, se faisant pour ainsi dire « chinois » en Chine et « arabes » en pays Musulmans.

Aussi la politique d'assimilation a-t-elle vécu; elle ne trouve plus aujourd'hui de défenseurs : l'expérience

(3) MONTESQUIEU : *Esprit des Lois*, Livre XV.

(4) Voir les paroles d'un auteur belge, M. VAN DER KERKEN, cité par M. FAYET, *Op. cit.*, page 105.

nous a appris à nous défier des formules, des généralisations hâtives et des recettes qui guérissent partout et toujours. La conception du Blanc, être supérieur, appartenant à une race élue a dû s'effacer devant ce que l'expérience et les études ethnologiques nous révélaient, à savoir qu'il n'est pas à proprement parler de « sauvages ». « Il n'y a pas de peuples tables rases, sur quoi l'on puisse élever une construction de fantaisie, pas de peuples terres vierges, où l'on puisse transplanter n'importe quel arbre. Le plus sauvage clan a son passé — parfois très lointain, riche en traditions, et en expériences —, sa race avec ses dispositions innées, son lieu, son climat et son travail » (5). La carte du monde nous présente une grande diversité de peuples dont chacun a sa civilisation ici plus développée, là plus restreinte, chétive, voire même presque absente. Gardons-nous, pour en juger sainement, de ne considérer dans le mot civilisation que son contenu matériel : « telle peuplade dont les techniques ne dépassent guère le niveau de l'âge des cavernes possède des institutions sociales d'une rare complexité. Le milieu physique, soit qu'il offre d'exceptionnelles facilités de vie et n'exige pas de grands efforts d'invention, soit au contraire qu'il limite par sa rudesse l'activité des groupements, est pour beaucoup dans l'infériorité de l'organisation matérielle. Mais, s'il est capable de dévier ou de ralentir la vie mentale, il ne parvient jamais à la paralyser tout à fait... Mais voilà, une coutume est plus difficile à connaître qu'une âme ou qu'un outil. Il faut une longue fréquentation et quelque dépense de sympathie pour la découvrir, pour en comprendre le sens et la portée... » (6). Les civilisations sont extrêmement variées, qu'il s'agisse des mœurs et coutumes, des traditions familiales ou sociales, des institutions, des arts, des croyances ou de l'état économique, qu'il s'agisse d'éléments pure-

(5) J. FOLLIET : *Le Droit de colonisation*, page 308.

(6) G. HARDY : *Introduction à la vie coloniale*, Temps colonial du 24-7-1931.

ment matériels tels que l'habitation, le vêtement, les outils ; les sociétés indigènes nous représentent des civilisations (7) différentes de la nôtre, tantôt plus rudimentaires, parfois plus compliquées, produits avant tout de la race, du milieu géographique, des conditions économiques.

Si, cependant, ces idées ont fait leur chemin parmi les théoriciens et les praticiens de la colonisation, il s'en faut que l'opinion publique moyenne en soit avertie ; pour elle, l'indigène, c'est encore bien souvent l'être bizarre dont on contemple au Jardin d'Acclimatation avec une curiosité amusée, les trémoussements échevelés ou l'accoutrement étrange. Reconnaissons qu'on n'a point toujours fait ce qu'on aurait dû pour éduquer convenablement le public ; on lui a prodigué souvent des spectacles qui ne rehaussent guère l'indigène à ses yeux. Par ailleurs, la présentation isolée de certains traits de la vie indigène touchant la vie familiale, artisanale ou religieuse, l'art, la danse, risque de provoquer des sourires, faute de les avoir restitués dans leur cadre. Nous ne prétendons pas que toutes les pratiques indigènes revêtent un sens caché ou profond, mais nous voulons affirmer que sous peine de les taxer d'emblée de « barbarie », un effort de sympathie compréhensive est nécessaire pour en apprécier la signification.

Il faut savoir gré aux organisateurs de l'Exposition Coloniale Internationale à Paris d'avoir évoqué, avec tact et de façon très vivante, les diverses civilisations indigènes. Un magnifique effort fut réalisé en faveur de l'éducation coloniale du Français qui trop souvent ne connaissait de la colonisation que les termes de mise en valeur, de production, d'outillage économique, et qui maintenant a appris à connaître le véritable producteur, l'auxiliaire indispensable. Des formes d'architecture insoupçonnées et inattendues chez des « sauvages » furent révélées, des artisans au travail permirent d'apprécier les « arts indi-

(7) Sur la distinction entre « la civilisation » et « les civilisations », voir J. FOLLINET, *Op. cit.*, pp. 283 et s.

gènes » dans leurs diverses manifestations et plus d'un visiteur fut surpris par la richesse d'inspiration et de présentation, empreinte d'un réel sens artistique, que dénotaient certains théâtres indigènes.

Donc, s'opposant à la politique trop absolue (8) de l'assimilation totale, une nouvelle politique est née. « Selon une heureuse expression, on voulut faire des indigènes, des indigènes meilleurs et non plus des Européens » (9). Et l'on s'efforce de conserver et de développer l'essentiel de leur civilisation dans sa norme, suivant son fonds propre, de maintenir l'armature sociale existante, bannissant ou réformant seulement ce qui, dans les institutions ou les mœurs, se révèle contraire à la morale naturelle ou inviable au stade présent de l'évolution du monde. Il s'agit de laisser autour des racines de la plante fragile une motte solide de la terre du terroir, qu'on amendera progressivement.

Le colonisateur, à son arrivée dans la colonie, doit se dépouiller de sa mentalité européenne pour juger sainement et agir efficacement ; il ne peut prétendre tout ramener à son échelle, à ses cadres habituels de pensée, il ne peut appliquer ses conceptions dans toute leur rigueur. « Il en est des principes comme de certains produits alimentaires de choix que l'on destine à l'exportation, il faut les soumettre à un traitement préalable si l'on veut qu'ils conservent, sous des climats opposés, leurs qualités vivifiantes » (10). C'est ainsi que le travail obligatoire, en soi indéfendable, et qui dès l'abord dérouta nos esprits occidentaux du XX^e siècle, devient en certains cas une institution parfaitement justifiée, lorsqu'elle poursuit par exemple des fins d'intérêt général et primordial : cultures vivrières, assainissement, lutte contre les

(8) Il ne peut être question de conservation intégrale de la civilisation indigène, ce serait la négation même de la colonisation et de l'action civilisatrice qu'elle comporte. Qui dit colonisation, dit par là même une certaine transformation.

(9) FAYET, *Op. cit.*, page 109.

(10) M. OLIVIER, *Op. cit.*, page 95.

épidémies, établissement de routes et de chemins de fer en vue de supprimer la plaie du portage. Le principe de la liberté du travail appliqué dans sa rigidité serait interprété par l'indigène comme la faculté de ne rien faire et il faudrait renoncer à tout progrès moral, social ou économique.

..

Pour concevoir une saine politique du travail obligatoire, la connaissance approfondie de l'indigène s'impose au premier chef. Grâce à elle, nous avons en mains les éléments nécessaires pour organiser en connaissance de cause le régime du travail obligatoire. Grâce à elle, nous savons que les indigènes sont, suivant les milieux et les races, très différents les uns des autres. Les Noirs d'Afrique constituent, du Sahara au Cap et de l'Océan à la Mer Rouge, de nombreuses familles ethniques; à côté de tribus primitives très arriérées, il y a aussi des peuples déchus que des revers guerriers ont voués à la stagnation et à l'asservissement, mais dont l'histoire connut parfois des fastes brillants. Les réquisitions de main-d'œuvre vont frapper souvent des éléments extrêmement différents, entre lesquels peuvent persister des haines ou des antipathies héréditaires et qui demain vont se trouver réunis sur des chantiers. On conçoit facilement qu'un traitement unique ne soit pas de mise pour tous ces travailleurs et que, par exemple, il soit indiqué de les grouper par race, tribu et même village. Pour obtenir d'eux un concours efficace, la même nécessité de les *connaître* se fait sentir de façon à pouvoir les faire travailler dans les conditions qui leur sont habituelles, à respecter leur religion qui est « l'atmosphère même de leur vie », à ne pas dérouter brutalement par nos conceptions individualistes leur mentalité, formée à l'école d'une vie essentiellement collective sous la seule autorité du chef, de façon, en un mot, à les dépayser le moins possible et à ne pas faire de l'indigène libéré de son temps de travail « un déchet inassimilable par notre

civilisation et déjà incapable de réengrener dans son groupe primitif (11) ».

Grâce aux données fournies par les sciences ethnologiques et sociologiques, nous sommes en mesure, d'autre part, de découvrir les éléments du deuxième aspect d'une politique du travail obligatoire qui, pour être complète, doit, en fin de compte, se donner pour tâche de hâter le jour où la contrainte sera devenue inutile. L'étude de la vie indigène nous révèle que l'infériorité de l'individu en tant que travailleur, sa répugnance à l'effort régulier sont imputables, dans une certaine mesure, à son état de santé précaire, résultat de la sous-alimentation, du manque d'hygiène, de l'insalubrité, de l'ignorance ; nous pourrions agir sur l'indigène dans la mesure où nous pourrions agir sur l'ambiance. Assainissons le pays, développons les cultures alimentaires, ouvrons des écoles : l'indigène, plus résistant en face de la maladie, du jour où il s'alimente normalement, débarrassé de ses préjugés grâce à une patiente éducation, deviendra capable d'effort et plus apte à collaborer spontanément et avec confiance à l'œuvre commune.

♦♦

Telle est la pierre d'angle sans laquelle on ne peut songer à bâtir une politique indigène féconde, dans le domaine du travail obligatoire moins qu'ailleurs. On l'a si bien compris qu'on en vient de plus en plus, semble-t-il, à exiger que les fonctionnaires coloniaux puissent entrer en relations avec leurs administrés de couleur sans le truchement d'un interprète (12). Seule, en effet,

(11) R. P. ARNOU dans *Bulletin Catholique International* du 1-11-1928, page 115.

(12) A ce propos, notons l'intéressante organisation mise sur pied par la Hollande aux Indes Néerlandaises : l'administration est doublée à ses divers étages d'« adviseurs », fonctionnaires qui ont spécialement étudié la langue, les institutions, les coutumes indigènes et qui ont pour mission de suggérer à l'administration les mesures à prendre, de lui signaler les fautes commises et les erreurs à éviter. Sur ce point voir notamment : G. HARDY, *Op. cit.*, page 199.

la connaissance de la langue permettra d'éviter les erreurs dues à l'emploi des interprètes (13), de gagner la confiance de l'indigène, et, par delà la musique des mots et la syntaxe d'un idiome, de pénétrer les replis d'un cerveau essentiellement différent du nôtre, sans risquer de brouiller ses conceptions ; en un mot, d'aboutir à cette compréhension qui, génératrice de sympathie, aura pour effet de battre en brèche la mentalité artificielle qui s'empare souvent du colonial ou du futur colonial dès qu'il quitte la métropole, et ne pourra qu'aider à la solution de la « crise des rapports quotidiens » (14).

« C'est pour soutenir cette délicate entreprise (15), c'est pour en coordonner les résultats fragiles que l'enseignement de la géographie humaine, de l'ethnographie et de la psychologie a été largement développé dans les programmes de l'Ecole Coloniale; que l'Institut d'Ethnolo-

(13) « Le meilleur des interprètes, en règle presque habituelle, usurpe presque toujours une partie de la confiance qu'on met en lui... En tout cas, se servir d'un interprète est à soi seul un autre art ». (M. BRIAULT, *Sous le zéro équatorial*, pp. 213-214).

(14) Crise dont parle E. DUTHOIT : *Le problème social dans les pays de colonisation*, compte rendu Semaine Sociale de Marseille, 1930, p. 51.

(15) La connaissance de l'indigène, si elle est nécessaire, n'en est pas moins très difficile à acquérir. Les documents les plus intéressants, les observations les plus précieuses seront fournies par le Blanc qui vit au milieu des indigènes, qui parle leur langue et a su capter leur confiance. Or, qui remplit mieux ces conditions que le missionnaire. Le missionnaire arrive à pénétrer dans l'intime de l'âme de ces grands enfants, à surprendre certains secrets, tandis par exemple qu'un pälabre d'importance met aux prises deux adversaires à qui le feu de la discussion fait oublier toute prudente réserve; il parvient à faire le tour de leur cerveau, à découvrir leurs craintes, leurs appréhensions, leurs étonnements, les sentiments qu'ils nourrissent à l'égard du Blanc. Certains soirs, il ne dédaigne pas de s'asseoir au milieu du cercle des conteurs et des gens du village ou d'aller fumer une pipe avec les porteurs ou les piroguiers qui l'ont accompagné durant le jour; une intimité s'établit. (Voir M. BRIAULT, *Op. cit.*, p. 85.) C'est pourquoi nous voulons souligner ici l'intérêt qu'il y aurait à voir s'établir une collaboration étroite entre l'administrateur colonial et le missionnaire.

gie a été créé, que des Instituts ou des Comités de Recherche ont été amorcés dans les différentes colonies françaises; que la connaissance des langues indigènes est encouragée de diverses façons » (16).

(16) G. HARDY -- *Nouvelle Revue des Jeunes*, juillet 1931.

CHAPITRE II

Les répercussions du travail obligatoire sur la vie de l'indigène

Les répercussions possibles d'un régime de travail sous contrainte aux colonies peuvent être, l'expérience l'a montré, extrêmement graves et aller, dans certains cas, jusqu'à menacer l'existence même des populations indigènes. Ce sont sur elles que les adversaires du travail obligatoire fondent leurs plus violentes critiques. Cependant, il convient de se garder d'une erreur et de remarquer que les incidences fâcheuses que nous allons analyser ne résultent pas fatalement, ni même normalement, de la contrainte. La plupart, en effet, tiennent seulement à ce fait que le travail est exécuté, dans des conditions défavorables et sous un climat pénible, par des individus d'une grande fragilité, inhabitués à un effort soutenu et régulier, diminués physiquement par la sous-alimentation et les atteintes sournoises de nombreuses maladies ou épidémies. Aussi, croyons-nous que nombre des reproches adressés au travail obligatoire atteignent moins le principe même de la contrainte que l'emploi qui en a été fait; la méconnaissance de l'indigène, l'ignorance des conditions locales, le désir d'aller vite, qui sont à l'origine de bien des déconvenues en matière de travail obligatoire, n'auraient pas été moins funestes à l'égard de travailleurs volontaires.

Dans l'analyse des conséquences possibles de la réquisition de main-d'œuvre, nous ne distinguerons pas suivant que les indigènes réquisitionnés participent aux travaux

publics de la colonie, sont employés au portage ou se livrent à des cultures obligatoires; toutefois, les pages qui vont suivre, bien que susceptibles d'application générale à ces trois cas, se rapportent particulièrement à l'emploi de la main-d'œuvre contrainte sur les chantiers de grands travaux, hypothèse de beaucoup la plus complexe.

..

Envisageons d'abord la valeur du travail obligatoire sous l'angle économique. « La supériorité économique du travail libre sur le travail servile est une vérité devenue banale », écrit M. Girault (17). Tous les économistes s'entendent là-dessus et, à propos de l'esclavage, ont consacré d'abondants développements à ce sujet (18). Cette infériorité, cette moindre productivité du travail obligatoire se rattache à plusieurs causes. Certaines résultent d'abord des effets psychologiques exercés par le recrutement à base de contrainte, sur l'indigène, sur l'employeur et sur les autorités administratives.

L'indigène, travaillant contre son gré, accomplit la besogne strictement nécessaire pour ne pas encourir un châtement; un tel régime n'est pas fait pour stimuler l'esprit d'initiative et vaincre la passivité naturelle de l'indigène; la qualité du travail fourni s'en ressent certainement et, au total, le travail est d'un rendement sensiblement moindre que le travail librement consenti. Remarquons cependant qu'indolence et insouciance disparaissent ou doivent disparaître dans une certaine mesure dès qu'une rémunération est assurée au travailleur : ce qui est une pratique universellement admise à l'égard des indigènes réquisitionnés.

(17) A. GIRAULT, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Sirey - 1923 - 2^e partie II, p. 205.

(18) Voir notamment LEROY-BEAULIEU, *De la colonisation chez les peuples modernes* I. pp. 509 et s.

D'autre part, l'esprit d'entreprise de *l'employeur* (19) est amoindri par la certitude qu'a ce dernier de ne jamais manquer de main-d'œuvre, quoi qu'il fasse. Le travail obligatoire entraîne facilement un gaspillage de forces : le prix de revient très bas des travailleurs incite l'employeur à se désintéresser des moyens qui permettraient de les ménager et d'augmenter leur rendement, par une organisation plus rationnelle du travail, par l'emploi d'un outillage mécanique, par l'amélioration des conditions de vie de l'indigène sur le chantier. Le stimulant de la concurrence n'existe pas sous un tel régime.

Enfin, ce mode de recrutement et d'emploi des indigènes tend à réagir de façon regrettable sur la « psychologie administrative », en ce sens que les autorités administratives, sachant pouvoir recourir à la contrainte en cas de besoin, négligent d'encourager par les moyens appropriés la formation d'une main-d'œuvre volontaire.

D'autres causes que celles qui ont leur source dans des réactions psychologiques, accusent encore le caractère anti-économique du travail obligatoire. L'organisation des chantiers alimentés par des travailleurs « obligatoires » risque d'être assez coûteuse, par le fait qu'elle nécessite en principe l'emploi d'un nombre très élevé de surveillants ; que les travailleurs réquisitionnés ne sont jamais capables que d'un travail de manœuvre ; que la brièveté de leur séjour sur les chantiers (20) ne rend guère possible la formation des travailleurs spécialisés que réclame l'emploi des engins mécaniques et ne favorise pas non plus la continuité du travail. Un temps considérable est perdu dans les allées et venues des colonnes de travailleurs réquisitionnés parfois à plusieurs semai-

(19) Par employeur, nous entendons, aussi bien l'administration qu'une entreprise concessionnaire de travaux publics ou un simple particulier.

(20) Nous avons vu, par exemple, que dans les colonies anglaises la durée maxima moyenne de la réquisition en vue de travaux publics est de 60 jours par an.

nes de marche des chantiers (21). Les différentes équipes se succèdent rapidement ; d'où, des à coups dans le travail : on passe son temps à instruire les nouveaux venus. Les travaux traînent en longueur, ou bien sont conduits hâtivement et de façon peu satisfaisante. A l'approche de la saison des pluies, les travaux sont exposés à des détériorations qui peuvent annihiler l'effort de longs mois, s'ils ne sont pas munis d'une protection suffisante ; « alors on adresse un appel pressant au fonctionnaire compétent, en l'informant qu'il est capital d'achever tous les travaux pour éviter à l'administration des pertes importantes ». Il s'en suit de nouvelles réquisitions souvent intempestives et parfois effectuées à des dates inopportunes qui coïncident avec l'époque où les indigènes sont occupés aux travaux agricoles (22).

..

En dehors de ces répercussions d'ordre économique sur lesquelles nous n'insisterons pas davantage, le régime du travail obligatoire risque d'en produire d'autres bien plus graves dans l'ordre social. On peut les résumer en disant qu'elles renforcent l'acuité de la question sociale posée aux colonies par la rencontre de l'indigène et de l'Européen. Ces répercussions sociales affectent l'individu et par contre coup la vie indigène locale.

— Il y a d'abord des répercussions individuelles : elles atteignent non seulement la santé morale de l'indigène, mais encore risquent de compromettre sa santé physique. La première chose qui apparaît néfaste pour l'indigène, c'est l'éloignement de son village. Fréquemment, en effet, nous l'avons vu, la main-d'œuvre est recrutée à des centaines ou même des milliers de kilomètres des chantiers.

(21) Sans parler des inconvénients d'ordre sanitaire que présentent ces perpétuelles allées et venues ; nous y reviendrons plus loin.

(22) D'après le *Livre Gris*, page 268, à propos d'un rapport sur les conditions de travail dans le Tanganyika.

Aux fatigues des nombreuses étapes parcourues à pied, s'ajoute le malaise qui résulte du changement de climat et de milieu. Transportés sans transition sous un ciel différent, soumis à des conditions climatiques nouvelles, obligés de rompre avec leurs habitudes de vie insouciantes et oisives pour se plier brusquement à un travail pénible et régulier, surmenés physiquement, répugnant à s'adapter à une nourriture autre que celle qui leur est familière, rongés par la nostalgie du pays, ayant perdu le goût à la vie, les indigènes sont la proie facile des maladies et épidémies qui trouvent chez eux un terrain particulièrement favorable. D'autre part, l'employeur est naturellement porté à négliger les mesures de protection toujours onéreuses qui sauvegarderaient la vie des travailleurs et ménageraient leur fragilité. La mortalité prend des proportions parfois effrayantes et prélève un lourd tribut sur les effectifs des chantiers.

Mais la dépression morale causée par la transplantation est, elle aussi, très grosse de conséquences : tout lien est rompu entre le travailleur et son village d'origine. L'indigène arraché à son milieu, livré à lui-même, en contact avec des gens de race ou de tribu étrangères à la sienne, n'est plus soutenu par le cadre familial, l'armature des institutions sociales et des traditions religieuses : il perd pied. Sans appui moral, les diverses cérémonies de sa religion n'étant plus là pour rythmer sa vie, ébranlé dans ses croyances, il abandonne les quelques principes qui, au village, guidaient sa conduite et inspiraient ses démarches ; le péril de l'alcoolisme le guette, propagé parfois par des commerçants sans scrupules. « Le Noir n'est bon à quelque chose que tant qu'il est dans son village, où il a l'appui moral de sa parenté. Sorti de son milieu, il perd ses quelques principes de moralité. Les agglomérations d'ouvriers d'indigènes sont des foyers de démoralisation... » (23).

(23) A. SCHWEITZER. — *A l'orée de la forêt vierge*. Lausanne 1923, page 129, cité dans le *Livre Gris* du travail forcé, page 280.

— Il y a aussi des répercussions collectives. Qu'est devenue pendant ce temps, la vie au village privé momentanément d'une partie de ses habitants : les hommes les plus valides, les plus robustes sont tous sur les chantiers, si le recrutement a été opéré d'une façon désordonnée. La vie indigène locale s'en trouve profondément désorganisée. Faute de bras, les cultures sont négligées; plus que jamais la porte est ouverte aux famines éventuelles qu'une mauvaise récolte suffit à provoquer et qui ne vont pas contribuer au relèvement physique de populations souffrant déjà de sous-alimentation. De l'absence de la population mâle valide, résulte parfois aussi cette conséquence que pour les travaux publics d'intérêt local, tels que l'entretien des routes et chemins, femmes et enfants sont illégalement contraints au travail : il n'y a plus qu'eux au village et certains travaux n'attendent pas (24).

Un autre danger est imminent. « De récentes études sur le dépeuplement, question qui présente une réelle gravité dans certaines régions, ont fréquemment insisté sur le rapport de connexité qui existe entre cette question et le travail forcé (25) ». En effet, outre que le travail obligatoire retient de nombreux indigènes loin de leurs foyers et les empêche temporairement de procréer, les allées et venues des contingents de travailleurs contribuent à la propagation de maladies; on a constaté parfois que des épidémies se déclaraient au retour des équipes au village. Enfin, le dépeuplement se trouve encore accentué du fait de la fuite vers les territoires voisins des indigènes qui se sentent menacés par la réquisition.

Au total, le développement économique et social du territoire se trouve compromis. « Pour avoir voulu une exploitation trop rapide ou trop intense de territoires merveilleusement riches et féconds, on tarit avec la vie les espoirs de civilisation. Le missionnaire avait frayé

(24) Voir *Livre Gris* du travail forcé, pp. 275-276.

(25) Idem, pp. 261-262.

la route au marchand; tous deux maintenant risquent d'être rejetés (26) ». Finalement, l'état de déséquilibre social et moral provoqué dans la vie indigène par les abus de la réquisition, constitue un bouillon de culture merveilleusement préparé pour recevoir les germes de la propagande communiste; car il rentre dans la ligne d'action de la 3^e internationale, poursuivant son objectif de révolution mondiale, d'exploiter tous les états de crise et en particulier les souffrances et les rancœurs des races indigènes pour saper, sur tous les points du globe, « l'impérialisme » des puissances occidentales (27). Les travailleurs de retour au village y introduiront le mauvais esprit contracté sur les chantiers au contact des théories communistes dans lesquelles leur mysticisme facile aura trouvé un aliment. Quant au goût du travail, on peut douter qu'ils l'aient acquis pendant leur séjour sur les chantiers, dans l'atmosphère que nous avons décrite : le but éducatif que devait poursuivre le travail obligatoire est manqué.

..

Nous ne croyons pas avoir usé de « phraséologie » apitoyante dans cette analyse des dangers que l'on fait courir à la colonisation, en appliquant imprudemment la formule du travail obligatoire et en maniant, sans aucune circonspection, l'arme redoutable de la réquisition.

Le travail obligatoire, dont l'emploi ne peut se justifier que dans l'intérêt commun de l'indigène, de la colonie et de la métropole, risque, si l'on n'y prend garde, de compromettre gravement l'avenir de la colonisation. La complexité du problème apparaît maintenant au grand jour. De même que, dans une entreprise difficile et périlleuse, une partie du succès réside dans la claire vision des obs-

(26) *La Vie intellectuelle*, juin 1929, page 1.030.

(27) Voir notamment R. P. ARNOU, op. cit., *Compte rendu Semaine Sociale Marseille*, 1930, page 354.

tacles à vaincre et des dangers à éviter, de même, pour élaborer une saine politique du travail obligatoire, il est indispensable, croyons-nous, de regarder en face le plus objectivement possible, sans les exagérer, mais aussi sans les amoindrir, les inconvénients graves du travail obligatoire et les abus auxquels il a donné ou peut donner lieu. Il n'a jamais été de bonne politique d'ignorer les difficultés, de se les dissimuler ou de les taire.

Cependant, et quoi qu'on ait dit, nous croyons que toutes ces conséquences économiques, morales, sociales, tant individuelles que collectives, ne suffisent pas à condamner le travail obligatoire, car, d'une part, elles ne sont pas absolument fatales, ni irrémédiables et, d'autre part, elles ne sont pas imputables rigoureusement à la contrainte (28) : beaucoup d'entre elles se retrouvent identiques à propos de l'emploi de la main-d'œuvre volontaire. Toutefois, leur perspective nous invite à faire preuve d'une grande circonspection dans l'emploi du travail obligatoire.

1° — Toute contrainte en matière de travail doit être fondée sur les nécessités d'un intérêt public bien compris — et c'est la condamnation du travail obligatoire au profit d'entreprises privées, sauf lorsqu'elles sont concessionnaires de travaux publics ou que leur fonctionnement est intimement lié à la prospérité générale.

2° — Elle ne se justifie qu'à condition de ne pas sacrifier l'indigène, ni la collectivité et de s'ordonner à son bien matériel et moral — et c'est l'obligation d'établir avec soin un plan de protection démographique et sanitaire ainsi que d'organisation rationnelle du travail des indigènes, dans les hypothèses où l'emploi de la contrainte a été reconnu nécessaire.

3° — Elle doit toujours être considérée comme un procédé anormal, exceptionnel auquel on ne recourt qu'à contre-cœur, — et c'est la nécessité de hâter sa disparition, en orientant la politique indigène générale dans le

(28) Voir l'observation que nous faisons plus haut, p. 411.

sens d'une lutte contre les causes profondes du travail obligatoire, c'est-à-dire, contre l'infériorité quantitative et qualitative de la main-d'œuvre indigène.

En définitive, le colonisateur soucieux de ses responsabilités basera sa politique du travail obligatoire sur deux idées :

1° Ménager la main-d'œuvre existante par des limitations et une organisation appropriée du travail obligatoire;

2° Accroître cette main-d'œuvre en qualité et en quantité.

SECTION II

Principes d'organisation du travail obligatoire

Ils seront dominés par cette idée qu'il faut avant tout ménager les ressources humaines des territoires coloniaux. Pour nous rendre compte de cette nécessité impérieuse de s'entourer de précautions dans l'utilisation de la main-d'œuvre existante, une seule considération nous aurait suffi : celle des statistiques démographiques. L'examen des chiffres établissant la densité de la population dans quelques territoires coloniaux nous fait apercevoir, en effet, avec une cruelle évidence combien leurs disponibilités en main-d'œuvre sont restreintes; ces chiffres (29) font apparaître, si nous nous en tenons aux possessions françaises d'Afrique, que l'A. E. F. possède 2,5 habitants au kilomètre carré, l'A. O. F. 2,8, Madagascar 6,3 (30), alors que la France métropolitaine compte une moyenne de 75 habitants au kilomètre carré et certains pays comme la Belgique plus de 200. Ces colonies, n'étant pas ou presque pas des colonies de peuplement, doivent se suffire à elles-mêmes avec leur propre population indigène. Le colonisateur doit donc compter avec

(29) Ces chiffres ne peuvent donner qu'une idée approximative de la réalité, vu la difficulté d'établir dans ces pays des statistiques exactes.

(30) Ces chiffres sont extraits de statistiques remontant à 1926 ; ils sont empruntés au cours que fit à la Semaine Sociale de Marseille en 1930 M. BRÉNON, ancien chef du service économique de l'Indochine ; voir *Compte rendu de la Semaine Sociale Marseille* 1930, page 303.

des forces aussi minimales et se souvenir que l'élément humain est la première richesse d'un territoire colonial, richesse sans laquelle toutes les autres sont vaines. Une double attitude s'impose à lui lorsqu'il est obligé de recourir au travail obligatoire : 1° limiter les cas de recours à la contrainte ; 2° remédier par des mesures appropriées aux inconvénients économiques et sociaux de cette formule de travail.

CHAPITRE I

Limitation du recours au travail obligatoire

Il faut d'abord interdire le recours à la contrainte pour des fins d'intérêt privé. Il faut ensuite, même pour les fins d'intérêt général, n'y recourir qu'en cas de nécessité absolue.

§ 1. — De l'interdiction du travail obligatoire pour des fins d'intérêt privé.

C'est la première limitation qui s'impose. On ne saurait admettre, en effet, que le chef d'une plantation, le directeur d'une entreprise pût invoquer, soit les promesses faites à ses actionnaires, soit la nécessité de rémunérer les capitaux engagés, les efforts fournis, les risques courus ou même les intérêts de l'économie métropolitaine ou mondiale, pour exiger de la population indigène les bras nécessaires à ses exploitations. A aucun titre, il n'a droit au travail d'autrui, il ne peut prétendre arracher les indigènes à leur oisiveté pour un intérêt particulier.

Outre qu'il est contraire à la dignité et à la liberté humaine, outre qu'il apparaît comme un succédané de l'esclavage et constitue une forme de travail à rendement médiocre, un tel régime basé sur la contrainte directe au profit d'autrui fausse le jeu normal des lois économiques. « Sous le régime du travail obligatoire, les entreprises européennes se créent d'une matière pléthorique et sur des bases absolument artificielles. Cela se comprend aisément : les entreprises ne connaissent pas les

difficultés de la main-d'œuvre, puisqu'on leur procure celle-ci au besoin par la force si elle ne se présente pas librement. D'autre part, elles paient des salaires dérisoires, le salaire n'étant plus débattu librement entre l'employeur et l'employé. Les prix de revient sont par suite artificiels et fantaisistes et c'est sur ces données qu'on construit, qu'on engage des capitaux, qu'on établit des programmes d'action et d'extension. Mais un jour, la loi normale doit reprendre son cours et alors, ou bien les ouvriers ne se présentent plus, il n'y a plus de main-d'œuvre, ou bien pour en obtenir il faut payer des salaires normaux et les prix de revient montent, montent de plus en plus. Dans un cas comme dans l'autre, les entreprises ne peuvent plus tenir... (31) ».

Du reste, toutes les puissances coloniales tombent d'accord pour condamner le travail obligatoire au service des entreprises privées : les diverses législations en font foi (32) et surtout les proclamations officielles.

Il serait à peine besoin d'insister si, dans la pratique, l'administration n'était contrainte parfois d'assouplir la rigidité du principe en face d'exigences impérieuses. L'administration ne peut adopter, en effet, une attitude de neutralité absolue vis-à-vis du recrutement de la main-d'œuvre privée : le résultat en serait d'encourager indirectement l'apathie des indigènes et, en même temps, de les livrer sans défense aux exactions des chefs indigènes, facilement « achetales » par les recruteurs embarrassés, ou aux réactions brutales de tel chef d'entreprise aux abois et prêt à tous les expédients pour sauver ses exploitations de la ruine dont les menace la pénurie de bras (33). Nous estimons donc que l'administration a le devoir

(31) M. LOUWERS. — *Institut Colonial International*. — Session de Bruxelles 1929. Compte rendu pp. 249-250.

(32) Voir ci-dessus, pp. 77 et s.

(33) « Il est compréhensible, dit un mémoire du gouvernement portugais à la Société des Nations, que lorsqu'ils voient leurs cultures en danger et que la main-d'œuvre volontaire refuse de se présenter, les agriculteurs emploient tous les moyens pour

d'encourager les indigènes au travail et, d'autre part, de surveiller et de contrôler les opérations des recruteurs privés.

Au cours des années 1927 et 1928, le problème de la main-d'œuvre aux colonies fut porté devant le Conseil Supérieur des Colonies; d'importantes discussions eurent lieu. Or, voici ce que préconisait l'une des recommandations formulées par le Conseil économique : l'administration devrait intervenir dans le recrutement de la main-d'œuvre destinée aux entreprises privées pour le contrôler, le faciliter et le régulariser. Le point délicat est évidemment de déterminer la mesure de l'intervention administrative; en effet, le prestige de l'administration auprès de certaines peuplades est tel qu'un simple encouragement, que la seule présence du fonctionnaire aux côtés du recruteur, peut être interprétée par l'indigène comme un ordre, que l'indigène peut ne pas distinguer entre le recrutement destiné aux travaux publics et le recrutement pour les particuliers. Nous avons vu précédemment, en étudiant la législation et la pratique du travail obligatoire aux colonies, qu'il y avait là un procédé de contrainte indirecte au travail.

Qu'entendra-t-on par faciliter le recrutement privé, encourager les indigènes au travail dans le cas où les demandes de main-d'œuvre demeurent sans réponse ? Il est bien difficile de préciser l'attitude de l'administration qui devra se tenir éloignée de la neutralité absolue, sans tomber toutefois dans un interventionnisme par trop « persuasif ».

Faciliter le recrutement de la main-d'œuvre destinée aux entreprises privées, cela pour nous signifie deux choses : d'une façon générale, l'administration aura pour tâche de mettre en rapport offres et demandes de main-d'œuvre par la création notamment d'offices du travail, véritables bureaux de placement officiels, de surveiller

en trouver, même en éludant la loi ». (S.D.N. — *Commission temporaire de l'esclavage*, C. 352 - M. 188 - 1924. VI, C.T.E. 17. Cité par *Livre Gris* du travail forcé, page 283.

la passation des contrats de travail entre employeurs et indigènes, de suspendre éventuellement tout recrutement, si le besoin s'en fait sentir, et aussi d'accroître la quantité de main-d'œuvre volontaire offerte (dans la mesure où cela n'entraînera pas de perturbation dans la vie locale, familiale ou sociale) à l'aide d'une propagande appropriée ou par des mesures administratives susceptibles, indirectement, d'amener les indigènes au travail régulier (par exemple, l'établissement d'un impôt modéré). A vrai dire, il s'agit plutôt ici de l'élaboration d'une véritable charte du travail dans chaque colonie, ce qui sort de la question du travail obligatoire.

Mais voici que nous rentrons dans le cadre d'une contrainte possible. Il arrive dans la pratique que l'administration ne puisse se contenter de l'attitude plutôt négative que nous venons d'étudier; elle est amenée alors à intervenir de façon plus directe pour procurer à certaines entreprises, de façon temporaire et à titre exceptionnel, la main-d'œuvre qui ne s'offre pas spontanément malgré les encouragements de l'administration et malgré les conditions de travail particulièrement avantageuses consenties par les employeurs. Tel ce cas concret, l'un des nombreux que M. M. Olivier, vit se poser à Madagascar, sous son gouvernement : « Décembre est le mois de la cueillette des fleurs dans les vanillères. Travail facile, travail si peu fatigant qu'on le réserve d'ordinaire à des adolescents, mais travail qui ne souffre pas de délai. Or, en dépit de tous leurs efforts et malgré la promesse d'un salaire doublé pour une demi journée de travail, les colons d'Antalaha, faute de main-d'œuvre, perdaient chaque jour la valeur de 150 kilogs de vanille sèche, ce qui au cours de l'époque représentait au bas mot 40.000 francs... Ils font appel à qui peut empêcher l'irréversible catastrophe. A-t-on le droit de se boucher les oreilles, de s'embusquer derrière un texte, de se réfugier à l'abri d'un principe ? » (34).

(34) M. OLIVIER, *Op. cit.*, page 92.

Dans de telles circonstances et dans les cas analogues, alors que l'entreprise en péril joue un rôle important dans l'économie locale, que sa ruine compromettrait la prospérité économique de la colonie et l'avenir même des indigènes, l'administration ne peut se contenter de répondre aux cris de détresse qui lui parviennent par de bonnes paroles. « Le « *public* » indifférent, sous les yeux de qui se déroule le drame, est neuf fois sur dix un troupeau lamentable que décime périodiquement la famine, que sa barbarie voue à toutes les misères du corps... Il ne sait pas que ses destinées sont liées à celle du colon et que lorsqu'un colon s'en va, c'est une de ses chances de meilleur avenir qui tombe » (35).

Sans doute, un principe essentiel doit demeurer : les entreprises privées ne doivent jamais se croire en droit de compter sur l'administration pour se procurer les travailleurs qui leur sont nécessaires; il faut lutter contre un tel état d'esprit lorsqu'il existe : la difficulté du recrutement de la main-d'œuvre doit constituer l'un des aléas de la concession. Toutefois, comme la colonisation est une entreprise de pleine réalité et qu'elle vit dans les faits, l'administration n'a pas le droit de se retrancher derrière une formule, lorsque des intérêts primordiaux sont menacés et que, d'autre part, l'effort demandé aux indigènes n'est susceptible d'entraîner aucune des conséquences graves précédemment relevées, qu'en particulier il n'oblige pas les indigènes à se transporter loin de chez eux. Ne le dissimulons pas, une telle politique est dangereuse : elle ouvre la porte à l'arbitraire des agents administratifs et à toutes sortes d'abus; elle s'en remet en partie à la conscience et à la valeur professionnelle du fonctionnaire à qui appartiendra en dernier ressort la décision : « tout bien pesé, elle est préférable à la neutralité » (36). D'ailleurs, comment la préciser davantage, la réglementer et l'exprimer dans des formules rigides ? Elle consiste presque uniquement à résoudre des

(35) Idem, p. 93.

(36) M. OLIVIER, op. cit., p. 94.

cas d'espèce. Ne pourrait-on, cependant, s'inspirer de la distinction suivante pour pouvoir apprécier avec moins d'arbitraire la suite à donner aux appels qui parviennent des colons et des chefs d'entreprise ?

Parmi les entreprises coloniales, il y a, d'une part, celles qui existent et fonctionnent normalement depuis un certain temps : le recrutement de leur personnel s'effectue régulièrement; elles ont en quelque sorte acquis droit de cité; elles se sont incorporées à la vie économique et sociale de la colonie. Viendraient-elles à disparaître que ce serait la ruine pour la colonie, la misère pour les indigènes. Si donc leur prospérité et leur existence est menacée, par suite d'une difficulté passagère de main-d'œuvre, à un moment critique de l'exploitation et cela malgré l'offre de conditions de travail suffisamment avantageuses, nous concevons parfaitement, tout autre procédé s'étant révélé inefficace, une intervention exceptionnelle de l'administration dans le but d'amener les indigènes à prêter leur concours, pendant le temps nécessaire, à l'entreprise en péril. Il va sans dire que toutes les précautions seront prises pour sauvegarder l'intérêt et le bien-être de l'indigène; il conviendra de s'assurer évidemment qu'aucune infraction à la législation du travail n'a pu être relevée contre l'entreprise en question et qu'elle offre toute garantie à ce sujet.

D'autre part, à côté de ces entreprises qui possèdent de fortes racines dans la colonie, il y a les entreprises agricoles ou industrielles installées depuis peu et qui manquent de main-d'œuvre, celles qui voudraient se développer et qui se heurtent à une offre de main-d'œuvre tout à fait insuffisante. Leur situation ne justifie plus à notre sens l'intervention autoritaire de l'administration. Ces entreprises, dont la création n'est peut-être que le résultat d'un afflux soudain de capitaux en quête de placement, à qui les concessions ou les permis d'exploiter auront parfois été distribués un peu à la légère, et qui vont peut-être gêner le recrutement des entreprises existantes, devront attendre le rétablissement de l'équilibre entre les

demandes et les offres de main-d'œuvre. Sollicitée par elles, l'administration ne pourra selon nous se départir de sa ligne de conduite normale, en matière de recrutement privé, ligne de conduite qui s'exprime : faciliter le recrutement par une action loyale et honnête, dépourvue de toute contrainte, et en contrôler les opérations.

Pour l'avenir l'administration agira sagement, en proportionnant le nombre des concessions délivrées à la main-d'œuvre disponible sur place, en mesure de se présenter librement (ce qui varie suivant les pays et les régions), en veillant à ne pas compromettre les cultures auxquelles se livrent spontanément les indigènes (37), en particulier les cultures vivrières, et à ne pas porter atteinte non plus au recrutement des entreprises existantes. Ainsi sera évité un déséquilibre entre les besoins de main-d'œuvre et le nombre de travailleurs offrant spontanément leurs services, déséquilibre qui serait préjudiciable aux entreprises existantes intégrées dans la vie locale et serait susceptible d'entraîner des recours illégaux à la contrainte. Du reste, les demandes de concession ou de permis d'exploitation se restreindront d'elles-mêmes, dès lors que les futurs exploitants sauront ne plus devoir compter sur l'administration pour leur procurer de la main-d'œuvre coûte que coûte.

§ 2. — De la limitation du travail obligatoire d'intérêt général.

L'attitude des autorités, compétentes pour ordonner le recours au travail obligatoire, devra être commandée par cette idée que la réquisition de main-d'œuvre reste une mesure exceptionnelle et que le travail volontaire demeure la règle. Il faut réduire les cas de contrainte à l'indispensable. Nous savons que le travail obligatoire

(37) Sur l'intérêt qu'il y a, à donner la préférence soit aux cultures indigènes, soit aux cultures européennes, voir les intéressantes discussions qui eurent lieu à la 20^e session de l'Institut Colonial International (INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL, *Compte rendu de la session de Bruxelles*, 1929, pp. 144 et s.).

ne se justifie que s'il poursuit un but conforme à l'intérêt général, mais encore faut-il préciser dans quels cas les autorités compétentes seront fondées à y recourir. On peut répondre brièvement : dans tous les cas où le commande la bonne marche de l'œuvre colonisatrice, eu égard aux forces de la population, c'est-à-dire pour tous les travaux qui poursuivront, avec la mise en valeur des ressources naturelles, l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale de la vie indigène. Sans doute tous ces travaux ne sont pas d'urgence égale; il appartient à l'administration, compte tenu des contingences locales, de les hiérarchiser dans le temps et de leur attacher une importance relative, en se souvenant que la colonisation est une œuvre de patience, souvent de lenteur et qu'en particulier, pour ce qui est du développement de l'outillage économique, il faut prévoir « un échelonnement des entreprises exactement mesuré aux ressources et à la vitalité du pays (38) ».

Il faut, en définitive, que les travaux envisagés présentent un intérêt vital pour l'avenir de la colonie et des indigènes, qu'ils soient « *nécessaires* » : nécessaires pour arracher l'indigène à son existence misérable, à la sous-alimentation; nécessaires pour faire pénétrer jusqu'à lui les bienfaits de l'hygiène, de l'assistance médicale et de l'assistance morale; nécessaires pour le soustraire peu à peu au fléau du portage et aussi pour développer en lui l'idée du travail, base de tout progrès. L'idéal serait évidemment que les indigènes réquisitionnés puissent toujours se rendre compte de l'utilité que présente pour eux l'exécution des travaux auxquels on les contraint : il est certain que si l'intérêt immédiat de ces travaux leur apparaissait, ils se soumettraient avec plus de facilité à la contrainte et les inconvénients psychologiques et moraux du travail obligatoire seraient considérablement amoindris. Malheureusement, par suite de la très inégale répartition de la population et à cause

(38) G. HARDY, Op. cit., page 172.

des effectifs énormes que nécessitent les travaux publics importants, on ne peut faire appel uniquement aux indigènes des régions intéressées par les dits travaux et le recrutement s'étend à des territoires souvent fort lointains du lieu des chantiers. D'ailleurs, dans bien des cas, il ne faut pas s'attendre à ce que les indigènes comprennent immédiatement l'utilité des ouvrages entrepris même localement. Exiger que la nature des travaux publics soit telle « que le bénéfice direct, que la collectivité indigène chargée de fournir la main-d'œuvre doit en retirer, soit apparent ou clairement démontrable à cette collectivité elle-même » (39) condamnerait, nous semble-t-il, les gouvernements coloniaux à une politique de stagnation.

Mais, non seulement, il faut que les travaux entrepris soient nécessaires à l'avenir immédiat ou au développement futur de la colonie, il faut encore que le recours à la contrainte soit lui aussi « nécessaire », c'est-à-dire inévitable, autrement dit que tous les efforts pour obtenir de la main-d'œuvre volontaire soient restés vains. On ne devra se résoudre à la réquisition qu'après des essais de recrutement libre restés sans réponse, malgré les tentatives de persuasion, malgré l'offre de salaires identiques à ceux pratiqués pour les travailleurs libres, malgré l'offre de conditions de travail avantageuses.

En résumé, et tout découle de là, l'essentiel pour les autorités compétentes est de s'en référer toujours au caractère exceptionnel de la contrainte, de placer au premier rang de leurs préoccupations l'intérêt des populations qu'elles doivent sauvegarder, comme la première des richesses, et de ne pas se laisser entraîner par je ne sais quelle vanité administrative qui les pousserait à brûler les étapes dans la voie du développement économique et à ne pas rechercher l'équilibre entre les programmes

(39) Cette opinion respectueuse du bon vouloir des indigènes est exposée dans le *Livre Gris* du Travail forcé, page 271.

de travaux et la situation démographique. Tout projet doit être précédé d'un inventaire des ressources humaines. A quoi bon tous ces outils, si merveilleux soient-ils, ces milliers de kilomètres de routes et de chemin de fer, s'ils ne devaient plus desservir à brève échéance que des régions dépeuplées, incapables demain de soutenir les exigences en main-d'œuvre d'une mise en valeur et d'une industrialisation dont le rythme tend à s'accélérer, dès que sont ouvertes les voies de pénétration indispensables ?

∴

Il reste à nous demander quelles sont les autorités compétentes à qui doivent incomber l'initiative et la responsabilité en matière de travail obligatoire d'intérêt général. Nous leur avons réservé un rôle important et une grande liberté d'appréciation, car nous ne croyons guère pratique, ni possible de leur tracer une ligne de conduite précise et utile dans un texte réglementaire. Ces autorités compétentes seront les autorités supérieures du territoire intéressé. Sauf pour les travaux de minime importance ou très urgents, les autorités locales subalternes devront leur en référer, car elles manquent de recul pour prendre en connaissance de cause bon nombre de décisions; au chef-lieu de la colonie, on appréciera mieux, semble-t-il, le problème dans son ensemble avec ses répercussions économiques, le degré de nécessité des travaux envisagés, leur urgence, l'obligation du recours à la réquisition. Toutefois, il est nécessaire d'admettre la possibilité pour les autorités supérieures de déléguer une partie de leurs pouvoirs aux fonctionnaires locaux, dans certains cas et sous certaines conditions à préciser. Quant aux autorités métropolitaines, il serait déplacé, croyons-nous, de leur accorder ici un rôle décisif, étant donnés leur éloignement et l'impossibilité pour elles d'apprécier sainement à distance la situation et les besoins du territoire intéressé.

CHAPITRE II

Organisation du travail obligatoire d'intérêt général

La décision une fois prise par les autorités compétentes de recourir au travail obligatoire d'intérêt général, s'ouvre la phase de réalisation pratique de cette formule de travail. C'est spécialement de l'organisation des chantiers de travaux publics importants dont nous voulons nous occuper, car c'est à son endroit que se posent les problèmes les plus graves touchant la mise en œuvre du travail obligatoire. Comme la limitation des cas de recours au travail obligatoire, cette organisation doit s'inspirer encore de cette idée : ménager les disponibilités en main-d'œuvre des territoires coloniaux. L'administration doit en user avec les indigènes recrutés de telle sorte « qu'ils trouvent là où ils viennent travailler pour l'avenir de leur propre pays des conditions matérielles supérieures à celles qu'ils ont dans leur village, qu'ils y prennent le goût de l'hygiène, de la propreté, de l'effort rémunérateur et rentrent dans leur foyer plus armés pour la vie qu'ils n'en sont partis... (40) ». Tel est l'idéal à poursuivre.

Nous souvenant des répercussions, tant individuelles que collectives, qu'est capable d'entraîner le travail obligatoire, aussi bien dans l'ordre économique que dans l'ordre social ou moral, nous allons étudier successive-

(40) Gouverneur Général CARDE. — *Discours à l'ouverture du Conseil de Gouvernement de l'A.O.F.* 1928.

ment les mesures qu'elles nous suggèrent — d'une part, pour protéger l'indigène réquisitionné dans sa santé physique et morale, et pour obtenir de son travail le meilleur rendement — d'autre part, pour sauvegarder la vie locale des communautés indigènes.

§ 1. — Protection de l'indigène réquisitionné.

Tout revient à parer aux conséquences néfastes d'une transplantation brutale, c'est-à-dire à protéger à la fois la santé de l'indigène et sa vie morale contre les atteintes du changement de climat.

1° Protection de la santé physique du travailleur indigène. — Comme c'est la santé des travailleurs qui est d'abord menacée, le premier acte qui s'impose à l'administration est d'établir un plan de protection sanitaire ne négligeant aucun détail. Ce plan devra se proposer, d'assurer le transport des travailleurs réquisitionnés jusqu'au lieu du travail dans les meilleures conditions (41), de faciliter leur adaptation à la vie nouvelle qui les attend, sous un climat souvent différent du leur, enfin d'organiser des camps de travailleurs répondant aux exigences de l'hygiène, assurés en tout temps d'un ravitaillement suffisant et dotés de formations sanitaires susceptibles d'hospitaliser rapidement les malades.

La protection des travailleurs doit s'exercer tour à tour aux diverses étapes de la vie des réquisitionnés, c'est-à-dire au moment de la réquisition, au cours du trajet pour se rendre aux chantiers et, enfin, durant la vie de travail sur les chantiers.

a/ Au moment de la réquisition. — Avant d'être dirigés vers les chantiers, les indigènes désignés par le fonction-

(41) Il va sans dire que la meilleure politique consisterait à éviter toute transplantation et à recruter la main-d'œuvre sur place. Mais bien souvent, nous l'avons constaté à plusieurs reprises, il est impossible d'épargner de longs déplacements aux travailleurs réquisitionnés : la route en construction, le chemin de fer projeté traversent fréquemment des régions inhabitées ou insuffisamment peuplées et force est d'étendre la zone de recrutement.

naire compétent, comme susceptibles d'être réquisitionnés, subiront obligatoirement un examen médical. Il est clair que plus la zone de recrutement s'éloignera au point de vue climat de la région des chantiers, plus un contrôle médical sévère s'imposera, pour la désignation des indigènes aptes à affronter les fatigues d'un long trajet à travers brousse et forêt et à supporter le changement de climat correspondant. Dans quelles conditions sera effectuée cette visite médicale ? Cela pourra varier.

Citons, à titre d'exemple, les dispositions d'un ordre de service de l'Union Minière du Haut-Katanga (42) ; elles sont relatives à une main-d'œuvre engagée librement sous contrat, mais nous avons déjà eu l'occasion de dire que toutes les questions de protection sanitaire et d'organisation des chantiers se posent dans des termes à peu près identiques et peuvent recevoir les mêmes solutions, qu'il s'agisse de main-d'œuvre volontaire ou de main-d'œuvre « obligatoire ». Cet ordre de service prévoit la création de *camps médicaux* : ils sont déterminés et aménagés par les soins des autorités médicales en des endroits particulièrement sains ou assainis, facilement accessibles, d'autre part, pour les indigènes appartenant à la zone de recrutement.

Dans chaque zone de recrutement, un camp médical de ce genre pourrait être organisé. C'est là que les recrues subiraient la visite médicale, seraient vaccinées et recevraient une nourriture fortifiante, en attendant le jour où le médecin les reconnaîtrait aptes, soit à subir l'entraînement progressif au travail dans des équipes spécialement constituées dans ce but (au cas où les chantiers sont à

(42) Cet ordre de service a été publié par les *Informations Sociales du B. I. T.* du 14-11-1927, pp. 243 et s.

Comme autres dispositions protectrices de la santé des travailleurs indigènes, voir notamment :

Instructions du Gouverneur général Carde sur la protection sanitaire des travailleurs en A.O.F. du 1-8-1930.

Instructions du Gouverneur général de l'A. E. F. sur la protection sanitaire des travailleurs du chemin de fer du 31-3-1928 (Insérées dans le *Livre Bleu* du travail forcé, pp. 72 et s.).

proximité), soit à prendre le départ vers la région lointaine des travaux.

b/ Au cours du transport. — Avec ce qui a trait au transport des travailleurs, nous abordons l'un des points les plus délicats peut-être de la politique de la main-d'œuvre aux colonies, tant l'administration doit s'entourer ici de précautions. Un gouverneur de la Rhodésie Septentrionale faisait remarquer (43), avec juste raison, que les principales difficultés soulevées par les questions de travail aux colonies tenaient au problème même du transport des travailleurs, qui entraîne des pertes de temps et de forces considérables : il suffit de rappeler que le trajet exige parfois plusieurs semaines de marche.

Aussi pour que les indigènes ne parviennent pas au but dans un état de demi-misère physiologique et à bout de forces, est-il nécessaire que, durant le parcours, ils reçoivent à chaque étape une nourriture abondante et régulière, et puissent, de temps en temps, reprendre haleine dans des camps de repos aménagés à cet effet. Un très gros travail d'organisation, *préalable* à la mise en route des colonnes, est nécessaire. En certaines régions, le ravitaillement peut devenir problématique et la caravane sera contrainte de se munir d'importantes provisions de vivre. Il faut éviter avec soin de faire parcourir aux travailleurs les zones contaminées par des épidémies, prévoir aussi la possibilité d'hospitaliser les malades incapables pour l'instant de continuer la route. Enfin, chaque fois que cela sera possible et même au prix d'un détour, il faudra recourir à des moyens de transport mécaniques, de façon à économiser les forces des recrues : transports ferroviaires, fluviaux ou automobiles. L'expérience a montré l'importance à attacher aux moindres détails dans l'organisation du transport; toute négligence peut être chèrement payée : si l'on n'y prend garde, à chaque étape on verra fondre la caravane.

(43) *Rapport du directeur du B.I.T. à la 12^e Conf. Intern. du Travail*, 1929, pp. 236 et s.

c/ Sur les chantiers. — Au terme du voyage, les détachements de travailleurs, qu'il y aura eu intérêt à grouper par race, seront mis au repos pendant le temps jugé nécessaire par le médecin pour réaliser un acclimatement suffisant, et soumis à un régime alimentaire adapté à leur nouvelle condition de travailleurs réguliers (44). Puis les indigènes seront incorporés dans des équipes d'entraînement au travail où ils se plieront progressivement à la discipline des chantiers, au régime du travail (en particulier au travail en équipe auquel répugne instinctivement leur naturel indépendant) et se familiariseront avec le maniement des outils ou même des machines. Cette sorte de stage précédera immédiatement l'entrée effective sur les chantiers; l'Union Minière du Haut-Katanga, dans son ordre de service déjà cité, accorde à cette période préparatoire une durée minima de 5 mois.

Suivant une sage politique, la répartition des travailleurs sur les chantiers et dans les camps sera effectuée par unités de même race. L'organisation de ces camps, appelés souvent à contenir de gros rassemblements de travailleurs, va appeler encore tous les soins de l'administration. Il importe d'abord que leur aménagement soit terminé avant l'arrivée des premiers contingents d'indigènes. Les camps devront être prévus au fur et à mesure de l'avancement des travaux, leur emplacement étant choisi avec le concours du Service de Santé à proximité des chantiers. Dimensions et caractéristiques des cases destinées aux travailleurs, désignation des installations sanitaires, énumération des mesures capables d'assurer le ravitaillement en eau potable et en vivres, tout cela sera minutieusement détaillé dans les circulaires ou ins-

(44) « On n'insistera jamais trop sur la différence entre le régime alimentaire suffisant à un indigène qui vit de sa vie normale et celui qui lui est nécessaire lorsqu'il doit accomplir un travail manuel soutenu... » (*Rapport de 1926 sur le recensement au Nyassaland*, cité par le *Livre Gris* du travail forcé, page 280).

tructions des autorités compétentes (45); nous n'insistons pas sur ce point. L'essentiel est d'assurer aux travailleurs, compte tenu de leurs besoins, de leurs habitudes, de leur psychologie (46) et des exigences du climat, des conditions de vie et de travail aussi parfaites que possible. Sur des chantiers bien organisés, dans des camps parfaitement aménagés et surveillés, l'état sanitaire doit être meilleur que dans les villages indigènes.

Ici encore, le médecin joue un rôle capital; son autorité gagnera à être fortement assise et ses avis, à être considérés comme des ordres; sa mission est particulièrement lourde de responsabilité; prompt à saisir les moindres fléchissements de l'état sanitaire, il devra veiller avec une grande fermeté à l'observance rigoureuse des prescriptions concernant l'hygiène (d'autant plus qu'il s'adresse à des individus imprudents et imprévoyants) et déceler rapidement les travailleurs déprimés ou atteints de quelque maladie, afin de les isoler sur le champ.

2° *Protection de la santé morale du travailleur indigène.* — Au moins autant que de l'état physique, il faudra prendre soin de l'état moral des travailleurs, compromis, lui aussi, par la transplantation. L'entretien d'un moral excellent, en colonne, dans les camps, sur les chantiers, est chose capitale. La principale cause du dépaysement de l'indigène, de la nostalgie qui l'atteint parfois, de la démoralisation qui s'ensuit, proviennent de l'arrachement au milieu familial et social. Ses conséquences

(45) Voir *les Instructions des Gouverneurs généraux de l'A.E.F. et de l'A.O.F.*, déjà citées.

(46) Ainsi, la connaissance de l'indigène sera des plus utiles pour régler les détails de la vie journalière des travailleurs : elle fera, par exemple, que les aliments (dont la préparation est laissée le plus souvent à l'indigène) ne seront jamais distribués à l'avance, mais au jour le jour et même repas par repas, sous peine d'être gaspillés ou absorbés immédiatement. De plus, l'opération de distribution elle-même devra être étroitement surveillée, afin que les plus forts de s'attribuent pas deux rations, tandis que les plus faibles mourront d'inanition.

seraient en partie écartées, si l'indigène pouvait se retrouver sur les chantiers comme « chez lui ». Il serait donc souhaitable qu'il puisse se faire accompagner de sa famille, qui bénéficierait des mêmes avantages que lui au point de vue transport et alimentation : on verrait les camps de travailleurs prendre figure de véritables villages indigènes. Malheureusement, il n'est pas toujours possible d'agir ainsi ; une telle politique, en effet, ne se comprend que si, d'une part, le voyage et le changement de climat apparaissent sans danger pour les femmes et les enfants et que si, d'autre part, le séjour des travailleurs sur les chantiers est suffisamment prolongé pour justifier leur déplacement. Seules des formules de travail obligatoire comme celles du SMOTIG malgache, qui retiennent les indigènes un an ou plus sur les chantiers, nous semblent réaliser la condition de durée. D'une façon générale, la pratique du transport simultané de l'indigène et de sa famille n'est guère possible que pour la main-d'œuvre volontaire engagée par contrat à long terme.

Si, pour l'une des raisons indiquées, le travailleur réquisitionné n'est pas autorisé à se faire accompagner de sa famille, tous les efforts devront tendre à lui enlever la sensation de son isolement. Comment y parvenir ? Nous mettrions volontiers à la base l'obligation pour les Européens, en contact avec les indigènes et chargés de les commander, de connaître leur langue. L'application de cette exigence, assez simple dans les colonies où existe une langue dominante, comme à Madagascar, se heurte à de grosses difficultés dans des régions comme celles du Centre-Africain où les idiomes sont très nombreux et varient parfois d'un village à l'autre. Quoi qu'il en soit, l'encadrement des indigènes par des Européens, n'ayant pas besoin d'interprètes pour comprendre et se faire comprendre, contribuerait grandement à mettre en confiance les nouveaux arrivés sur les chantiers ; cela permettrait de leur donner des ordres clairs, d'écouter leurs plaintes et de ne pas les blesser involontairement dans

leurs sentiments les plus chers. Nous n'insistons pas à nouveau sur la nécessité de maintenir groupés, à tous les instants de la vie de chantier, les indigènes appartenant au même groupement ethnique, à la même tribu, au même village, et d'éviter les contacts entre individus qui, souvent, ne sympathisent pas.

Des initiatives de toutes sortes, suggérées par les circonstances, inspirées par la connaissance de la psychologie, des goûts et des besoins indigènes peuvent favoriser grandement le maintien du moral : elles consisteront, par exemple, — à faciliter la célébration des rites religieux et même, l'accès des chantiers aux missionnaires européens, si parmi les travailleurs se trouvent des convertis — à laisser toute liberté pour l'organisation des danses et distractions à la mode du pays — à instituer des jeux, des compétitions sportives — à maintenir la liaison avec le pays d'origine, en mettant à la disposition des indigènes des écrivains publics qui rédigeront et expédieront les correspondances aux familles — à interdire sur le chantier l'entrée de l'alcool, etc...

§ 2. — Amélioration du rendement des travailleurs réquisitionnés

Non seulement une bonne politique se doit de préserver la santé physique et morale des travailleurs contre les atteintes de la transplantation, mais encore elle devra se préoccuper d'utiliser cette main-d'œuvre le plus économiquement possible, de façon — à n'immobiliser sur les chantiers que les effectifs strictement indispensables — à ménager leurs forces et à ne pas aboutir à un gaspillage de main-d'œuvre.

En effet, l'un des reproches que l'on fait au travail obligatoire, c'est qu'il constitue un procédé d'exploitation anti-économique ; il importe donc de lutter contre l'infériorité de ce rendement. Nous remédions dans une certaine mesure aux effets psychologiques de la contrainte

sur le rendement du travailleur réquisitionné, par l'octroi d'une rémunération semblable à celle du travailleur volontaire. Pour le reste, il faut trouver le moyen de suppléer à l'insuffisance qualitative de la main-d'œuvre par l'application d'une technique appropriée. D'ailleurs, d'autres raisons militent en faveur de l'introduction sur les chantiers de procédés modernes d'exploitation : les ressources en hommes étant réduites, chaque unité doit être utilisée de façon aussi rationnelle que possible; d'autre part, le meilleur moyen de diminuer les ennuis et les risques que comporte l'emploi de la main-d'œuvre contrainte, c'est de s'organiser pour en employer le moins possible.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire, sur les chantiers, d'organiser rationnellement le travail dans la mesure compatible, bien entendu, avec les conditions locales.

A. — *Développement de l'outillage mécanique*

La préoccupation essentielle des ingénieurs qui ont pour tâche de déterminer le nombre de travailleurs nécessaires aux exploitations à ouvrir, doit être de faire dans leurs évaluations une place aussi large que possible à l'outillage mécanique. L'insuffisance ou l'absence d'outillage sur les chantiers coloniaux a été relatée par de nombreux voyageurs, développée dans beaucoup d'enquêtes ; elle est choquante et inadmissible, lorsqu'elle affecte des outils élémentaires tels que pioches, pelles, brouettes ; elle demeure tout à fait regrettable, quand elle aboutit à refuser à une main-d'œuvre, déjà fragile et facilement éprouvée, le secours et l'économie de forces et de temps que représentent les ressources de la technique moderne. « Le Noir, pour parler uniquement de nos possessions ouest-africaines, n'a pas la notion du temps ; il mettra parfois des journées à accomplir un travail qu'un travailleur blanc exécuterait en quelques heures... Il ignore la brouette, sans doute parce qu'elle demande

un effort supérieur aux forces de l'individu, ou bien simplement parce qu'on ne lui en a pas appris le manie-
ment. L'emploi de la pelle ou de la pioche sont choses
nouvelles pour lui, et c'est ainsi qu'il est courant de voir,
sur les routes, des centaines d'individus des deux sexes
affectés à la construction ou à la réparation des chaus-
sées, et de longues théories de porteurs, marchant en file
indienne, apportant des quelques carrières des environs,
chacun un petit caillou sur la tête ou, d'un marigot voi-
sin, un peu d'eau dans une calebasse, tandis qu'au son
du tam-tam et du balafron une autre armée de bons-
hommes frappent avec un bâton terminé par une petite
masse le sol en cadence pour assurer son homogénéité »
(47).

Mais constater une lacune est une chose, y remédier en
est une autre; l'homme doit, du moins dans les colonies
intertropicales, précéder la machine, lui frayer la voie.
Ces méthodes de travail paradoxales, dans bien des cas
il a fallu les employer; car, dans les débuts, « tout était à
créer, jusqu'aux moyens mêmes de parvenir aux chan-
tiers ». Aujourd'hui encore, ne nous dissimulons pas les
difficultés auxquelles se heurtent parfois la pénétration,
jusqu'aux chantiers les plus reculés, des « engins »
modernes utilisés dans la métropole. Souvent les machi-
nes un peu importantes ne peuvent parvenir à pied
d'œuvre que démontées, les pièces détachées étant ache-
minées par les voies fluviales ou confiées à des porteurs.
Comment, en effet, transporter autrement un matériel
extrêmement lourd comprenant excavatrices, tracteurs,
pelles à vapeur, rouleaux, à travers brousse et forêt, lors-
que les voies de communication sont inexistantes ou non
carrossables ou impraticables aux poids lourds à cause
de la fragilité des ouvrages d'art ?

Il semble cependant que ces difficultés réelles, indé-
niables, mais pas toujours insurmontables, furent par-
fois acceptées trop facilement et servirent d'excuses à des

(47) M. RONDET-SAINT. — *Le Machinisme à la rescousse de la
colonisation*. — Mer et Colonies, octobre 1929, page 17.

négligences certaines. Il est inadmissible que des masses importantes de travailleurs, enlevés à leurs champs, à leurs emplois, à leur famille, « soient astreints à des travaux que quelques tonneaux roulants ou quelques tombereaux attelés ou automobiles, le tout complété par le rouleau à vapeur ou à moteur et conduits par une équipe de quelques hommes, pourraient aisément assurer (48) », alors qu'ils pourraient être laissés à leurs occupations habituelles, dans leur village. Il est inadmissible surtout qu'ils soient privés des outils les plus simples.

Quant à l'outillage mécanique proprement dit, si le matériel en usage dans la métropole se révèle difficilement transportable aux colonies vu son encombrement, ses caractéristiques ou son poids, c'est alors qu'il faut souhaiter voir l'industrie orienter ses recherches vers les problèmes techniques originaux posés par les grands travaux coloniaux et vers l'étude d'un matériel y adapté. Dans le seul domaine des transports, de nombreux raids automobiles ont montré les possibilités coloniales de certains véhicules dans des régions où les routes carrossables sont rares. Ne pourrait-on pas, par exemple, en étendant les applications de la « chenille », grâce à laquelle les chemins les plus précaires deviennent praticables, rendre de très grands services à la pénétration, dans les pays les plus déshérités au point de vue routier, et lutter efficacement contre le portage ?

Il importe donc que, dans l'ordre des travaux publics, nos colonies en viennent à faire une place aussi large que possible au machinisme. Le résultat immédiat en sera d'alléger pour les populations indigènes le fardeau du recrutement; c'est ainsi qu'en ce qui concerne les chantiers du chemin de fer Congo-Océan, grâce à deux avenants signés respectivement en 1927 et 1930 par le Gouverneur général avec la société construisant le chemin de fer, le nombre des travailleurs indigènes, que l'administration s'était engagée à fournir à la société, a

(48) Idem.

pu être ramené successivement de 8.000 à 4.000, puis de 4.000 à 2.000, du simple fait de l'introduction sur les chantiers d'un outillage moderne. Au Togo, l'acquisition d'excavateurs et d'autres machines a permis de réduire de 50 % le nombre des indigènes employés à la construction du chemin de fer. Trop souvent, on s'est servi sur les chantiers d'un matériel démodé; il ne doit plus en être ainsi. L'administration doit donner l'exemple en exigeant que les chantiers de travaux publics soient outillés convenablement et munis, suivant les cas, de dragues, pelles à vapeur, concasseurs, bétonneuses mécaniques, marteaux pneumatiques, de matériel de voies, de wagonnets, locotracteurs, etc... En fin de compte, l'utilisation d'un outillage perfectionné, non seulement procurera une importante économie de main-d'œuvre, mais encore permettra l'accélération des travaux.

Reste une difficulté : celle de la formation d'une main-d'œuvre spécialisée, susceptible d'utiliser ces engins nouveaux (49). Au reste, le problème n'est pas insoluble, il relève de l'Enseignement technique de la colonie, à qui il incombe de former les contremaîtres et les ouvriers spécialisés, nécessaires pour l'encadrement des manœuvres malhabiles que sont les recrues, à leur arrivée sur les chantiers. Serait-il vain de songer à recruter certains de ces spécialistes, en soumettant à un patient apprentissage les plus aptes des indigènes réquisitionnés ? Les résultats du SMOTIG à Madagascar ont prouvé que non ; seulement, cela exige avant tout un séjour prolongé des indigènes sur les chantiers et il est impossible d'y songer si l'on adopte la formule des réquisitions annuelles et de courte durée . Nous sommes ainsi amenés à l'examen d'un autre facteur, cause fréquente du peu de productivité du travail obligatoire :

(49) Remarquons que dans certains cas peut-être la conduite des machines, qui ne représente généralement pas un effort physique très pénible, pourrait être confiée sans inconvénient à des Blancs.

l'instabilité de la main-d'œuvre du fait de la brièveté des périodes.

B. — *Allongement de la durée des réquisitions*

Il est certain qu'on adoucit sensiblement les inconvénients sociaux du travail obligatoire, si l'on réduit le temps pendant lequel le travailleur est contraint de demeurer loin de son pays, mais nous avons vu, d'autre part, les graves conséquences des allées et venues fréquentes entre chantiers et centres de recrutement, qu'entraînent les réquisitions de courte durée (50) : elles rendent impossible l'organisation rationnelle du travail, en substituant fréquemment à des travailleurs déjà entraînés de nouvelles recrues sans expérience, et constituent un sérieux obstacle au bon rendement du travail. Il est fort difficile de fixer par un chiffre précis des limites à la durée des appels de main-d'œuvre contrainte. En tout cas, vu l'extrême variété des conditions particulières, sociales et économiques des diverses colonies, il faut se garder de croire qu'en réduisant la durée de la réquisition, on sert fatalement l'intérêt des indigènes ; ainsi, la prétention de la Convention internationale sur le travail forcé ou obligatoire de fixer à cette durée un maximum de 60 jours par période de 12 mois, y compris les jours de voyage nécessaires pour se rendre au lieu du travail et en revenir (51), va selon nous, dans la plupart des cas, à l'encontre des intérêts bien compris de la population.

Nous croyons de meilleure politique, surtout lorsqu'il s'agit de travaux de longue haleine et que de longs déplacements sont infligés aux indigènes, de préconiser l'allongement des périodes de réquisition, sauf à exempter de toute réquisition ultérieure les indigènes ayant accompli un service de longue durée sur les chantiers.

(50) Voir ci-dessus, pp. 113 et 116.

(51) *Convention de 1930 sur le Travail forcé ou obligatoire* : article 12. Ci-dessus, Annexe I, p. VII.

Nous avons constaté, en étudiant l'utilisation du 2^e contingent à Madagascar, les bienfaits d'une telle politique : plus de ces allées et venues continuelles, préjudiciables à la santé des travailleurs, facilitant la propagation des maladies, jetant le désarroi dans les communautés indigènes à chaque départ de travailleurs, nuisibles à la bonne marche des travaux dont la durée est inutilement prolongée, et par suite, possibilité d'espérer du séjour sur les chantiers un certain effet éducateur. Enfin, la suppression des appels répétés et trop fréquents et leur remplacement par une prestation unique, mais de durée plus longue, s'accorde parfaitement avec ce facteur psychologique qui veut que tout individu, pour s'acquitter d'une obligation, préfère à des efforts réitérés périodiquement un effort momentané et libérateur.

*
**

Pour tout ce qui touche le recrutement, le transport, l'utilisation des indigènes soumis au travail obligatoire, les gouvernements coloniaux se trouveront bien de s'en remettre à un service autonome, spécialement constitué à cet effet et surtout doté de l'indépendance la plus absolue vis-à-vis de l'administration des Travaux Publics ou des entreprises privées adjudicataires, afin de pouvoir, si besoin est, prendre la défense des indigènes et s'opposer à toute prétention excessive de leurs employeurs, ces derniers n'intervenant que pour régler l'exécution technique du travail.

§ 3. — Sauvegarde de la vie locale indigène

Parmi les préoccupations essentielles d'un gouvernement colonial contraint de recourir au travail obligatoire dans les conditions que nous avons vues, doit enfin figurer celle-ci : éviter que les communautés indigènes aient à souffrir des recrutements qu'on leur impose. Nous avons montré, en effet, qu'un recrutement trop intensif privait les villages des bras indispensables au rendement des cultures vivrières, à l'exécution des travaux

d'intérêt local et jetaient le trouble dans la vie familiale.

Or, quoi qu'on fasse, on ne peut obtenir qu'une population réduite, sous-alimentée, apathique, puisse à la fois se nourrir, se consacrer à des cultures obligatoires de produits d'exportation et entreprendre de grands travaux publics ; il appartient donc à l'administration de tenir la balance entre tous les besoins et, quand il s'agira de réquisitionner les travailleurs indigènes, de veiller à ce que l'exode des habitants n'entraîne aucune désorganisation dans la vie normale du pays. Le point essentiel semble être de maintenir dans les villages un nombre suffisant d'hommes adultes, de façon à ce que la production des denrées alimentaires ne se ralentisse pas et à ce que soient écartés avant tout les risques de famine.

Pour y satisfaire deux procédés possibles : — soit imposer seulement le travail obligatoire aux époques où la présence des hommes n'est pas indispensable à la production agricole ou bien permettre aux travailleurs de retourner chez eux à l'époque des semailles et à celle des moissons ; seuls, les travaux publics susceptibles de se plier sans inconvénient à un rythme saisonnier ou accomplis à proximité des villages, s'accommoderaient de telles solutions : ce serait le cas, par exemple, pour les travaux d'intérêt purement local de réfection et d'entretien des voies de communication ; — soit décider que la réquisition ne pourra prélever, sur la population adulte et valide des communautés indigènes, qu'un certain pourcentage d'individus : ce serait le cas pour les grands travaux, exigeant un séjour prolongé de la main-d'œuvre sur les chantiers et une séparation totale des travailleurs de leur famille. Il est évident que ce pourcentage variera avec le chiffre de la population, son état de santé, sa résistance, le degré de développement de l'agriculture locale et qu'il ne saurait être fixé à priori à un taux unique, indépendamment des conditions particulières de chaque région.

**

Qu'il s'agisse de satisfaire aux exigences du plan médical dont nous avons tracé les grandes lignes, qu'il s'agisse de poursuivre le développement et l'amélioration de l'outillage mécanique ou de perfectionner l'organisation des chantiers, des sommes importantes sont nécessaires. Pour mener à bien l'œuvre entreprise, il faut accepter des dépenses sociales considérables, sous peine d'avoir à enregistrer des pertes en vies humaines qui suffiraient du point de vue moral et social à condamner l'entreprise. A première vue, sans doute, il peut paraître moins coûteux pour construire un ouvrage quelconque d'y employer une multitude de prestataires que d'acheter des outils et des machines ; en réalité, ce qu'on économise ainsi en argent, on le perd, et au-delà, en forces humaines. De même si, sous prétexte d'économies, on procède par demi-mesures, relativement aux précautions à prendre dans les opérations de recrutement, d'acheminement des travailleurs vers les chantiers et d'organisation des camps. Mais les seules ressources ordinaires des budgets locaux sont incapables de faire face à toutes ces charges. Vérité qui a trop souvent échappé à la métropole. Les colonies, réduites alors à leurs seules ressources, utilisaient les moyens les plus économiques dont elles disposaient, et cela les conduisit parfois à recourir à des procédés rudimentaires d'exploitation qui ne sont plus de mise.

On en est venu aujourd'hui à la *politique d'emprunt*. On a compris enfin, combien il était ridicule de vouloir les colonies trop tôt rémunératrices et capables de se tirer d'affaire par leurs propres ressources ; on a compris enfin, que « la politique coloniale n'est pas une politique de pauvres » (52) et qu'une mise de fonds est indispensable de la part de la métropole. L'emprunt doit être considéré

(52) Suivant un mot que rappelait le Maréchal Lyautey, alors chef de territoire à Madagascar, pour stigmatiser la mesquinerie et l'avarice en matière de politique coloniale.

ici, non seulement comme un moyen d'accélérer la constitution de l'outillage économique indispensable à la mise en valeur des colonies, mais encore comme un moyen de limiter l'effort à demander aux populations indigènes en le rendant plus productif, grâce à l'emploi d'outils et de machines, grâce à l'amélioration des conditions de travail, grâce à la possibilité de mieux rémunérer les travailleurs. Une telle politique permettra, et de ménager le capital humain, et de faire des chantiers de travaux publics une véritable école de travail.



Encore faut-il, pour assurer le succès de cette politique, établir et réaliser *préalablement* à toute opération de recrutement, le programme destiné à protéger les indigènes réquisitionnés contre les atteintes de la maladie et les effets néfastes de la transplantation, programme dont nous avons indiqué les grandes lignes.

Notre politique coloniale française s'est, du reste, engagée dans cette voie. Les débats fort intéressants qui ont accompagné le vote par le Parlement des emprunts coloniaux (53) montrent que le temps n'est plus de l'indifférence vis-à-vis des questions humaines et morales que pose la colonisation : on a parlé de mise en valeur de nos possessions lointaines, de plan d'outillage colonial, sans se laisser griser par ces formules et sans perdre de vue qu'à la base existe un problème de la main-d'œuvre qu'on ne peut méconnaître impunément. Ménager les races indigènes fut la préoccupation essentielle; et pour cela, l'on a voulu qu'aucun chantier nouveau de travaux publics ne fût ouvert sans qu'un plan de protection sanitaire des travailleurs n'ait été auparavant établi par l'autorité locale et approuvé par le ministre.

(53) Voir J. Off. *Débats, Chambre* 1930. Discussion des emprunts coloniaux, pp. 3023 et s.

Il est capital qu'aucun indigène ne soit recruté, qu'aucun coup de pioche ne soit donné avant que toutes les installations destinées à assurer la protection des travailleurs, tant au cours de leur transport que durant leur séjour sur les chantiers, ne soient effectivement terminées : c'est la condition du succès de l'entreprise. Si nous insistons sur ce point, c'est qu'on est tenté bien souvent d'agir autrement : des années se passent pour établir un programme de travaux, étudier un tracé, préparer un devis et envisager les moyens de sa réalisation financière; puis, le projet commence un long pèlerinage à travers les multiples services de l'administration coloniale et métropolitaine, qui ont leur avis à donner. Le projet enfin adopté, l'autorisation donnée d'emprunter et de commencer les travaux, les autorités compétentes peuvent être tentées de rattraper le temps perdu et de précipiter les opérations de recrutement et d'installation des chantiers, afin de hâter l'amorce des travaux. Or, l'expérience a montré qu'il était extrêmement dangereux de vouloir aller trop vite après avoir été trop lentement et que toute précipitation risquait de se traduire par une mortalité excessive : l'histoire des travaux du Congo-Océan en est un exemple. Commencer les travaux avant d'avoir créé les installations nécessaires pour abriter, ravitailler et soigner les travailleurs, c'est « mettre la charrue avant les bœufs ». On a évoqué, à ce sujet, les méthodes expérimentées à Panama par les Américains et qui leur ont permis de poursuivre avec succès le travail que nous avons commencé : « Ils ont construit d'abord des infirmeries, puis des maisons, ils ont créé une route et lorsqu'ils eurent amené tout à pied d'œuvre, la nourriture, les médicaments, tous les moyens d'hospitalisation nécessaires, alors seulement ils ont procédé à l'établissement du canal de Panama » (54).

(54) Voir la discussion de plusieurs interpellations sur la politique coloniale. J. Off. *Débats*. Chambre, 1929, pp. 2054, 2309 et 2399.

**

Est-il besoin d'ajouter, en terminant, que toutes les mesures en faveur de la main-d'œuvre appellent nécessairement la création d'un organe de contrôle, sous la forme d'un corps d'inspecteurs du travail aux colonies ? L'Institut Colonial International formulait cette nécessité lorsqu'il votait, au cours de sa session de 1929, la motion suivante : « Dans les colonies plus qu'en Europe où une meilleure organisation des travailleurs, la Presse, les Parlements constituent un contrôle efficace qui empêche bien des abus, une surveillance particulièrement attentive et active, sur tout ce qui touche le domaine du travail, s'impose aux Gouvernements pour que la législation soit effectivement et pratiquement appliquée (55) ». Seulement, gardons-nous de voir dans une Inspection du travail une sorte de panacée capable d'obvier à tous les maux : le système ne vaudra que par la valeur et la compétence de ses cadres, sinon il ne sera qu'un formidable trompe l'œil. Toujours est-il qu'un projet de loi emportant création d'une Inspection du travail aux colonies a été adopté sans débats par la Chambre des Députés en 1931.

**

Ne donner le premier coup de pioche, avons-nous dit, que lorsqu'une inspection sérieuse aura révélé que toutes les précautions possibles ont été prises. Ainsi pourront s'ouvrir avec sécurité les chantiers : tout aura été préparé et organisé pour réduire la triste dime de la mortalité des travailleurs indigènes. Il faut nous défendre, cependant, et ce sera la conclusion de ce chapitre, d'un optimisme exagéré qui nous masquerait la réalité. Toutes les causes de déchet de la main-d'œuvre ne semblent pas « évitables » partout avec la même sûreté. « Gar-

(55) INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL : *Compte rendu de la Session de Bruxelles 1929*, p. 141. Voir aussi : *Idem* p. 72.

dons-nous, écrit M. G. Hardy, d'oublier la dépense de vies humaines, plus pénible que toutes les autres : ces efforts physiques, sous un ciel qui ne le permet guère, cette terre qu'on remue et qui renferme des miasmes encore mystérieux, cette existence inconfortable au possible au cœur de la brousse, tout cela se combine pour décimer les équipes d'ouvriers aussi bien que les cadres techniques et il est rare qu'un chemin de fer colonial ne soit pas jalonné de croix comme un champ de bataille ». Le Gouverneur général de l'A. E. F., dans ses Instructions sur la protection sanitaire des travailleurs du chemin de fer, voit là une raison de plus pour insister auprès du Service de la Main-d'OEuvre sur la vigilance de tous les instants qui est de mise à toutes les étapes de l'emploi des travailleurs, afin de s'attaquer par le détail à toutes les causes « évitables » de déchet, car malheureusement il en est « ...qui jusqu'à présent n'ont pu être évitées par aucun des efforts des services techniques et sanitaires, par aucune des recherches des Services scientifiques et médicaux, outillés de plus en plus parfaitement avec le concours de l'Institut Pasteur comme de véritables laboratoires de biologie humaine ; et notamment, l'inaptitude des populations de ce pays, inaccoutumées à un travail régulier, à subir, sans une sévère sélection naturelle, les chocs successifs du dépaysement et du changement d'existence.

« Il faut d'autant plus, continue le Gouverneur, que tous les Européens comprennent que s'il est possible pour réaliser la mise en valeur de ces pays, ce qui est le but même de la colonisation, de soulager la main-d'œuvre indigène par un perfectionnement croissant de l'outillage mécanique, au fur et à mesure que de plus grandes facilités de communications permettent de l'employer utilement, il n'en n'est pas moins impossible de se passer de la collaboration des indigènes qui doivent être ménagés, conduits avec une bienveillante fermeté, capable non seulement de les mettre en confiance, mais de maintenir en eux et de fortifier les ressorts profonds, si faibles soient-

ils encore, qui doivent agir en eux. Il faut aussi les comprendre et être compris d'eux pour leur inculquer la nécessité de prêter leur concours indispensable à l'achèvement du chemin de fer et aux travaux de mise en valeur des routes, usines ou ports qui doivent améliorer leur sort en mettant fin au portage et en augmentant leur richesse (56) ». On ne peut mieux dire, ni exprimer de façon plus synthétique les grands principes de la politique coloniale du travail indigène.

(56) *Instructions du Gouverneur général de l'A.E.F. sur la protection sanitaire des travailleurs du chemin de fer* du 31-3-1928.

SECTION III

Protection et éducation de la main-d'œuvre

Solution au problème de la main-d'œuvre, encore *nécessaire* dans certaines colonies, le travail obligatoire n'est qu'une solution *temporaire* et tous les efforts doivent être faits pour hâter le moment où les indigènes apporteront à la colonisation une collaboration spontanée. Il faut trouver au problème de la main-d'œuvre une solution autre que celle du travail obligatoire ou plutôt la compléter et rechercher, parallèlement à la contrainte, les moyens de transformer l'état social anormal qui rend nécessaire le recours à une telle formule de travail. Or, les principales causes de cet état social nous paraissent être que la population est numériquement insuffisante, qu'elle manque de vigueur physique et qu'elle est dominée par une mentalité qui lui fait préférer une vie misérable et végétative à l'effort, même rémunéré. En bref, la solution reviendra à augmenter les ressources en main-d'œuvre des territoires coloniaux. Une telle politique, dont les principes devront s'adapter à chaque région, exige la collaboration du médecin, de l'administrateur et de l'éducateur. Lutter contre la dépopulation, rendre l'indigène capable de fournir l'effort physique qui lui sera demandé, en combattant les diverses maladies, la sous-alimentation, le manque d'hygiène, voilà la tâche du médecin et de l'administrateur; développer l'esprit de prévoyance et de travail, former des hommes qui ne croi-

ront pas déchoir en acceptant de manier un outil, voilà la tâche du maître d'école. Et tel est le deuxième aspect de la politique du travail obligatoire que nous avons annoncé et qu'il nous reste à examiner.

Oeuvre de longue haleine que celle qui va consister à préparer des générations nombreuses d'indigènes sains de corps et d'esprit, pour qui le travail ne soit plus besogne servile réservée aux seuls esclaves, qui offriront peut-être un champ d'observation moins attrayant pour les amateurs d'exotisme, mais qui, sans pour cela être « déracinés », seront devenus d'excellents ouvriers, d'excellents paysans. Oeuvre aux ramifications insoupçonnées, aux répercussions sociales inattendues, elle embrasse une foule de problèmes et la développer intégralement reviendrait à traiter toute la politique indigène générale. Nous ne nous attacherons à ces questions que dans la mesure où elles se rapportent à l'accroissement et à la formation d'une main-d'œuvre volontaire.

CHAPITRE I

Protection de la main-d'œuvre

Avant d'aborder l'étude des mesures propres à assurer cette protection, il convient de jeter un coup d'œil sur la situation démographique et l'état sanitaire des populations indigènes auxquelles nous avons affaire.

La première constatation, que dicte une observation quelque peu attentive des milieux indigènes, est celle d'une population dans un état de misère physique profondément inquiétant et attristant. Mortinatalité et mortalité infantile atteignent des chiffres effrayants (57) qui s'expliquent surtout par le manque d'hygiène, l'ignorance des mères, les pratiques barbares qui entourent parfois la venue de l'enfant et les conditions défectueuses dans lesquelles il grandit. « D'où vient le mal, écrit M. G. Hardy ? De cent causes diverses et conjuguées. Mariage précoce de filles à peine nubiles, tares héréditaires, rites barbares qui président à la naissance, travail excessif des femmes, alimentation déraisonnable des nourrissons, absence à peu près complète de vêtements qui expose le nouveau-né aux froids de l'hiver ou de la nuit, aux piqures des insectes, etc.. Tout cela, on le devine, est beaucoup plus grave qu'un bon lot de maladies déterminées contre lesquelles il serait possible de lutter franchement : ce sont des mœurs à changer, c'est toute une rééducation qui s'impose (58) ».

(57) Voir H. BRENIER. — *La population dans les colonies françaises*. — Compte rendu de la semaine sociale de Marseille 1930 pp. 280 et s.

(58) G. HARDY. — *La grande misère des tout petits*. — Temps Colonial du 17-3-1931.

Quant aux adultes, ils sont exposés aux atteintes redoutables d'une multitude de maladies, atteintes contre lesquelles les prémunissent mal l'ignorance de l'hygiène la plus élémentaire; l'absence de vêtements, la sous-alimentation, la fréquence de l'alcoolisme, en maintes régions, et la thérapeutique des sorciers et des féticheurs. Toutes les maladies contre lesquelles les services médicaux auront à lutter peuvent, suivant certains, se ranger sous trois chefs : 1° — les maladies de carence produites par l'insuffisance du vêtement, de l'habitat, et de la nourriture ; 2° — les maladies endémiques parmi lesquelles le paludisme, la tuberculose, la maladie du sommeil, la dysenterie, la lèpre ; 3° — les maladies épidémiques, telles que le choléra, le typhus, la peste, la fièvre jaune, la variole (59). Si la plupart de ces maladies existaient avant l'arrivée des Européens, il est juste de reconnaître que le développement des voies de communications, la multiplication des échanges et des contacts, entre régions jusque là isolées, leur a permis de se répandre et de se généraliser.

On s'aperçoit alors que la mise en valeur des colonies est avant tout un **problème démographique** que peut seule résoudre l'intervention du *médecin colonial*. Le rôle du médecin colonial est en effet capital dans la lutte pour l'assainissement des territoires. Sa vie, dans les débuts de la colonisation, s'est confondue avec celle des explorateurs et des chefs militaires (60) ; la paix étant survenue et notre autorité assise, il jeta les bases d'une organisation sanitaire ; ambulances, dispensaires, hôpitaux, se créèrent, tandis que les laboratoires s'attelaient aux recherches pathologiques et thérapeutiques. Aujourd'hui, la médecine coloniale a reçu une orientation nouvelle, elle tend à devenir plus « *sociale* », en poursuivant grâce à

(59) S. ABBATUCCI. — *La Carrière du médecin aux colonies*. — Dépêche Coloniale du 30-10-1931.

(60) Des noms demeurés célèbres jaillissent du passé : Crozat, Crevaux, Harmand et combien d'autres qui vécurent les prestigieuses épopées des conquêtes coloniales.

des organismes très souples, dont l'action atteint les groupements les plus reculés, une véritable croisade en vue de répandre les notions élémentaires d'hygiène et de prophylaxie. Par ailleurs, quel meilleur instrument y aurait-il pour la pénétration pacifique et le rapprochement des conquérants et des conquis ? Le maréchal Lyautey soulignait ainsi ce rôle social du médecin colonial : « Il n'est pas de fait plus solidement établi que l'efficacité du rôle du médecin comme agent de pénétration, d'attirance et de pacification ».

Malheureusement, peu de médecins européens se dirigent vers les colonies. Sans doute, la carrière de médecin colonial exige des qualités exceptionnelles de résistance physique et de courage moral : « Les médecins qui servent en Afrique Equatoriale et au Cameroun ravagés par la maladie du sommeil, nous donnent le plus magnifique exemple de l'apostolat médical... Sur des sentiers à peine tracés dans la forêt équatoriale où les glossines bourdonnent leur chant de mort, ou sur des pirogues qui sillonnent l'immense réseau fluvial, ils se mettent en quête de tous les porteurs de germes pour leur distribuer l'injection stérilisante » (61). Mais il semble que souvent ils ne soient pas rétribués, dans nos colonies, comme ils le mériteraient. On a invoqué, d'autre part, comme l'une des causes de la pénurie de médecins coloniaux dont nous souffrons, ce fait que la situation morale faite au médecin, en bien des endroits, n'est pas suffisante ; ses avis suscitent souvent l'indifférence et les moyens mis à sa disposition restent étriqués (62). Aujourd'hui, cependant, une autre conception s'est fait jour : les instructions des gouverneurs relatives à la protection sanitaire de la population en font foi de plus en plus. On ne recourt plus au médecin, simplement pour remédier à un état de choses résultant de décisions dans lesquelles il n'a aucune

(61) S. ABBATUCCI, *op. cit.*

(62) R. POULAIN. — *Pour le Médecin Colonial*. — Temps colonial du 31-7-1931.

part ; le médecin colonial n'est plus seulement un technicien dont on demande l'avis à titre consultatif ; ses directives font autorité et, à côté des fonctionnaires administratifs, il prend sa part de responsabilité dans toutes les décisions importantes. Nul doute que cela ne contribue à remettre en honneur la médecine coloniale. Du reste, malgré l'égoïsme et les horizons à courte vue qu'on reproche facilement aux générations actuelles, nous estimons qu'une propagande intense et bien faite, parmi les étudiants des facultés de médecine, trouverait un écho chez beaucoup d'âmes généreuses, éprises d'idéal, que tenterait une vie aventureuse loin de l'atmosphère étriquée de la métropole, « à la grande école de la responsabilité quotidienne » suivant le mot du Maréchal Lyautey. Quelle tâche magnifique pour les médecins trop nombreux que forment aujourd'hui nos facultés ! (63).

**

Pour l'accroissement numérique et l'amélioration physiologiques des races indigènes, une double politique paraît s'imposer : une politique de l'hygiène et une politique de l'alimentation.

§ 1. — Politique de l'hygiène

Son premier objectif sera de remédier à la grande misère de l'enfance et c'est, sans conteste, l'œuvre la plus urgente. Dans les centres importants, elle exige évidemment l'installation de maternités, de dispensaires, mais

(63) « Nous trouverions plus de médecins coloniaux si nous parvenions à créer, parmi l'élite de nos étudiants, un courant qui inciterait des esprits naturellement généreux et désintéressés à entrer dans la médecine coloniale, comme on entre dans l'Armée ou dans les Ordres ; si nous possédions une Ecole Coloniale de Médecine civile, douée du prestige, du rayonnement, de la « spiritualité », pour tout dire, qui font la force de Saint-Cyr, ou de l'Ecole Normale Supérieure et de quelques autres établissements où l'on n'apprend pas spécialement l'art de faire fortune ». (M. OLIVIER, op. cit., page 145).

surtout elle exige une éducation patiemment poursuivie de la femme indigène qu'il faut pouvoir atteindre chez elle, dans les cases des villages. En A. O. F. et à Madagascar, l'existence d'un corps de sages-femmes indigènes rend à ce point de vue les plus grands services ; on leur adjoint des infirmières visiteuses spécialement formées et qui ont pour rôle de donner aux femmes indigènes des conseils pratiques d'hygiène, de leur apprendre quelques principes essentiels de puériculture, notamment de les convaincre de la nécessité de vêtir leurs enfants. Les initiatives privées peuvent jouer ici un grand rôle et un immense champ d'action s'ouvre aux Européennes résidant aux colonies et conscientes de leur devoir social ; leur influence et la collaboration qu'elles sont capables d'apporter à l'action impersonnelle de l'administration peuvent aider puissamment à dissiper la méfiance des indigènes à l'égard de nos institutions sanitaires.

Quant aux soins à donner aux adultes, il est nécessaire de prévoir, de développer les grandes formations sanitaires, telles qu'hôpitaux et ambulances, destinées à accueillir les malades et de les doter du matériel suffisant, mais leur seule influence, en quelque sorte « statique », est bien minime sur le développement de la race. Pour être véritablement efficace, l'hygiène et la médecine doivent sortir des salles d'hôpitaux, aller à l'indigène et non pas attendre que l'indigène vienne à elles. En un mot, on doit se souvenir qu'il vaut mieux prévenir que guérir. De plus, il faut remarquer que les organismes sanitaires stables exigent pour leur création des sommes considérables et immobilisent pour leur fonctionnement un personnel sanitaire important ; le tout pour des résultats assez médiocres, car l'indigène malade, surtout s'il est loin des centres importants et n'a pas eu l'occasion d'apprécier les bienfaits de notre thérapeutique, se résignera difficilement à consulter le médecin européen et continuera de recourir au féticheur indigène. « Lui parle-t-on d'hôpital ? C'est toujours contre son gré qu'il s'éloi-

gne de son entourage familial et il se sent fort malheureux dans ces grandes salles où souffrent d'autres hommes qu'il ne connaît pas ; au demeurant, il prétend qu'on n'en sort guère que les pieds devant et il n'a pas tout à fait tort, car la plupart des malades indigènes n'y entrent qu'in extrémis (64) ». Aussi, depuis longtemps, les instructions administratives insistent-elles pour que l'assistance médicale individuelle, qui vise exclusivement la guérison des malades, cède le pas à l'assistance médicale préventive et sociale.

A ce titre, l'un des premiers objectifs à poursuivre est l'assainissement des centres de peuplement, — soit en effectuant des travaux appropriés, tels que l'assèchement des eaux stagnantes, le dégagement des abords des villages, la protection des points d'eau potable contre tous risques de corruption — soit en prescrivant des mesures collectives propres à améliorer l'hygiène des agglomérations et des habitations indigènes, sans pour cela leur retirer leur caractère traditionnel ; on exigera, par exemple, que les cases soient percées d'ouverture pour la pénétration de la lumière et de l'air. Mais seule, la création d'instruments très souples, « véritables organes de consultation en marche » pour reprendre le mot du Maréchal Lyautey, résoudra véritablement le problème de l'assistance médicale. Ce n'est que grâce à des dispensaires mobiles, à des tournées régulières des médecins ou des agents du Service de Santé, qu'on pourra répandre dans les groupements les plus reculés les notions élémentaires d'hygiène et de prophylaxie, dépister les maladies sociales, opérer des vaccinations massives, suivre fidèlement au jour le jour les variations de l'état sanitaire, rechercher les foyers d'épidémie et déclencher immédiatement les mesures propres à les étouffer.

Enfin, des mesures de police s'imposent pour réglementer et contrôler la circulation des indigènes, afin d'éviter à tout prix la contamination des régions indemnes ou

(64) G. HARDY, *Nos grands problèmes coloniaux*, page 39.

assainies, par les allées et venues intempestives des contagieux. En cette matière, la persuasion et les conseils ne suffisent pas toujours : ils se heurtent à l'incompréhension, à la méfiance, à l'ignorance de la population ; c'est dire qu'une grande fermeté sera souvent de mise pour obtenir l'exécution ponctuelle des mesures édictées, en cas de menace d'épidémie, par exemple. « L'ensemble de ces mesures, écrit M. G. Hardy, constitue ce qu'on a pu appeler la « dictature sanitaire » et par là on sous-entend une discipline rigoureuse, au besoin l'emploi des moyens coercitifs... Rigueur nécessaire, car cette politique de l'hygiène rencontre de farouches résistances ».

Et c'est, en face de cette résistance plus ou moins sournoise des milieux indigènes à l'égard de ce qui contrarie les croyances et les habitudes traditionnelles, qu'on se rend compte de la nécessité pour le médecin colonial — d'une part, d'ajouter au bagage des connaissances professionnelles communes à tous les médecins, une science approfondie de la vie et de la psychologie indigène — et, d'autre part, de s'entourer d'auxiliaires indigènes qui agiront à des profondeurs où l'action d'Européens ne peut espérer atteindre ; l'utilisation de ces auxiliaires indigènes aura en outre l'avantage de remédier aux insuffisances du recrutement médical européen. Des écoles indigènes de médecine existent déjà dans cette intention à Tananarive et à Dakar. On a prévu aussi la formation de tout un personnel indigène subalterne qui doit agir dans le village, dans la case et qui, « par ses affinités de race et de langue, par sa connaissance des habitudes, des traditions et des préjugés représente, sous la condition d'être bien guidé par les médecins européens, le moyen d'éducation et de pénétration le plus sûr (65) ». Sans doute des difficultés sont apparues, des mécomptes ont été enregistrés dans l'utilisation des auxiliaires indi-

(65) *Instructions relatives à l'orientation et au développement des services de l'Assistance médicale indigène en A. O. F.* du 15-2-1926.

gènes, mais il faut cependant persévérer dans cette voie et considérer comme indispensable un contact étroit et suivi entre le médecin européen et le personnel médical indigène (66).

§ 2. — Politique de l'alimentation

Primordiale aussi, la tâche qui incombe à l'administration de veiller à ce que les indigènes s'alimentent suffisamment et acquièrent ainsi la résistance physique qui leur fait défaut. Leur imprévoyance universellement reconnue les conduit souvent à mourir de faim entre deux récoltes. Il appartient à l'administration de développer les cultures vivrières et d'organiser des greniers de réserve, indispensables pour faire la soudure entre deux récoltes successives, d'encourager l'élevage dans les régions où il est possible, bref, de garantir les groupements contre tous les risques de mauvaises récoltes et de famine : c'est le meilleur moyen d'appuyer et de renforcer l'action médicale. Car, si la sous-alimentation était relativement acceptable avant la colonisation, elle ne l'est plus du tout, sous peine de mortalité sévère, dès qu'on amène l'indigène à quitter le farniente pour le travail régulier.

(66) Voir G. HARDY, *op. cit.*, page 41 et M. OLIVIER, *op. cit.* pp. 146 et s.

CHAPITRE II

Education de la main-d'œuvre

Ayant travaillé à former une population nombreuse, saine et vigoureuse, la métropole peut songer maintenant à agir sur les intelligences et à faire intervenir l'école : tel est le prolongement naturel et logique de la politique de protection sanitaire. Tâche éminemment délicate que nous n'envisagerons ici que dans son rôle d'orientation des jeunes indigènes vers le travail librement consenti, mais tâche qu'on ne saurait passer sous silence. Il faut attendre beaucoup de l'action patiente du maître à l'école : l'indigène arrivé à l'âge d'homme ne sera plus guère sensible à aucune espèce d'influence (67). C'est à l'école (68) que le jeune indigène prendra l'habitude de la discipline et du travail régulier grâce à l'effort quotidien qu'exige de lui la vie scolaire; c'est là que s'imprimeront

(67) « ...Il y a peu de choses à faire avec ce qu'au village on appelle les Anciens. Les Anciens, ce sont les vieilles croyances confuses et à peine conscientes, les observances superstitieuses, les coutumes criminelles, sanguinaires, immorales ou simplement stupides. Mémoires faussées, jugements abolis, vies engagées dans le dédale des vendettas et palabres, tels sont les Anciens dans presque toutes les tribus. Il leur reste une qualité, une certaine simplicité qui leur fait dire : Nous sommes trop vieux, notre tête est dure et sèche comme telle des bœufs. Enseigne plutôt nos fils. Apprends leur à lire le papier qui parle et à parler le langage des Blancs afin qu'ils puissent, une fois grands, expliquer nos palabres au « Commandant » et faire le commerce en se passant des gens de la côte ».

(M. BRIAULT — *Sous le zéro équatorial*, page 89.)

(68) Nous parlons ici évidemment de l'école du premier degré, correspondant à nos écoles primaires, la seule dont l'influence puisse aboutir dans le sens qui nous intéresse, à savoir la préparation au travail manuel.

dans son esprit les principes et les enseignements dispensés par le maître et qui devront en faire le travailleur que réclame l'avenir de la colonie.

Pour réaliser son but, l'école se devra en particulier d'orienter l'enfant vers le travail agricole, car, pour un temps encore, comme le disait Joseph Chailley, « les colonies en sont encore à l'âge de l'agriculture » ; observation qui n'a pas vieilli surtout si l'on envisage les territoires d'Afrique dont nous nous occupons et dans lesquels le travail agricole est absolument nécessaire, pour assurer l'alimentation suffisante des indigènes et le progrès économique de la colonie. A l'école, de créer et de développer une mentalité rurale, de combattre la répugnance instinctive de l'indigène pour le travail régulier.

L'école a aussi son rôle à jouer dans la diffusion des habitudes d'hygiène ; le maître d'école devient ainsi le collaborateur direct du médecin, en faisant dans l'enseignement une part très large à l'hygiène individuelle et à l'hygiène collective. Il s'agit d'inculquer à l'enfant des notions pratiques dont il puisse profiter et faire bénéficier son entourage : le danger des moustiques, des mouches, des rats, le moyen de les écarter ou de s'en débarrasser. Pourquoi ne pas demander aussi au maître, comme le proposent certaines circulaires, d'enseigner aux enfants, en les leur faisant appliquer, les règles de la propreté élémentaire ? Des équipes d'enfants, parmi les plus âgés, pourraient être chargés par roulement de l'entretien et du nettoyage de l'école, dont ils seraient tenus responsables.

*
**

Quelles méthodes d'enseignement employer ? (69) Il est nécessaire d'abord de se bien pénétrer d'une chose,

(69) L'*Institut Colonial International* a consacré sa session de 1931 au problème de l'enseignement dans les colonies. Voir le compte rendu de la session de Paris 1931. Une analyse intéressante en a paru dans la *Quinzaine Coloniale*, n° des 10 juin, 10 juillet et 25 juillet 1931.

c'est que nous sommes en face de cerveaux bien différents de ceux des enfants de chez nous, quant à la façon de sentir, de penser, de concevoir, influencée par les apports de la race et du milieu familial et social. Ici se révèle encore l'utilité de cette connaissance approfondie de la psychologie indigène dont nous avons parlé plus haut. Par suite, il y a nécessité à s'adapter et à ne pas transposer simplement, comme on l'a fait dans les débuts, nos méthodes pédagogiques métropolitaines, qui elles-mêmes ne sont pas toujours dignes de tout éloge. M. M. Olivier répétant l'anecdote, apocryphe ou non, du négri-lon en train d'ânonner : « Nos ancêtres les Gaulois avaient les yeux bleus et les cheveux blonds », conclut en déclarant avec juste raison que les manuels scolaires, tout comme les méthodes pédagogiques, ne sont pas « articles d'exportation » (70).

Il faut trouver le moyen de distribuer à ces esprits autre chose que je ne sais quel vague enseignement général les préparant à affronter les concours du fonctionnariat indigène et qui aboutirait le plus souvent à créer des « déséquilibrés ». Il faut inculquer à ces esprits en friche une culture qui n'aboutisse pas à en faire des « déclassés ».

Le premier devoir de l'école est de mettre les enfants en mesure d'assurer plus tard leur subsistance par l'exercice d'un métier, — de les instruire des choses qui pourront leur être utiles dans leur milieu coutumier, — non de leur inculquer telle ou telle de ces idées de liberté, d'indépendance, de démocratie auxquelles nous sommes habitués, dont nous sommes souvent prodiges, mais dont on ne peut prévoir la résonnance sur un cerveau indigène, — ni de fabriquer de pseudo-savants, nantis d'un orgueil démesuré, trop enclins à mépriser le travail manuel et à parader auprès des leurs avec qui désormais

(70) On pourrait en dire autant de la laïcité, comme nous le verrons plus loin.

ils condescendront à peine à frayer, et qui, finalement, ne seront d'aucune utilité pour la colonie.

En définitive, nous demandons à l'école indigène de former des ouvriers agricoles ou industriels qui sachent comprendre la grande loi du travail, mais, comme il s'agit plus d'une éducation à poursuivre patiemment que d'une instruction à dispenser, l'école ne doit pas perdre de vue qu'il lui faut étayer son action sur des principes moraux et que moraliser est le point essentiel de sa mission. Nous touchons ici à l'une des plus graves questions qui gravitent autour du problème de l'enseignement aux colonies.

Pourquoi donc la nécessité d'une éducation morale se fait-elle sentir de façon aussi catégorique ? D'une part, le milieu familial est incapable de suppléer à l'action du maître sur ce point, d'autant plus que le résultat de l'école est de soustraire souvent l'enfant aux influences traditionnelles. D'autre part, notre intervention tend à émanciper l'indigène de la tutelle du groupement en lequel jusqu'ici s'absorbait son individualité ; il faut le préparer à aborder la vie plus indépendante que vont lui imposer nos conceptions individualistes ; il faut lui inculquer le sens de la responsabilité personnelle (71). Or, voici le point délicat : cette éducation morale indispensable, en particulier pour asseoir solidement dans les esprits l'idée de l'obligation au travail, doit-elle avoir une base laïque ou religieuse ? Sans doute, la morale laïque a ses défenseurs, aux colonies comme ailleurs, et il se trouve des esprits mal informés pour demander, par une simple transposition des méthodes métropolitaines, qu'on inculque aux indigènes cette mentalité positiviste qui représente à leurs yeux le comble de la sagesse. Mais aucun colonial sincère n'oserait soutenir sérieusement pareille thèse, qui aboutirait à jeter l'anarchie dans les âmes indigènes. Tous les observateurs ont relevé la place

(71) Voir G. HARDY, *Op. cit.*, page 98.

considérable que tient la religion dans la vie des sociétés indigènes : elle préside à tous les actes de la vie publique et privée; elle est l'atmosphère même de la plupart des populations coloniales. Ces populations « ne conçoivent nulle institution, nulle coutume, nulle règle de leur vie politique, sociale ou familiale sans la relier au monde surnaturel et, si l'on tient à les conduire au progrès sans briser inconsidérément leur cadre traditionnel, il est certain que l'armature religieuse est un des premiers éléments à préserver des changements brusques » (72).

Il faut donc repousser, non seulement la solution anti-religieuse, mais la solution areligieuse. Dès lors sur quelle base religieuse s'appuyer ? Sera-ce sur la foi traditionnelle ? On ne pourra le faire que rarement ou, en tout cas, temporairement. En effet, de plus en plus, et c'est un fait reconnu de tous, avec le développement de la mise en valeur des colonies, les progrès de leur industrialisation qui tendent à créer un véritable prolétariat indigène, on voit les conceptions européennes faire éclater les cadres de la société indigène, bousculer ses croyances et ses coutumes ; et l'on entend résonner la plainte émouvante du vieux chef indigène : « Les Blancs sont venus ici. Ils y ont fait du commerce. Ils y ont installés des soldats. Ils y ont appelé des étrangers. Ils y ont fait venir des bateaux remplis de marchandises. Tout cela est bien. Mais mes enfants ne croient plus à rien. Mes filles sont partout dispersées. Les anciens ne sont plus écoutés. Les Blancs nous ont enlevé nos croyances et ils ne nous ont rien donné pour mettre à la place. C'est de cela que nous mourons » (73).

(72) Idem, p. 106.

(73) Voir DUTHOIT : *Le Problème social dans les pays de colonisation*. Compte rendu Semaine Sociale de Marseille, 1930, page 55.

Il s'agit d'une déclaration relevée par Mgr Leroy, ancien supérieur général des Pères du Saint-Esprit et citée par M. Duthoit d'après Albert MULLER, *Principes chrétiens et colonisation*, 1 brochure. Bruxelles 1927, page 28.

De fait, il apparaît souvent difficile, sinon impossible, de maintenir le culte traditionnel. En pays musulman, il fut longtemps considéré comme de bonne politique de favoriser la diffusion de l'Islam et de le consolider de toutes manières ; mais depuis, on est devenu quelque peu sceptique sur ses vertus moralisatrices et il est apparu, devant le développement du Panislanisme, qu'une telle politique n'est pas toujours sans inconvénient ou sans risque. Aujourd'hui, on se contente de respecter l'Islam, là où il règne, et de trouver en lui la base de principes moraux suffisants pour l'éducation morale des enfants. Pour le reste, en dehors des pays musulmans, alors que la plupart des institutions traditionnelles sont devenues incompatibles ou le deviendront, avec la marche du développement économique et social, la concentration des travailleurs sur les chantiers, sur les plantations et bientôt peut-être autour des usines dans les faubourgs des grandes villes, il s'impose aux gouvernements une politique de collaboration avec les missionnaires européens. Seuls les missionnaires, à condition de s'adapter, de ménager les transitions, de ne pas brûler les étapes et d'agir en profondeur, sont capables d'apporter à la société indigène l'armature religieuse qui lui est indispensable (74) et, dès l'école, de reconstruire sur les ruines des anciens cultes.

Dans les colonies anglaises, belges, portugaises, l'enseignement de la morale avec sa base religieuse, est donnée à l'école par les missionnaires européens ; on voit même, dans certaines colonies anglaises, les missionnaires

(74) On ne saurait sous-estimer l'importance que peut jouer chez ces populations, dans l'acceptation du travail, l'existence d'une foi intacte ; nous voyons parfois les indigènes travailler par ordre de leurs marabouts. Ainsi, pour la construction au Sénégal du chemin de fer de Diourbel à Touba, tous les manœuvres sont fournis par les chefs mourides (secte musulmane) ; les membres de la secte travaillent pour obéir à leurs chefs religieux qui ont reconnu l'utilité économique du chemin de fer et s'empressent de collaborer avec nous ; aucun indigène ne se plaint.

res admis dans les Conseils locaux d'éducation. Influencée par les querelles religieuses de la métropole, la politique française s'engage plus lentement dans cette voie libérale ; un premier pas, cependant, a été fait dans le sens d'une collaboration plus confiante du pouvoir temporel avec la puissance spirituelle : nous voulons parler de l'autorisation des Congrégations missionnaires (75). Souhaitons que le mouvement ne s'arrête pas là.

**

Pour atteindre le but que nous poursuivons, l'emploi du français n'est pas indispensable ; nous dirons même qu'il complique singulièrement l'opération, car, entre le maître et l'esprit de son élève, subsistera un obstacle permanent, difficile à franchir pendant très longtemps et qui, à vrai dire, ne disparaîtra jamais complètement : la différence de langage. Toutes les forces d'attention de l'enfant seront absorbées par l'effort de compréhension et d'assimilation d'une langue étrangère qui par sa façon de s'exprimer le dérouté et que, du reste, il abandonnera sitôt franchi le seuil de l'école (76).

Quoique la question ait été diversement résolue suivant les peuples colonisateurs, nous croyons préférable, dans la majorité des cas, d'employer à l'école la langue maternelle de l'indigène ou, tout au moins, la langue la plus couramment parlée dans la région (77). Grâce à une

(75) A ce propos, la *Vie Intellectuelle* (juin 1929, p. 1035) commente les intéressantes réflexions d'un observateur allemand, le docteur Rudolf Friedmann, dans *Frankreichs Kulturpropaganda und die Ordensfrage-Hochland*, mai 1929, p. 215.

(76) L'indigène ne retirera le plus souvent d'un tel enseignement que des connaissances formelles, la mémoire des sons étant seule à travailler ; tout s'apprend par la répétition, orale, et si l'on n'y prend garde, il en résulte « un jargon de portier d'hôtel aggravé d'un psitacisme luxuriant » (M. OLIVIER, *Op. cit.*, p. 249).

(77) L'expérience a du reste montré à quels résultats décevants aboutit en pratique l'usage du français. En Indochine, un arrêté de septembre 1924 prescrit que « dans les trois premiers

telle méthode, l'assimilation des connaissances sera plus certaine et l'enfant, pour parler autour de lui de ce qu'il aura appris, n'aura plus besoin d'opérer intérieurement un travail de traduction souvent laborieux ; il demeurera plus uni à son milieu et servira mieux les espoirs de rayonnement fondés sur l'enseignement scolaire, la diffusion des principes d'hygiène, la lutte contre les préjugés nourris à notre endroit.

Sans vouloir aborder et encore moins résoudre toutes les difficultés posées aux colonies par le problème si vaste de l'enseignement, soulignons cependant, en terminant, un point qui a son importance ici, car il intéresse directement la préparation au travail des jeunes indigènes. Nous voulons parler du régime scolaire. Normalement, l'école prend la forme de l'externat, mais, de l'avis de missionnaires expérimentés, l'assiduité y semble bien capricieuse et l'action qu'on peut avoir sur les enfants durant leur présence à l'école, risque d'être constamment contrebalancée et contrebattue par les influences du village et de la famille. Ce n'est que pour les régions à peuplement clairsemé qu'on a songé à la création d'internats rudimentaires dans les centres facilement accessibles ; or, voici comment un missionnaire apprécie ce système : « l'internat est onéreux, mais il est admis que l'enfant en retour donnera à la Mission l'aide relative et organisée de ses petits bras : aux heures les plus fraîches, matin et soir, les équipes d'écoliers feront la propreté, tra-

cours du cycle primaire, le véhicule de l'enseignement sera désormais la langue maternelle ». A Madagascar, une enquête menée par le Gouverneur général Olivier révéla que les indigènes sortant des écoles des missions où était employée la langue malgache, avaient une connaissance de la langue française supérieure à celle des indigènes formés par les écoles officielles. La méthode directe, à vrai dire, n'atteint son plein rendement que lorsqu'elle s'adresse à des individus déjà bien en possession d'une langue maternelle, pas trop éloignée de celle qu'on leur enseigne. Aussi, à Madagascar, depuis un arrêté du 17 janvier 1929, « toutes les matières du programmes des écoles du premier degré, à l'exclusion du français, sont enseignées en langue malgache ».

vailleront aux défrichements, aux plantations, au jardin, soigneront le troupeau et la basse-cour, s'emploieront aux industries et métiers. Il est facile de voir quel complément pratique leur éducation gagnera à ces travaux. De plus, un effort suggéré vaut mieux à tout prendre que le farniente ou le galopinage de l'externe rendu chaque soir à une famille qui ne le surveille pas (78) ». C'est pourquoi, nous croyons qu'en se rapprochant d'une telle formule, on contribuerait grandement, nous semble-t-il, à la formation de cette main-d'œuvre volontaire que réclament le développement de l'outillage colonial et les entreprises agricoles ou industrielles. Outre cet avantage de plier l'enfant dès l'école à de menus travaux, il lui inculquerait, mieux que par les plus belles exhortations, l'idée du travail nécessaire et librement accepté ; enfin, il permettrait à l'enfant de grandir sainement, dégagé des influences néfastes du milieu, et de recevoir une nourriture suffisante.



Politique de l'hygiène, politique de l'alimentation, politique de l'éducation, tels sont les trois termes de l'action coloniale qui, selon nous, doit aboutir à rendre de moins en moins nécessaire le recours à la contrainte pour faire travailler l'indigène. Cette triple politique qui poursuit l'accroissement numérique des races indigènes et qui prépare des générations d'hommes bien portants, doués de vigueur physique et, partant, plus aptes au travail régulier, exige unité de vue et coordination des efforts dans toutes les branches et à tous les étages de l'administration. Le rôle du Service de Santé est capital, mais son action serait inefficace, si chacun des divers services administratifs ne consentait à apporter sa contribution à l'œuvre entreprise, la cohésion entre ces éléments disparates étant assurée grâce à la pensée commune qui devra animer tous les ouvriers, sous la direction et l'impulsion

(78) M. BRIAULT, *Op. cit.*, page 89.

des gouverneurs et lieutenants-gouverneurs. Il est, en effet, bien peu de services qui n'aient une pierre à placer dans la construction de l'édifice, — l'Agriculture, pour développer les cultures alimentaires, — l'Enseignement, pour former la mentalité des jeunes indigènes, leur inculquer les principes élémentaires d'hygiène et les préparer au travail, — les Travaux publics, pour réaliser l'assainissement. Les initiatives privées enfin, et en particulier celles des missionnaires dans les domaines de l'assistance médicale et de l'enseignement, doivent être associées à l'œuvre de l'administration.

Que tous les artisans de la colonisation, fonctionnaires ou colons, missionnaires ou soldats, administrateurs ou médecins, maître d'école ou ingénieurs, marchent la main dans la main ! Qu'un puissant esprit d'équipe les anime tous, plus fort que les rivalités mesquines ! Et l'édifice colonial se développera harmonieux de proportions, inébranlable dans ses fondations, prometteur des plus beaux lendemains.

*
**

Au cours de ces pages, consacrées à l'élaboration d'une politique coloniale du travail obligatoire, nous n'avons pu formuler que des directives générales : aux autorités compétentes de s'en inspirer et d'opérer avec souplesse, dans chaque territoire, les adaptations nécessaires. Ajoutons qu'elles devront parfois se contenter, suivant l'expression du Gouverneur général Carde, d'une politique d'*apprivoisement*, heureuses si elles parviennent à créer un milieu favorable aux développements futurs, en neutralisant la méfiance des « Anciens » à l'égard de nos méthodes et en gagnant, avant tout, la confiance des indigènes.

TROISIÈME PARTIE

L'internationalisation de la politique du travail obligatoire

Il n'y a plus guère aujourd'hui de problème qui n'ait un aspect international, tant les divers intérêts se compénètrent à mesure que progresse la circulation des capitaux, des marchandises, des hommes et des idées. Mais, si les nations sont solidaires les unes des autres dans l'économie internationale, elles ne cessent pas toutefois d'avoir des intérêts distincts qu'il s'agit justement de concilier, d'harmoniser, de subordonner aux exigences supérieures de l'économie internationale sans sacrifier les intérêts d'une nation à ceux d'une autre et sans que la collaboration internationale se développe aux dépens de qui que ce soit. C'est dire que la politique internationale doit toujours être réaliste, exclure les aspirations sentimentales, dissimulant ou non les préoccupations d'intérêt particulier, ne pas tenter de faire violence à la nature, ni de supprimer du jour au lendemain les antagonismes d'intérêts qu'elle a pour mission de concilier (1). Entreprise difficile, comme en témoigne une fois de plus la récente tentative qui vient d'être faite pour organiser internationalement le travail obligatoire dans les colonies.

Par quel concours de circonstances la question du travail obligatoire fut-elle portée devant la Conférence Internationale du Travail de 1929 ? Comment les débats aboutirent à l'adoption d'une Convention sur le travail forcé ou obligatoire en 1930 ? Quelle est enfin la valeur de cette intervention du Bureau International du Travail, au regard des principes d'une saine politique coloniale internationale ? Telles sont les questions qu'il nous reste à examiner, dans cette troisième partie.

(1) L. BROCARD : *Principes d'économie nationale et internationale*, T. I : pp. 463 et s. et T. III : pp. 103 et s.

CHAPITRE I

L'intervention du Bureau International du Travail en matière de travail obligatoire

§ 1. — Historique de l'intervention du Bureau International du Travail

L'étude par le B. I. T. de la question du travail obligatoire ou, comme on dit plus volontiers à Genève, du « travail forcé », se rattache directement à la lutte entreprise par les grandes puissances contre l'esclavage ; lutte commencée à la fin du siècle dernier et poursuivie de nos jours sous l'égide de la Société des Nations. De façon plus immédiate, elle se relie à l'existence depuis 1919, d'un organisme international spécialement chargé de l'étude des problèmes sociaux et qui tend de plus en plus, sous l'influence d'une poussée irrésistible, à multiplier ses interventions dans tous les domaines de la politique sociale. Dans le développement de son action coloniale, l'Organisation Internationale du Travail a, de plus, été considérablement influencée par le système des Mandats dont elle verrait peut-être volontiers se généraliser l'application.

Jusqu'à la Convention de Saint-Germain de 1919, aucune allusion au travail obligatoire n'est faite dans les textes internationaux, mais l'acte de Berlin de 1885 avait déjà groupé les puissances, exerçant une souveraineté ou une influence dans le « Bassin Conventionnel du Con-

go », en vue de concourir à la suppression de l'esclavage et de la traite. Cinq ans plus tard, l'Acte de Bruxelles signé par 17 puissances organisait un programme d'action très détaillé et créait le Bureau de la Répression de la traite. La Convention de Saint-Germain introduit une nouveauté : elle se propose d'assurer la suppression complète de l'esclavage « *sous toutes ses formes* », c'est-à-dire de toute restriction abusive à la liberté individuelle.

En septembre 1922 à la Société des Nations, la question de la recrudescence de l'esclavage est posée : on estime qu'elle est due au trafic des armes et munitions notamment en Abyssinie où les pouvoirs publics se révèlent impuissants à l'empêcher. Après un début d'enquête menée par le Conseil de la Société des Nations et considéré comme insuffisant, il est décidé en 1923 de confier cette mission à un organe doué d'une compétence spéciale. Ainsi est nommée en juin 1924, la Commission temporaire de l'Esclavage ; elle se met aussitôt au travail. C'est à ce moment qu'on demande à l'Organisation Internationale du Travail de se faire représenter dans cette Commission par un délégué (2). Le rapport de la Commission temporaire de l'Esclavage, dit Rapport Delafosse (3), adressé au Président de la Société des Nations le 25 juillet 1925, conclut en préconisant l'établissement d'une convention internationale. En septembre 1926, le texte définitif d'une convention est adopté en vue de compléter l'œuvre entreprise par l'Acte de Bruxelles.

(2) Nous verrons plus loin que, depuis 1921, le Bureau International poursuivait déjà, de son côté, des études en matière de travail indigène.

(3) RAPPORT DELAFOSSE. — *Documents de la Société des Nations*. — A. 19. 1925. VII. Ce rapport est un recensement à peu près complet des cas d'esclavage dans les territoires du monde entier à la date de 1925. Il a puisé sa documentation à trois sources : 1° Informations fournies par les gouvernements. 2° Notes émanant d'organisations et de personnes privées consultées à cette occasion. 3° Expérience et connaissances personnelles des experts.

Or, toujours en vertu de cette idée que le travail obligatoire peut créer des situations analogues à l'esclavage, la Commission temporaire de l'Esclavage avait inscrit dans son programme la question du travail obligatoire, en ces termes : «...- régime du travail obligatoire public ou privé, rétribué ou non - mesures prises ou envisagées pour faciliter la transition du travail servile ou obligatoire au travail libre ou salarié, ou à la production indépendante » (4). Comme corollaire de ses travaux sur ce point, la Commission temporaire de l'Esclavage préconisait d'abord l'interdiction de tout travail forcé ou obligatoire sauf pour les travaux et services publics essentiels, car « il est nécessaire, dit la Commission dans ses commentaires, de mettre fin aux abus qu'entraîne encore ça et là cette pratique et qui tendent à faire de celle-ci une forme plus ou moins déguisée de l'esclavage » ; toutefois, est-il ajouté, « les Etats demeurent libre de définir ce qu'ils entendent par travail forcé ou obligatoire et travaux et services publics essentiels, et de réglementer, comme il leur paraît le plus équitable et le mieux adapté aux circonstances de temps et de lieu, le recrutement et le traitement des travailleurs ». D'autre part, la Commission recommandait aux autorités d'observer la plus grande prudence dans le recrutement de la main-d'œuvre ; elle considère comme abusif de contraindre même indirectement les indigènes à travailler dans des entreprises privées et estime que la pression morale exercée en ce sens par des fonctionnaires peut, en raison même de leur prestige sur l'esprit des indigènes, équivaloir en fait au travail forcé.

Cependant, l'article 5 de la Convention sur l'Esclavage (4'), adoptée par la septième Assemblée de la Société des Nations, marque un recul par rapport aux suggestions

(4) *Documents de la Société des Nations*. A. 17. 1924, VI, pp. 1 et 2.

(4') CONVENTION INTERNATIONALE DE L'ESCLAVAGE de 1926, publiée par les *Documents de la Société des Nations* : A. 104. 1926. VI.

de la Commission, suggestions qui avaient pour résultat d'étendre à tous les territoires coloniaux le régime des Mandats (5). Cet article 5 admet que dans certaines colonies, en raison de circonstances spéciales, le travail obligatoire pour des fins privées peut être maintenu, durant une certaine période, sous trois conditions : existence d'une impérieuse nécessité, obligation de rémunérer les travailleurs, obligation de ne pas les transplanter. Comment s'explique cette orientation nouvelle ? D'abord, par le désir d'accomplir un petit progrès avec certitude plutôt que « d'adopter des principes, des mesures dont l'application à la lettre n'aurait peut-être pas été possible dans tous les cas ». Mais cette timidité s'explique aussi par le fait que la Société des Nations craignait d'empiéter sur la compétence du Bureau International du Travail qui, elle ne l'ignorait pas, avait déjà entrepris l'étude des questions de travail indigène. Elle ne voulait pas entrer dans le détail d'une réglementation qu'elle souhaitait cependant. Aussi, après le vote de la Convention sur l'Esclavage en septembre 1926, elle adopta une résolution destinée à faire connaître au Bureau International du Travail toute l'importance qu'elle attachait aux travaux entrepris par lui en matière de travail indigène ; ce qui revenait à le saisir officiellement de la question (6).

(5) Les termes des mandats « B » et « C » touchaient directement, en effet, la question du travail forcé. Pour les mandats « B », la puissance mandataire devait « interdire tout travail forcé ou obligatoire sauf pour les *travaux et services publics essentiels* et sous condition d'une équitable rémunération ». Pour les mandats « C », la puissance mandataire devait veiller à ce que le travail obligatoire ne soit autorisé que dans le cas de *travaux publics essentiels* et sous la condition qu'une équitable rémunération soit allouée. Fatalement, la Commission permanente des Mandats, organe de contrôle de la gestion des pays mandataires, devait être amenée à s'occuper du travail forcé.

(6) Voici les termes de cette résolution : « L'Assemblée, prenant acte des travaux entrepris par le Bureau International du Travail en accord avec la mission qui lui a été confiée et dans le cadre de sa constitution, — considérant que ces études comprennent naturellement les problèmes du travail forcé — prie le Conseil d'informer le Conseil d'administration du Bureau

L'activité du B. I. T. en matière de travail indigène avait son point de départ dans l'étude qu'il poursuivait sur les possibilités d'étendre aux colonies les diverses conventions internationales du travail (7). D'autre part, le Bureau avait été amené à collaborer aux travaux de la Commission permanente des Mandats et de la Commission temporaire de l'Esclavage ; c'est ainsi qu'à sa session de juillet 1921, par suite de sa participation aux travaux de la Commission permanente des Mandats, le Conseil d'Administration du B. I. T. avait décidé de recueillir, pour les communiquer éventuellement à toute demande, des informations relatives au travail indigène et qu'en 1922, comme nous l'avons vu, il délégua un membre à la Commission temporaire de l'Esclavage.

Les travaux du Bureau étaient donc déjà avancés, lorsqu'en décembre 1926, il est saisi officiellement de la question du travail obligatoire avec mission d'étudier un projet de réglementation. Depuis quelques mois, il avait même constitué une Commission d'experts chargée d'enquêter sur le travail indigène, puis de tracer les grandes lignes et méthodes qui permettraient d'améliorer la condition des indigènes soumis à la réquisition, en attendant de supprimer complètement toute contrainte au travail. Dès sa constitution et pour répondre au désir du Bureau, la Commission se prononce d'abord sur une question de méthode : pour l'instant, déclare-t-elle, les aspects précis du travail indigène qui se prêtent le mieux à une action internationale sont le travail obligatoire et le travail sous contrat (8).

International du Travail du vote de la Convention relative à l'esclavage et d'attirer son attention sur l'importance que présentent les travaux entrepris par le Bureau en vue d'étudier les modalités les plus appropriées, afin d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage ».

(7) En application de l'art. 421 du Traité de Versailles.

(8) Plus tard, lors de la 12^e session de la Conf. Intern. Trav. en 1929, la Commission du Travail forcé adopta, sur la proposition du groupe ouvrier, un projet de résolution destiné à rappeler au B. I. T. cette deuxième étape de ses travaux. Etant

Se mettant à l'œuvre aussitôt, le Bureau s'engage dans la première étape et prépare une étude générale sur le travail obligatoire : il y expose en détail la législation et la pratique des divers Etats dans leurs possessions coloniales, ainsi que les principes qui semblent pouvoir servir de base à une réglementation internationale. Au mois de juillet 1927, dans sa première session, la Commission d'experts est saisie de cette étude, en arrête les termes et demande l'inscription prochaine de la question du travail forcé à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail. Quelques mois plus tard, le Conseil d'administration du Bureau lui donnait satisfaction en portant la question du travail forcé à l'ordre du jour de la Conférence Internationale pour 1929.

Dès lors, conformément à la procédure de la double discussion prévue par le règlement de la Conférence (9),

donné que, de l'avis de la Commission, la suppression du travail forcé n'abolirait pas toutes les formes de contrainte auxquelles les travailleurs indigènes peuvent être encore soumis, notamment sous le régime des contrats à long terme, on demanda à la Conférence « que le B. I. T. fût chargé de faire toutes les études nécessaires sur toutes les autres pratiques de contrainte au travail pour que, dans le délai le plus rapide, la question de leur abolition puisse être portée à l'ordre du jour d'une des plus prochaines sessions de la Conférence Internationale du Travail ». L'un des arguments invoqués, pour démontrer que le régime des contrats à long terme renferme un élément de contrainte, consista à prouver que, du fait du contrat, les travailleurs étaient dans l'impossibilité de changer d'emploi, si les conditions, qui leur étaient faites, ne leur convenaient pas. (Voir *Livre rouge du Travail forcé*, Genève 1929, page 12). La Conférence Internationale de 1929 devait donner suite à cette demande, en votant une résolution qui invitait le Bureau à poursuivre, en vue d'une action ultérieure, des études sur différents problèmes connexes à celui du travail forcé, notamment sur la sanction pénale en matière de contrat à long terme.

(9) Toute question portée à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du travail doit faire l'objet de deux sessions. A la première, il est procédé à l'examen du rapport préliminaire et de l'avant-projet de questionnaire préparé par le B. I. T. : la Conférence examine si la question sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session et si oui, arrête les termes du questionnaire définitif qui sera adressé par les soins du B. I. T. aux Etats Membres. Sur la base des réponses des gouverne-

il ne restait plus au Bureau qu'à élaborer, pour faire suite au rapport déjà mis au point, un avant-projet de questionnaire ; en décembre 1928, la Commission d'experts en discutait le contenu. Désormais, la Conférence pouvait se réunir : les travaux préparatoires, destinés à servir de base à ses discussions, étaient terminés. Ils comportaient un rapport préliminaire suivi d'un avant-projet de questionnaire et désigné communément sous le nom de *Livre Gris* du travail forcé (10).

ments, le B. I. T. établit un rapport et un avant-projet de convention ou de recommandation, transmis aux gouvernements trois mois avant la deuxième session. Lors de la deuxième session, la Conférence discute les termes du projet de convention ou de recommandation et procède au vote. Pour être adopté, c'est-à-dire pour être érigé en convention internationale, le projet de convention doit recueillir une majorité des deux tiers. La convention ainsi adoptée entre en vigueur, sauf clause contraire, lors de la ratification par deux Etats quelconque, membres de l'Organisation.

(10) B. I. T. : RAPPORT ET PROJET DE QUESTIONNAIRE. — *Conférence Internationale du Travail*, 12^e session, 3^e question à l'ordre du jour, Genève 1929, 363 pp.

Le *Livre Gris* étudie, sous le nom de « travail forcé », toutes les formes de contrainte au travail utilisées à l'égard des indigènes, tant directes qu'indirectes, dans les divers empires coloniaux ou territoires assimilés. Il distingue entre le travail forcé pour des fins publiques et le travail forcé pour des fins autres que des fins publiques ; d'autre part, il divise le travail forcé pour fins publiques en deux catégories, suivant que les fins publiques, dont il s'agit, revêtent un caractère général, c'est-à-dire répondent à l'intérêt du territoire considéré comme un tout, ou, au contraire, suivant qu'elles ont un caractère simplement local, en ce sens que les travaux envisagés sont entrepris dans l'intérêt de la communauté locale : village ou tribu. Le rapport expose aussi les décisions internationales déjà intervenues en la matière, puis présente, sous une forme systématique, une série d'opinions sur la valeur et les résultats du travail forcé et de témoignages généralement concordants pour critiquer l'institution du travail forcé ou, tout au moins, pour la présenter sous un jour défavorable ; ils ont été choisis « en vue de faire ressortir les plus graves inconvénients qui résultent du travail forcé pour les travaux publics et de marquer la nécessité qu'il y a, à ne permettre le recours à cette sorte de travail qu'après avoir pris des mesures minutieuses de réglementation ». Nulle part n'est montrée la nécessité, vitale dans certains cas, du travail forcé

Tel est l'ensemble des événements et des procédures qui aboutirent à saisir de la question du travail obligatoire la 12^e session de la Conférence Internationale du Travail de 1929.

§ 2. — **Elaboration de la Convention du 28 Juin 1930 sur le travail forcé ou obligatoire**

Après l'étude, effectuée dans le *Livre Gris*, des diverses législations coloniales relatives au travail forcé, il sembla plus que jamais au Bureau International du Travail que l'heure était venue de songer à élaborer un accord international. En effet, d'une part, l'examen des diverses législations faisait apparaître entre elles de nombreux points de contact, malgré la diversité des territoires auxquels elles s'appliquaient, et, d'autre part (ce qui surtout avait frappé le Bureau International du Travail), les dispositions contenues dans la plupart de ces réglementations marquaient un immense progrès, par rapport aux principes déjà acceptés dans le domaine international et qui, rappelons-le, s'exprimaient en deux endroits : dans le texte des Mandats et dans l'article 5 de la Convention sur l'Esclavage de 1926 (11). Les exigences de la Convention sur l'Esclavage paraissaient particulièrement arriérées, en comparaison du niveau moyen des législations coloniales, dont aucune n'admettait la réquisition d'indigènes au profit d'intérêts privés, dont toutes considéraient le travail forcé pour des fins publiques comme une mesure exceptionnelle et dont certaines s'étaient déjà préoccupées d'assurer au travailleur indigène une protection efficace.

et n'est apportée la moindre justification à cette formule de travail.

Enfin, dans un dernier chapitre, le *Livre Gris* pose les principes qui régissent déjà ou semblent devoir régir l'emploi du travail obligatoire ; ce sont ces principes qui constituent la trame du *projet de questionnaire* qui vient comme la conclusion du rapport.

(11) Voir ci-dessus, pp. 181 et 182.

A bon droit, semblait-il, le Bureau International du Travail pouvait songer à universaliser les progrès intervenus, à confirmer et à étendre les dispositions les plus humaines et les mieux venues, en un mot à mettre en harmonie les textes internationaux avec la moyenne des exigences nationales. C'est dans cet esprit que le Bureau International du Travail entreprit une action à laquelle il assignait trois buts : débarrasser le travail forcé (12) de toutes les conditions qui peuvent le rendre encore analogue à l'esclavage ; éviter les maux qui l'accompagnent ; préparer sa disparition.

**

La Conférence Internationale du Travail dans sa 12^e session, qui s'ouvre à Genève le 3 juin 1929, a pour mission d'adopter, sous sa forme définitive et tel qu'il sera soumis à l'examen des gouvernements, le questionnaire préparé par le Bureau International du Travail. Elle renvoie la question à une Commission de 36 membres, dite Commission du Travail forcé. Au cours de débats qui donnèrent lieu parfois à des discussions passionnées, la Commission du Travail forcé examina en détail tous les articles du questionnaire qu'elle était chargée de mettre au point. Ses discussions n'apportèrent pas à l'œuvre

(12) Le projet de questionnaire définissait le travail forcé : « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine, prévue ou non par la loi, et pour l'exécution duquel le dit individu ne s'est pas offert de plein gré ». Remarquons que, posant ainsi la question, le Bureau donnait à l'action qu'il entreprenait une portée très générale ; une telle définition dépassait singulièrement le cadre du travail proprement indigène. Aussi le Bureau avait-il cru bon d'insérer dans le questionnaire une question portant sur le point de savoir si, dans le cas où la Conférence adopterait un projet de convention, ce texte ne devait pas mettre obstacle « à ce qu'un peuple, constitué en Etat indépendant et se gouvernant pleinement, s'impose à lui-même le travail obligatoire ». Cette question devait être retranchée du questionnaire par la Conférence de 1929.

du Bureau des modifications très considérables (13). On peut relever seulement un souci plus accusé d'attirer l'attention des gouvernements sur l'amélioration de la condition des travailleurs contraints et le désir de les voir assimiler aux travailleurs libres, notamment en ce qui concerne la durée de la journée de travail et la réparation des accidents et des maladies professionnelles.

A plusieurs reprises, la majorité de la Commission s'était séparée du groupe ouvrier, en rejetant ses amendements. Aussi, les membres du groupe ouvrier déposèrent-ils sur le Bureau de la Conférence un rapport de minorité (14) dans lequel ils demandaient la révision de plu-

(13) Voici, brièvement résumés, les principes et les dispositions de détail que le Bureau estimait devoir servir de base à un accord international en matière de travail forcé ou obligatoire, et qui ressortaient des termes du projet de questionnaire.

Le travail forcé pour des intérêts privés est à mettre hors la loi. Quant au travail forcé pour des fins publiques, seules les autorités supérieures de l'Etat ou des territoires intéressés pourront y recourir, en s'assurant dans chaque cas — que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt immédiat pour la collectivité appelée à fournir ses bras — que ce service ou ce travail est d'une nécessité actuelle ou imminente — qu'il a été impossible de se procurer la main-d'œuvre volontaire suffisante, malgré l'offre de salaires aussi élevés que ceux pratiqués dans le territoire intéressé pour des travaux ou services analogues ; — enfin, qu'il ne résultera pas, de l'exécution du dit travail ou service, un fardeau trop lourd pour la génération présente, en ce qui concerne la main-d'œuvre disponible et son aptitude à entreprendre le travail en question.

Sur le chapitre de l'organisation et du fonctionnement pratique du travail forcé pour des fins publiques, parmi les dispositions de détail suggérées par le B. I. T., notons : exemption des enfants, des femmes, des vieillards et des adultes reconnus incapables, rétribution conforme au taux en vigueur dans la région, limitation de la réquisition à 60 jours ou 6 mois par an, suivant les cas, application de la loi de 8 heures, obligation d'assurer l'acclimatement progressif des indigènes à leurs nouvelles conditions de vie, maintien des cultures obligatoires dans le seul but de prévenir la famine, restriction et réglementation du portage forcé.

(14) Le rapport de la Commission du Travail forcé et le rapport de minorité du groupe ouvrier sont tous deux insérés au *Livre rouge du Travail forcé*, Genève 1929.

siieurs points du questionnaire adopté par la Commission, et reprenaient trois amendements qu'ils considéraient comme de la plus haute importance pour la suite des débats (15) : reconnaissance au profit des travailleurs indigènes d'une procédure leur permettant de présenter des réclamations collectives, concernant les conditions de travail qui leur sont faites, et de négocier à ce sujet avec les autorités (16) ; rétablissement du texte initial du Bureau relatif à la journée de 8 heures ; institution auprès du Bureau International du Travail d'une Commission permanente du travail indigène, chargée de contrôler l'application des textes internationaux relatifs au travail indigène, textes qui, sans cette précaution, demeureraient lettre morte.

En séance plénière, la Conférence devait donner satisfaction au groupe ouvrier en amendant, sur sa demande et dans le sens qu'il indiquait, le projet de questionnaire tel qu'il ressortait de la mise au point de la Commission du Travail forcé. Elle faisait en somme table rase des travaux poursuivis patiemment en Commission durant 11 séances. La Conférence clôturait sa 12^e session en décidant d'inscrire la question du travail forcé à l'ordre du jour de sa session de 1930, pour un second et dernier examen ; en conséquence, le questionnaire définitif adopté par elle allait être soumis aux divers gouvernements, afin de préparer la discussion finale.

(15) Cette insistance pour introduire telle ou telle question, dans un texte qui semble ne présenter qu'un intérêt purement documentaire, peut paraître assez vaine à première vue; mais, c'est l'occasion de souligner l'importance de la rédaction de ces questionnaires qui, s'ils n'engagent pas les gouvernements, peuvent néanmoins orienter leurs réponses. « L'absence ou la présence de telle question, déclare le groupe ouvrier dans son rapport de minorité, peut avoir des effets directs ou indirects sur le caractère ou la portée de la réglementation internationale qu'il est projeté d'adopter ».

(16) Il est nécessaire, invoque-t-on, que les intéressés collaborent à l'application des lois qui prétendent les protéger et pour cela qu'ils soient mis en mesure de faire connaître leurs desiderata, par l'octroi d'une certaine liberté ; sans la pression qu'ils pourront ainsi exercer, ils risqueraient de voir les textes protecteurs rester sans effet.

**

La parole était maintenant aux divers Etats Membres touchés par le questionnaire. Vingt-trois d'entre eux firent parvenir une réponse au Bureau International du Travail (17). Sur ces 23 Etats, en dehors de la Belgique, de l'Espagne, de la France (18), de la Grande Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal dont la compétence en matière coloniale est incontestable, en dehors, d'autre part, de pays comme l'Allemagne, l'Afrique du Sud et

(17) Ces réponses au questionnaire sont réunies et reproduites dans la première partie du *Livre bleu du Travail forcé* (Genève 1930). Le *Livre bleu* contient en outre, après une vue synthétique sur les diverses opinions gouvernementales, l'avant-projet de convention préparé par le B. I. T. sur la base des réponses reçues.

Un examen d'ensemble des réponses des puissances coloniales, directement intéressées à la question du travail obligatoire, nous permet de constater à plusieurs reprises, à propos de points importants du questionnaire (maintien du travail forcé au service des entreprises privées, lorsqu'il s'agit d'entreprises concessionnaires de travaux publics, autorisation des cultures obligatoires à des fins d'enseignement agricole), le parallélisme des réponses françaises, belges ou portugaises, et la divergence, sur ces mêmes points, des conceptions britanniques. Cette remarque est intéressante, en ce sens qu'elle permet dès maintenant de prévoir l'orientation que prendront les débats, ainsi que la répartition des votes au cours de la Conférence de 1930. Jusqu'à la fin des discussions, en effet, les mêmes oppositions subsisteront au sein des puissances coloniales qu'on aurait pensé trouver plus unies et plus unanimes. On peut dire que les jeux sont faits.

(18) La réponse française est précieuse d'enseignements. Elle est la seule à être précédée d'un préambule qui pose clairement le problème et précise l'orientation qui, du point de vue du gouvernement français, doit être celle de la politique internationale du Bureau en matière de travail obligatoire: nécessité pour la future convention de se borner à des principes généraux, en laissant aux autorités locales le soin de déterminer les détails d'application, et de se tenir à l'écart de toute systématisation qui ignorerait la sociologie coloniale et transposerait aux colonies les règles de la législation ouvrière métropolitaine. Quant à sa position au regard des divers points du questionnaire, la réponse française la justifie, en indiquant que ses objections n'ont d'autre but que de transposer sur le terrain de la réalité des propositions justifiables en elles-mêmes, mais pratiquement irréalisables.

le Japon qui peuvent aussi prétendre à une certaine compétence, nous avons affaire à une majorité de nations qui « ne possèdent pas, dit le Bureau International du Travail, une connaissance directe des problèmes du travail forcé ou obligatoire », qui sont, plus simplement dit, incompétentes. Plusieurs pays, comme l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, s'abstinrent de répondre, en invoquant leur manque d'expérience pratique ; tous n'eurent pas cette sagesse.

Voyons maintenant dans quelle mesure le Bureau International du Travail va tenir compte des réponses reçues, et, en particulier, des observations formulées par les nations coloniales : il suffit d'ouvrir le *Livre bleu* du travail forcé et de jeter les yeux sur l'avant-projet de convention dont la 14^e session de la Conférence doit être saisie.

Il faut reconnaître que, dans un réel effort de conciliation, le Bureau International du Travail, avec l'aide de la Commission d'Experts en matière de travail indigène, le rédigea en des termes qui répondaient aux principales préoccupations des nations coloniales et, notamment, à celles qu'exprimait le Gouvernement français dans sa réponse au questionnaire (19). C'est ainsi que, contrai-

(19) La position du gouvernement français, au regard de l'adoption éventuelle d'une convention sur le travail obligatoire, pouvait se résumer ainsi : Volonté formelle de supprimer ce mode de travail, sauf à le maintenir pour des fins d'intérêt public pendant une période transitoire et sous certaines conditions de réglementation. Refus de faire entrer dans les cadres d'une convention internationale les travaux ou services obligatoires résultant des devoirs militaires, ou des obligations fiscales de la population, ou de l'exécution d'une peine de droit commun. Condamnation du travail forcé ou obligatoire au service des entreprises privées, sauf s'il s'agit d'entreprises concessionnaires de travaux publics. Admission des cultures obligatoires, non seulement en vue de prévenir la famine, mais encore comme un moyen de répandre l'enseignement agricole et aussi parfois de créer une source de richesse au profit des populations. Refus de voir instituer auprès du B. I. T. une Commission permanente d'experts. Inopportunité d'organiser une procédure spéciale pour permettre aux travailleurs indigènes de formuler des réclamations collectives.

rement aux conceptions du questionnaire, l'avant-projet laissait en dehors du cadre de la future convention : les travaux exigés en application des lois sur le service militaire, ceux qui, imposés suivant la loi ou la coutume, peuvent être considérés comme faisant partie des obligations civiques normales et, enfin, ceux qui sont ordonnés en punition d'un délit. Il maintenait temporairement le travail forcé ou obligatoire au profit des entreprises privées, dans les cas où ces entreprises sont concessionnaires de travaux publics ; il laissait aux autorités compétentes la faculté de recourir aux cultures obligatoires à titre de mesure d'enseignement agricole ; enfin, il passait sous silence l'institution d'une Commission permanente d'experts en matière de travail indigène, institution préconisée, on s'en souvient, par le questionnaire.



Avant d'examiner ce qu'il adviendra en Conférence, de cet avant-projet de convention, il nous faut abandonner quelques instants les rives du Lac Léman afin de percevoir les réactions de l'opinion qui, en marge de Genève et parallèlement à la procédure qui s'y déroula, accueillirent l'activité déployée au sein du Bureau International du Travail.

Jusqu'à la veille de la 12^e session, M. A. Thomas le notait dans son rapport à la 14^e session de la Conférence, le Bureau n'a cessé de recevoir les encouragements les plus formels. De fait, dans la seule année 1927, la Commission d'Experts en matière de travail indigène avait reçu d'associations privées plusieurs mémoires accompagnés de suggestions concrètes, qui affirmaient la nécessité d'une limitation rapide du travail forcé et qui insistaient sur l'opportunité de l'action entreprise dans ce domaine par l'Organisation Internationale du Travail (20).

(20) En effet, outre le rapport préparé par le Bureau International du Travail, le Comité d'experts s'était vu transmettre un certain nombre de mémoires sur le travail forcé, émanant d'associations privées :

Enfin, au moment même où elle se réunissait en 1929, la Conférence Internationale du Travail avait été saisie d'un mémoire préparé par l'Union Catholique d'Etudes Internationales avec le concours de plusieurs grandes associations catholiques (21) : on y souscrivait sans réserve aux clauses du projet de questionnaire et l'on attirait l'attention de la Conférence sur la nécessité d'y introduire des clauses, permettant de garantir au travailleur indigène le respect de sa vie morale et religieuse, de ses coutumes ancestrales et de sa vie familiale.

Le vote quasi-unanime qui avait clôturé la Conférence de 1929, « permettait de concevoir avec optimisme le déroulement ultérieur de la procédure », note encore le Directeur du Bureau International du Travail. Or, à peine la Conférence s'était-elle séparée, qu'une vive campagne se déclancha contre l'activité du B. I. T. en matière de travail indigène. Les milieux coloniaux s'effrayèrent, à juste titre d'ailleurs, des tendances manifestées par le triomphe au sein de la Conférence des résolutions du groupe ouvrier et, par la voix des grandes associations coloniales, ils s'entendirent généralement pour qualifier d'ingérence inopportune l'initiative du B. I. T., pour lui reprocher son incompetence du point de vue juridique et du point de vue technique, et s'opposer à l'adoption d'une convention internationale sur le travail obligatoire (22). Cette campagne eut même ses prolongements à l'étranger, en Belgique et au Portugal.

1. — Mémorandum présenté conjointement par l'Union Britannique pour la Société des Nations, et la Société Britannique contre l'esclavage et pour la protection des indigènes.

2. — Mémoire du Conseil International des Femmes.

3. — Mémoire de la Section Britannique de l'Union Internationale des femmes pour la paix et la liberté.

Les textes de ces divers documents sont insérés au *Livre Gris du travail forcé*, pp. 350 et s.

(21) *Les Documents de la Vie Intellectuelle* : décembre 1929, page 518 et juillet-août 1930, page 62.

(22) A cette occasion, firent notamment entendre leurs voix : l'Institut Colonial International dans sa 20^e session tenue en 1929 à Bruxelles, l'Académie des Sciences Coloniales, l'Union

Ainsi, des sons divers se faisaient entendre, colportés avec passion souvent par la presse ; en prêtant l'oreille, le Bureau International du Travail ne pouvait manquer de les enregistrer. Toujours est-il que le Directeur du Bureau ouvrait avec optimisme la 14^e session de la Conférence, se sentant soutenu, disait-il, par « le courant irrésistible de l'opinion publique internationale » et par « l'unanimité des convictions, des morales de tous les milieux soucieux de faire passer le bien général avant des mobiles d'intérêt particulier ». « Il n'est pas possible, ajoutait-il, qu'avec de tels appuis et de tels objectifs, nos efforts sur ce point n'aboutissent pas ».

..

La 14^e session de la Conférence s'ouvre le 10 juin 1930 ; 51 Etats y sont représentés. L'avant-projet de convention du *Livre Bleu* est renvoyé immédiatement à la Commission du Travail forcé qui, après de longs débats, met sur pied et propose à l'adoption de la Conférence un projet de convention, que sans doute les puissances coloniales ne pouvaient accepter sans réserve, mais enfin qui, sans grandes modifications, pouvait rallier leurs suffrages (23). Mais voilà qu'en séance plénière, tout est remis en cause ;

Coloniale Française, la Ligue Maritime et Coloniale, le Comité de l'Indochine, l'Institut Colonial Français.

Sur l'activité des grandes associations coloniales françaises et les vœux qu'elles exprimèrent, consulter FAYET, op. cit., pp. 188 et s.

(23) Le projet de convention, tel qu'il ressortait des travaux de la Commission du Travail forcé, valait à la thèse coloniale une victoire de plus sur un point important ; il avait modifié l'avant-projet du *Livre Bleu* dans un sens hostile à toute possibilité d'action collective de la part des travailleurs indigènes.

Par contre, nous sommes obligés de constater que sur d'autres points, par exemple en ce qui concerne la durée du travail forcé, le projet de la Commission marquait un pas en arrière, en supprimant le maximum de 6 mois prévu par l'avant-projet, dans le cas où les travailleurs réquisitionnés ont à subir des déplacements considérables.

l'effort poursuivi par le Bureau, avant l'ouverture de la Conférence, et, depuis, par la Commission du Travail forcé, est anéanti : la question est de nouveau posée dans son intégralité devant la Conférence, parce que, comme en 1929, les membres ouvriers de la Commission du Travail forcé ont déposé un rapport de minorité.

Le 28 juin, après des débats assez courts en séance plénière, la Conférence clôturait ses travaux. Le projet définitif de convention était adopté par 93 voix sans opposition (23'). Est-ce l'unanimité, comme on pourrait le croire et comme certains ont essayé de l'affirmer ? Pour s'en rendre compte, il suffit de savoir que 156 délégués étaient présents au moment du vote ; 63 se sont donc abstenus et parmi eux, les délégués gouvernementaux et patronaux de la France, de la Belgique et du Portugal ; ces derniers expliquèrent du reste devant l'Assemblée les motifs de leur abstention et précisèrent la position de leur gouvernement à l'égard de la nouvelle convention. En ce qui concerne la France, « elle adhère, précisa le délégué gouvernemental français, aux principes généraux posés dans le projet de convention, elle désirait vivement le vote d'une convention sur la matière, elle se voit obligée de s'abstenir et de faire toutes réserves sur certaines mesures transitoires formulées dans les articles de la convention... Quoi qu'il advienne du projet de convention, la France qui en a déjà mis en application les principes, continuera sans hésitation son action dans le même sens ».

Les débats en séance plénière avaient abouti à l'adoption d'un texte inacceptable par les puissances coloniales les plus directement intéressées dans la question du travail obligatoire.

(23') On trouvera le texte du projet de convention sur le travail forcé ou obligatoire, ci-dessus, Annexe I, pp. I et s.

§ 3. — L'échec de la Convention du 28 Juin 1930 et ses causes

I. — L'ÉCHEC DE LA CONVENTION

Pour le mettre en évidence, il suffit de se demander quel est le but que toute convention, sous peine d'être illusoire, doit se proposer dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail ? C'est, sans conteste, la ratification par les puissances intéressées. En effet, le progrès social est en fonction, non comme certains semblent le penser du nombre de conventions du travail adoptées à Genève, mais de leur application. Nous ne dédaignons pas la portée morale des affirmations de principe, mais nous croyons qu'une convention n'a de valeur véritable et ne réalise pleinement son but qu'autant qu'elle est en mesure d'être ratifiée par les puissances intéressées, c'est-à-dire effectivement appliquée ; faute de quoi, elle nous fait songer à ces bulles merveilleuses, dont s'extasient les enfants qui les ont soufflées, mais qui s'évanouissent dès qu'on les effleure. On n'a que faire de directives, si opportunes et si utiles soient-elles, dès lors qu'elles doivent rester lettre morte et ne pas se traduire par des réalisations concrètes. Dans les milieux internationaux, on croit trop, bien souvent, en la vertu magique des mots et des discours.

Or, tout au long de ces décevantes Conférences de 1929 et 1930, le but primordial, c'est-à-dire l'aboutissement à un résultat positif, fut perdu de vue ; malgré les efforts sincères, auxquels nous rendons volontiers hommage, de la direction et des fonctionnaires du Bureau International du Travail, les délégués réunis en Conférence ne se préoccupèrent nullement de savoir si les clauses introduites ou supprimées, sur leurs instances et grâce au simple jeu de leur bulletin de vote, permettraient ou non la ratification ultérieure par les puissances intéressées du texte érigé en convention. Il semble qu'on ait désiré surtout ajouter une convention de plus à une liste déjà

longue, sans souci d'en faire passer le contenu dans les actes.

Voici pratiquement en quoi se résume le résultat tangible de la Convention de 1930 : parmi les Etats qu'intéressait la question du travail forcé — les uns, ont dû s'abstenir de voter la Convention et s'abstiendront encore davantage de la ratifier, parce qu'elle renferme des clauses inacceptables pour eux et susceptibles de compromettre la prospérité de leurs colonies — les autres, ont voté la Convention et s'empresseront de la ratifier, assurés qu'ils sont de n'avoir pas à l'appliquer et certains que leur geste ne leur fera encourir aucune responsabilité : soit que, du fait d'une situation spéciale, les prescriptions de la Convention ne risquent pas de les affecter sérieusement, soit que telles clauses de la Convention leur laissent les mains libres ou même les placent complètement en dehors du champ d'application de la Convention, comme nous le verrons plus loin.

..

Examinons d'un peu près la répartition, au moment du vote final, des délégués des Etats coloniaux. Nous savons que parmi les 51 pays représentés, figuraient seulement 7 puissances coloniales : la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal. Ont voté pour : les délégués gouvernementaux de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, ainsi que les délégués ouvriers des 7 puissances. Par contre se sont abstenus : les délégués gouvernementaux de la Belgique, de la France, du Portugal, ainsi que tous les délégués patronaux.

Or, la France, la Belgique et le Portugal sont les 3 puissances coloniales les plus directement intéressées dans la question de réglementation du travail obligatoire, eu égard à la situation de leurs possessions coloniales. C'est, en effet, dans leurs territoires de l'Afrique inter-tropicale, en face d'une population clairsemée, peu apte

et peu disposée au travail régulier, que l'obligation du travail s'impose encore avec le plus de force, comme le seul moyen d'améliorer le sort des populations et de mettre en valeur le sol qu'elles habitent. Parmi ces trois puissances coloniales, c'était assurément la France que le contenu de la Convention atteignait le plus profondément dans son empire colonial africain qui englobe des régions où le maintien du travail obligatoire répond à une nécessité absolument vitale et où d'importants travaux publics sont encore en cours ou simplement projetés.

Quatre points surtout de la Convention faisaient l'objet des réserves de la France.

1. — *Interdiction d'emploi de la main-d'œuvre militaire indigène pour l'exécution des travaux publics* (art. 2-a de la Convention).

La Convention condamne formellement l'utilisation de la main-d'œuvre militaire pour l'exécution des travaux publics. Le travail exigé en application des lois sur le service militaire obligatoire doit être limité à des travaux d'un caractère purement militaire : tel fut l'aboutissant d'un amendement présenté par le gouvernement britannique et soutenu par lui avec une intransigeance obstinée.

En vain, le Directeur du Bureau tenta d'atténuer les divergences entre les gouvernements français et britanniques ; en vain, fit-il remarquer que, dans les colonies françaises de même que dans la métropole, on fait appel aux troupes du génie pour certains travaux militaires, qui ont cependant une utilité publique certaine, et que les sections techniques du génie ont effectué en France des travaux publics importants sur les réseaux de chemin de fer ; en vain encore, proposa-t-il, pour tâcher de rapprocher les points de vue opposés, un texte transactionnel qui, d'une part, rendait possible le maintien du système en vigueur à Madagascar et en A. O. F. et, d'autre part, soumettait son emploi à certaines conditions capables d'offrir des garanties suffisantes.

aux autres pays. Mieux encore, le Directeur du Bureau suggéra qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans, la possibilité de suppression d'un tel genre de travail fût à nouveau examinée. Rien n'y fit. L'obstination britannique demeura irréductible, s'appuyant sur cette idée qu'on ne devait pas se servir d'une loi sur le service militaire pour l'exécution de travaux publics. Au fond, sans parler d'autres sentiments, ce qui apparaissait sous cette opposition, c'était la répugnance traditionnelle du tempérament anglais pour la conscription, le recrutement des armées britanniques se faisant par voie d'engagement volontaire. Tout compromis fut impossible et finalement la thèse française fut repoussée à une voix de majorité.

Il est tout de même assez plaisant de constater qu'à Genève, dans des milieux où l'on se réclame d'œuvres de paix, on prétende s'opposer à ce que des militaires soient occupés à la construction d'ouvrages aussi pacifiques que des routes, des chemins de fer, alors qu'on ne verrait aucun inconvénient à ce qu'ils soient employés à des travaux de fortification. Cette opposition s'explique d'autant moins que toutes les précautions étaient prises pour sauvegarder la vie et le bien-être des recrues, que les règlements locaux avaient devancé sur ce point les vœux de la Conférence et avaient réalisé bien auparavant les dispositions les plus exigeantes de la nouvelle Convention (24). Pour la France, renoncer à l'emploi de la main-d'œuvre militaire, c'eût été compromettre gravement l'avenir de Madagascar dont l'équipement économique en cours est lié à l'utilisation du 2^e contingent.

2. — *Interdiction du recrutement de main-d'œuvre obligatoire au profit d'entreprises privées concessionnaires de travaux publics* (article 4 de la Convention).

La Convention, telle qu'elle a été adoptée, met les puissances coloniales dans l'impossibilité de fournir de la

(24) Il suffit de comparer pour s'en rendre compte, le texte élaboré par la Conférence et l'arrêté du 4 novembre 1926 organisant le SMOTIG à Madagascar.

main-d'œuvre contrainte aux entreprises privées concessionnaires de travaux publics. L'avant-projet de convention prévoyait cependant cette possibilité et l'offensive engagée par le délégué gouvernemental anglais et le groupe ouvrier pour la suppression de cette exception, avait échoué devant la Commission du Travail forcé.

Mais la bataille reprit en séance plénière. « Il y a dans l'exécution de ces travaux, invoquait M. Jouhaux, représentant du groupe ouvrier, une part de bénéfice qui ne revient pas à la collectivité, mais qui reste entre les mains de l'industrie privée » ; il faut donc supprimer cette possibilité latente de réintroduire, sous une forme indirecte, le travail forcé au bénéfice d'intérêts privés. Et le délégué du gouvernement britannique d'apporter son appui au groupe ouvrier pour deux ordres de raison : d'abord, pour des principes généraux d'humanité, et ensuite, pour des motifs d'ordre économique, car, « et ici j'adresse un appel aux employeurs pour qu'ils se prononcent en faveur de cet amendement. Je les ai entendus reconnaître que la main-d'œuvre forcée n'était pas une main-d'œuvre économique et pourtant, si l'on n'adopte pas cet amendement, on laissera subsister la possibilité que de grands travaux de l'importance de l'établissement d'un tunnel, comme celui du Simplon par exemple, puissent être effectués en recourant à une main-d'œuvre aussi peu productive que le travail forcé ». Ce sont de tels arguments qui entraînèrent l'assemblée à voter l'amendement du groupe ouvrier, malgré les paroles de sagesse prononcées fort à propos par un conseiller technique du gouvernement belge.

Le débat ainsi posé se développait sur un terrain qui dépassait singulièrement le domaine de la Convention ; il aboutissait à opposer deux régimes : celui de la régie et de la concession, et non seulement la Conférence indiquait sa préférence pour le premier, mais elle l'imposait pratiquement à ceux des gouvernements coloniaux qui se trouvent n'avoir à leur disposition que de la main-d'œuvre contrainte pour l'exécution de leurs travaux

publics. Appliquée aux colonies françaises sur ce point particulier, la Convention empêcherait de continuer la construction de voies ferrées, telles que le chemin de fer Brazzaville-Océan en A. E. F. et le chemin de fer du Betsiléo à Madagascar. Quoique l'Etat ait la réputation d'être mauvais entrepreneur, il est possible qu'aux colonies, pour l'exécution des travaux publics, le système de la régie soit préférable en bien des cas au système de la concession, parce que permettant une meilleure surveillance des conditions de travail et de la façon dont est traitée la main-d'œuvre ; les éléments nous font défaut pour nous prononcer sur ce point, d'une façon catégorique. En tout cas, il n'était certes pas du rôle de la Conférence de prendre partie pour l'entreprise d'Etat et d'obliger tous les gouvernements coloniaux à prendre en mains l'exécution de leurs travaux publics ; rien donc d'étonnant à ce qu'elle se soit vue reprocher des tendances « socialisantes ». Etant donné qu'elle admettait, pour un certain nombre d'années encore, la possibilité pour les gouvernements coloniaux de recruter de la main-d'œuvre forcée pour l'exécution des travaux d'intérêt public, logiquement, elle devait admettre aussi les principes qui permettraient aux gouvernements d'utiliser cette main-d'œuvre rationnellement. Or, son attitude revenait, peut-on dire, à créer un outil et en même temps à empêcher les intéressés de s'en servir autrement que de la main gauche.

3. — *Fixation à 60 jours par an de la durée maximum du travail forcé, sous ses diverses formes, auquel pourra être astreint un individu* (art. 12 de la Convention).

La Convention faisait encore fausse route et manifestait une ignorance complète des réalités, lorsqu'elle fixait aux réquisitions de main-d'œuvre une durée maxima de 60 jours par an. On se souvient que l'avant-projet de convention, plus sage du reste à bien des points de vue que le texte finalement voté par la Conférence, prévoyait un maximum exceptionnel de 6 mois, dans le cas de travaux publics importants nécessitant le transport des

recrues à des distances considérables. Or, en Commission, tandis que le gouvernement belge proposait de laisser aux autorités compétentes de chaque territoire le soin de fixer chaque année la durée des réquisitions, le gouvernement britannique se déclarait partisan de la suppression du maximum exceptionnel de 6 mois. Le gouvernement belge fit tous ses efforts pour montrer aux délégués que l'imposition de brèves périodes pour le travail forcé, si elle semblait favorable à première vue à l'intérêt de l'indigène, entraînait dans la réalité de graves inconvénients : les appels répétés ayant, en effet, pour résultat, de jeter des troubles continuels dans les collectivités indigènes, de multiplier les risques de contamination et, somme toute, d'aboutir presque sûrement à un gaspillage effrayant de main-d'œuvre. Malgré l'évidence criante des faits, ce fut l'amendement britannique qui triompha.

En séance plénière, le gouvernement français, qu'une telle limitation atteignait directement dans ses possessions africaines, déclara qu'il ne pouvait pas, compte tenu des réalités géographiques et ethnographiques, appliquer les chiffres fixés par la Convention : « ... Il est matériellement impossible de trouver sur place la main-d'œuvre et c'est à 15 jours, 3 semaines et même un mois des chantiers que peuvent s'effectuer les recrutements nécessaires ». Au délégué britannique, partisan invétéré de la limitation à 60 jours par an de toutes les formes de réquisition, le délégué français répondait : « Le travail obligatoire, ainsi compris, peut être particulièrement fructueux dans les régions où il y a des chemins de fer et où il est inutile. Dans ces régions là, nous n'avons pas l'intention de l'appliquer ». Ici encore, le débat devait se terminer une fois de plus par la méconnaissance totale des intérêts bien compris de l'indigène.

4. — *Interdiction d'imposer aux indigènes des cultures obligatoires pour des fins d'enseignement agricole* (art. 19 de la Convention).

Sur ce point encore, aucun abandon n'était possible de la part de la France, comme du reste de toute puissance coloniale consciente de ses devoirs et de ses responsabilités. Les cultures obligatoires ne furent envisagées par la Conférence que comme un moyen de parer à la famine. Leur autorisation pour un but d'enseignement agricole et en vue d'enrichir l'indigène, admise par la Commission du Travail forcé, fut rejetée en séance plénière, malgré les expériences répétées des pays colonisateurs démontrant leurs effets bienfaisants et civilisateurs, et malgré que toutes précautions eussent été prises dans la rédaction du texte adopté par la Commission, de façon à éviter les abus éventuels : les cultures en question ne pouvaient être conduites que sur des terres appartenant aux indigènes intéressés et au profit exclusif de ces derniers. Le groupe ouvrier devait obtenir encore gain de cause, en arguant « qu'il y a surproduction de matières premières dans le monde » et que le travail forcé imposé pour le développement de cultures industrielles pèse non seulement sur les populations indigènes, mais encore sur l'économie mondiale.

Telles sont, sans entrer dans le détail de la Convention qui, par ailleurs, contient des dispositions fort heureuses (notamment en ce qui concerne les critères généraux auxquels il convient de subordonner tout recours au travail obligatoire) (25) et sans nous attacher non plus au texte des deux recommandations qui lui font suite, les principales dispositions qui motivèrent l'attitude du gouvernement français à Genève et qui doivent s'opposer à

(25) Sans grandes modifications, semble-t-il, on pouvait obtenir un texte de convention conforme aux tendances de la politique du travail obligatoire dont nous avons essayé de jeter les bases. C'est ce que montre du reste l'examen des amendements présentés par M. C. A. Le Neveu, conseiller technique de la délégation patronale, au texte du projet de convention et dont l'adoption par la Conférence aurait permis l'adhésion de la France (voir C. A. LE NEVEU, op. cit., p. 51). Nous essaierons d'analyser plus loin le pourquoi de cet échec.

toute ratification par le Parlement : elles donneraient lieu à trop d'impossibilités d'application et elles ne répondent pas aux intérêts des populations indigènes tels que la France les conçoit. Ajoutons qu'une telle attitude s'accorde parfaitement avec les exigences d'une sage politique du travail obligatoire à la fois humanitaire et réaliste.

..

Mais comment se fait-il que la Grande-Bretagne, première puissance coloniale du monde, se soit trouvée d'accord avec la Hollande, l'une des plus anciennes, pour s'associer entièrement à l'œuvre poursuivie à Genève et pour émettre un vote favorable à l'adoption de la Convention sur le travail forcé ou obligatoire ? D'où vient ce fait surprenant que deux Etats coloniaux comme la France et la Grande-Bretagne, tous deux à la tête d'un long passé colonial, tous deux détenteurs d'une expérience indéniable, puissent être en complet désaccord sur une question aussi fondamentale en colonisation, la solution du problème de la main-d'œuvre ? Où se trouve le véritable défenseur des indigènes ? Le public moyen, non prévenu, jugera, avec son bon sens élémentaire, de la façon que l'on devine : il va décerner un témoignage de satisfaction à ceux qui acceptent la Convention et infliger un blâme à l'Etat qui ose se déclarer partisan de cette « forme détournée de l'esclavage » et semble hostile aux préoccupations humanitaires de ses voisins.

Comment donc expliquer qu'une réglementation précise, rejetée par la France, soit acceptable pour la Grande-Bretagne ? Simplement et avant tout, par ce fait que la situation des possessions africaines (voisines cependant) de ces deux puissances est loin d'être comparable. Les conditions sociales, climatériques, démographiques, le degré de développement de l'outillage économique, tout cela est extrêmement différent de l'une à l'autre. Or, il se trouve précisément que dans les colonies anglaises d'A-

frique, la population est en général plus dense et plus évoluée que dans les colonies françaises situées sous la même latitude : — s'agit-il de l'Afrique Anglaise de l'Est ? Il s'y est constitué « une moyenne et petite colonisation très nombreuse qui pose des problèmes particuliers que l'Angleterre s'efforce de résoudre par des décisions dont elle entend certainement rester maîtresse » (26) — s'agit-il de l'Afrique Occidentale Anglaise ? La population y est double de celle de nos colonies sur des territoires plus restreints ; ainsi, la Nigéria Britannique est un pays fort peuplé, alors que le Niger français, pourtant limitrophe, ne compte guère qu'un habitant au kilomètre carré.

Il apparaît donc que, dans les colonies anglaises du Centre-Afrique, la nécessité du recours au travail forcé se fait moins sentir que dans les territoires voisins et que, par conséquent, la Grande-Bretagne ne pouvait être sérieusement touchée par les prescriptions de la Convention (27). « ... Quelque paradoxal que cela puisse paraître, la Grande-Bretagne s'arrange pour que les décisions internationales, sur l'adoption desquelles son opinion aura naturellement un très grand poids, ne la concernent que d'une manière très faible » (28). L'appui donné par l'Angleterre à la Convention de 1930, d'abord, par son attitude au cours des débats, puis, par

(26) M. E. BAILLAUD. *La mise en valeur des colonies et le B.I.T.* Les Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille, 12-19 mai 1930, page 160.

(27) Est-ce à dire que la Grande-Bretagne n'a jamais recours au travail obligatoire ? Non, mais les territoires anglais, où le travail obligatoire est encore appliqué, se trouvent être en dehors du champ d'application de la convention — soit parce que les indigènes y sont contraints au travail de façon indirecte par l'élévation du taux de l'impôt qui, dans certaines colonies anglaises d'Afrique, atteint 5 à 10 fois le taux de l'impôt indigène au Congo Belge — soit parce que les levées de travailleurs y sont effectuées non par le gouvernement, mais par les chefs indigènes — soit enfin parce que certains des territoires de l'Empire, en leur qualité de Dominions, échappent par là-même aux prescriptions de la convention. Voir ci-dessus, p. 207 et 210.

(28) E. BAILLAUD, op. cit., page 160.

son vote favorable, ne doit donc pas faire illusion ; en l'espèce, il ne confère pas une autorité spéciale à cette Convention, comme on serait porté à le croire : la Grande-Bretagne ne peut être rangée parmi les puissances les plus directement intéressées.

Aux côtés de la Grande-Bretagne, figuraient encore la Hollande, l'Espagne et l'Italie. En ce qui concerne la Hollande, sa ligne de conduite s'est rapprochée de celle de l'Angleterre, car, elle aussi, ne pouvait être affectée gravement par la plupart des dispositions de la Convention : les Indes Néerlandaises disposent d'une population nombreuse et active qui fournit librement la main-d'œuvre nécessaire ; de plus, elles sont depuis longtemps équipées en routes magnifiques et en chemins de fer. Une seule question aurait intéressé les Pays-Bas, celle du travail sous contrat ; dès l'instant que la Conférence ne l'abordait pas, les délégués hollandais semblaient se soucier assez peu du reste (29).

Quant à l'Espagne et à l'Italie, les deux autres puissances coloniales qui votèrent la Convention aux côtés de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, il apparaît aussi que les décisions de Genève ne risquaient pas d'affecter sérieusement leur effort colonial.

En dernière analyse, la Convention sur le travail forcé devait donc recevoir son application en ordre principal dans les colonies centre-africaines de la France, de la Belgique et du Portugal ; or, ces trois puissances, qui se trouvaient être les plus directement intéressées par la question du travail obligatoire, étaient celles-là mêmes qui s'étaient abstenues de voter la Convention.

..

Par ailleurs, le champ d'application de la Convention sur le travail forcé ou obligatoire est maladroitement

(29) Oubliant sans doute, que le Bureau avait déjà mis à l'étude, en vue d'une prochaine Conférence Internationale du Travail, la question des contrats à long terme aux colonies. Voir ci-dessus, p. 183, note (8).

délimité. Se trouvent, en effet, échapper aux dispositions de la Convention : d'une part, les colonies qui vivent sous le régime de l'administration indirecte et, d'autre part, certains territoires qui, malgré leur indépendance politique, sont assimilables aux colonies proprement dites. Il en résulte que, consciemment ou non, la Convention ne recouvre qu'une partie des situations qu'elle avait à embrasser. Ici encore, son but est manqué.

A. — L'article 7 de la Convention fait une catégorie à part du travail forcé ou obligatoire *imposé*, en vue de l'exécution de travaux d'intérêt public, *par les chefs qui exercent des fonctions administratives*. Les articles 10, 11 et 14, notamment, le soumettent à un régime de faveur en ce sens qu'ils n'imposent pas à son endroit des conditions d'emploi aussi restrictives qu'en ce qui concerne le travail forcé imposé par « les autorités compétentes », c'est-à-dire les fonctionnaires européens. Il s'en suit que les puissances coloniales, qui pratiquent l'administration indirecte, ont au point de vue du travail obligatoire les mains à peu près libres, en comparaison des pays qui préfèrent l'administration directe. Cela nous explique en partie pourquoi la Grande-Bretagne se rallia sans difficulté au projet de convention élaboré par le B. I. T.

« En effet, écrit le major A. Cayen, il est une petite formule « britannique » assez ingénieuse. L'autorité compétente de l'empire britannique ne décrète pas de travail forcé, mais elle se déclare absolument respectueuse de la coutume indigène et du droit des chefs indigènes. Or, parmi les prérogatives de ces chefs se trouvent celle d'imposer le travail forcé, tout au moins dans l'Ouganda et l'Afrique du Sud (30) ». Souvent donc, les levées de travailleurs sont faites, en territoire britannique, par le seul intermédiaire des chefs indigènes. Le maintien par la Convention de l'autorité des chefs indigènes en matière de travail obligatoire était donc d'une importance capi-

(30) INTERVIEW DU MAJOR A. CAYEN par l'Essor Colonial et Maritime, reproduit dans *les Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille*, n° 594-595, page 236.

tale pour la Grande-Bretagne qui, dans la plupart de ses possessions, gouverne par l'entremise des souverains locaux. Cette exception admise, la Grande-Bretagne pouvait souscrire sans réserve aux prescriptions les plus sévères de la Convention, certaine par avance de n'avoir pas à les appliquer, dans la majorité des cas (31).

B. — D'autre part, l'article 2-b de la Convention introduit un autre échappatoire, au profit de certains pays que tout ou partie des dispositions de la Convention aurait pu atteindre. D'après ce texte, le terme « travail forcé ou obligatoire » ne comprendra pas, aux fins de la présente Convention, « tout travail ou service faisant partie des obligations civiques normales des citoyens d'un pays se gouvernant pleinement lui-même ». Alors que normalement la Convention du 28 juin 1930 devait avoir une portée très générale et englober tous les territoires où l'on rencontre des indigènes soumis au « travail forcé ou obligatoire », l'article en question restreint en fait son champ d'application aux seuls territoires coloniaux. Restriction tout à fait injustifiée, à notre avis, car « si, comme nous le pensons, le travail forcé doit être limité, raréfié, pour être enfin supprimé le plus tôt pos-

(31) Dans une plaquette consacrée à la question du travail forcé telle qu'elle fut débattue devant les Conférences de 1929 et 1930, M. Le Neveu, conseiller technique de la Délégation Patronale Française à la 14^e session de la Conférence, écrit : « C'est que la portée de cette exception est immense, elle est quasi-absolue : du fait que les Anglais dans la majorité des cas, ne font pas d'administration directe, mais gouvernent par l'entremise des chefs indigènes, il est évident que la Convention toute entière, même la plus draconienne, devient sans inconvénient pour l'Angleterre. Nous n'en voulons pour preuve que ces deux faits : un délégué britannique à la Conférence nous a dit expressément, avec ingénuité ou cynisme, qu'il n'y a pas de travail forcé dans les colonies britanniques, aux termes de la définition donnée par la Convention. Un autre n'a fait aucune difficulté pour reconnaître que si, dans une colonie, il est nécessaire de recruter des travailleurs, le gouvernement n'a qu'à remettre une somme adéquate au chef « compétent ». Il a même précisé : un ou deux milliers de livres sterling, dans les cas importants ! ». (C. A. LE NEVEU, *Le travail forcé*, page 11 et 12).

sible, sa condamnation doit être absolue et non subjective » (32).

Nous ne comprenons pas pourquoi un régime de travail, condamnable dans un territoire soumis au régime juridique de la colonie, cesse de l'être dans un Dominion ou dans un Etat indépendant, ou bien alors il aurait fallu spécifier que la Convention élaborée visait strictement les territoires coloniaux. Le questionnaire concernant le travail forcé ou obligatoire adressé aux divers Etats Membres ne comportait aucune restriction en ce sens, mais, dans leurs réponses, certains Etats, dont l'Afrique du Sud, exprimaient déjà le désir de voir reconnaître aux « Etats ou colonies se gouvernant pleinement » le droit de s'imposer le travail forcé ; la Conférence de 1930 devait leur donner satisfaction. Il est assez puéril, quand on y réfléchit, de croire que l'indépendance confère aux peuples une sorte de brevet d'humanité ; pour s'en convaincre, il suffit de songer au régime de travail en vigueur à l'intérieur des frontières de la République Noire du Libéria et que vient de mettre en lumière l'enquête récente de la Société des Nations, ou encore aux pratiques édifiantes entretenues dans certains Etats de l'Amérique du Sud ou du Sud des Etats-Unis (33). « Sans compter que, parmi ces pays, il en est de nombreux dont le « self gouvernement » est bien un peu théorique, car enfin les autochtones ne sont ni éligibles, ni même électeurs et leurs soi-disant Assemblées représentatives ne sont guère que l'expression de la domination du conquérant » (34) ; telle est, en particulier, la situation de l'Afrique du Sud.

En tout cas, voici pratiquement à quoi aboutissait une telle exception : d'une part, elle concédait indirectement un avantage à la Grande-Bretagne, dont les Dominions

(32) C. A. LE NEVEU, *op. cit.*, page 5.

(33) Voir ci-dessus, pp. 88 et s.

(34) C. A. LE NEVEU, *op. cit.*, page 21.

comme l'Afrique du Sud, en tant que pays de « self government », échappaient du même coup aux termes de la Convention (35) ; et, d'autre part, elle consacrait au profit des Etats qui sont, sur le chapitre de la main-d'œuvre indigène, dans une situation voisine de celle des colonies « un droit de juger les autres sans être jugé, droit de légiférer pour autrui et non pour soi-même, en réalité, droit mettant en position délicate bon nombre de ces Etats n'ayant ratifié encore aucune convention » (36). Et certaines suppositions de prendre corps, suivant lesquelles le but de cet article, créant une exception, aurait été d'assurer au projet de convention l'appui des Puissances non coloniales qui, grâce à une telle clause, se trouvaient désormais à l'abri de toute surprise (37). Quoi qu'il en soit, il est manifeste que les délégués de plusieurs pays auraient adhéré moins spontanément à une convention qui les eût concernés directement.

..

« Qu'avons-nous aujourd'hui ? Une Convention que ratifieront, sans doute avec beaucoup de satisfaction, les pays qui ne doivent pas l'appliquer et qui trouveront peut-être une occasion de s'inscrire enfin au palmarès des ratifications, mais que ne pourront ratifier les pays

(35) A ce propos, résumant en quelque sorte l'impression produite par l'attitude de la Grande-Bretagne tout au long des débats, M. Le Neveu écrit : « Nous croyons avoir suffisamment démontré comment le gouvernement britannique, aidé souvent de la plupart de ses Dominions, usant du prestige que lui confère sa situation de première puissance coloniale du monde, s'est appliqué à rédiger un texte dont l'application se trouve par un artifice réservé aux puissances coloniales sauf l'Angleterre ». (C. A. LE NEVEU, op. cit., page 27).

(36) D^r MAZIÈRE. *Le travail forcé devant la Conférence Internationale du Travail*. Chronique Coloniale du 30-10-1930, page 323.

Voir aussi les numéros de la *Chronique Coloniale* du 15-7-1930 au 15-1-1931.

(37) Voir C. A. LE NEVEU, op. cit., page 22.

colonisateurs, pour autant qu'ils entendent se conformer « à l'esprit et à la lettre » de l'accord qu'on leur soumet » (38).

Au 15 mars 1931, le Bureau International du Travail avait enregistré une seule ratification de la Convention sur le travail forcé ou obligatoire, celle de l'Etat libre d'Irlande. Nul doute que d'autres ratifications suivent et, d'autant plus rapidement, que leurs auteurs auront le sentiment que ce geste ne les engage à rien et ne leur fait encourir aucune responsabilité ; notons en passant que la ratification de la Grande-Bretagne n'est point encore chose faite et qu'elle pourrait bien se faire attendre quelque peu, car on a eu la surprise de constater que, lors d'une réunion à Londres, les gouverneurs des colonies britanniques avaient exprimé « l'espoir de n'avoir pas à appliquer la Convention strictement et immédiatement » (39). Mais, en tout cas, les ratifications de la France, de la Belgique et du Portugal, qui seules devraient compter aux yeux du Bureau International du Travail, et que la Conférence de 1930 s'est comme ingéniée à rendre difficile, sinon impossible, ne pourraient actuellement être acquises qu'avec des réserves telles que la ratification serait sans signification. Nous ne pouvons partager l'optimisme qui s'exprime dans ces lignes du Directeur du Bureau International du Travail : « Bien que la Convention du travail forcé n'ait pas été votée par toutes les puissances directement intéressées et que moins d'une année se soit écoulée depuis son adoption, on a déjà des preuves de son efficacité et des effets des discussions auxquelles son adoption a donné lieu » (40). « On peut

(38) INTERVIEW DU MAJOR A. CAYEN déjà cité, *Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille*, 4 et 11 août 1930, page 236.

(39) *Revue des Questions Coloniales et Maritimes*, août-septembre-octobre 1930, page 90, en note.

(40) A l'appui, sont signalés : les préparatifs de ratification de la Grande-Bretagne et du Libéria, la promulgation en France du décret du 21 août 1930 et l'incorporation à la Constitution du Portugal de quelques principes essentiels de la Convention.

donc dire, ajoute M. A. Thomas, que bien loin d'être mort-née, comme le prétendent certaines critiques qui trouvent qu'elle va trop loin ou, inversement, qu'elle est trop modérée, la Convention du travail forcé constitue déjà un instrument efficace pour la protection des populations indigènes. La ratification par toutes les puissances coloniales n'est même, il faut l'espérer, qu'une question de temps » (41).

Quant à nous, nous ne saurions trop le répéter, l'adoption de conventions internationales du travail ne doit pas être considérée comme un but en soi, mais comme un moyen dans la voie du progrès social (42) ; il arrive qu'on l'oublie et la conséquence, c'est que les conventions élaborées ne sont pas ratifiées. Nous en avons un exemple de plus dans la Convention sur le travail forcé ou obligatoire.

II. — LES CAUSES D'ÉCHEC DE LA CONVENTION

Nous allons essayer de préciser par quel enchaînement de circonstances deux années de travail des services compétents du B. I. T. aboutirent à un résultat aussi maigre. Recherche instructive qui nous permettra d'orienter, plus utilement à l'avenir, la politique coloniale internationale.

..

Tournons-nous d'abord vers le Bureau International du Travail. On lui a souvent reproché son incompétence, mais encore faut-il distinguer entre compétence juridique et compétence technique.

Sur le premier point, certains sont allés jusqu'à dire que le Bureau International du Travail avait outrepassé

(41) *L'Année Sociale du B. I. T.*, 1930, page 458.

(42) A ce propos, le délégué gouvernemental Portugais à la 14^e session de la Conférence lançait cette boutade : « Si la paix, le bonheur, le bien-être des hommes, la justice sociale dépendaient tout simplement de conventions, on n'aurait pas eu besoin de nous parler du Paradis dans la Bible ».

les limites de sa compétence juridique en inscrivant à l'ordre du jour de ses études les questions de travail indigène ; ils se sont révoltés contre son ingérence dans ce domaine et ils ont contesté la légitimité même de son intervention. En face des termes extrêmement généraux de la Partie 13 du Traité de Versailles, qui délimitent la compétence de l'Organisation internationale du Travail, pareille thèse est insoutenable (43). Du reste, la question est assez vaine, puisqu'aujourd'hui la compétence juridique du Bureau International du Travail est un fait acquis en matière de travail indigène.

Ceci étant, reste la question de compétence technique. Evidemment, et ce thème a été longuement développé, la Conférence Internationale du Travail groupe dans son sein une majorité de nations n'ayant pas de colonies, par conséquent incompétentes pour la plupart sur le chapitre du travail indigène et surtout irresponsables en matière coloniale ; on peut donc trouver déplacée leur participation aux discussions sur le même pied que les puissances coloniales. Mais on ne saurait oublier que tous les Etats Membres, en souscrivant au Pacte de la Société des Nations et à la Partie 13 du Traité de Paix,

(43) D'après le Traité de Versailles, l'Organisation Internationale du Travail est chargée de réaliser l'amélioration des conditions de travail qui entraînent encore misère, injustice, et privation pour les salariés, et l'établissement d'un régime de travail réellement humain, assurant le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs.

Par ailleurs, l'idée de protéger spécialement le travailleur indigène vient logiquement à l'esprit, cette protection apparaissant d'autant plus nécessaire que dans les territoires coloniaux, le contrôle de la presse et de l'opinion publique (dont le concours est indispensable pour découvrir et signaler les abus), quand il n'est pas inexistant, se fait moins sentir qu'ailleurs.

Le seul argument qu'on pourrait peut-être invoquer en faveur de l'incompétence du Bureau, en matière de travail indigène, reposerait sur la violation de l'art. 421 du Traité de Versailles, article qui tend à cantonner l'Organisation Internationale du Travail dans un rôle passif en matière coloniale, puisqu'il laisse chaque Etat juge de l'opportunité d'extension aux colonies des conventions de portée générale. Voir SOLUS, *Quinzaine Coloniale* du 10-4-1930, p. 187.

ont par là-même accepté de poursuivre l'amélioration des conditions de travail dans le monde, non seulement en leur nom particulier et sur les territoires soumis à leur juridiction respective, mais encore dans le domaine international et en tant que Membres de l'Organisation Internationale du Travail. Ils ont admis le principe de la collaboration internationale sur la base de l'égalité juridique entre Etats, malgré les inégalités de fait qui les séparent.

Le reproche d'incompétence technique, on pourrait le renouveler, à l'égard du B. I. T., à propos de toutes les sphères de son activité, car elles ne sont pas rares les questions qui n'intéressent directement qu'une minorité d'Etats ; il porte donc à faux, selon nous. Ce qui est critiquable, c'est le fonctionnement de l'organisme, les procédés de discussion, les méthodes de travail, en un mot la procédure adoptée. Le principe de l'égalité entre Etats (égalité qui n'est que juridique) doit, sous peine d'aboutir à des conséquences injustes, être tempéré, quand c'est nécessaire, par la reconnaissance des inégalités de fait : au sein d'un organisme où juridiquement tous les Etats sont placés sur un pied d'égalité, il faut, par l'institution de procédés adéquats, trouver le moyen de proportionner l'influence à la compétence, à l'expérience, à la responsabilité.

Ce que nous mettons en cause, c'est donc la procédure qui a été suivie pour l'élaboration de la Convention sur le travail forcé. Il ne faut pas examiner longtemps le compte-rendu des discussions qui se sont déroulées à Genève, pour apercevoir que l'expérience et les avis des coloniaux ont été souvent méconus, au bénéfice des suggestions humanitaires des incompetents. Chaque fois, ou presque, qu'un texte était soutenu par l'une des puissances intéressées, il fallait s'attendre à le voir repousser par la Conférence, la loi du nombre étant seule admise et le nombre étant en l'espèce absolument ignorant des cho-

ses coloniales (44). Dans tout cela, c'est la procédure suivie qu'il faut incriminer ; elle n'a pas permis aux opinions autorisées d'obtenir gain de cause ; elle n'a permis, ni à la voix des puissances coloniales intéressées, ni même aux avis du Comité d'experts en matière de travail indigène, d'avoir le retentissement suffisant (44').

Et voici où le vice de méthode apparaît de façon éclatante. L'avant-projet de convention préparé par le Bureau, avec l'aide des experts, tel qu'il était ressorti des discussions poursuivies durant 15 séances par la Commission du Travail forcé, pouvait sans grandes modifications rallier les suffrages des nations coloniales. « Disons-le sans détour, écrit le Major A. Cayen, le projet de convention contenu dans le *Livre Bleu*, base des travaux de la Conférence de 1930, a été établi avec la plus haute conscience par le Bureau International du Travail. Il me plaît de rendre cet hommage à M. A. Tho-

(44) Un membre de l'Institut Colonial International, au cours de la session de 1929 de cet Institut, exprimait non sans vigueur ses impressions à ce sujet : « Celui qui a suivi, disait-il, les délibérations sur le travail forcé dans la dernière Conférence du travail à Genève, a dû remarquer que plusieurs délégués se sont mêlés aux débats avec un aplomb, où les sentiments humanitaires et les idéologies politiques remplaçaient le bon sens et le savoir. L'œuvre des puissances coloniales est à cette époque trop ardue pour permettre que les incompetents s'en mêlent, surtout s'ils viennent d'au-delà des frontières. L'incompétence à domicile nous suffit parfaitement ». (INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL, 20^e session, Bruxelles 1929. Compte-rendu, page 74).

(44') On a pu, du reste, formuler des réserves sur le rôle trop effacé des experts et sur l'utilisation de leurs travaux, dans le déroulement de la procédure. M. Le Neveu écrit à ce sujet : « Quand les experts ont examiné dans des réunions où, croyons-nous, le public n'est pas admis, les réponses des gouvernements, des procès-verbaux résumant les discussions ont été établis. Mais ces procès-verbaux n'étaient pas à la disposition des délégués ou, fait plus grave, il semble que certains privilégiés seuls en avaient eu connaissance.. Il est inadmissible qu'un organisme international fasse les frais d'un Comité d'experts, le charge d'un travail de mise au point et néglige de communiquer à tous les membres de cet organisme le résultat de ces travaux ». (C. A. LE NEVEU, op. cit., pp. 33-35).

mas, directeur, et à son éminent collaborateur M. Weaver, qu'ils se sont uniquement préoccupés de traduire en « texte de convention » les réponses des gouvernements coloniaux. Il eut suffi de simples retouches de détail pour que les pays colonisateurs puissent approuver sans réserve et appliquer sans difficulté le projet de convention du Bureau » (45). Or, il est inouï de penser que les résultats de telles études aient pu être compromis en quelques heures par la Conférence ; tout fut remis en question à la suite du rapport de minorité déposé par le groupe ouvrier. On a parlé de l'éloquence redoutable de M. Jouhaux, comme étant à la base du revirement de l'Assemblée constaté en séance plénière ; il est inadmissible que l'issue de Conférences, où se débattent les termes de conventions internationales, soit à la merci de l'intervention inopinée et intempestive de tel ou tel orateur. De semblables méthodes de travail doivent être bannies, sous peine de jeter un discrédit complet sur l'Organisation Internationale du Travail. Une plus grande place doit être laissée aux techniciens ; quant aux autres il faudrait les rendre, tout au moins, inoffensifs.

Quelle serait la nouvelle procédure à adopter pour remédier au triomphe de l'incompétence ? Il est difficile de l'indiquer en détail ; diverses modifications, du reste, ont déjà été suggérées (46). En tout cas, les milieux autorisés réclament à l'unanimité l'avènement d'une autre procédure pour les discussions qui n'intéressent qu'un petit nombre de nations. Le Directeur du Bureau International du Travail, dans son rapport à la quinzième session de la Conférence en 1931, reconnaissait lui-même cette nécessité : «.. Il faudrait imaginer, disait-il, une procédure qui facilitât un accord aussi large que possible entre les parties intéressées, avant que la question ne vînt devant la Conférence elle-même ».

(45) INTERVIEW DU MAJOR A. CAYEN déjà cité.

(46) Voir FAYET, op. cit., pp. 264 et s.

Le but à atteindre est celui-ci : comme, d'une part, les délégués des pays non coloniaux sont incompétents pour se prononcer en matière de travail obligatoire, surtout sur des questions de détail (en dehors des points où les plus ignorants en matière coloniale peuvent se croire en terrain familier), et que, d'autre part, leur vote est nécessaire à l'adoption de la Convention, il faut les mettre en mesure de se faire une opinion sérieuse sur la question, en évitant qu'ils aient pour seuls guides, l'impression du moment ou les arguments défendus par tel délégué éloquent. De plus, il faudrait peut-être retirer à la Conférence, constituée en assemblée plénière, le droit d'amender les projets élaborés dans les Commissions (où une prépondérance suffisante serait assurée aux avis des techniciens), et de lui conserver seulement la faculté d'adopter ou de rejeter en bloc les textes présentés.

**

Mise à part cette question de procédure défectueuse, dont une réglementation appropriée suffirait à donner la solution, nous verrons volontiers l'une des causes d'échec de la Convention dans un certain état d'esprit qui présida à son élaboration

C'est par l'effet d'une telle ambiance que, dès l'origine, la question du travail obligatoire fut mal posée par l'Organisation Internationale du Travail. La source de bien des erreurs se trouve dans l'assimilation originelle du travail obligatoire à l'esclavage ; c'était, dès le début des travaux, une erreur d'aiguillage très grave. Quitte à bâtir sur le sable, on semble avoir perdu de vue la réalité. On semble avoir oublié que la réalité coloniale est très ondoyante, qu'elle se diversifie avec une étonnante mobilité d'un territoire à l'autre et qu'il est difficile de l'enserrer dans le cadre d'une réglementation uniforme. On s'est cantonné dans l'abstrait ; on est parti d'un principe, celui de la liberté du travail et l'on s'est préoccupé de rendre effective son application aux colonies. Après avoir

constaté que, dans certains pays tropicaux, la condition du travailleur manuel, notamment du point de vue du recrutement, n'était pas en harmonie avec nos principes européens du 20^e siècle, on s'est proposé d'y porter remède ; on a décidé d'étendre à l'ensemble du globe la législation du travail en vigueur dans nos pays et de rédiger une sorte de Code du travail forcé. On a vu dans les indigènes des opprimés alors que « le travail forcé, lorsqu'il est humainement réglementé et organisé, ne constitue point une survivance de l'esclavage, mais peut aller jusqu'à offrir des sécurités qui, dans certaines conditions, font défaut au travail libre en Europe » (47).

L'impression qui demeure est que le questionnaire, puis la Convention, ont envisagé surtout « l'homme en soi », comme une entité, et non pas l'indigène tel qu'il est, avec ses hérédités, sa psychologie, ses coutumes, sa vie sociale, son « climat ». Au lieu de partir des faits, on a posé a priori une définition du travail obligatoire ; on ne s'est pas avisé de penser que les modalités du travail pouvaient être différentes suivant les latitudes, qu'un travailleur Noir n'était pas plus assimilable à un travailleur Jaune qu'à un travailleur Blanc, et qu'un Noir du Sénégal et un Noir du Gabon ne pouvaient s'accommoder du même traitement.

Le Bureau International du Travail aurait dû commencer par se demander quelle est la conception héréditaire du travail pour ces indigènes, et dans quelles conditions il leur arrive de s'adonner au travail. A son enquête, il aurait reçu pour l'Afrique Noire cette réponse : « l'indigène ne travaille, même pour lui, que lorsqu'il en reçoit l'ordre du chef ou du prêtre sorcier de son village ou de sa tribu. Il ne pense et n'agit jamais individuellement. Il ne pense et n'agit que collectivement. Livré à lui-même, il se laisserait mourir de faim comme une abeille loin de sa ruche... » (48).

(47) D^r MAZIÈRE, *Chronique Coloniale* du 15-10- 1930, pp. 298.

(48) PIERRE MILLE. *Le travail forcé dans les colonies*. Dépêche Coloniale du 20-11-1929.

Et alors, ainsi présentée, la question du travail obligatoire ne se posait plus de la même façon. Il ne s'agissait plus de condamner un principe de contrainte qui, de prime abord et détaché de ses contingences, choque nos conceptions occidentales. Il s'agissait de se mettre en face de la réalité, c'est-à-dire des buts mêmes de la colonisation et des difficultés, inhérentes au milieu, que rencontre leur poursuite, de reconnaître le bien fondé de certains procédés de contrainte tempérés par toutes les précautions désirables. Il fallait enfin se demander si une action internationale était *actuellement* opportune, possible et souhaitable.

La question une fois située dans son cadre véritable, il serait apparu que le problème social se muait peut-être en un problème économique, celui de la vitesse à laquelle doit être poursuivie la mise en valeur des colonies, eu égard aux besoins mondiaux actuels (49).

Bref, aborder de façon concrète et réaliste la question du travail obligatoire aux colonies, c'était ouvrir la voie à une collaboration féconde ; s'en dispenser, c'était se vouer à faire œuvre inutile et, conséquence plus grave, c'était risquer de compromettre pour l'avenir les chances d'entente internationale dans d'autres domaines et de discréditer dans l'opinion les organismes de Genève.

*
**

Nous tournant maintenant vers les puissances coloniales, nous devons avouer que l'échec de la Convention de 1930 leur est imputable dans une certaine mesure. « Si, en effet, la Convention du travail forcé ou obligatoire n'a pas réussi à obtenir les votes de toutes les puissances coloniales, il est évident que la cause en est dûe avant tout à un manque d'entente entre ces puissances... Si les puissances coloniales s'étaient elles-mêmes mises d'accord, il est hors de doute que la Conférence, dans sa grande ma-

(49) Voir EM. BAILLAUD, op. cit., *les Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille*, 12-19 mai 1930, p. 161.

porité, se serait ralliée à leur point de vue » (49'). Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point avec le Directeur du Bureau International du Travail ; il est certain que la division qui ne cessa de régner entre les diverses puissances coloniales a fourni aux autres délégations l'occasion de s'égarer. Les Etats coloniaux, au lieu de présenter un « front unique », manifestèrent la plus grande désunion. En mai 1930, eut bien lieu au Quai d'Orsay, à la demande du gouvernement français, une Conférence Intercoloniale préparatoire aux débats de Genève. Malheureusement, il y fut démontré l'existence d'antagonismes bien tranchés et qui paraissaient difficilement conciliables ; cette tentative n'avait sans doute pas été suffisamment préparée par des études et des démarches antérieures ; c'est pendant plusieurs années qu'il aurait fallu se pencher sur le problème. Des divergences étaient inévitables, les diverses puissances coloniales étant, notamment au point de vue du développement de leur outillage colonial, dans des situations très différentes, mais, croyons-nous, il n'était pas impossible de les atténuer. Nous aurions aimé qu'on évitât de laisser la Grande-Bretagne s'isoler et qu'on ne fût pas dupe de sa façon *personnelle* d'envisager les choses ; un accord, pour difficile qu'il fût, ne devait pas être irréalisable : il aurait suffi peut-être de s'y prendre à temps et de rechercher des terrains d'entente.

En ce qui concerne la France, nous regrettons que l'unité morale n'ait pas existé au sein de la délégation française, et, en particulier, entre les délégués gouvernementaux et les délégués ouvriers, sur un sujet qui, sans distinction de parti, devrait réunir tous les Français. M. Le Neveu note ceci : « Les positions furent prises individuellement à Genève par chacun des délégués, selon ses affinités propres, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles ne servaient pas à établir une tactique susceptible de défendre convenablement les intérêts français ou

(49') *L'Année Sociale* du B. I. T., 1930, page 456.

de favoriser l'éclosion d'une réglementation saine et raisonnable ». En outre, la liaison entre la délégation française et les délégués étrangers fit également défaut : « A part de rapides entretiens avec les Chancelleries de quelques puissances coloniales, écrit encore M. Le Neveu, le gouvernement français n'a même pas pris la peine de faire connaître son point de vue... Et nous savons que les efforts n'ont pas manqué qui avaient pour but d'entraîner des délégués dans un autre orbite que le nôtre. Et nous avons même entendu regretter, de ceux-là mêmes qui étaient l'objet de sollicitations, de n'avoir pas connu la position adoptée par le gouvernement de Paris » (50).

§ 4. — Le décret français du 21 août 1930

Dans l'impossibilité de se rallier aux conceptions du Bureau International du Travail et ne voulant, d'autre part, ni rester en marge du mouvement général, ni donner à penser qu'il se désintéressait des efforts faits dans le sens de l'amélioration de la condition des travailleurs et de la suppression progressive de la contrainte au travail, le Gouvernement français, au lendemain de la 14^e session de la Conférence, décida de définir officiellement, et pour la première fois dans un texte législatif, sa position au regard du problème du travail obligatoire. Telle est la genèse du décret du 21 août 1930 portant réglementation du « travail public obligatoire » aux colonies et dont on aperçoit dès lors toute l'importance.

D'après les termes mêmes de l'exposé des motifs, l'élaboration et la promulgation du décret se rattachent directement aux travaux de la Conférence internationale du Travail : c'est un résultat éloigné, mais certain, du vote de la Convention, qu'on ne saurait sans injustice passer sous silence. D'ailleurs, on peut remarquer que les dispositions du décret sont conformes en tous points au texte de la réponse française au questionnaire du B. I. T. sur

(50) C. A. LE NEVEU; op. cit., page 36.

le travail forcé et à l'attitude du gouvernement français au cours de la 14^e assemblée de la Conférence (51).

Le décret en lui-même est assez bref et ne renferme que des indications assez générales qui ne suffiraient pas à caractériser la politique française du travail obligatoire, si nous les examinions isolément ; aussi pour en avoir la pleine intelligence et en pénétrer le contenu, faut-il constamment l'éclairer par les termes du rapport au Président de la République qui lui sert d'introduction (52).

Voici les dispositions marquantes du décret telles que nous les révèlent une analyse attentive :

1. — La reconnaissance du caractère provisoire du travail obligatoire et son maintien temporaire, uniquement pour des fins d'intérêt public, sous le nom de « travail public obligatoire ».

2. — « La distinction précise entre le travail obligatoire public et les devoirs militaires incombant, dans certains cas, à différents éléments de la population, ainsi que les obligations fiscales frappant les habitants ». Les prestations d'un côté, l'utilisation du 2^e contingent de l'autre sont placées délibérément en dehors du champ d'application de la réglementation, comme ayant à leur base des obligations fiscales ou militaires.

3. — L'autorisation des cultures obligatoires, non seulement en cas de disette, mais encore pour des fins d'enseignement agricole pratique.

4. — Enfin, l'absence de toute indication positive concernant la protection de la main-d'œuvre réquisitionnée. Le décret, en effet, se contente de définir les autorités qui seront compétentes pour recourir au travail obligatoire et il s'en remet à elles du soin de réglementer, dans leur sphère, les modalités d'application du décret et de prendre, compte tenu des besoins et des contingences locales, les mesures appropriées pour que « ces appels ne constituent

(51) Comparer les dispositions marquantes du décret, énoncées ci-dessus, avec note (19) p. 191.

(52) Voir le texte de ce rapport, ci-dessus, Annexe II, pp. XVII et s.

pas un fardeau trop lourd pour les assujettis », qu'il s'agisse de travaux publics ou de portage. L'article 5 suggère bien avec netteté les divers points sur lesquels ces mesures doivent intervenir : « recrutement... ; durée des appels ; conditions d'adaptation, d'éducation et de maintien moral ; conditions de travail (salaires, heures de travail, surveillance, droit de requête) ; hygiène, alimentation et sécurité ; rapatriement » ; mais, pour apprécier exactement la portée de ces dispositions, il convient d'attendre la promulgation des arrêtés locaux.

Qu'il nous soit permis, cependant, de formuler une réserve à l'égard du décret du 21 août 1930. La seule condition, à laquelle il subordonne explicitement l'emploi du travail obligatoire pour des fins publiques (art. 4), est « l'impossibilité d'un recours suffisant à la main-d'œuvre libre ». Nous aurions aimé qu'il se montrât plus sévère, en exigeant en outre que le travail à exécuter présentât un caractère de nécessité et d'urgence nettement démontré ou, du moins, en insistant expressément sur le devoir pour les administrations de limiter le plus possible les cas de réquisition. Une autre lacune, à notre sens, est de n'avoir pas appuyé sur l'obligation, dans tous les cas, de prendre en considération les forces de la population à réquisitionner. Encore que toutes ces idées soient contenues dans l'exposé des motifs et soient en quelque sorte sous-jacentes au texte, nous estimons qu'il eût été préférable de les exprimer clairement dans le corps du décret, sans pour cela empiéter le moins du monde sur le domaine des autorités locales, seules compétentes pour aménager le travail obligatoire au mieux des contingences spéciales à chaque possession.

Mais, dit-on, (et l'objection a été faite) n'est-il pas dangereux d'accorder aux autorités supérieures des territoires coloniaux une telle liberté d'appréciation dans une matière aussi délicate ? N'est-ce point vouer l'indigène aux pires arbitraires ? Un certain risque existe, nous n'en doutons pas, mais nous croyons que la métropole n'en ferait pas courir un moins grand à nos possessions,

qui s'épanouissent sous toutes les latitudes et dont par conséquent les besoins sont si divers, en les emprisonnant dans le cadre rigide d'une réglementation unique et détaillée. Il en est, nous semble-t-il, des règlements à intervenir de la part de la métropole comme de vêtements destinés à recouvrir des conformations très différentes : il ne faut demander à la métropole que d'en fournir le tissu et d'en indiquer la ligne générale ; seuls les gouverneurs sont à même de faire du « sur mesure ». Mais hâtons-nous d'ajouter que cela exige aux divers postes de l'administration des hommes capables, des caractères, de fortes individualités (53). Une fois l'impulsion donnée, les principes généraux posés, la métropole doit faire confiance à ses agents, son rôle essentiel consistant à les bien choisir et à veiller sur la formation morale, sociale et professionnelle de ces hommes à qui elle confie les destinées des populations indigènes.

En résumé, maintien temporaire des réquisitions de travailleurs pour les seuls travaux publics et prévision d'une réglementation à intervenir par les soins des gouverneurs : ainsi se présente le décret du 21 août 1930 et, sauf la remarque faite plus haut, il s'harmonise assez bien avec les principes directeurs de la politique que nous avons tenté d'élaborer.

(53) « C'est dire que la colonisation a, plus que jamais, besoin d'une élite et seulement d'une élite. Sous prétexte que les colonies ne seront jamais trop peuplées et que, dans ces pays neufs, la qualité du peuplement importe peu, on y expédie trop volontiers des Européens de petite extraction pour occuper de menus emplois : ils constituent, en général, des ferments de mécontentement et diminuent la seule force sur laquelle nous puissions vraiment compter, à savoir notre prestige moral. Il importe au plus haut point que le nombre de ces recrues d'occasion diminue progressivement, que nos parlementaires trouvent un autre moyen de caser leurs protégés, que la métropole soit représentée dans les colonies par des individus triés sur le volet et employés à de larges besognes ». (G. HARDY. *La préparation sociale des jeunes gens qui se destinent à la colonisation* : cours à la Semaine Sociale de Marseille, compte-rendu Semaine Sociale de Marseille, 1930, p. 469).

Quoi qu'il en soit, on aperçoit difficilement dans le décret de 1930 ce qui serait capable d'apporter un changement important à la pratique courante en vigueur dans nos possessions, depuis un certain nombre d'années déjà. Ce que traduisent, du reste, ces paroles du ministre des colonies dans son rapport au Président de la République : « Ce texte cadre avec le plan de toute notre politique indigène, en même temps qu'il dégage, avec netteté, les principes généraux contenus dans les réglementations et les instructions en application dans nos grandes colonies » (53').

(53') En se reportant, par exemple, pour ce qui est de l'A. E. F., aux Instructions du Gouverneur Général sur la protection sanitaire des travailleurs du chemin de fer en date du 31-3-1928, on verra comment l'administration locale a compris aujourd'hui son rôle de protection à l'égard des indigènes réquisitionnés.

CHAPITRE II

Les enseignements de Genève et l'orientation de la politique coloniale internationale

Nous sommes mieux à même maintenant, forts de l'expérience de Genève, de situer exactement le problème du travail obligatoire sur le plan international et d'appliquer à son endroit les principes généraux qui commandent toute politique de collaboration internationale. Nous plaçant sur le terrain de la réalité et délaissant ce rapprochement inexact du travail obligatoire et de l'esclavage qui fut à la base des travaux du Bureau International du Travail, voici comment, à notre avis, se pose le problème de l'internationalisation de la politique du travail obligatoire. Il s'agit de savoir, s'il est opportun actuellement d'envisager des ententes internationales dans ce domaine, si de telles ententes permettront aux puissances coloniales de réaliser plus pleinement leur mission colonisatrice et, plus précisément, de quelle utilité peut être une politique internationale, pour aider efficacement à la solution du problème du travail obligatoire, dans le sens que nous avons indiqué précédemment (54) ; peut-elle contribuer au développement d'une saine politique du travail obligatoire ? Et, si oui, dans quelle mesure ?

Soulignons d'abord les difficultés que comporte actuellement une action internationale sur le terrain colonial

(54) Voir ci-dessus, pp. 93 et s.

et qui, plus est, sur un chapitre aussi brûlant que celui du travail indigène ; nous indiquerons ensuite les principes qui nous semblent devoir commander l'orientation actuelle de la politique coloniale internationale.



Sans doute, s'il s'agit de lutter contre une exploitation inhumaine des indigènes, contre des abus permanents, manifestes et criants auxquels se livreraient des « négriers », s'il s'agit, en somme, d'aider les gouvernements coloniaux à résister à leurs appétits, devant des faits aussi caractérisés et universellement réprouvés, il est clair qu'une lutte engagée avec l'appui de toutes les puissances, coloniales ou non, est souhaitable et pourra efficacement contribuer, par la coordination des efforts, à la disparition de pratiques indignes. Sans aucune distinction, les diverses puissances s'accorderont facilement, de la même façon qu'elles ont accepté les principes des conventions sur l'esclavage et qu'elles ont entrepris à Genève une lutte contre des plaies sociales telles que l'opium.

Mais, s'il s'agit d'aller plus avant et de faire passer sur le plan international les principes généraux d'une politique du travail obligatoire destinée à améliorer les conditions, à hâter la disparition de ce mode de travail, alors le problème est tout autre. Il n'y a plus à lutter contre une forme plus ou moins dissimulée de l'esclavage, nous sommes en face, ni plus ni moins, d'un chapitre de la *législation du travail* touchant les colonies et, de ce fait, nous entrons dans un domaine où se posent des questions doublement délicates et complexes (55).

— D'abord, en effet, surgissent toutes les difficultés inhérentes aux questions de politique sociale transposées

(55) Sur les difficultés posées par les questions de politique internationale et sur le doigté et la souplesse avec laquelle doit les aborder l'Organisation Internationale du Travail, voir BROCARD, *op. cit.*, III pp. 279-281.

sur le plan international. Ici plus qu'ailleurs, des décisions prématurées ou imprudentes peuvent compromettre gravement l'équilibre économique de tel ou tel pays, en imposant à son économie des charges qui grèveront lourdement ses prix de revient et le mettront en état d'infériorité vis-à-vis de ses voisins sur le marché international. Le désintéressement et la loyauté qui sont de mise, dans une action internationale concertée, peuvent céder la place à des prétentions moins avouables et le souci du bien-être du travailleur et de l'amélioration des conditions de travail servir de masque à des ambitions politiques ou commerciales.

— D'autre part, du fait que le sujet abordé touche la colonisation, un lot de problèmes extrêmement délicats et complexes, surgit aussitôt. Les divers territoires coloniaux, même voisins, présentent des situations très diverses, eu égard à leur configuration physique, à leur climat, aux aptitudes inégales de leur population ; ils se situent à des niveaux très variables dans l'échelle du développement économique et social : tel territoire est déjà pourvu de l'outillage indispensable à sa mise en valeur, tel autre est seulement à la veille d'entreprendre les grands travaux publics nécessaires. Il s'en suit qu'il est très difficile, sinon impossible, de trouver des formules d'application générale satisfaisant chacun sans léser personne.

En outre, le problème social en question est dominé par la notion même de colonisation, le but qu'on lui assigne, l'idée qu'on s'en fait, les méthodes et la psychologie du peuple colonisateur et, de plus, il ne peut être séparé de considérations économiques. Nous avons montré, en effet, qu'à propos du travail obligatoire, c'est toute la politique coloniale qui est en cause et que cette formule de travail, seul remède à une situation démographique donnée, commande l'avenir économique des territoires où elle est reconnue nécessaire ; à cet égard, elle contraint les négociateurs internationaux à prendre position sur le point de savoir, à quelle vitesse doit être conduite la

mise en valeur des pays neufs dans le monde : convient-il ou non de la « freiner » dans les circonstances actuelles ? Le point de vue économique et le point de vue social se compénètrent étroitement et ne peuvent être isolés de la situation économique mondiale ; ce qui complique d'autant l'action internationale.

**

Devant l'énormité des intérêts engagés, l'enchevêtrement des problèmes économiques et sociaux, la diversité des situations à résoudre, la complexité des problèmes coloniaux et de la politique indigène générale, la compétence et le doigté dont il faut faire preuve pour les porter sur le plan international, les dangers de l'entreprise devant les appétits et les passions qui ne peuvent manquer de s'affronter, devant toutes ces réalités qu'il faut regarder en face, on ne peut se défendre d'un certain scepticisme, lorsqu'on entend parler de déclancher une action internationale en matière de travail obligatoire et l'on se prend à émettre des doutes sur l'efficacité et l'opportunité *actuelles* d'une politique internationale du travail obligatoire

Voici les quelques directives que nous suggère un examen aussi objectif que possible des difficultés et des perspectives d'une collaboration internationale sur le terrain du travail obligatoire, aux colonies.

— D'abord, toute action internationale, croyons-nous, n'est possible pour l'instant qu'entre puissances coloniales. La politique internationale doit, selon nous, commencer par se développer dans le sens d'une coopération intercoloniale, de façon à renforcer cette solidarité coloniale latente, dont il importerait que chacun prît conscience, en face surtout des difficultés et des périls auxquels seuls un front unique et des manœuvres concertées permettront de faire face victorieusement. Les terrains ne manquent pas où cette solidarité éclate aux yeux : il suffit de songer à l'action communiste qui sape sournoi-

sement les empires coloniaux, risque de ruiner la diffusion de la civilisation et menace la paix du monde (56).

La collaboration internationale doit aller de proche en proche ; il est bon de sérier les étapes. On a peu de chance de faire œuvre utile en posant d'emblée devant toutes les nations réunies le problème du travail obligatoire, si les nations coloniales ne se sont pas mises d'accord par avance. Les débats récents de Genève, ont montré que l'esprit de corps est encore bien timide entre les nations coloniales et que ces dernières ont manifesté des oppositions irréductibles sur l'orientation à donner à la politique coloniale internationale du travail obligatoire.

De plus, les Etats non coloniaux ne sont pas préparés à entamer l'étude de sujets aussi complexes que celui du travail obligatoire aux colonies ; ils y apporteront la mentalité avec laquelle ils aborderaient la discussion d'un point quelconque de la législation du travail métropolitaine ; ils auront tendance à transposer aux colonies les conceptions européennes, dont l'application brutale et indésirable peut être dangereuse, à s'inspirer par trop des solutions admises dans la métropole et à ranger tous les territoires coloniaux sous une même étiquette, par une généralisation hâtive, sans tenir compte des inégalités et des différences qui les séparent, oubliant que « le clavier social colonial comporte une gamme si étendue que le mouvement, tendant à conformer à la législation ouvrière européenne les diverses réglementations du travail indigène, apparaît pour l'heure prématuré » (57).

La première chose à faire est donc de développer la bonne entente et l'esprit de collaboration entre les puissances coloniales, en cherchant à multiplier les terrains où elles peuvent se rencontrer avec profit et en évitant

(56) A. THOMAS : « *Vers une politique coloniale de sauvegarde et de coopération internationale*. Chronique coloniale du 15-7-1929, page 207.

(57) Préambule de la réponse du gouvernement français au questionnaire du B. I. T. : voir les Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille, 12-19 mai 1930, pp. 162 et s.

de soulever prématurément les questions susceptibles de les opposer encore violemment, de réveiller les antagonismes qui ne font que sommeiller, de déchaîner les passions et de donner l'occasion de se manifester aux inevitables et éternelles rivalités humaines (58).

C'est dans cet état d'esprit que les puissances coloniales, et elles seules pour l'instant, pourront aborder de concert le problème du travail obligatoire qui se rattache à la crise de la main-d'œuvre dont toutes souffrent, plus ou moins, dans leurs territoires d'outre-mer, et jeter avec profit les bases d'une politique de coopération dont tous les intéressés puissent utilement s'accommoder.

— En second lieu, les puissances coloniales devront se garder de vouloir trop embrasser à la fois. Il n'y a place à leur action concertée que sur des points encore limités parce que leurs possessions en sont à des stades de développement économique très divers. Dans la plupart des colonies, la législation intérieure du travail est en pleine évolution, elle doit s'adapter partout au degré de développement des populations indigènes et, par conséquent, elle ne saurait actuellement se couler toute entière dans le moule rigide d'une convention internationale.

Des conférences intercoloniales, soigneusement préparées et poursuivant des objectifs limités et concrets (assistance médicale, recrutement (privé, portage, cultures obligatoires, amélioration du sort des travailleurs sur les chantiers de travaux publics), une coopération se réalisant, moins par l'adoption de conventions que par des échanges de vues, une comparaison des méthodes, une mise en commun des expériences et permettant à chacun de réaliser pleinement le développement de sa politique coloniale nationale, voilà ce qu'il faut souhaiter. En tout cas, si des accords internationaux sont envisagés, qu'on se garde d'y introduire des dispositions de

(58) L'Exposition Coloniale Internationale de Paris de 1931 a été un exemple magnifique des résultats possibles d'une loyale coopération intercoloniale.

détail qui ne sont pas à leur place dans un texte destiné à recouvrir, par définition, une grande diversité de situations. Il faut se contenter d'y poser des principes, en laissant aux autorités compétentes de chaque territoire le soin de les adapter aux contingences locales.

— Enfin, les résultats ne seront durables qu'à la condition de ne pas précipiter les étapes, de progresser patiemment, de ne pas anticiper sur les possibilités du présent et de consolider peu à peu les gains enregistrés, avant de songer à s'aventurer plus loin. Plus tard, une fois acquise et consolidée la collaboration intercoloniale, on pourra songer à y faire entrer les autres puissances en élargissant progressivement le cercle.

Tels sont les principes à base de prudence et de bon sens qui devraient actuellement orienter la politique coloniale internationale. Et il faut conclure avec l'Institut Colonial International qu'en matière de travail indigène, « *dans l'état actuel des choses, il n'y a place pour des accords internationaux que dans une mesure limitée et entre puissances coloniales* » (59).

(59) INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL, *Compte-rendu de la 20^e session*, Bruxelles 1929, page 142.

L'Institut Colonial International est une association privée, sans caractère officiel, mais dont les avis sont toujours très autorisés. Il se compose de personnalités particulièrement qualifiées, appartenant aux milieux coloniaux des diverses nations et qui se sont distinguées, en matière coloniale, soit par des études très poussées, soit par des services éminents rendus au cours de longues carrières.

CONCLUSION

Le travail obligatoire existe encore dans nombre de colonies africaines : législation et pratiques administratives en font foi.

Or, l'on se plaît parfois à faire coïncider l'origine du travail obligatoire avec l'avènement de la colonisation et à présenter l'obligation au travail, comme l'expression même de la domination occidentale et l'instrument commode de ses appétits égoïstes. Mais, si l'on y regarde bien, les colonisateurs se sont contentés d'utiliser une formule déjà inscrite dans la coutume et répondant à la conception locale du travail. L'indigène, en effet, connaissait depuis toujours la corvée effectuée, tantôt dans l'intérêt de la communauté, tantôt au profit personnel des chefs qui l'ordonnaient. Indolent, enserré dans les liens d'une vie collective, où une place infime est laissée à l'initiative individuelle, l'indigène ne travaillait, le plus souvent, que sur les injonctions précises du chef ou du marabout. Sous le régime du travail obligatoire, il continue de travailler dans les conditions où il avait l'habitude de travailler. De soi-même, il fournit à peine l'effort nécessaire pour s'alimenter et, couramment, il se décharge des tâches les plus rudes sur les femmes ou les esclaves que l'on voit peiner durement, tandis que leurs seigneurs et maîtres, accroupis à l'ombre et dédaigneux des besognes serviles, occupent leur temps à d'interminables palabres.

Résultante logique de l'atmosphère morale et sociale en même temps que de l'ambiance géographique, ainsi nous apparaît le travail obligatoire. Il existait donc avant la lettre et n'était pas une nouveauté pour les sociétés indigènes. Comment, dès lors, s'étonner que la métropole, se substituant aux souverains locaux, ait donné les ordres que l'indigène attendait pour se mettre au travail

et en l'absence desquels il est bien décidé à ne rien faire. « Les âmes ont leur climat comme les terres » : la contrainte au travail qui choque nos conceptions occidentales tout imprégnées d'individualisme et de libéralisme, se trouve cadrer actuellement avec la psychologie de l'indigène. Il ne faut pas en faire un épouvantail pour les âmes trop sensibles : obligation n'est pas toujours synonyme d'esclavage ou de servitude.

* *

Mais, si nous n'avons pas inventé le travail obligatoire, nous lui avons donné, par contre, un développement qu'il ne connaissait pas.

Et d'abord, sous l'empire des nécessités de la colonisation, nous l'avons multiplié. Dès ses débuts, la colonisation a besoin de bras, cela est presque un truisme : elle ne peut durer et progresser que grâce à l'effort et au travail des populations indigènes. Elle exige sur le champ et chaque jour davantage, (car les colonies n'échappent pas à la loi du développement complexe), l'accomplissement de tâches nouvelles dans tous les domaines de la production. La métropole apporte bien des capitaux, des techniques, des intelligences, et aussi des cœurs, elle ne peut apporter aussi des bras. Tour à tour, se succèdent sur la scène coloniale l'explorateur, le soldat, le commerçant, le colon, puis, l'ingénieur ; pas un qui ne commence par demander à l'indigène un concours effectif. Le travail est la condition « sine qua non » de tout progrès et de toute civilisation. L'œuvre gigantesque qui consiste à secouer la torpeur d'un pays neuf, où tout dort, ne peut aller sans une demande considérable de main-d'œuvre et, dans le cas présent, cela signifie une recrudescence du travail obligatoire, car la mentalité de l'indigène ne s'est pas modifiée pour autant et, dans la majorité des cas, il demeure aussi sourd à la persuasion et insensible à la promesse d'un salaire même élevé qu'avant l'occupation :

obtention de main-d'œuvre et contrainte sont souvent inséparables.

Mais, en même temps que nous aggravions le travail obligatoire « *quantitativement* », nous l'aggravions aussi « *qualitativement* ». Nous sommes loin des simples travaux de village, des courtes corvées effectuées aux abords immédiats des cases ou, tout au moins, sur le territoire de la tribu. Les chantiers de travaux publics entraînent désormais les travailleurs à des centaines, à des milliers de kilomètres de chez eux ; la réquisition arrache l'indigène à sa famille, à son milieu et le retient au loin, pendant de longs mois, sous un ciel inhospitalier ou différent du sien. La transplantation ébranle sa santé, jette la démoralisation dans les rangs des travailleurs et trouble la vie sociale des collectivités indigènes. Le climat, les maladies, le surmenage, la nostalgie ont facilement raison de la fragilité de l'indigène. Les effectifs fondent désespérément et, pour combler les vides, les appels se succèdent, de nouveaux contingents font route vers les chantiers.

Une autre aggravation du travail obligatoire réside aussi dans le fait que les hommes qui s'affrontent, ceux qui commandent et ceux qui obéissent, appartiennent à deux races différentes. L'Européen est facilement porté à manifester maladroitement sa supériorité à l'égard du Noir et sinon à le maltraiter du moins à le traiter sans ménagement : c'est la crise des rapports quotidiens.



Au total, il ne faut pas craindre de répéter que le travail obligatoire a donné lieu à des abus, que la réquisition de main-d'œuvre ne fut pas toujours maniée avec la prudence désirable et le souci de sauvegarder l'indigène. Trop souvent, mise en valeur fut confondue avec mise au pillage. Trop souvent, induit en erreur par des recensements fantaisistes, ne prenant pas garde à la réparti-

tion défectueuse de cette partie de la population qu'avaient épargnée la traite et les guerres intestines, ni aux vides creusés périodiquement par les famines et les épidémies, ni aux conséquences meurtrières des transplantations et des appels répétés de main-d'œuvre, on a recruté sans méthode, on a déraciné sans merci. La mortalité s'est accrue dans des proportions énormes.

De ces abus, les indigènes sont naturellement les victimes ; et nos sentiments se révoltent à la pensée de ces milliers d'existences humaines sacrifiées avec pareille désinvolture. Les nations colonisatrices ne tardent pas à ressentir les conséquences de leur négligence : elles courent à l'épuisement des ressources humaines, la première et la plus précieuse de leurs richesses coloniales ; elles compromettent irrémédiablement leur œuvre. La crise de main-d'œuvre est proche, qui paralyse tout effort, qui ruine toute perspective d'avenir. C'est alors qu'on pourrait parler de faillite de la colonisation.

Et voilà pourquoi, à l'heure où s'amorce l'industrialisation de ces territoires restés longtemps en sommeil et auxquels certains prétendent communiquer du jour au lendemain, comme par un coup de baguette magique, notre fièvre de production et de rendement, après que le Parlement vient d'autoriser les emprunts coloniaux, alors que, sous l'empire des nécessités économiques, on désire mettre à profit le réservoir de matières premières et les débouchés immenses que représentent les colonies et que, par conséquent, l'on se prépare à demander un nouvel effort aux populations intéressées, il est utile de rappeler l'importance et la primordialité du *facteur humain*. « Il n'est de richesse que d'hommes ». Sans hommes, à quoi serviraient, en effet, la merveilleuse ordonnance des programmes de mise en valeur et des plans d'outillage, l'abondance des capitaux ! Que deviendraient sans consommateurs ces débouchés que nous espérons ! Sans hommes, pas de colonisation.

Aussi, une idée dominante, qu'à défaut de simple humanité le seul sens pratique suffit à suggérer, doit animer toute la politique coloniale : la volonté de ne pas régler la vitesse de la mise en valeur uniquement sur les exigences matérielles du moment, mais sur les possibilités humaines de chaque territoire, de compter avec l'indice démographique, de proportionner l'exécution des plans d'outillage et, à plus forte raison, l'octroi des concessions aux forces de travail disponibles, et par là-même de maintenir le travail obligatoire dans les limites les plus étroites.

Ceci étant, pourra-t-on utiliser le travail obligatoire à n'importe quelles fins ? La réponse s'inspire de l'intérêt même de l'indigène : le travail obligatoire ne doit pas devenir un système d'exploitation méthodique ; son emploi ne se justifie que pour des besognes d'intérêt public nécessaires et urgentes, vitales pour l'avenir de la colonisation, en un mot, « lorsqu'il s'agit de tolérer un mal temporaire pour obtenir un bien permanent ».

Ainsi, en est-il, pour les cultures, si elles sont destinées à rompre ce cercle vicieux dans lequel se débattent depuis toujours les races de l'Afrique Noire, « peu capables d'effort parce que mal alimentées et mal alimentées parce que peu capables d'effort », ou si elles sont un moyen d'enrichir le pays, d'augmenter le bien-être des habitants et de faire l'apprentissage du paysan indigène.

Ainsi, en est-il, lorsqu'il s'agit de doter le pays d'un outillage collectif. La route, la voie ferrée, c'est non seulement l'organe nécessaire au développement des échanges, à l'écoulement des produits, à une plus judicieuse répartition des récoltes, mais c'est encore l'indispensable instrument de gouvernement et de civilisation, grâce auquel médecins, missionnaires, maîtres d'école, administrateurs feront pénétrer leur influence jusqu'au plus profond des terres. Sans un minimum d'équipe-

ment, impossible de mettre un terme à l'odieux portage, de faire régner l'ordre et la justice, d'exporter les ressources de la colonie, de l'enrichir, de lutter efficacement contre les maladies meurtrières et anémiantes, contre la sous-alimentation débilitante.

Limitier les cas d'emploi de la cointainte ne suffit pas. Une organisation minutieuse du travail obligatoire est nécessaire pour éviter les abus et remédier aux conséquences redoutables de la réquisition. La tâche de l'administrateur se résume : connaître l'indigène, vouloir son bien et, par conséquent, n'entreprendre aucun travail, n'ouvrir aucun chantier avant une évaluation sérieuse des effectifs sur lesquels on peut raisonnablement compter, sans contrarier le fonctionnement de la vie locale, et avant que toutes les dispositions préalables aient été prises, du point de vue sanitaire comme du point de vue technique, tant pour ménager les forces des travailleurs que pour augmenter leur rendement.

..

Comment réaliser cette politique du travail obligatoire ? Les récentes discussions de Genève nous ont montré combien il était prématuré de porter ces questions sur le plan international ; de fait, dans le cadre actuel de la procédure suivie pour l'élaboration des conventions internationales du travail, il semble impossible de faire œuvre directement utile et profitable en matière de travail indigène. Par contre, il serait souhaitable de voir se développer un plus large esprit de collaboration entre les puissances coloniales que le sentiment des dangers communs, la menace des mêmes ennemis, le souci des mêmes responsabilités devrait rapprocher dans une étroite solidarité ; de cette collaboration, sur des points limités convenablement choisis, pourraient sortir des réalisations fécondes, en particulier dans l'ordre sanitaire. Bref, « il est temps que cessant d'être des rivaux, les colonisateurs deviennent des collaborateurs ».

Dans la situation actuelle, la politique du travail obligatoire ne peut être efficacement poursuivie que *nationalement*. Encore faut-il se garder d'insérer dans une réglementation du travail obligatoire des prescriptions de détail concernant l'organisation et le fonctionnement de la réquisition de main-d'œuvre. Ces détails, il appartient, selon nous, aux autorités locales supérieures de les préciser, eu égard aux contingences de l'endroit, mais dans le cadre, cela va sans dire, des principes généraux posés par la métropole. « Toute politique sociale, aux colonies, écrit quelque part M. René Pinon, est une œuvre d'adaptation de principes permanents, mais très généraux, à l'infinie variété des conditions locales ».

Le gouvernement français l'a compris ainsi et le décret du 21 août 1930 nous est un exemple de cette politique du travail obligatoire telle que nous la concevons. D'après ce texte, la ligne de la politique française peut s'exprimer ainsi : volonté formelle d'une suppression progressive de ce mode de travail ; maintien temporaire des réquisitions pour les seuls travaux publics ; respect des traditions locales et observation des conditions démographiques et sociales. Pour le surplus, les gouverneurs sont considérés comme mieux à même de déterminer les incidences locales du travail obligatoire et d'arrêter, en connaissance de cause, les modalités d'application pratique du décret. Leur devoir est de veiller à ce que les appels de main-d'œuvre ne constituent pas un fardeau trop lourd pour les assujettis.

Cette liberté d'action laissée aux fonctionnaires coloniaux souligne avec évidence la nécessité pour la métropole d'être représentée auprès des indigènes par une élite. Et, en effet, quels que soient le bien fondé et l'harmonie des remèdes proposés au problème du travail obligatoire, rien ne saurait suppléer à l'insuffisance technique, intellectuelle et surtout morale des fonctionnaires chargés de les appliquer. Notre politique du travail obligatoire vaudra surtout par les hommes qui la mettront en pratique et qui en auront pénétré l'esprit.

Etes-vous partisan du travail obligatoire ? En êtes-vous adversaire ? Telles sont les questions qu'on est peut-être tenté de nous poser au terme de cette étude. Ni partisan, ni adversaire, répondrons-nous, la question est mal posée. Le véritable problème n'est pas tant de résoudre une question de principe et de savoir si, oui ou non, il est loisible au colonisateur de contraindre l'indigène au travail, mais bien de se demander comment manier, au mieux des intérêts de l'indigène, la formule redoutable de la réquisition. C'est, avant tout, une *question de mesure* : le bien commun de l'indigène et de la colonie nous en dessine les limites à chaque pas.

Combien de temps encore sera-t-il nécessaire de recourir à la contrainte ? Pour l'heure, il n'est pas possible de songer à une suppression désirable, encore moins de prévoir à quel moment le travail obligatoire disparaîtra de l'horizon colonial. Il faut compter sur le temps et sur les progrès de la colonisation et redire avec M. M. Olivier, que « la liberté du travail n'entre dans les lois d'un pays qu'après que l'obligation du travail est entrée dans les mœurs ».

ANNEXE I

Texte du projet de convention concernant le travail forcé ou obligatoire

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 10 juin 1930 en sa quatorzième session.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au Travail forcé ou obligatoire, question comprise dans le premier point inscrit à l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale.

adopte, ce vingt-neuvième jour de juin mil neuf cent trente, le projet de convention ci-après, à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Partie XII du Traité de Versailles et des parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ART. 1^{er}. — Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes dans le plus bref délai possible.

En vue de cette suppression totale, le travail forcé ou obligatoire pourra être employé, pendant la période tran-

sitoire, uniquement pour des fins publiques et à titre exceptionnel, dans les conditions et avec les garanties stipulées par les articles qui suivent.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention et à l'occasion du rapport prévu à l'article 31 ci-dessous, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail examinera la possibilité de supprimer sans nouveau délai le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes, et décidera s'il y a lieu d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence.

ART. 2. — Aux fins de la présente convention, le terme « travail forcé ou obligatoire » désignera tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.

Toutefois, le terme « travail forcé ou obligatoire » ne comprendra pas, aux fins de la présente convention :

a) tout travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire et affecté à des travaux d'un caractère purement militaire ;

b) tout travail ou service faisant partie des obligations civiques normales des citoyens d'un pays se gouvernant pleinement lui-même ;

c) tout travail ou service exigé d'un individu comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire, à la condition que ce travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques et que ledit individu ne soit pas concédé ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées ;

d) tout travail ou service exigé dans les cas de force majeure, c'est-à-dire dans les cas de guerre, de sinistres ou menaces de sinistres tels qu'incendies, inondations, famines, tremblements de terre, épidémies et épizooties violentes, invasions d'animaux, d'insectes ou de parasites végétaux nuisibles, et en général toutes circonstances

mettant en danger ou risquant de mettre en danger la vie ou les conditions normales d'existence de l'ensemble ou d'une partie de la population ;

e) les menus travaux de village, c'est-à-dire les travaux exécutés dans l'intérêt direct de cette collectivité par les membres de celle-ci, travaux qui, de ce chef, peuvent être considérés comme des obligations civiques normales incombant aux membres de la collectivité, à condition que la population elle-même ou ses représentants directs aient le droit de se prononcer sur le bien-fondé de ces travaux.

ART. 3. — Aux fins de la présente convention, le terme « autorités compétentes » désignera soit les autorités métropolitaines, soit les autorités centrales supérieures du territoire intéressé.

ART. 4. — Les autorités compétentes ne devront pas imposer ou laisser imposer le travail forcé ou obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées.

Si une telle forme de travail forcé ou obligatoire, au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées, existe à la date à laquelle la ratification de la présente convention par un Membre est enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations, ce Membre devra supprimer complètement ledit travail forcé ou obligatoire dès la date de l'entrée en vigueur de la présente convention à son égard.

ART. 5. — Aucune concession accordée à des particuliers, à des compagnies ou à des personnes morales privées ne devra avoir pour conséquence l'imposition d'une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire en vue de produire ou de recueillir les produits que ces particuliers, compagnies ou personnes morales privées utilisent ou dont ils font le commerce.

Si des concessions existantes comportent des dispositions ayant pour conséquence l'imposition d'un travail forcé ou obligatoire, ces dispositions devront être res-

cindées aussitôt que possible afin de satisfaire aux prescriptions de l'article premier de la présente convention.

ART. 6. — Les fonctionnaires de l'administration, même lorsqu'ils devront encourager les populations dont ils ont la charge à s'adonner à une forme quelconque de travail, ne devront pas exercer sur ces populations une contrainte collective ou individuelle en vue de les faire travailler pour des particuliers, compagnies ou personnes morales privées.

ART. 7. — Les chefs qui n'exercent pas de fonctions administratives ne devront pas avoir recours au travail forcé ou obligatoire.

Les chefs exerçant des fonctions administratives pourront, avec l'autorisation expresse des autorités compétentes, avoir recours au travail forcé ou obligatoire dans les conditions visées à l'article 10 de la présente convention.

Les chefs légalement reconnus et ne recevant pas une rémunération adéquate sous d'autres formes pourront bénéficier de la jouissance de services personnels dûment réglementés, toutes mesures utiles devant être prises pour prévenir les abus.

ART. 8. — La responsabilité de toute décision de recourir au travail forcé ou obligatoire incombera aux autorités civiles supérieures du territoire intéressé.

Toutefois, ces autorités pourront déléguer aux autorités locales supérieures le pouvoir d'imposer du travail forcé ou obligatoire dans les cas où ce travail n'aura pas pour effet d'éloigner les travailleurs de leur résidence habituelle. Ces autorités pourront également déléguer aux autorités locales supérieures, pour les périodes et dans les conditions qui seront stipulées par la réglementation prévue à l'article 23, le pouvoir d'imposer un travail forcé ou obligatoire pour l'exécution duquel les travailleurs devront s'éloigner de leur résidence habituelle, lorsqu'il s'agira de faciliter le déplacement de fonctionnaires de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions et le transport du matériel de l'administration.

ART. 9. — Sauf dispositions contraires stipulées à l'article 10 de la présente convention, toute autorité ayant le droit d'imposer du travail forcé ou obligatoire ne devra permettre le recours à cette forme de travail que si elle s'est d'abord assuré :

a) que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct et important pour la collectivité appelée à l'exécuter ;

b) que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente ;

c) qu'il a été impossible de se procurer la main-d'œuvre volontaire pour l'exécution de ce service ou travail malgré l'offre de salaire et de conditions de travail au moins égales à ceux qui sont pratiqués dans le territoire intéressé pour des travaux ou services analogues ;

d) qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle, eu égard à la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question.

ART. 10. — Le travail forcé ou obligatoire demandé à titre d'impôt et le travail forcé ou obligatoire imposé, pour des travaux d'intérêt public, par des chefs qui exercent des fonctions administratives, devront être progressivement supprimés.

En attendant cette abolition, lorsque le travail forcé ou obligatoire sera demandé à titre d'impôt et lorsque le travail forcé ou obligatoire sera imposé, par des chefs qui exercent des fonctions administratives, en vue de l'exécution de travaux d'intérêt public, les autorités intéressées devront s'assurer préalablement :

a) que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct et important pour la collectivité appelée à l'exécuter ;

b) que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente ;

c) qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle, eu égard à

la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question ;

d) que l'exécution de ce travail ou service n'obligera pas les travailleurs à s'éloigner de leur lieu de résidence habituelle ;

e) que l'exécution de ce travail ou service sera dirigée conformément aux exigences de la religion, de la vie sociale et de l'agriculture.

ART. 11. — Seuls les adultes valides du sexe masculin dont l'âge ne sera pas présumé inférieur à 18 ans ni supérieur à 45, pourront être assujettis au travail forcé ou obligatoire ; sauf pour les catégories de travail visées à l'article 10 de la présente convention, les limitations et conditions suivantes devront être observées :

a) reconnaissance préalable, dans tous les cas où cela est possible, par un médecin désigné par l'administration, de toute maladie contagieuse et de l'aptitude physique des intéressés à supporter le travail imposé et les conditions où il sera exécuté ;

b) exemption du personnel des écoles, élèves et professeurs, ainsi que du personnel administratif en général ;

c) maintien dans chaque collectivité du nombre d'hommes adultes et valides indispensables à la vie familiale et sociale ;

d) respect des liens conjugaux et familiaux.

Aux fins indiquées par l'alinéa c) ci-dessus, la réglementation prévue à l'article 23 de la présente convention fixera la proportion d'individus de la population permanente mâle et valide qui pourra faire l'objet d'un prélèvement déterminé, sans toutefois que cette proposition puisse, en aucun cas, dépasser 25 % de cette population. En fixant cette proportion, les autorités compétentes devront tenir compte de la densité de la population, du développement social et physique de cette population, de l'époque de l'année et de l'état des travaux à effectuer par les intéressés sur place et à leur propre compte ; d'une manière générale, elles devront respecter les né-

cessités économiques et sociales de la vie normale de la collectivité envisagée.

ART. 12. — La période maximum pendant laquelle un individu quelconque pourra être astreint au travail forcé ou obligatoire sous ses diverses formes ne devra pas dépasser 60 jours par période de 12 mois, les jours de voyage nécessaires pour aller au lieu de travail et pour en revenir devant être compris dans ces 60 jours.

Chaque travailleur astreint au travail forcé ou obligatoire devra être muni d'un certificat indiquant les périodes de travail forcé ou obligatoire qu'il aura effectuées.

ART. 13. — Les heures normales de travail de toute personne astreinte au travail forcé ou obligatoire devront être les mêmes que celles en usage pour le travail libre et les heures de travail effectuées en sus de la durée normale devront être rémunérées aux mêmes taux que les taux en usage pour les heures supplémentaires des travailleurs libres.

Un jour de repos hebdomadaire devra être accordé à toutes les personnes soumises à une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire et ce jour devra coïncider autant que possible avec le jour consacré par la tradition ou les usages du pays ou de la région.

ART. 14. — A l'exception du travail prévu à l'article 10 de la présente convention, le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes devra être rémunéré en espèces et à des taux qui, pour le même travail, ne devront être inférieurs, ni à ceux en vigueur dans la région où les travailleurs sont employés, ni à ceux en vigueur dans la région où les travailleurs ont été recrutés.

Dans le cas de travail imposé par des chefs dans l'exercice de leurs fonctions administratives, le paiement de salaire, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, devra être introduit aussitôt que possible.

Les salaires devront être versés à chaque travailleur individuellement et non à leur chef de tribu ou à toute autre autorité.

Les jours de voyage pour aller au lieu de travail et pour en revenir devront être comptés, pour le paiement des salaires, comme journées de travail.

Le présent article n'aura pas pour effet d'interdire la fourniture aux travailleurs des rations alimentaires habituelles comme partie du salaire, ces rations devant être au moins équivalentes à la somme d'argent qu'elles sont censées représenter ; mais aucune déduction ne devra être opérée sur le salaire, ni pour l'acquittement des impôts, ni pour la nourriture, les vêtements et le logement spéciaux qui seront fournis aux travailleurs pour les maintenir en état de continuer leur travail, eu égard aux conditions spéciales de leur emploi, ni pour la fourniture d'outils.

ART. 15. — Toute législation concernant la réparation des accidents ou des maladies résultant du travail et toute législation prévoyant l'indemnisation des personnes à la charge de travailleurs décédés ou invalides, qui sont ou seront en vigueur sur le territoire intéressé, devront s'appliquer aux personnes assujetties au travail forcé ou obligatoire dans les mêmes conditions qu'aux travailleurs libres.

De toute façon, toute autorité employant un travailleur au travail forcé ou obligatoire devra avoir l'obligation d'assurer la subsistance dudit travailleur si un accident ou une maladie résultant de son travail a pour effet de le rendre totalement ou partiellement incapable de subvenir à ses besoins. Cette autorité devra également avoir l'obligation de prendre des mesures pour assurer l'entretien de toute personne effectivement à la charge dudit travailleur, en cas d'incapacité ou de décès résultant du travail.

ART. 16. — Les personnes soumises au travail forcé ou obligatoire ne devront pas, sauf dans les cas de nécessité exceptionnelle, être transférées dans des régions où les conditions de nourriture et de climat seraient tellement

différentes de celles auxquelles elles ont été accoutumées qu'elles offriraient un danger pour leur santé.

Dans aucun cas, un tel transfert de travailleurs ne sera autorisé sans que toutes les mesures d'hygiène et d'habitat qui s'imposent pour leur installation et pour la sauvegarde de leur santé n'aient été strictement appliquées.

Lorsqu'un tel transfert ne pourra être évité, des mesures assurant l'adaptation progressive des travailleurs aux nouvelles conditions de nourriture et de climat devront être adoptées après avis du service médical compétent.

Dans les cas où ces travailleurs sont appelés à exécuter un travail régulier auquel ils ne sont pas accoutumés, des mesures devront être prises pour assurer leur adaptation à ce genre de travail, notamment en ce qui concerne l'entraînement progressif, les heures de travail, l'aménagement de repos intercalaires et les améliorations ou accroissements de rations alimentaires qui pourraient être nécessaires .

ART. 17. — Avant d'autoriser tout recours au travail forcé pour des travaux de construction ou d'entretien qui obligeront les travailleurs à séjourner sur des lieux de travail pendant une période prolongée, les autorités compétentes devront s'assurer :

1) Que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer l'hygiène des travailleurs et leur garantir les soins médicaux indispensables, et que, en particulier : *a)* ces travailleurs subissent un examen médical avant de commencer les travaux et de nouveaux examens à des intervalles déterminés durant la durée de l'emploi ; *b)* il a été prévu un personnel médical suffisant ainsi que des dispensaires, infirmeries, hôpitaux et matériel nécessaires pour faire face à tous les besoins ; et *c)* la bonne hygiène des lieux de travail, l'approvisionnement des travailleurs en eau, en vivres, en combustible et matériel de cuisine ont été assurés d'une manière satisfaisante

et des vêtements et un logement satisfaisants ont été prévus s'il est nécessaire ;

2) que des mesures appropriées ont été prises pour assurer la subsistance de la famille du travailleur, notamment en facilitant l'envoi d'une partie du salaire à celle-ci, par un procédé sûr, avec l'assentiment ou sur la demande du travailleur ;

3) que les voyages des travailleurs, pour aller au lieu du travail et en revenir, seront assurés par l'administration, sous sa responsabilité et à ses frais, et que l'administration facilitera ces voyages en utilisant dans la plus large mesure possible tous les moyens de transport disponibles ;

4) que, en cas de maladie ou d'accident du travailleur entraînant une incapacité de travail d'une certaine durée, le rapatriement du travailleur sera assuré aux frais de l'administration ;

5) que tout travailleur qui désirerait rester sur place comme travailleur libre, à l'expiration de sa période de travail forcé ou obligatoire, aura la faculté de le faire, sans être déchu, pendant une période de deux ans, de ses droits au rapatriement gratuit ;

ART. 18. — Le travail forcé ou obligatoire pour le transport de personnes ou de marchandises, par exemple, pour le portage et le payage, devra être supprimé dans le plus bref délai possible et, en attendant cette suppression, les autorités compétentes devront édicter des règlements fixant notamment :

a) l'obligation de n'utiliser ce travail que pour faciliter le déplacement de fonctionnaires de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions ou le transport du matériel de l'administration, ou, en cas de nécessité absolument urgente, le transport d'autres personnes que des fonctionnaires ; b) l'obligation de n'employer à de tels transports que des hommes reconnus physiquement aptes à ce travail par un examen médical préalable, dans tous les cas où cet examen est possible ; dans les cas où

il ne serait pas possible, la personne employant cette main-d'œuvre devra s'assurer, sous sa responsabilité, que les travailleurs employés ont l'aptitude physique requise et ne souffrent pas d'une maladie contagieuse ; *c*) la charge maximum à porter par les travailleurs ; *d*) le parcours maximum qui pourra être imposé à ces travailleurs du lieu de leur résidence ; *e*) et le nombre maximum de jours par mois ou par toute autre période, pendant lesquels ces travailleurs pourront être réquisitionnés, en comprenant dans ce nombre les journées du voyage de retour ; *f*) les personnes qui sont autorisées à faire appel à cette forme de travail forcé ou obligatoire ainsi que la mesure dans laquelle elles ont le droit d'y recourir.

En fixant les maxima dont il est question sous les lettres *c*), *d*), *e*) du paragraphe précédent, les autorités compétentes devront tenir compte des divers éléments à considérer, notamment de l'aptitude physique de la population qui devra subir la réquisition, de la nature de l'itinéraire à parcourir, ainsi que des conditions climatiques.

Les autorités compétentes devront, en outre, prendre des dispositions pour que le trajet quotidien normal des porteurs ne dépasse pas une distance correspondant à la durée moyenne d'une journée de travail de huit heures, étant entendu que, pour la déterminer, on devra tenir compte, non seulement de la charge à porter et de la distance à parcourir, mais encore de l'état de la route, de l'époque de l'année et de tous les autres éléments à considérer ; s'il était nécessaire d'imposer aux porteurs des heures de marche supplémentaires, celles-ci devront être rémunérées à des taux plus élevés que les taux normaux.

ART. 19. — Les autorités compétentes ne devront autoriser les recours aux cultures obligatoires que dans le but de prévenir la famine ou une disette de produits alimentaires et toujours sous la réserve que les denrées ou les produits ainsi obtenus devront rester la propriété des individus ou de la collectivité qui les auront produits.

Le présent article ne devra pas avoir pour effet, lorsque

la production se trouve organisée, suivant la loi et la coutume, sur une base communale et lorsque les produits ou les bénéfices provenant de la vente de ces produits restent la propriété de la collectivité de supprimer l'obligation pour les membres de la collectivité de s'acquitter du travail ainsi imposé.

ART. 20. — Les législations prévoyant une répression collective applicable à une collectivité entière, pour des délits commis par quelques-uns de ses membres, ne devront pas comporter le travail forcé ou obligatoire pour une collectivité comme une des méthodes de répression.

ART. 21. — Il ne sera pas fait appel au travail forcé ou obligatoire pour les travaux souterrains à exécuter dans les mines.

ART. 22. — Les rapports annuels que les Membres qui ratifient la présente convention s'engagent à présenter au Bureau international du Travail, conformément aux dispositions de l'article 408 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de paix sur les mesures prises par eux pour donner effet aux dispositions de la présente convention, devront contenir des informations aussi complètes que possible, pour chaque territoire intéressé, sur la mesure dans laquelle il aura été fait appel au travail forcé ou obligatoire dans ce territoire, ainsi que sur les points suivants : fins auxquelles ce travail aura été effectué ; taux de morbidité et de mortalité ; heures de travail ; méthodes de paiement des salaires et taux de ces derniers ; ainsi que tous autres renseignements pertinents.

ART. 23. — Pour donner effet aux dispositions de la présente convention, les autorités compétentes devront promulguer une réglementation complète et précise sur l'emploi du travail forcé ou obligatoire.

Cette réglementation devra comporter, notamment, des règles permettant à chaque personne assujettie au travail forcé ou obligatoire de présenter aux autorités toutes

réclamations relatives aux conditions de travail qui lui sont faites et lui donnant des garanties que ces réclamations seront examinées et prises en considération.

ART. 24. — Des mesures appropriées devront être prises dans tous les cas pour assurer la stricte application des règlements concernant l'emploi du travail forcé ou obligatoire, soit par l'extension au travail forcé ou obligatoire des attributions de tout organisme d'inspection déjà créé pour la surveillance du travail libre, soit par tout autre système convenable. Des mesures devront être également prises pour que ces règlements soient portés à la connaissance des personnes assujetties au travail forcé ou obligatoire.

ART. 25. — Le fait d'exiger illégalement du travail forcé ou obligatoire sera passible de sanctions pénales et tout Membre ratifiant la présente convention aura l'obligation de s'assurer que les sanctions imposées par la loi sont réellement efficaces et strictement appliquées.

ART. 26. — Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer aux territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté, tutelle ou autorité, dans la mesure où il a le droit de souscrire des obligations touchant à des questions de juridiction intérieure. Toutefois, si ce Membre veut se prévaloir des dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de paix, il devra accompagner sa ratification d'une déclaration faisant connaître :

- 1) les territoires dans lesquels il entend appliquer intégralement les dispositions de la présente convention ;
- 2) les territoires dans lesquels il entend appliquer les dispositions de la présente convention avec des modifications et en quoi consistent lesdites modifications ;
- 3) les territoires pour lesquels il réserve sa décision.

La déclaration susmentionnée sera réputée partie intégrante de la ratification et portera des effets identiques.

Tout Membre qui formulera une telle déclaration aura la faculté de renoncer, par une nouvelle déclaration, à tout ou partie des réserves contenues, en vertu des alinéas 2 et 3 ci-dessus, dans sa déclaration antérieure.

ART. 27. — Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 28. — La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail, dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ART. 29. — Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ART. 30. — Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne

fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de cinq années, et par la suite pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de cinq années dans les conditions prévues au présent article.

ART. 31. — A l'expiration de chaque période de cinq années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ART. 32. — Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai, nonobstant l'article 30 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur.

A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifierait pas la nouvelle convention portant revision.

ART. 33 — Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE II

MINISTÈRE DES COLONIES

Décret du 21 Août 1930, portant réglementation du travail public obligatoire aux colonies ⁽¹⁾

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 21 août 1930.

Monsieur le Président,

La convention sur l'esclavage et le vote, par la 14^e conférence internationale du travail, d'une convention sur le travail obligatoire donnent une importance toute spéciale à la réglementation, dans nos diverses possessions, de l'emploi de la main-d'œuvre obligatoire.

Le Gouvernement français, tant dans ses réponses au questionnaire arrêté par la 12^e Conférence internationale du Travail qu'au cours des travaux de la 14^e assemblée de cet organisme, a fait connaître de la façon la plus claire son point de vue, en la matière, et les directives dont il entend s'inspirer. La position française au regard du problème du travail obligatoire peut se résumer ainsi :

(1) *Journal Officiel* de la République française du 30 août 1930.

volonté formelle d'une suppression progressive de ce mode de travail ; maintien temporaire des réquisitions de travailleurs pour les seuls travaux publics ; distinction précise entre le travail obligatoire public et les devoirs militaires incombant, dans certains cas, à différents éléments de la population, ainsi que les obligations fiscales frappant les habitants ; respect des traditions locales et observation rationnelle des conditions démographiques et sociales dont seules les autorités coloniales sont à même de déterminer l'incidence.

Ces considérations, dictées par une expérience séculaire, ont conduit le Gouvernement français à considérer qu'il eût été préférable que la Convention adoptée à Genève, en juin dernier, revêtît la forme d'un énoncé de principes généraux que celle d'une réglementation détaillée.

La Conférence internationale du Travail n'a pas cru possible de se rallier à cette manière de voir. Elle a voté un texte qui, tout en contenant par ailleurs des dispositions fort heureuses, soulève de notre part plusieurs objections dirimantes.

Certains articles de la convention portent atteinte à nos droits souverains (tel est le cas de celui qui vise l'emploi du 2^e contingent militaire) ou sont en contradiction évidente avec la situation actuelle de telle ou telle de nos possessions. Ainsi s'expliquent les raisons qui n'ont pas permis aux délégués gouvernementaux français à la Conférence d'adhérer au projet de convention et qui les ont conduits à formuler des réserves. Du reste, les termes mêmes de la déclaration faite à ce sujet par la délégation gouvernementale française fixent notre position au cours des débats qui ont eu lieu à Genève.

En déclarant adhérer pleinement aux conceptions humanitaires dont s'inspire ladite convention, en affirmant que « quoi qu'il advienne du projet en question, nous continuerons sans hésitation notre action dans le même sens, réglant sur le mode le plus rapide qui lui paraîtra réalisable, l'application des mesures particulières », la

France a fait savoir qu'elle restait fidèle au libéralisme de sa tradition coloniale.

Dans cet esprit, j'ai préparé un projet de décret portant réglementation du « travail obligatoire public » dans les possessions d'outre-mer relevant de mon administration et où il reste indispensable d'y recourir pendant un certain temps encore. Ce texte cadre avec le plan d'ensemble de toute notre politique indigène, en même temps qu'il dégage, avec netteté, les principes généraux contenus dans les réglementations et les instructions en application dans nos grandes colonies.

Il m'a paru nécessaire, après avoir rappelé le caractère transitoire de l'emploi du travail obligatoire, parmi les populations que leur statut n'en exempte pas, de préciser, dans une courte définition, quels étaient les travaux pour fins publiques devant faire l'objet de cette réglementation spéciale.

Il ressort du projet de décret qui vous est soumis que, en particulier, les obligations découlant de la législation militaire, les appels annuels de la deuxième partie du contingent dans certaines de nos possessions ou celles nées des lois fiscales, et, plus spécialement, les prestations, doivent rester en dehors de la réglementation envisagée.

L'article 5 laisse aux autorités locales le soin de compléter la réglementation en vigueur en fixant par arrêtés, les modalités d'application pratique du projet de décret, compte tenu des besoins et des contingences spéciales à chacune de nos possessions lointaines.

S'il n'est pas possible de songer, pour l'heure, à une suppression désirable, s'il s'agit de prévoir une période transitoire dont il est difficile de fixer l'échéance, il est de notre devoir de veiller, par une série de mesures appropriées, à ce que ces appels ne constituent pas un trop lourd fardeau pour les assujettis. Il faut, en outre, que ces travaux soient comme de véritables chantiers d'application d'où les indigènes puissent sortir mieux

armés pour l'effort que les progrès de la civilisation réclament d'eux.

Tel est l'objet auquel répond le projet que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction et qui marque une nouvelle étape de l'organisation rationnelle des conditions du travail, dans celles de nos possessions encore insuffisamment évoluées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Président de la République française,
Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 5 mai
1854 ;
Sur le rapport du Ministre des Colonies,

Décète :

ART. 1^{er}. — Dans les colonies et pays de protectorat relevant du ministère des colonies et autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, les autorités compétentes pourront, en attendant la suppression totale de ce mode de travail, et pendant une période dont la cessation sera fixée, par décret, pour chaque groupe de colonies ou colonie, avoir recours, pour des fins d'intérêt public, au travail obligatoire dans des conditions déterminées par le présent décret.

ART. 2. — Le terme de « travail public obligatoire » désigne tout travail ou tout service exigé d'un individu, pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré, en dehors des travaux ou services résultant de ses obligations fiscales ou militaires ou de l'exécution d'une peine de droit commun.

Ne sont pas soumis aux prescriptions du présent décret :

1^o Les appels de main-d'œuvre obligatoire nécessités par des cas de force majeure, à savoir : la défense du

territoire, les sinistres et, d'une manière générale, toutes les circonstances mettant en danger les conditions d'existence de l'ensemble ou d'une partie de la population ;

2° Les travaux de village consacrés par la coutume de la collectivité intéressée et faisant partie des obligations normales de la vie de la communauté.

ART. 3. — Les autorités habilitées à autoriser le recrutement de travailleurs pour des travaux obligatoires destinés à des fins publiques sont, dans les gouvernements généraux, le gouverneur général, sur avis conforme du conseil de gouvernement ou, en cas d'urgence, de la commission permanente, et, dans les colonies autonomes, le gouverneur, sur avis conforme du conseil d'administration. Les gouverneurs généraux pourront, sur avis conforme du conseil de gouvernement et, en cas d'urgence, de la commission permanente, autoriser, par arrêté, les résidents supérieurs ou les lieutenants-gouverneurs à recourir au travail public obligatoire. Les gouverneurs, dans les colonies autonomes où il est encore fait appel au travail obligatoire, et les résidents supérieurs ou lieutenants-gouverneurs, dans les colonies groupées en gouvernements généraux, pourront, de leur côté, sur avis conforme du conseil d'administration de la colonie, autoriser les autorités subalternes à faire des appels de main-d'œuvre obligatoire dans les limites des cas prévus par les règlements en la matière.

ART. 4. — L'emploi du travail obligatoire pour des fins publiques est et demeure subordonné, dans tous les cas, à l'impossibilité d'un recours suffisant à la main-d'œuvre libre.

ART. 5. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs devront, dans un délai de six mois après la promulgation du présent décret, soumettre à l'approbation préalable du ministre des projets d'arrêtés réglementant le recours au travail obligatoire dans leur colonie et portant sur les points suivants : recrutement des travailleurs appelés à exécuter un travail public obligatoire ;

durée des appels ; condition d'adaptation, d'éducation et de maintien moral ; conditions du travail (salaires, heures de travail, surveillance, droit de requête) ; hygiène, alimentation et sécurité ; rapatriement.

ART. 6. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs soumettront également à l'approbation du ministre, dans le même délai, des projets d'arrêtés codifiant pour leurs colonies la réglementation sur le transport du personnel et du matériel administratif par voie de réquisition de main-d'œuvre.

ART. 7. — Il ne pourra être institué de cultures obligatoires que dans les formes et suivant les règles prévues à l'article 3 et seulement dans le cas de lutte contre la disette ou pour des fins d'enseignement agricole expérimental.

ART. 8. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 9. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 août 1930.

Par le Président de la République : GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des Colonies,

FRANÇOIS PIÉTRI.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS

ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES. — Compte rendus des séances, communications. Années 1928-1930. *Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales.*

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (Documents du) :

- I. — 1° Travail forcé (*Livre gris*). Rapport et projet de questionnaire (*Conférence internationale du travail, 12^e session, 3^e question de l'ordre du jour*). Genève 1929. (392 p.).
- 2° Travail forcé (*Livre rouge*). Questionnaire I (*Conférence internationale du travail, 14^e session, 1^{re} question de l'ordre du jour*). Genève 1929. (78 p.).
- 3° Travail forcé (*Livre bleu*). Deuxième discussion (*Conférence internationale du travail, 14^e session*). Genève, 1930. (243 p.).
- II. — Conférence internationale du travail, 12^e session :
Rapport du Directeur et Compte rendu, 2 vol., Genève 1929.
- Conférence internationale du travail, 14^e session :
Rapport du Directeur et Compte rendu, 2 vol., Genève, 1930.

CONGRÈS DE SOCIOLOGIE COLONIALE. Paris 1900 : Rapport sur le travail forcé par M. Nouet.

DEBATS ET DOCUMENTS PARLEMENTAIRES (*Journal Officiel*) :

- Rapports à la Chambre et au Sénat sur les projets de budget des colonies et discussion de ces projets (*Journal Officiel*, années 1928-1931).
- Discussion de plusieurs interpellations sur la politique coloniale. *Débats*, Chambre, 1929.
- Discussion des projets de loi relatifs aux emprunts coloniaux. *Débats*, Chambre et Sénat, 1930-1931.

DISCOURS prononcés par les Gouverneurs généraux à l'ouverture des Conseils de gouvernement (A. O. F. - A. E. F. - Madagascar).

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL, 20^e Session, Bruxelles 1929.

Le régime et l'organisation du travail des indigènes dans les colonies tropicales, Rapport par M. Schumann, 1 vol., in-8°, 1929. Bruxelles. *Bibliothèque coloniale internationale.*

Compte rendu de la 20^e Session tenue à Bruxelles les 24, 25, 26 juin 1929, 1 vol., in-8°, 1929, Bruxelles. *Bibliothèque coloniale internationale.*

POLITIQUE (La) coloniale de la France. Conférences de... H. Brenier ; A. Lacroix ; L. Baréty ; général Gouraud ; E. du Vivier de Streel ; amiral Lacaze ; A. Duchêne ; G. Hanotaux ; F. Piétri ; Peretti de la Rocca ; C. Guy ; L. Hubert. In-16, 1924. *Alcan.*

PROBLÈME (Le) de la main-d'œuvre au Congo Belge. Commission de la main-d'œuvre. *Secrétariat de Bruxelles.* 1925.

PROBLÈMES (Les principaux) relatifs à la mise en valeur de notre domaine colonial (Les Cahiers du redressement français, n° 32), in-16, 1927. *Editions de la S. A. P. E.*

PROBLÈME (Le) social aux colonies. (Semaines Sociales de France, 22^e session, Marseille 1930. Compte rendu « in-extenso » des cours et conférences), in-8°, 1931. *Gabalda* (590 p.).

RAPPORT DELAFOSSE de la Commission temporaire de l'esclavage. *Documents de la Société des Nations*, A. 19. 1925. VII.

REPORT UPON LABOUR IN TANGANYKA TERRITORY. Great Britain Colonial Office. Londres, *H.M. Stationary Office*, 1926.

II. OUVRAGES

ABBATUCCI (S.). — Médecins coloniaux, in-16, 1928. *Edit. Larose.*

AUGAGNEUR (V.). — Erreurs et brutalités coloniales, in-16, 1927. *Editions Montaigne.*

- AURIC (H.). — L'avenir du Congo et le « Congo-Océan » (*Thèse, Paris*), 2^e éd., in-8°, 1931. *Picart* (136 p.).
- BISCHOFF (E.). — Les exactions des Anglais et des Français dans les colonies (*trad. de l'allemand*), in-12, 1918, Zurich, *Orell Füssli*.
- BLONDEL (Ch.). — La mentalité primitive, Paris, 1926. *Dela-main*.
- BOUILLIER (L.). — De l'obligation au travail pour les indigènes des colonies d'exploitation. Spécialement dans les territoires français de l'Afrique centrale. (*Thèse, Paris*), in-8°, 1923. *La Vie Universitaire*. (187 p.).
- BRIAULT (M.). — Dans la forêt du Gabon, in-16, 1930. *Grasset*. (195 p.).
Sous le zéro équatorial, in-16, 1930. *Bloud et Gay*. (246 p.).
- BROCARD (L.). — Principes d'économie nationale et internationale, 3 vol., in-8°, 1929. *Recueil Sirey*.
- BUELL (R.-L.). — The Native Problem in Africa, 2 vol., New-York 1928. *Mac Millan*.
- CRETOIS. — De l'obligation au travail dans quelques législations, (*Thèse, Alger*), 1927.
- CUVILLIER-FLEURY (H.). — La mise en valeur du Congo français. Les sociétés concessionnaires (*Thèse, Paris*), gr. in-8°, 1904. *Larose et Tenin*.
- CUVILLIER-FLEURY (R.). — La main-d'œuvre dans les colonies françaises de l'Afrique occidentale et du Congo (*Thèse, Paris*), gr. in-8°, 1907. *Larose et Tenin*.
- DARESTE (P.). — Traité de droit colonial, 2 vol., gr. in-8, 1931-1932. *Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales*.
- DOMAINE (Le) colonial français. Préface de M. le Maréchal Lyautey. Publié sous les auspices de l'Union coloniale française, sous la direction de G. H. Hardy ; E. Duchesne et C.A. Le Neveu, 4 vol., in-4° ; 1929-1930. *Les Editions du Cygne*.
- DUBOIS (H.). — Répertoire africain (Conférence des Missions catholiques d'Afrique), Rome, Sodalité de Saint-Pierre, in-8°, 1932. *Claver*. (400 p.).
- FAUCHÈRE (A.). — La mise en valeur de nos territoires coloniaux, main-d'œuvre, etc., in-8°, 1917. *Challamel*. (1 brochure).

FAYET (Ch.-J.). — Travail et colonisation (*Thèse, Paris*), in-8°, 1931. *Librairie générale de droit et de jurisprudence*. (278 p.).

FOLLIET (J.). — Le droit de colonisation, in-8°, 1932, Lyon. *Imprimerie G. Neveu*. (346 p.).

GIDE (A.). — Voyage au Congo, in-16, 1927. *Editions de la Nouvelle Revue Française*.

Le retour du Tchad, avec un appendice contenant des documents relatifs à la question des sociétés concessionnaires, in-16, 1928. *Edit. de la Nouvelle Revue Française*.

GIRAULT (A.). — Principes de colonisation et de législation coloniale. 3 vol., in-18, 5^e édit., 1927-1930. *Recueil Sirey*.

HANOTAUX (G.) et MARTINEAU (A.). — Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde, 6 vol., in-8°, 1931. *Plon*.

HARDY (G.). — Nos grands problèmes coloniaux, Paris 1929, *Collection Armand Colin*. (210 p.).

HEYSE (T.). — Le régime du travail au Congo belge, 2^e édit., in-8°, 1924. Bruxelles, *Goemare*.

HOMBERG (O.). — L'envers du décor. Crise mondiale, crise de croissance, le mal dont souffrent nos colonies, in-16, 1930. *Edit. de la Dépêche Coloniale*.

JACQUIER (L.). — La main-d'œuvre locale à Madagascar (*Thèse, Paris*), in-8°, 1904. (303 p.).

JADOT (Y.). — Blanc et Noir au Congo belge. Problèmes coloniaux, in-16, 1930. Bruxelles, *Edit. de la « Revue sincère »*.

LE NEVEU (C.-A.). — Le travail forcé, in-8°, 1930. *Edit. de la Quinzaine Coloniale*. (71 p.).

LEROY-BEAULIEU (P.). — La colonisation chez les peuples modernes, 6^e édit., 2 vol., in-8°, 1908. *Alcan*.

LESTIDEAU (E.). — La question de la main-d'œuvre dans les colonies et spécialement dans celles de l'A. O. F. (*Thèse, Rennes*), in-8°, 1907. (99 p.).

LÉVY-BRUHL (L.). — La mentalité primitive, 1923, Paris. *Alcan*.

LONDRES (A.). — Terre d'ébène, in-16, 1929. *Albin Michel*.

LYAUTEY. — Lettres du Tonkin et de Madagascar, in-8°, 1921. *Armand Colin*.

Paroles d'action, in-8°, 1927. *Armand Colin*.

- MANNEQUIN (T.). — Travail et liberté, études critiques d'économie sociale, 2 vol., in-8°, 1863. *Guillaumin*.
- MÉRIGNHAC (A.). — Traité de législation et d'économie coloniales, 2^e édit., in-8°, 1925. *Recueil Sirey* (999 p.).
- MONNET (P.). — La législation du travail dans les colonies françaises (*Thèse, Paris*), in-8°, 1925. *Jouve*, (133 p.).
- OLIVIER (Gouverneur général M.). — Six ans de politique sociale à Madagascar, in-16, 1931. *Grasset* (273 p.).
- PINON (R.). — La protection des travailleurs indigènes aux colonies, in-16, 1912 (Ass. nat. franç. pour la protection légale des travailleurs), *Rivière*, 1 brochure.
- POULAIN (R.). — Voyage autour du Congo. Etapes africaines, in-16, 1930. *Editions de la Nouvelle Revue critique*.
- REMOND (M.). — La main-d'œuvre dans les colonies françaises. (*Thèse, Paris*), in-8°, 1903, (155 p.).
- ROBIN (R.). — La question de la main-d'œuvre dans les colonies d'exploitation françaises (*Thèse, Paris*), in-8°, 1899 (288 p.).
- RONDET-SAINT (M.). — Dans notre Empire noir, in-16, 1929. *Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales* (320 p.).
- SABATIER (F.). — Le problème de la main-d'œuvre à Madagascar depuis la suppression de l'esclavage (*Thèse, Aix*), in-8°, 1903 (123 p.).
- SARRAUT (A.). — La mise en valeur des colonies françaises, in-8°, 1923, *Payot*.
Grandeur et servitude coloniales, in-16, 1931. *Editions du Sagittaire*, (285 p.).
- SCHWERTZER (A.). — A l'orée de la forêt vierge, in-16, 1929. *Rieder*.
- VIGNON (L.). — Un programme de politique coloniale. Les questions indigènes, 1919. *Plon*.

III. PÉRIODIQUES

Afrique Française (L').

Bulletin Catholique International.

Bulletin des Missions.

Cahiers Coloniaux (Les) de l'Institut Colonial de Marseille.

Chronique (La) sociale de France.

Chronique (La) Coloniale, bulletin de l'Institut Colonial Français.

Dépêche (La) Coloniale.

Documents (Les) de la Vie Intellectuelle : juillet-août 1930.

Essor (L') colonial et maritime. Bruxelles.

Europe (L') Nouvelle : n° du 14 juin 1930.

Publications du Bureau International du Travail :

— *L'Année Sociale du B. I. T.*

— *Les Informations sociales du B. I. T.*

— *Résumé mensuel* des travaux de l'Organisation internationale du Travail.

— *Revue internationale du travail.*

Quinzaine (La) Coloniale, organe de l'Union coloniale française.

Revue de droit international public : sept.-oct. 1929 et mai-juin 1929.

Revue des questions coloniales et maritimes.

Revue des Vivants : n° de janvier 1930.

Temps (Le) colonial, supplément colonial du *Temps*.

Vie (La) Intellectuelle : nov. 1928 ; juin 1929, juillet-août 1929 ; déc. 1929.

Le numéro du 27 septembre 1930 de la *Documentation Catholique* renferme une bibliographie fournie sur le travail obligatoire.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>INTRODUCTION</i>	7

PREMIERE PARTIE

Le régime actuel du travail obligatoire aux colonies et ses principales modalités

SECTION I. — Le régime de la contrainte directe.	
CHAPITRE I. — Les travaux publics d'intérêt général	41
§ 1. La réquisition de la main-d'œuvre civile.	
1° Principes généraux	43
2° La condition des travailleurs réquisitionnés	51
§ 2. L'utilisation de la main-d'œuvre militaire	58
CHAPITRE II. — Le portage obligatoire.....	67
CHAPITRE III. — Les cultures obligatoires.....	71
SECTION II. — Le régime de la contrainte indirecte.	77

DEUXIEME PARTIE

Les principes directeurs d'une politique du travail obligatoire

SECTION I. — Les fondements essentiels d'une politique du travail obligatoire.

	Pages
CHAPITRE I. — La personnalité de l'indigène et ses caractères distinctifs	101
CHAPITRE II. — Les répercussions du travail obligatoire sur la vie de l'indigène.....	111

SECTION II. — Principes d'organisation du travail obligatoire.

CHAPITRE I. — Limitation du recours au travail obligatoire	123
§ 1. De l'interdiction du travail obligatoire pour des fins d'intérêt privé.....	123
§ 2. De la limitation du travail obligatoire d'intérêt général	129
CHAPITRE II. — Organisation du travail obligatoire d'intérêt général.....	133
§ 1. Protection de l'indigène réquisitionné.	134
1° Protection de la santé physique du travailleur indigène	134
2° Protection de la santé morale du travailleur indigène	138
§ 2. Amélioration du rendement des travailleurs réquisitionnés.....	140
A. Développement de l'outillage mécanique	141
B. Allongement de la durée des réquisitions	145
§ 3. Sauvegarde de la vie locale indigène...	146

SECTION III. — Protection et éducation de la main-d'œuvre.	Pages
CHAPITRE I. — Protection de la main-d'œuvre....	157
§ 1. Politique de l'hygiène.....	160
§ 2. Politique de l'alimentation.....	164
CHAPITRE II. — Education de la main-d'œuvre....	165

TROISIEME PARTIE

L'internationalisation de la politique du travail obligatoire

CHAPITRE I. — L'intervention du Bureau International du Travail	179
§ 1. L'historique de l'Intervention du Bureau International du Travail	179
§ 2. L'élaboration de la Convention du 28 Juin 1930	186
§ 3. L'échec de la Convention et ses causes :	
1° L'échec de la Convention.....	196
2° Les causes d'échec de la Convention	212
§ 4. Le décret français du 21 août 1930....	221
CHAPITRE II. — Les enseignements de Genève et l'orientation de la politique coloniale internationale	227
CONCLUSION	235

<i>ANNEXES</i>	<i>Pages</i>
ANNEXE I. — Texte du projet de Convention concernant le travail forcé ou obligatoire.....	I
ANNEXE II. — Texte du décret français du 21 août 1930 portant réglementation du travail public obligatoire aux colonies	XVII
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	XXIII

